

The Project Gutenberg EBook of Actes et Paroles, vol. 3, by Victor Hugo
#10 in our series by Victor Hugo

Copyright laws are changing all over the world. Be sure to check the
copyright laws for your country before downloading or redistributing
this or any other Project Gutenberg eBook.

This header should be the first thing seen when viewing this Project
Gutenberg file. Please do not remove it. Do not change or edit the
header without written permission.

Please read the "legal small print," and other information about the
eBook and Project Gutenberg at the bottom of this file. Included is
important information about your specific rights and restrictions in
how the file may be used. You can also find out about how to make a
donation to Project Gutenberg, and how to get involved.

Welcome To The World of Free Plain Vanilla Electronic Texts

eBooks Readable By Both Humans and By Computers, Since 1971

*****These eBooks Were Prepared By Thousands of Volunteers!*****

Title: Actes et Paroles, vol. 3

Author: Victor Hugo

Release Date: July, 2005 [EBook #8454]
[Yes, we are more than one year ahead of schedule]
[This file was first posted on July 12, 2003]

Edition: 10

Language: French

Character set encoding: ASCII

*** START OF THE PROJECT GUTENBERG EBOOK ACTES ET PAROLES, VOL. 3 ***

Produced by Carlo Traverso, Marc D'Hooghe
and the Online Distributed Proofreaders

ACTES ET PAROLES III par VICTOR HUGO

PARIS ET ROME

I

Cette trilogie, *„Avant l'Exil, Pendant l'Exil, Depuis l'Exil“*, n'est pas de moi, elle est de l'empereur Napoleon III. C'est lui qui a partage ma vie de cette facon; que l'honneur lui en revienne. Il faut rendre a Cesar ce qui est a Bonaparte.

La trilogie est tres bien faite; et l'on pourrait dire selon les regles de l'art. Chacun de ces trois volumes contient un exil; dans le premier il y a l'exil de France, dans le deuxieme l'exil de Jersey, dans le troisieme l'exil de Belgique.

Une rectification pourtant. L'exil, pour les deux derniers pays, est un mot impropre; le mot vrai est expulsion. Il n'y a d'exil que de la patrie.

Une vie tout entiere est dans ces trois volumes. Elle y est complete. Dix ans dans le tome premier; dix-neuf ans dans le tome second; six ans dans le tome troisieme. Cela va de 1841 a 1876. On peut dans ces pages reelles etudier jour par jour la marche d'un esprit vers la verite; sans jamais un pas en arriere; l'homme qui est dans ce livre l'a dit et le repete.

Ce livre, c'est quelque chose comme l'ombre d'un passant fixee sur le sol.

Ce livre a la forme vraie d'un homme.

On remarquera peut-etre que ce livre commence (tome Ier, Institut, juin 1841) par un conseil de resistance et se termine (tome III, Senat, mai 1876) par un conseil de clemence. Resistance aux tyrans, clemence aux vaincus. C'est la en effet toute la loi de la conscience. Trente-cinq annees separent dans ce livre le premier conseil du second; mais le double devoir qu'ils imposent est indique, accepte et pratique dans toutes les pages de ces trois volumes.

L'auteur n'a plus qu'une chose a faire: continuer et mourir.

Il a quitte son pays le 11 decembre 1851; il y est revenu le 5 septembre 1870.

A son retour, il a trouve l'heure plus sombre et le devoir plus grand que jamais.

II

La patrie a cela de poignant qu'en sortir est triste, et qu'y rentrer est quelquefois plus triste encore. Quel proscrit romain n'eut mieux aime mourir comme Brutus que voir l'invasion d'Attila? Quel proscrit francais n'eut prefere l'exil eternel a l'effondrement de la France sous la Prusse, et a l'arrachement de Metz et de Strasbourg?

Revenir dans son foyer natal le jour des catastrophes; etre ramene par des evenements qui vous indignent; avoir longtemps appele la patrie dans sa nostalgie et se sentir insulte par la complaisance du destin qui vous exauce en vous humiliant; etre tente de souffleter la fortune qui mele un vol a une restitution; retrouver son pays, *„dulces Argos“*, sous les pieds de deux empires, l'un en triomphe, l'autre en deroute; franchir la frontiere sacree a l'heure ou l'etranger la viole; ne pouvoir que baiser la terre en pleurant; avoir a peine la force de crier: France! dans un etouffement de sanglots; assister a l'ecrasement des braves; voir monter a l'horizon de hideuses fumees, gloire de l'ennemi faite de votre honte; passer ou le carnage vient de passer; traverser des champs sinistres ou l'herbe sera plus epaisse l'annee prochaine; voir se prolonger a perte de vue, a mesure qu'on avance, dans les pres, dans les bois, dans les vallons, dans les collines, cette chose que la France n'aime pas, la fuite; rencontrer des dispersions farouches de soldats accables; puis rentrer dans l'immense ville heroique qui va subir un monstrueux siege de cinq mois; retrouver la France, mais gisante et sanglante, revoir Paris, mais affame et bombarde, certes, c'est la une inexprimable douleur.

C'est l'arrivee des barbares; eh bien, il y a une autre attaque non moins funeste, c'est l'arrivee des tenebres.

Si quelque chose est plus lugubre que le pietinement de nos sillons par les talons de la landwehr, c'est l'envahissement du dix-neuvieme siecle par le moyen age. Crescendo outrageant. Apres l'empereur, le pape; apres Berlin, Rome.

Apres avoir vu triompher le glaive, voir triompher la nuit!

La civilisation, cette lumiere, peut etre eteinte par deux modes de submersion; deux invasions lui sont dangereuses, l'invasion des soldats et l'invasion des pretres.

L'une menace notre mere, la patrie; l'autre menace notre enfant, l'avenir.

III

Deux inviolabilités sont les deux plus précieux biens d'un peuple civilisé, l'inviolabilité du territoire et l'inviolabilité de la conscience. Le soldat viole l'une, le prêtre viole l'autre.

Il faut rendre justice à tout, même au mal; le soldat croit bien faire, il obéit à sa consigne; le prêtre croit bien faire, il obéit à son dogme; les chefs seuls sont responsables. Il n'y a que deux coupables, César et Pierre; César qui tue, Pierre qui ment.

Le prêtre peut être de bonne foi; il croit avoir une vérité à lui, différente de la vérité universelle. Chaque religion a sa vérité, distincte de la vérité d'à côté. Cette vérité ne sort pas de la nature, entachée de panthéisme aux yeux des prêtres; elle sort d'un livre. Ce livre varie. La vérité qui sort du talmud est hostile à la vérité qui sort du koran. Le rabbin croit autrement qu'e le marabout, le fakir contemple un paradis que n'aperçoit pas le caloyer, et le Dieu visible au capucin est invisible au derviche. On me dira que le derviche en voit un autre; je l'accorde, et j'ajoute que c'est le même; Jupiter, c'est Jovis, qui est Jova, qui est Jehovah; ce qui n'empêche pas Jupiter de foudroyer Jehovah, et Jehovah de damner Jupiter; Fo excommunie Brahma, et Brahma anathématise Allah; tous les dieux se revomissent les uns les autres; toute religion dément la religion d'en face; les clerges flottent dans tout cela, se haissant, tous convaincus, à peu près; il faut les plaindre et leur conseiller la fraternité. Leur pugilat est pardonnable. On croit ce qu'on peut, et non ce qu'on veut. La est l'excuse de tous les clerges; mais ce qui les excuse les limite. Qu'ils vivent, soit; mais qu'ils n'empientent pas. Le droit au fanatisme existe, à la condition de ne pas sortir de chez lui; mais dès que le fanatisme se répand au dehors, dès qu'il devient veda, pentateuque ou syllabus, il veut être surveillé. La création s'offre à l'étude de l'homme; le prêtre déteste cette étude et tient la création pour suspecte; la vérité latente dont le prêtre dispose contredit la vérité patente que l'univers propose. De là un conflit entre la foi et la raison. De là, si le clergé est le plus fort, une voie de fait du fanatisme sur l'intelligence. S'emparer de l'éducation, saisir l'enfant, lui remanier l'esprit, lui repétrir le cerveau, tel est le procédé; il est redoutable. Toutes les religions ont ce but: prendre de force l'âme humaine.

C'est à cette tentative de viol que la France est livrée aujourd'hui.

Essai de fécondation qui est une souillure. Faire à la France un faux avenir; quoi de plus terrible?

L'intelligence nationale en péril, telle est la situation actuelle.

L'enseignement des mosquées, des synagogues et des presbytères, est le même; il a l'identité de l'affirmation dans la chimère; il substitue le dogme, cet empirique, à la conscience, cet avertisseur. Il fausse la notion divine innée; la candeur de la jeunesse est sans défense, il verse dans cette candeur l'imposture, et, si on le laisse faire, il en arrive à ce résultat de créer chez l'enfant une épouvantable bonne foi dans l'erreur.

Nous le repetons, le pretre est ou peut etre convaincu et sincere.
Doit-on le blamer? non. Doit-on le combattre? oui.

Discutons, soit.

Il y a une education a faire, le clerge le croit du moins, l'education de la civilisation; le clerge nous la demande. Il veut qu'on lui confie cet eleve, le peuple francais. La chose vaut la peine d'etre examinee.

Le pretre, comme maitre d'ecole, travaille dans beaucoup de pays. Quelle education donne-t-il? Quels resultats obtient-il? Quels sont ses produits? la est toute la question.

Celui qui ecrit ces lignes a dans l'esprit deux souvenirs; qu'on lui permette de les comparer, il en sortira peut-etre quelque lumiere. Dans tous les cas, il n'est jamais inutile d'ecrire l'histoire.

IV

En 1848, dans les tragiques journees de juin, une des places de Paris fut brusquement envahie par les insurges.

Cette place, ancienne, monumentale, sorte de forteresse carree ayant pour muraille un quadrilatere de hautes maisons en brique et en pierre, avait pour garnison un bataillon commande par un brave officier nomme Tombeur. Les redoutables insurges de juin s'en emparerent avec la rapidite irresistible des foules combattantes.

Ici, tres brievement, mais tres nettement, expliquons-nous sur le droit d'insurrection.

L'insurrection de juin avait-elle raison?

On serait tente de repondre oui et non.

Oui, si l'on considere le but, qui etait la realisation de la republique; non, si l'on considere le moyen, qui etait le meurtre de la republique. L'insurrection de juin tuait ce qu'elle voulait sauver. Meprise fatale.

Ce contre-sens etonne, mais l'etonnement cesse si l'on considere que l'intrigue bonapartiste et l'intrigue legitimiste etaient melees a la sincere et formidable colere du peuple. L'histoire aujourd'hui le sait, et la double intrigue est demontree par deux preuves, la lettre de Bonaparte a Rapatel, et le drapeau blanc de la rue Saint-Claude.

L'insurrection de juin faisait fausse route.

En monarchie, l'insurrection est un pas en avant; en republique, c'est un pas en arriere.

L'insurrection n'est un droit qu'a la condition d'avoir devant elle la vraie revolte, qui est la monarchie. Un peuple se defend contre un homme, cela est juste.

Un roi, c'est une surcharge; tout d'un cote, rien de l'autre; faire contrepoids a cet homme excessif est necessaire; l'insurrection n'est autre chose qu'un retablissement d'equilibre.

La colere est de droit dans les choses equitables; renverser la Bastille est une action violente et sainte.

L'usurpation appelle la resistance; la republique, c'est-a-dire la souverainete de l'homme sur lui-meme, et sur lui seul, etant le principe social absolu, toute monarchie est une usurpation; fut-elle legalement proclamee; car il y a des cas, nous l'avons dit [note: Preface du tome 1er, Avant l'exil.], ou la loi est traitre au droit. Ces rebellions de la loi doivent etre reprimees, et ne peuvent l'etre que par l'indignation du peuple. Royer-Collard disait: _Si vous faites cette loi, je jure de lui desobeir_.

La monarchie ouvre le droit a l'insurrection.

La republique le ferme.

En republique, toute insurrection est coupable.

C'est la bataille des aveugles.

C'est l'assassinat du peuple par le peuple. En monarchie, l'insurrection c'est la legitime defense; en republique, l'insurrection c'est le suicide.

La republique a le devoir de se defendre, meme contre le peuple; car le peuple, c'est la republique d'aujourd'hui, et la republique, c'est le peuple d'aujourd'hui, d'hier et de demain.

Tels sont les principes.

Donc l'insurrection de juin 1848 avait tort.

Helas! ce qui la fit terrible, c'est qu'elle etait venerable. Au fond de cette immense erreur on sentait la souffrance du peuple. C'etait la revolte des desesperes. La republique avait un premier devoir, reprimer cette insurrection, et un deuxieme devoir, l'amnistier. L'Assemblée nationale fit le premier devoir, et ne fit pas le second. Faute dont elle repondra devant l'histoire.

Nous avons du en passant dire ces choses parce qu'elles sont vraies et que toutes les verites doivent etre dites, et parce qu'aux epoques troubles il faut des idees claires; maintenant nous reprenons le

recit commence.

Ce fut par la maison n° 6 que les insurgés pénétrèrent dans la place dont nous avons parlé. Cette maison avait une cour qui, par une porte de derrière, communiquait avec une impasse donnant sur une des grandes rues de Paris. Le concierge, nommé Desmasières, ouvrit cette porte aux insurgés, qui, par là, se ruèrent dans la cour, puis dans la place. Leur chef était un ancien maître d'école destitué par M. Guizot. Il s'appelait Gobert, et il est mort depuis, proscrit, à Londres. Ces hommes firent irruption dans cette cour, orageux, menaçants, en haillons, quelques-uns pieds nus, armés des armes que le hasard donna à la fureur, piques, haches, marteaux, vieux sabres, mauvais fusils, avec tous les gestes inquiétants de la colère et du combat; ils avaient ce sombre regard des vainqueurs qui se sentent vaincus. En entrant dans la cour, un d'eux cria: "C'est ici la maison du pair de France!" Alors ce bruit se répandit dans toute la place chez les habitants effarés: "Ils vont piller le n° 6!"

Un des locataires du n° 6 était, en effet, un ancien pair de France qui était à cette époque membre de l'Assemblée constituante. Il était absent de la maison, et sa famille aussi. Son appartement, assez vaste, occupait tout le second étage, et avait à l'une de ses extrémités une entrée sur le grand escalier, et, à l'autre extrémité, une issue sur un escalier de service.

Cet ancien pair de France était en ce moment-là même un des soixante représentants envoyés par la Constituante pour réprimer l'insurrection, diriger les colonnes d'attaque et maintenir l'autorité de l'Assemblée sur les généraux. Le jour où ces faits se passaient, il faisait face à l'insurrection dans une des rues voisines, seconde par son collègue et ami le grand statuaire républicain David d'Angers.

--Montons chez lui! crièrent les insurgés.

Et la terreur fut au comble dans toute la maison.

Ils monterent au second étage. Ils emplissaient le grand escalier et la cour. Une vieille femme qui gardait le logis en l'absence des maîtres leur ouvrit, éperdue. Ils entrèrent péle-mêle, leur chef en tête. L'appartement, désert, avait le grave aspect d'un lieu de travail et de rêverie.

Au moment de franchir le seuil, Gobert, le chef, ôta sa casquette et dit:

--Tête nue!

Tous se découvrirent.

Une voix cria:

--Nous avons besoin d'armes.

Une autre ajouta:

--S'il y en a ici, nous les prendrons.

--Sans doute, dit le chef.

L'antichambre était une grande pièce sévère, éclairée, à une encoignure, d'une étroite et longue fenêtre, et meublée de coffres de bois le long des murs, à l'ancienne mode espagnole.

Ils y pénétrèrent.

--En ordre! dit le chef.

Ils se rangèrent trois par trois, avec toutes sortes de bourdonnements confus.

--Faisons silence, dit le chef.

Tous se turent.

Et le chef ajouta:

--S'il y a des armes, nous les prendrons.

La vieille femme, toute tremblante, les précédait. Ils passèrent de l'antichambre à la salle à manger.

--Justement! cria l'un d'eux.

--Quoi? dit le chef.

--Voici des armes.

Au mur de la salle à manger était appliquée, en effet, une sorte de panoplie en trophée. Celui qui avait parlé reprit:

--Voici un fusil.

Et il désignait du doigt un ancien mousquet à rouet, d'une forme rare.

--C'est un objet d'art, dit le chef.

Un autre insurge, en cheveux gris, éleva la voix:

--En 1830, nous en avons pris de ces fusils-là, au musée d'artillerie.

Le chef répartit:

--Le musée d'artillerie appartenait au peuple.

Ils laisserent le fusil en place.

A cote du mousquet a rouet pendait un long yatagan turc dont la lame etait d'acier de Damas, et dont la poignee et le fourreau, sauvagement sculptes, etaient en argent massif.

--Ah! par exemple, dit un insurge, voila une bonne arme. Je la prends. C'est un sabre.

--En argent! cria la foule.

Ce mot suffit. Personne n'y toucha.

Il y avait dans cette multitude beaucoup de chiffonniers du faubourg Saint-Antoine, pauvres hommes tres indigents.

Le salon faisait suite a la salle a manger. Ils y entrerent.

Sur une table etait jetees une tapisserie aux coins de laquelle on voyait les initiales du maitre de la maison.

--Ah ca mais pourtant, dit un insurge, il nous combat!

--Il fait son devoir, dit le chef.

L'insurge reprit:

--Et alors, nous, qu'est-ce que nous faisons?

Le chef repondit:

--Notre devoir aussi.

Et il ajouta:

--Nous defendons nos familles; il defend la patrie.

Des temoins, qui sont vivants encore, ont entendu ces calmes et grandes paroles.

L'envahissement continua, si l'on peut appeler envahissement le lent defile d'une foule silencieuse. Toutes les chambres furent visitees l'une apres l'autre. Pas un meuble ne fut remue, si ce n'est un berceau. La maitresse de la maison avait eu la superstition maternelle de conserver a cote de son lit le berceau de son dernier enfant. Un des plus farouches de ces deguenilles s'approcha et poussa doucement le berceau, qui sembla pendant quelques instants balancer un enfant endormi.

Et cette foule s'arreta et regarda ce bercement avec un sourire.

A l'extremite de l'appartement etait le cabinet du maitre de la maison, ayant une issue sur l'escalier de service. De chambre en chambre ils y arriverent.

Le chef fit ouvrir l'issue, car, derriere les premiers arrives, la legion des combattants maitres de la place encombra tout l'appartement, et il etait impossible de revenir sur ses pas.

Le cabinet avait l'aspect d'une chambre d'etude d'ou l'on sort et ou l'on va rentrer. Tout y etait epars, dans le tranquille desordre du travail commence. Personne, excepte le maitre de la maison, ne penetrait dans ce cabinet; de la une confiance absolue. Il y avait deux tables, toutes deux couvertes des instruments de travail de l'ecrivain. Tout y etait mele, papiers et livres, lettres decachetees, vers, prose, feuilles volantes, manuscrits ebauches. Sur l'une des tables etaient ranges quelques objets precieux; entre autres la boussole de Christophe Colomb, portant la date 1489 et l'inscription _la Pinta_.

Le chef, Gobert, s'approcha, prit cette boussole, l'examina curieusement, et la reposa sur la table en disant:

--Ceci est unique. Cette boussole a decouvert l'Amerique.

A cote de cette boussole, on voyait plusieurs bijoux, des cachets de luxe, un en cristal de roche, deux en argent, et un en or, joyau cisele par le merveilleux artiste Froment-Meurice.

L'autre table etait haute, le maitre de la maison ayant l'habitude d'ecrire debout.

Sur cette table etaient les plus recentes pages de son oeuvre interrompue,[note: Les Miserables.] et sur ces pages etait jetee une grande feuille depilee chargee de signatures. Cette feuille etait une petition des marins du Havre, demandant la revision des penalites, et expliquant les insubordinations d'equipages par les cruautes et les iniquites du code maritime. En marge de la petition etaient ecrites ces lignes de la main du pair de France representant du peuple: "Appuyer cette petition. Si l'on venait en aide a ceux qui souffrent, si l'on allait au-devant des reclamations legitimes, si l'on rendait au peuple ce qui est du au peuple, en un mot, si l'on etait juste, on serait dispense du douloureux devoir de reprimer les insurrections."

Ce defile dura pres d'une heure. Toutes les miseres et toutes les coleres passerent la, en silence. Ils entraient par une porte et sortaient par l'autre. On entendait au loin le canon.

Tous s'en retournerent au combat.

Quand ils furent partis, quand l'appartement fut vide, on constata que ces pieds nus n'avaient rien insulte et que ces mains noires de poudre n'avaient touche a rien. Pas un objet precieux ne manquait, pas un papier n'avait ete derange. Une seule chose avait disparu, la petition des marins du Havre.

[Note: Cette disparition s'est expliquee depuis. Le chef, Gobert, avait emporte cette petition annotee comme on vient de le voir, afin

de montrer aux combattants a quel point l'habitant de cette maison, tout en faisant contre l'insurrection sa mission de representant, etait un ami vrai du peuple.]

Vingt ans apres, le 27 mai 1871, voici ce qui se passait dans une autre grande place; non plus a Paris, mais a Bruxelles, non plus le jour, mais la nuit.

Un homme, un aieul, avec une jeune mere et deux petits enfants, habitait la maison numero 3 de cette place, dite place des Barricades; c'etait le meme qui avait habite le numero 6 de la place Royale a Paris; seulement il n'etait plus qualifie "ancien pair de France", mais "ancien proscrit"; promotion due au devoir accompli.

Cet homme etait en deuil. Il venait de perdre son fils. Bruxelles le connaissait pour le voir passer dans les rues, toujours seul, la tete penchee, fantome noir en cheveux blancs.

Il avait pour logis, nous venons de le dire, le numero 3 de la place des Barricades.

Il occupait, avec sa famille et trois servantes, toute la maison.

Sa chambre a coucher, qui etait aussi son cabinet de travail, etait au premier etage et avait une fenetre sur la place; au-dessous, au rez-de-chaussee, etait le salon, ayant de meme une fenetre sur la place; le reste de la maison se composait des appartements des femmes et des enfants. Les etages etaient fort eleves; la porte de la maison etait contigue a la grande fenetre du rez-de-chaussee. De cette porte un couloir menait a un petit jardin entoure de hautes murailles au dela duquel etait un deuxieme corps de logis, inhabite a cette epoque a cause des vides qui s'etaient faits dans la famille.

La maison n'avait qu'une entree et qu'une issue, la porte sur la place.

Les deux berceaux des petits enfants etaient pres du lit de la jeune mere, dans la chambre du second etage donnant sur la place, au-dessus de l'appartement de l'aieul.

Cet homme etait de ceux qui ont l'ame habituellement sereine. Ce jour-la, le 27 mai, cette serenite etait encore augmentee en lui par la pensee d'une chose fraternelle qu'il avait faite le matin meme. L'annee 1871, on s'en souvient, a ete une des plus fatales de l'histoire; on etait dans un moment lugubre. Paris venait d'etre viole deux fois; d'abord par le parricide, la guerre de l'etranger contre la France, ensuite par le fraticide, la guerre des francais contre les francais. Pour l'instant la lutte avait cesse; l'un des deux partis avait ecrase l'autre; on ne se donnait plus de coups de couteau, mais les plaies restaient ouvertes; et a la bataille avait succede cette paix affreuse et gisante que font les cadavres a terre et les flaques de sang fige.

Il y avait des vainqueurs et des vaincus; c'est-a-dire d'un cote nulle clemence, de l'autre nul espoir.

Un unanime *_vae victis_* retentissait dans toute l'Europe. Tout ce qui se passait pouvait se resumer d'un mot, une immense absence de pitie. Les furieux tuaient, les violents applaudissaient, les morts et les laches se taisaient. Les gouvernements etrangers etaient complices de deux facons; les gouvernements traitres souriaient, les gouvernements abjects fermaient aux vaincus leur frontiere. Le gouvernement catholique belge etait un de ces derniers. Il avait, des le 26 mai, pris des precautions contre toute bonne action; et il avait honteusement et majestueusement annonce dans les deux Chambres que les fugitifs de Paris etaient au ban des nations, et que, lui gouvernement belge, il leur refusait asile.

Ce que voyant, l'habitant solitaire de la place des Barricades avait decide que cet asile, refuse par les gouvernements a des vaincus, leur serait offert par un exile.

Et, par une lettre rendue publique le 27 mai, il avait declare que, puisque toutes les portes etaient fermees aux fugitifs, sa maison a lui leur etait ouverte, qu'ils pouvaient s'y presenter, et qu'ils y seraient les bienvenus, qu'il leur offrirait toute la quantite d'inviolabilite qu'il pouvait avoir lui-meme, qu'une fois entres chez lui personne ne les toucherait sans commencer par lui, qu'il associait son sort au leur, et qu'il entendait ou etre en danger avec eux, ou qu'ils fussent en surete avec lui.

Cela fait, le soir venu, apres sa journee ordinaire de promenade solitaire, de reverie et de travail, il rentra dans sa maison. Tout le monde etait deja couche dans le logis. Il monta au deuxieme etage, et ecouta a travers une porte la respiration egale des petits enfants. Puis il redescendit au premier dans sa chambre, il s'accouda quelques instants a sa croisee, songeant aux vaincus, aux accables, aux desesperes, aux suppliants, aux choses violentes que font les hommes, et contemplant la celeste douceur de la nuit.

Puis il ferma sa fenetre, ecrivit quelques mots, quelques vers, se deshabilla reveur, envoya encore une pensee de pitie aux vainqueurs aussi bien qu'aux vaincus, et, en paix avec Dieu, il s'endormit.

Il fut brusquement reveille. A travers les profonds reves du premier sommeil, il entendit un coup de sonnette; il se dressa. Apres quelques secondes d'attente, il pensa que c'etait quelqu'un qui se trompait de porte; peut-etre meme ce coup de sonnette etait-il imaginaire; il y a de ces bruits dans les reves; il remit sa tete sur l'oreiller.

Une veilleuse eclairait la chambre.

Au moment ou il se rendormait, il y eut un second coup de sonnette, tres opiniatre et tres prolonge. Cette fois il ne pouvait douter; il se leva, mit un pantalon a pied, des pantoufles et une robe de chambre, alla a la fenetre et l'ouvrit.

La place etait obscure, il avait encore dans les yeux le trouble du sommeil, il ne vit rien que de l'ombre, il se pencha sur cette ombre et demanda: Qui est la?

Une voix tres basse, mais tres distincte, repondit: Dombrowski.

Dombrowski etait le nom d'un des vaincus de Paris. Les journaux annoncaient, les uns qu'il avait ete fusille, les autres qu'il etait en fuite.

L'homme que la sonnette avait reveille pensa que ce fugitif etait la, qu'il avait lu sa lettre publiee le matin, et qu'il venait lui demander asile. Il se pencha un peu, et apercut en effet, dans la brume nocturne, au-dessous de lui, pres de la porte de la maison, un homme de petite taille, aux larges epaules, qui otait son chapeau et le saluait. Il n'hesita pas, et se dit: Je vais descendre et lui ouvrir.

Comme il se redressait pour fermer la fenetre, une grosse pierre, violemment lancee, frappa le mur a cote de sa tete. Surpris, il regarda. Un fourmillement de vagues formes humaines, qu'il n'avait pas remarque d'abord, emplissait le fond de la place. Alors il comprit. Il se souvint que la veille, on lui avait dit: Ne publiez pas cette lettre, sinon vous serez assassine. Une seconde pierre, mieux ajustee, brisa la vitre au-dessus de son front, et le couvrit d'eclats de verre, dont aucun ne le blessa. C'etait un deuxieme renseignement sur ce qui allait etre fait ou essaye. Il se pencha sur la place, le fourmillement d'ombres s'etait rapproche et etait masse sous sa fenetre; il dit d'une voix haute a cette foule: _Vous etes des miserables!_

Et il referma la croisee.

Alors des cris frenetiques s'eleverent: _A mort! A la potence! A la lanterne! A mort le brigand!_

Il comprit que "le brigand" c'etait lui. Pensant que cette heure pouvait etre pour lui la derniere, il regarda sa montre. Il etait minuit et demi.

Abregeons. Il y eut un assaut furieux. On en verra le detail dans ce livre. Qu'on se figure cette douce maison endormie, et ce reveil epouvante. Les femmes se leverent en sursaut, les enfants eurent peur, les pierres pleuvaient, le fracas des vitres et des glaces brisees etait inexprimable. On entendait ce cri: _A mort! A mort!_ Cet assaut eut trois reprises et dura sept quarts d'heure, de minuit et demi a deux heures un quart. Plus de cinq cents pierres furent lancees dans la chambre; une grele de cailloux s'abattit sur le lit, point de mire de cette lapidation. La grande fenetre fut defoncee; les barreaux du soupirail du couloir d'entree furent tordus; quant a la chambre, murs, plafond, parquet, meubles, cristaux, porcelaines, rideaux arraches par les pierres, qu'on se represente un lieu mitraille. L'escalade fut

tentée trois fois, et l'on entendit des voix crier: Une échelle!
L'effraction fut essayée, mais ne put disloquer la doublure de fer des volets du rez-de-chaussée. On s'efforça de crocheter la porte; il y eut un gros verrou qui résista. L'un des enfants, la petite fille, était malade; elle pleurait, l'aïeul l'avait prise dans ses bras; une pierre lancée à l'aïeul passa près de la tête de l'enfant. Les femmes étaient en prière; la jeune mère, vaillante, montée sur le vitrage d'une serre, appelait au secours; mais autour de la maison en danger la surdité était profonde, surdité de terreur, de complicité peut-être. Les femmes avaient fini par remettre dans leurs berceaux les deux enfants effrayés, et l'aïeul, assis près d'eux, tenait leurs mains dans ses deux mains; l'aîné, le petit garçon, qui se souvenait du siège de Paris, disait à demi-voix, en écoutant le tumulte sauvage de l'attaque: *«C'est des prussiens»*. Pendant deux heures les cris de mort allerent grossissant, une foule effrénée s'amassait dans la place. Enfin il n'y eut plus qu'une seule clameur: *«Enfonçons la porte!»*

Peu après que ce cri fut poussé, dans une rue voisine, deux hommes portant une longue poutre, propre à battre les portes des maisons assiégées, se dirigeaient vers la place des Barricades, vaguement entrevus comme dans un crépuscule de la Forêt-Noire.

Mais en même temps que la poutre le soleil arrivait; le jour se leva. Le jour est un trop grand regard pour de certaines actions; la bande se dispersa. Ces fuites d'oiseaux de nuit font partie de l'aurore.

V

Quel est le but de ce double récit? le voici: mettre en regard deux façons différentes d'agir, résultant de deux éducations différentes.

Voilà deux foules, l'une qui envahit la maison n° 6 de la place Royale, à Paris; l'autre qui assiege la maison n° 3 de la place des Barricades, à Bruxelles; laquelle de ces deux foules est la populace?

De ces deux multitudes, laquelle est la vile?

Examinons-les.

L'une est en guenilles; elle est sordide, poussiéreuse, délabrée, hagarde; elle sort d'on ne sait quels logis qui, si l'on pense aux bêtes craintives, font songer aux tanières, et, si l'on pense aux bêtes féroces, font songer aux repaires; c'est la houle de la tempête humaine; c'est le reflux trouble et indistinct du bas-fond populaire; c'est la tragique apparition des faces livides; cela apporte l'inconnu. Ces hommes sont ceux qui ont froid et qui ont faim. Quand ils travaillent, ils vivent à peu près; quand ils choment, ils meurent presque; quand l'ouvrage manque, ils revent accroupis dans des trous

avec ce que Joseph de Maistre appelle leurs femelles et leurs petits, ils entendent des voix faibles et douces crier: Pere, du pain! ils habitent une ombre peu distincte de l'ombre penale; quand leur fourmillement, aux heures fatales comme juin 1845, se repand hors de cette ombre, un eclair, le sombre eclair social, sort de leur cohue; ayant tous les besoins, ils ont presque droit a tous les appetits; ayant toutes les souffrances, ils ont presque droit a toutes les coleres. Bras nus, pieds nus. C'est le tas des miserables.

L'autre multitude, vue de pres, est elegante et opulente; c'est minuit, heure d'amusement; ces hommes sortent des salons ou l'on chante, des cafes ou l'on soupe, des theatres ou l'on rit; ils sont bien nes, a ce qu'il parait, et bien mis; quelques-uns ont a leurs bras de charmantes femmes, curieuses de voir des exploits. Ils sont pares comme pour une fete; ils ont tous les necessaires, c'est-a-dire toutes les joies, et tous les superflus, c'est-a-dire toutes les vanites; l'ete ils chassent, l'hiver ils dansent; ils sont jeunes et, grace a ce bel age, ils n'ont pas encore ce commencement d'ennui qui est l'achevement des plaisirs. Tout les flatte, tout les caresse, tout leur sourit; rien ne leur manque. C'est le groupe des heureux.

En quoi, a l'heure ou nous les observons, ces deux foules, les miserables et les heureux, se ressemblent-elles? en ce qu'elles sont l'une et l'autre pleines de colere.

Les miserables ont en eux la sourde rancune sociale; les souffrants finissent par etre les indignes; ils ont toutes les privations, les autres ont toutes les jouissances. Les souffrants ont sur eux toutes ces sangsues, les parasitismes; cette succion les epuise. La misere est une fièvre; de la ces aveugles acces de fureur qui, en haine de la loi passagere, blessent le droit eternel. Une heure vient ou ceux qui ont raison peuvent se donner tort. Ces affames, ces deguenilles, ces desherites deviennent brusquement tumultueux. Ils crient: Guerre! ils prennent tout ce qui leur tombe sous la main, le fusil, la hache, la pique; ils se jettent sur ce qui est devant eux, sur l'obstacle, quel qu'il soit; c'est la republique, tant pis! ils sont eperdus; ils reclament leur droit au travail, determines a vivre et resolu a mourir. Ils sont exasperes et desesperes, et ils ont en eux l'outrance farouche de la bataille. Une maison se presente; ils l'envahissent; c'est la maison d'un homme que la violente langue du moment appelle "un aristocrate". C'est la maison d'un homme qui en cet instant-la meme leur resiste et leur tient tete; ils sont les maitres; que vont-ils faire? saccager la maison de cet homme? Une voix leur crie: Cet homme fait son devoir! Ils s'arretent, se taisent, se decouvrent, et passent.

Après l'emeute des pauvres, voici l'emeute des riches. Ceux-ci aussi sont furieux! Contre un ennemi? non. Contre un combattant? non. Ils sont furieux contre une bonne action; action toute simple sans aucun doute, mais evidemment juste et honnete. Tellement simple cependant que, sans leur colere, ce ne serait pas la peine d'en parler. Cette chose juste a ete commise le matin meme. Un homme a ose etre fraternel; dans un moment qui fait songer aux autodafes et aux

dragonnades, il a pense a l'evangile du bon samaritain; dans un instant ou l'on semble ne se souvenir que de Torquemada, il a ose se souvenir de Jesus-Christ; il a eleve la voix pour dire une chose clemente et humaine; il a entre-baille une porte de refuge a cote de la porte toute grande ouverte du sepulcre, une porte blanche a cote de la porte noire; il n'a pas voulu qu'il fut dit que pas un coeur n'etait misericordieux pour ceux qui saignent, que pas un foyer n'etait hospitalier pour ceux qui tombent; a l'heure ou l'on acheve les mourants, il s'est fait ramasseur de blesses; cet homme de 1871, qui est le meme que l'homme de 1848, pense qu'il faut combattre les insurrections debout et les amnistier tombees; c'est pourquoi il a commis ce crime, ouvrir sa maison aux vaincus, offrir un asile aux fugitifs. De la l'exasperation des vainqueurs. Qui defend les malheureux indigne les heureux. Ce forfait doit etre chatie. Et sur l'humble maison solitaire, ou il y a deux berceaux, une foule s'est ruée, criant tous les cris du meurtre, et ayant l'ignorance dans le cerveau, la haine au coeur, et aux mains des pierres, de la boue et des gants blancs.

L'assaut a manque, point par la faute des assiegeants. Si la porte n'a pas ete enfoncée, c'est que la poutre est arrivee trop tard; si un enfant n'a pas ete tue, c'est que la pierre n'a point passe assez pres; si l'homme n'a pas ete massacre, c'est que le soleil s'est leve.

Le soleil a ete le trouble-fete.

Concluons.

Laquelle de ces deux foules est la populace? Entre ces deux multitudes, les miserables de Paris et les heureux de Bruxelles, quels sont les miserables?

Ce sont les heureux.

Et l'homme de la place des Barricades avait raison de leur jeter ce mot meprisant au moment ou l'assaut commençait.

Maintenant, entre ces deux sortes d'hommes, ceux de Paris et ceux de Bruxelles, quelle difference y a-t-il?

Une seule.

L'education.

Les hommes sont egaux au berceau. A un certain point de vue intellectuel, il y a des exceptions, mais des exceptions qui confirment la regle. Hors de la, un enfant vaut un enfant. Ce qui, de tous ces enfants egaux, fait plus tard des hommes differents, c'est la nourriture. Il y a deux nourritures; la premiere, qui est bonne, c'est le lait de la mere; la deuxieme, qui peut etre mauvaise, c'est l'enseignement du maitre.

De la, la necessite de surveiller cet enseignement.

VI

On pourrait dire que dans notre siècle il y a deux écoles. Ces deux écoles condensent et resument en elles les deux courants contraires qui entraînent la civilisation en sens inverse, l'un vers l'avenir, l'autre vers le passé; la première de ces deux écoles s'appelle Paris, l'autre s'appelle Rome. Chacune de ces deux écoles a son livre; le livre de Paris, c'est la Déclaration des Droits de l'Homme; le livre de Rome, c'est le Syllabus. Ces deux livres donnent la réplique au Progrès. Le premier lui dit Oui; le second lui dit Non.

Le progrès, c'est le pas de Dieu.

Les révolutions, bien qu'elles aient parfois l'allure de l'ouragan, sont voulues d'en haut.

Aucun vent ne souffle que de la bouche divine.

Paris, c'est Montaigne, Rabelais, Pascal, Corneille, Molière, Montesquieu, Diderot, Rousseau, Voltaire, Mirabeau, Danton.

Rome, c'est Innocent III, Pie V, Alexandre VI, Urbain VIII, Arbez, Cisneros, Lainez, Grillandus, Ignace.

Nous venons d'indiquer les écoles. A présent voyons les élèves. Confrontons.

Regardez ces hommes; ils sont, j'y insiste, ceux qui n'ont rien; ils portent tout le poids de la société humaine; un jour ils perdent patience, sombre révolte des cariatides; ils s'insurgent, ils se tordent sous le fardeau, ils livrent bataille. Tout à coup, dans la fauve ivresse du combat, une occasion d'être injustes se présente; ils s'arrêtent court. Ils ont en eux ce grand instinct, la révolution, et cette grande lumière, la vérité; ils ne savent pas être en colère au-delà de l'équité; et ils donnent au monde civilisé ce spectacle sublime qu'étant les accablés, ils sont les modérés, et qu'étant les malheureux, ils sont les bons.

Regardez ces autres hommes; ils sont ceux qui ont tout. Les autres sont en bas, eux ils sont en haut. Une occasion se présente d'être lâches et féroces; ils s'y précipitent. Leur chef est le fils d'un ministre; leur autre chef est le fils d'un sénateur; il y a un prince parmi eux. Ils s'engagent dans un crime, et ils y vont aussi avant que la brièveté de la nuit le leur permet. Ce n'est pas leur faute s'ils ne réussissent qu'à être des bandits, ayant rêvé d'être des assassins. Qui a fait les premiers? Paris.

Qui a fait les seconds? Rome.

Et, je le repete, avant l'enseignement, ils se valaient. Enfants riches et enfants pauvres, ils etaient dans l'aurore les memes tetes blondes et roses; ils avaient le meme bon sourire; ils etaient cette chose sacree, les enfants; par la faiblesse presque aussi petits que la mouche, par l'innocence presque aussi grands que Dieu.

Et les voila changes, maintenant qu'ils sont hommes; les uns sont doux, les autres sont barbares. Pourquoi? c'est que leur ame s'est ouverte, c'est que leur esprit s'est sature d'influences dans des milieux differents; les uns ont respire Paris, les autres ont respire Rome.

L'air qu'on respire, tout est la. C'est de cela que l'homme depend. L'enfant de Paris, meme inconscient, meme ignorant, car, jusqu'au jour ou l'instruction obligatoire existera, il a sur lui une ignorance voulue d'en haut, l'enfant de Paris respire, sans s'en douter et sans s'en apercevoir, une atmosphere qui le fait probe et equitable. Dans cette atmosphere il y a toute notre histoire; les dates memorables, les belles actions et les belles oeuvres, les heros, les poetes, les orateurs, *_le Cid_*, *_Tartuffe_*, *_le Dictionnaire philosophique_*, *_l'Encyclopedie_*, la tolerance, la fraternite, la logique, l'ideal litteraire, l'ideal social, la grande ame de la France. Dans l'atmosphere de Rome il y a l'inquisition, l'index, la censure, la torture, l'infailibilite d'un homme substituee a la droiture de Dieu, la science niee, l'enfer eternel affirme, la fumee des encensoirs compliquee de la cendre des buchers. Ce que Paris fait, c'est le peuple; ce que Rome fait, c'est la populace. Le jour ou le fanatisme reussirait a rendre Rome respirable a la civilisation, tout serait perdu; l'humanite entrerait dans de l'ombre.

C'est Rome qu'on respire a Bruxelles. Les hommes qu'on vient de voir travailler place des Barricades sont des disciples du Quirinal; ils sont tellement catholiques qu'ils ne sont plus chretiens. Ils sont tres forts; ils sont devenus merveilleusement reptiles et tortueux; ils savent le double itineraire de Mandrin et d'Escobar; ils ont etudie toutes les choses nocturnes, les procedes du banditisme et les doctrines de l'encyclique; ce serait des chauffeurs si ce n'etait des jesuites; ils attaquent avec perfection une maison endormie; ils utilisent ce talent au service de la religion; ils defendent la societe a la facon des voleurs de grand chemin; ils completent l'oraison jaculatoire par l'effraction et l'escalade; ils glissent du bigotisme au brigandage; et ils demontrent combien il est aise aux eleves de Loyola d'etre les plagiaires de Schinderhannes.

Ici une question.

Est-ce que ces hommes sont mechants?

Non.

Que sont-ils donc?

Imbeciles.

Etre feroce n'est point difficile; pour cela l'imbecillite suffit.

Sont-ils donc nes imbeciles?

Point.

On les a faits; nous venons de le dire.

Abrutir est un art.

Les pretres des divers cultes appellent cet art Liberte
d'enseignement.

Ils n'y mettent aucune mauvaise intention, ayant eux-memes ete soumis
a la mutilation d'intelligence qu'ils voudraient pratiquer apres
l'avoir subie.

Le castrat faisant l'eunuque, cela s'appelle l'Enseignement libre.

Cette operation serait tentee sur nos enfants, s'il etait donne suite
a la loi d'ailleurs peu viable qu'a votee l'assemblee defunte.

Le double recit qu'on vient de lire est une simple note en marge de
cette loi.

VII

Qui dit education dit gouvernement; enseigner, c'est regner; le
cerveau humain est une sorte de cire terrible qui prend l'empreinte du
bien ou du mal selon qu'un ideal le touche ou qu'une griffe le saisit.

L'education par le clerge, c'est le gouvernement par le clerge. Ce
genre de gouvernement est juge. C'est lui qui sur la cime auguste
de la glorieuse Espagne a mis cet effroyable autel de Moloch, le
quemadero de Seville. C'est lui qui a superpose a la Rome romaine la
Rome papale, monstrueux etouffement de Caton sous Borgia.

La dialectique a une double loi, voir de haut et serrer de pres. Les
gouvernements-pretres ne resistent a aucune de ces deux formes du
raisonnement; de pres, on voit leurs defauts; de haut, on voit leurs
crimes.

La griffe est sur l'homme et la patte est sur l'enfant. L'histoire
faite par Torquemada est racontee par Loriquet.

Sommet, le despotisme; base, l'ignorance.

VIII

Rome a beaucoup de bras. C'est l'antique hecatonchire. On a cru cette bete fabuleuse jusqu'au jour ou la pieuvre est apparue dans l'océan et la papauté dans le moyen age. La papauté s'est d'abord appelee Gregoire VII, et elle a fait esclaves les rois; puis elle s'est appelee Pie V, et elle a fait prisonniers les peuples. La revolution francaise lui a fait lacher prise; la grande epee republicaine a coupe toutes ces ligatures vivantes enroulees autour de l'ame humaine, et a delivre le monde de ces noeuds malsains, *„arctis nodis religionum„*, dit Lucrece; mais les tentacules ont repousse, et aujourd'hui voila que de nouveau les cent bras de Rome sortent des profondeurs et s'allongent vers les agres frissonnants du navire en marche, saisissement redoutable qui pourrait faire sombrer la civilisation.

A cette heure, Rome tient la Belgique; mais qui n'a pas la France n'a rien. Rome voudrait tenir la France. Nous assistons a ce sinistre effort.

Paris et Rome sont aux prises.

Rome nous veut.

Les tenebres gonflent toutes leurs forces autour de nous.

C'est l'epouvantable rut de l'abime.

IX

Autour de nous se dresse toute la puissance multiple qui peut sortir du passe, l'esprit de monarchie, l'esprit de superstition, l'esprit de caserne et de couvent, l'habilete des menteurs, et l'effarement de ceux qui ne comprennent pas. Nous avons contre nous la temerite, la hardiesse, l'effronterie, l'audace et la peur.

Nous n'avons pour nous que la lumiere.

C'est pourquoi nous vaincrons.

Si etrange que semble le moment present, quelque mauvaise apparence qu'il ait, aucune ame serieuse ne doit desesperer. Les surfaces sont ce qu'elles sont, mais il y a une loi morale dans la destinee, et les courants sous-marins existent. Pendant que le flot s'agite, eux, ils travaillent. On ne les voit pas, mais ce qu'ils font finit toujours par sortir tout a coup de l'ombre, l'inaperçu construit l'imprevu.

Sachons comprendre l'inattendu de l'histoire. C'est au moment où le mal croit triompher qu'il s'effondre; son entassement fait son effacement.

Tous les événements récents, dans leurs grands comme dans leurs petits détails, sont pleins de ces surprises. En veut-on un exemple? en voici un:

Si c'est une digression, qu'on nous la permette; car elle va au but.

X

Les Assemblées ont un meuble qu'on appelle la tribune. Quand les Assemblées seront ce qu'elles doivent être, la tribune sera en marbre blanc, comme il sied au trépied de la pensée et à l'autel de la conscience, et il y aura des Phidias et des Michel-Ange pour la sculpter. En attendant que la tribune soit en marbre, elle est en bois, et, en attendant qu'elle soit un trépied et un autel, elle est, nous venons de le dire, un meuble. C'est moins encombrant pour les coups d'état; un meuble, cela se met au grenier. Cela en sort aussi. La tribune actuelle du sénat a eu cette aventure.

Elle est en bois; pas même en chêne; en acajou, avec pilastres et cuivres dorés, à la mode du directoire, et au lieu de Michel-Ange et de Phidias elle a eu pour sculpteur Ravrio. Elle est vieille, quoiqu'elle semble neuve. Elle n'est pas vierge. Elle a été la tribune du conseil des anciens, et elle a vu l'entrée factieuse des grenadiers de Bonaparte. Puis, elle a été la tribune du sénat de l'empire. Elle l'a été deux fois; d'abord après le 18 Brumaire, ensuite après le 2 Décembre. Elle a subi le défilé des éloquences des deux empires; elle a vu se dresser au-dessus d'elle ces hautes et inflexibles consciences, d'abord l'inaccessible Cambacères, puis l'infranchissable Troplong; elle a vu succéder la chasteté de Baroche à la pudeur de Fouche; elle a été le lieu où l'on a pu, à cinquante ans d'intervalle, comparer à ces fiers sénateurs, les Sieyès et les Fontanes, ces autres sénateurs non moins altiers, les Merimée et les Sainte-Beuve. Sur elle ont rayonné Suin, Fould, Delangle, Espinasse, M. Nisard.

Elle a eu devant elle un banc d'évêques dont aurait pu être Talleyrand, et un banc de généraux dont a été Bazaine. Elle a vu le premier empire commencer par l'illusion d'Austerlitz, et le deuxième empire s'achever par le réveil du démembrement. Elle a possédé Fialin, Vieillard, Pelissier, Saint-Arnaud, Dupin. Aucune illustration ne lui a été épargnée. Elle a assisté à des glorifications inouïes, à la célébration de Puebla, à l'hosanna de Sadowa, à l'apothéose de Mentana. Elle a entendu des personnages compétents affirmer qu'on sauvait la société, la famille et la religion en mitraillant les promeneurs sur le boulevard. Elle a eu tel homme que la légion d'honneur n'a plus. Elle a, pour nous borner au dernier empire, etc,

pendant dix-neuf ans, illuminee par la pleiade de toutes les hontes; elle a entendu une sorte de long cantique, psalmodie par les devots athees aussi bien que par les devots catholiques, en l'honneur du parjure, du guet-apens et de la trahison; pas une lachete ne lui a manque; pas une platitude ne lui a fait défaut; elle a eu l'inviolabilite officielle; elle a ete si parfaitement auguste qu'elle en a profite pour etre complètement immonde; elle a entendu on ne sait qui confier l'epee de la France a un aventurier pour on ne sait quoi, qui etait Sedan; cette tribune a eu un tressaillement de gloire et de joie a l'approche des catastrophes; ce morceau de bois d'acajou a ete quelque chose comme le proche parent du trone imperial, qui du reste, on le sait, et l'on a l'aveu de Napoleon, n'etait que sapin; les autres tribunes sont faites pour parler, celle-ci avait ete faite pour etre muette; car c'est etre muet que de taire au peuple le devoir, le droit, l'honneur, l'equite. Eh bien! un jour est venu ou cette tribune a brusquement pris la parole, pour dire quoi? La realite.

Oui, et c'est la une de ces surprises que nous fait la logique profonde des evenements, un jour on s'est apercu que cette tribune, successivement occupee par toutes les corruptions adorant l'iniquite et par toutes les complicites soutenant le crime, etait faite pour que la justice montat dessus; a une certaine heure, le 22 mai 1876, un passant, le premier venu, n'importe qui,--mais n'importe qui, c'est l'histoire,--a mis le pied sur cette chose qui n'avait encore servi qu'a l'empire, et ce passant a delie la langue des faits; il a employe ce sommet de la gloire imperiale a pilorier Cesar; sur la tribune meme ou avait ete chante le Tedeum pour le crime, il a donne a ce Tedeum le dementi de la conscience humaine, et, insistons-y, c'est la l'inattendu de l'histoire, du haut de ce piedestal du mensonge, la verite a parle.

Les deux empires avaient pourtant triomphe bien longtemps. Et quant au dernier, il s'etait declare providentiel, qui est l'a peu pres d'eternel.

Que ceci fasse reflechir les conspirateurs actuels du despotisme.
Quand Cesar est mort, Pierre est malade.

XI

Paris vaincra Rome.

Toute la question humaine est aujourd'hui dans ces trois mots.

Rome ira décroissant et Paris ira grandissant.

Nous ne parlons pas ici des deux cites, qui sont toutes deux également augustes, mais des deux principes; Rome signifiant la foi et Paris la raison.

L'ame de la vieille Rome est aujourd'hui dans Paris. C'est Paris qui a le Capitole; Rome n'a plus que le Vatican.

On peut dire de Paris qu'il a des vertus de chevalier; il est sans peur et sans reproche. Sans peur, il le prouve devant l'ennemi; sans reproche, il le prouve devant l'histoire. Il a eu parfois la colere; est-ce que le ciel n'a pas le vent? Comme les grands vents, les coleres de Paris sont assainissantes. Apres le 14 juillet, il n'y a plus de Bastille; apres le 10 aout, il n'y a plus de royaute. Orages justifies par l'elargissement de l'azur.

De certaines violences ne sont pas le fait de Paris. L'histoire constatera, par exemple, que ce qu'on reproche au 18 Mars n'est pas imputable au peuple de Paris; il y a la une sombre culpabilite partageable entre plusieurs hommes; et l'histoire aura a juger de quel cote a ete la provocation, et de quelle nature a ete la repression. Attendons la sentence de l'histoire.

En attendant, tous, qui que nous soyons, nous avons des obligations austeres; ne les oublions pas.

L'homme a en lui Dieu, c'est-a-dire la conscience; le catholicisme retire a l'homme la conscience, et lui met dans l'ame le pretre a la place de Dieu; c'est la le travail du confessionnal; le dogme, nous l'avons dit, se substitue a la raison; il en resulte cette profonde servitude, croire l'absurde; *_credo quia absurdum_*.

Le catholicisme fait l'homme esclave, la philosophie le fait libre.

De la de plus grands devoirs.

Les dogmes sont ou des lisieres ou des bequilles. Le catholicisme traite l'homme tantot en enfant, tantot en vieillard. Pour la philosophie l'homme est un homme. L'eclairer c'est le delivrer. Le delivrer du faux, c'est l'assujettir au vrai.

Disons les verites severes.

XII

Tout ce qui augmente la liberte augmente la responsabilite. Etre libre, rien n'est plus grave; la liberte est pesante, et toutes les chaines qu'elle ote au corps, elle les ajoute a la conscience; dans la conscience, le droit se retourne et devient devoir. Prenons garde a ce que nous faisons; nous vivons dans des temps exigeants. Nous repondons a la fois de ce qui fut et de ce qui sera. Nous avons derriere nous ce qu'ont fait nos peres et devant nous ce que feront nos enfants. Or a nos peres nous devons compte de leur tradition et a nos enfants de leur itineraire. Nous devons etre les continueurs resolu des uns

et les guides prudents des autres. Il serait pueril de se dissimuler qu'un profond travail se fait dans les institutions humaines et que des transformations sociales se preparent. Tachons que ces transformations soient calmes et s'accomplissent, dans ce qu'on appelle (a tort, selon moi) le haut et le bas de la societe, avec un fraternel sentiment d'acceptation reciproque. Remplacons les commotions par les concessions. C'est ainsi que la civilisation avance. Le progres n'est autre chose que la revolution faite a l'amiable.

Donc, legislatureurs et citoyens, redoublons de sagesse, c'est-a-dire de bienveillance. Guerissons les blessures, eteignons les animosites; en supprimant la haine nous supprimons la guerre; que pas une tempete ne soit de notre faute. Quatrevingt-neuf a ete une colere utile. Quatrevingt-treize a ete une fureur necessaire; mais il n'y a plus desormais ni utilite ni necessite aux violences; toute acceleration de circulation serait maintenant un trouble; otons aux fureurs et aux coleres leur raison d'etre; ne laissons couvrir aucun ferment terrible. C'est deja bien assez d'entrer dans l'inconnu! Je suis de ceux qui esperent dans cet inconnu, mais a la condition que nous y melerons des a present toute la quantite de pacification dont nous disposons. Agissons avec la bonte virile des forts. Songeons a ce qui est fait et a ce qui reste a faire. Tachons d'arriver en pente douce la ou nous devons arriver; calmons les peuples par la paix, les hommes par la fraternite, les interets par l'equilibre. N'oublions jamais que nous sommes responsables de cette derniere moitie du dix-neuvieme siecle, et que nous sommes places entre ce grand passe, la revolution de France, et ce grand avenir, la revolution d'Europe.

Paris, juillet 1876.

DEPUIS L'EXIL

PREMIERE PARTIE

DU RETOUR EN FRANCE A L'EXPULSION DE BELGIQUE

PARIS

I

RENTREE A PARIS

Le 4 septembre 1870, pendant que l'armée prussienne victorieuse marchait sur Paris, la république fut proclamée; le 5 septembre, M. Victor Hugo, absent depuis dix-neuf ans, rentra. Pour que sa rentrée fut silencieuse et solitaire, il prit celui des trains de Bruxelles qui arrive la nuit. Il arriva à Paris à dix heures du soir. Une foule considérable l'attendait à la gare du Nord. Il adressa au peuple l'allocution qu'on va lire:

Les paroles me manquent pour dire à quel point m'émeut l'inexprimable accueil que me fait le généreux peuple de Paris.

Citoyens, j'avais dit: Le jour où la république rentrera, je rentrerai. Me voici.

Deux grandes choses m'appellent. La première, la république. La seconde, le danger.

Je viens ici faire mon devoir.

Quel est mon devoir?

C'est le votre, c'est celui de tous.

Defendre Paris, garder Paris.

Sauver Paris, c'est plus que sauver la France, c'est sauver le monde.

Paris est le centre même de l'humanité. Paris est la ville sacrée.

Qui attaque Paris attaque en masse tout le genre humain.

Paris est la capitale de la civilisation, qui n'est ni un royaume, ni un empire, et qui est le genre humain tout entier dans son passé et dans son avenir. Et savez-vous pourquoi Paris est la ville de la civilisation? C'est parce que Paris est la ville de la révolution.

Qu'une telle ville, qu'un tel chef-lieu, qu'un tel foyer de lumière, qu'un tel centre des esprits, des cœurs et des âmes, qu'un tel cerveau de la pensée universelle puisse être violé, brisé, pris d'assaut, par qui? par une invasion sauvage? cela ne se peut. Cela ne sera pas. Jamais, jamais, jamais!

Citoyens, Paris triomphera, parce qu'il représente l'idée humaine et parce qu'il représente l'instinct populaire.

L'instinct du peuple est toujours d'accord avec l'idéal de la civilisation.

Paris triomphera, mais à une condition: c'est que vous, moi, nous tous qui sommes ici, nous ne serons qu'une seule âme; c'est que nous ne serons qu'un seul soldat et un seul citoyen, un seul citoyen pour

aimer Paris, un seul soldat pour le défendre.

A cette condition, d'une part la république une, d'autre part le peuple unanime, Paris triomphera.

Quant à moi, je vous remercie de vos acclamations mais je les rapporte toutes à cette grande angoisse qui remue toutes les entrailles, la patrie en danger.

Je ne vous demande qu'une chose, l'union!

Par l'union, vous vaincrez.

Étouffez toutes les haines, éloignez tous les ressentiments, soyez unis, vous serez invincibles.

Serrons-nous tous autour de la république en face de l'invasion, et soyons frères. Nous vaincrons.

C'est par la fraternité qu'on sauve la liberté.

Reconduit par le peuple jusqu'à l'avenue Frochot qu'il allait habiter, chez son ami M. Paul Meurice, et rencontrant partout la foule sur son passage, M. Victor Hugo, en arrivant rue de Laval, remercia encore une fois le peuple de Paris et dit:

"Vous me payez en une heure dix-neuf ans d'exil."

II

AUX ALLEMANDS

Cependant, l'armée allemande avançait et menaçait. Il semblait qu'il fut temps encore d'élever la voix entre les deux nations. M. Victor Hugo publia, en français et en allemand, l'appel que voici:

Allemands, celui qui vous parle est un ami.

Il y a trois ans, à l'époque de l'Exposition de 1867, du fond de l'exil, je vous souhaitais la bienvenue dans votre ville.

Quelle ville?

Paris.

Car Paris ne nous appartient pas à nous seuls. Paris est à vous autant qu'à nous. Berlin, Vienne; Dresde, Munich, Stuttgart, sont vos capitales; Paris est votre centre. C'est à Paris que l'on sent vivre l'Europe. Paris est la ville des villes. Paris est la ville des

hommes. Il y a eu Athenes, il y a eu Rome, et il y a Paris.

Paris n'est autre chose qu'une immense hospitalite. Aujourd'hui vous y revenez. Comment?

En freres, comme il y a trois ans?

Non, en ennemis.

Pourquoi?

Quel est ce malentendu sinistre?

Deux nations ont fait l'Europe. Ces deux nations sont la France et l'Allemagne. L'Allemagne est pour l'occident ce que l'Inde est pour l'orient, une sorte de grande aieule. Nous la venerons. Mais que se passe-t-il donc? et qu'est-ce que cela veut dire? Aujourd'hui, cette Europe, que l'Allemagne a construite par son expansion et la France par son rayonnement, l'Allemagne veut la defaire.

Est-ce possible?

L'Allemagne deferait l'Europe en mutilant la France.

L'Allemagne deferait l'Europe en detruisant Paris.

Reflechissez.

Pourquoi cette invasion? Pourquoi cet effort sauvage contre un peuple frere?

Qu'est-ce que nous vous avons fait?

Cette guerre, est-ce qu'elle vient de nous? c'est l'empire qui l'a voulue, c'est l'empire qui l'a faite. Il est mort. C'est bien.

Nous n'avons rien de commun avec ce cadavre.

Il est le passe, nous sommes l'avenir.

Il est la haine, nous sommes la sympathie.

Il est la trahison, nous sommes la loyauté.

Il est Capoue et Gomorrhe, nous sommes la France.

Nous sommes la Republique francaise; nous avons pour devise: _Liberte, Egalite, Fraternite_; nous ecrivons sur notre drapeau: _Etats-Unis d'Europe_. Nous sommes le meme peuple que vous. Nous avons eu Vercingetorix comme vous avez eu Arminius. Le meme rayon fraternel, trait d'union sublime, traverse le coeur allemand et l'ame francaise.

Cela est si vrai que nous vous disons ceci:

Si par malheur votre erreur fatale vous poussait aux supremes violences, si vous veniez nous attaquer dans cette ville auguste confiée en quelque sorte par l'Europe à la France, si vous donniez l'assaut à Paris, nous nous défendrons jusqu'à la dernière extrémité, nous lutterons de toutes nos forces contre vous; mais, nous vous le déclarons, nous continuerons d'être vos frères; et vos blessés, savez-vous où nous les mettrons? dans le palais de la nation. Nous assignons d'avance pour hôpital aux blessés prussiens les Tuileries. La sera l'ambulance de vos braves soldats prisonniers. C'est là que nos femmes iront les soigner et les secourir. Vos blessés seront nos hôtes, nous les traiterons royalement, et Paris les recevra dans son Louvre.

C'est avec cette fraternité dans le cœur que nous accepterons votre guerre.

Mais cette guerre, allemands, quel sens a-t-elle? Elle est finie, puisque l'empire est fini. Vous avez tué votre ennemi qui était le nôtre. Que voulez-vous de plus?

Vous venez prendre Paris de force! Mais nous vous l'avons toujours offert avec amour. Ne faites pas fermer les portes par un peuple qui de tout temps vous a tendu les bras. N'ayez pas d'illusions sur Paris. Paris vous aime, mais Paris vous combattra. Paris vous combattra avec toute la majesté formidable de sa gloire et de son deuil. Paris, menacé de ce viol brutal, peut devenir effrayant.

Jules Favre vous l'a dit éloquentement, et tous nous vous le répétons, attendez-vous à une résistance indignée.

Vous prendrez la forteresse, vous trouverez l'enceinte; vous prendrez l'enceinte, vous trouverez la barricade; vous prendrez la barricade, et peut-être alors, qui sait ce que peut conseiller le patriotisme en détresse? vous trouverez l'égout mine faisant sauter des rues entières. Vous aurez à accepter cette condamnation terrible; prendre Paris pierre par pierre, y égorger l'Europe sur place, tuer la France en détail, dans chaque rue, dans chaque maison; et cette grande lumière, il faudra l'éteindre âme par âme. Arrêtez-vous.

Allemands, Paris est redoutable. Soyez pensifs devant Paris. Toutes les transformations lui sont possibles. Ses molleses vous donnent la mesure de ses énergies; on semblait dormir, on se réveille; on tire l'idée du fourreau comme l'épée, et cette ville qui était hier Sybaris peut être demain Saragosse.

Est-ce que nous disons ceci pour vous intimider? Non, certes! On ne vous intimide pas, allemands. Vous avez eu Galgacus contre Rome et Koerner contre Napoléon. Nous sommes le peuple de la «Marseillaise», mais vous êtes le peuple des «Sonnetts cuirasses» et du «Cri de l'Épée». Vous êtes cette nation de penseurs qui devient au besoin une légion de héros. Vos soldats sont dignes des nôtres; les nôtres sont la bravoure impassible, les vôtres sont la tranquillité intrepide.

Ecoutez pourtant.

Vous avez des généraux rusés et habiles, nous avons des chefs ineptes; vous avez fait la guerre adroite plutôt que la guerre éclatante; vos généraux ont préféré l'utile au grand, c'était leur droit; vous nous avez pris par surprise; vous êtes venus dix contre un; nos soldats se sont laissés stoïquement massacrer par vous qui aviez mis savamment toutes les chances de votre côté; de sorte que, jusqu'à ce jour, dans cette effroyable guerre, la Prusse a la victoire, mais la France a la gloire.

A présent, songez-y, vous croyez avoir un dernier coup à faire, vous ruer sur Paris, profiter de ce que notre admirable armée, trompée et trahie, est à cette heure presque tout entière étendue morte sur le champ de bataille, pour vous jeter, vous sept cent mille soldats, avec toutes vos machines de guerre, vos mitrailleuses, vos canons d'acier, vos boulets Krupp, vos fusils Dreyse, vos innombrables cavaleries, vos artilleries épouvantables, sur trois cent mille citoyens debout sur leur rempart, sur des pères défendant leur foyer, sur une cité pleine de familles frémissantes, où il y a des femmes, des sœurs, des mères, et où, à cette heure, moi qui vous parle, j'ai mes deux petits-enfants, dont un a la mamelle. C'est sur cette ville innocente de cette guerre, sur cette cité qui ne vous a rien fait que vous donner sa clarte, c'est sur Paris isolée, superbe et désespérée, que vous vous précipiteriez, vous, immense flot de tuerie et de bataille! ce serait là votre rôle, hommes vaillants, grands soldats, illustre armée de la noble Allemagne! Oh! réfléchissez!

Le dix-neuvième siècle verrait cet affreux prodige, une nation, de policée devenue sauvage, abolissant la ville des nations; l'Allemagne éteignant Paris; la Germanie levant la hache sur la Gaule! Vous, les descendants des chevaliers teutoniques, vous feriez la guerre déloyale, vous extermineriez le groupe d'hommes et d'idées dont le monde a besoin, vous anéantiriez la cité organique, vous recommenceriez Attila et Alaric, vous renouvelleriez, après Omar, l'incendie de la bibliothèque humaine, vous raseriez l'Hotel de Ville comme les Huns ont rasé le Capitole, vous bombarderiez Notre-Dame comme les Turcs ont bombardé le Parthénon; vous donneriez au monde ce spectacle, les Allemands redevenus les Vandales, et vous seriez la barbarie décapitant la civilisation!

Non, non, non!

Savez-vous ce que serait pour vous cette victoire? ce serait le deshonneur.

Ah! certes, personne ne peut songer à vous effrayer, Allemands, magnanime armée, courageux peuple! mais on peut vous renseigner. Ce n'est pas, à coup sûr, l'opprobre que vous cherchez; eh bien, c'est l'opprobre que vous trouveriez; et moi, Européen, c'est-à-dire ami de Paris, moi Parisien, c'est-à-dire ami des peuples, je vous avertis du péril où vous êtes, mes frères d'Allemagne, parce que je vous admire

et je vous honore, et parce que je sais bien que, si quelque chose peut vous faire reculer, ce n'est pas la peur, c'est la honte.

Ah! nobles soldats, quel retour dans vos foyers! Vous seriez des vainqueurs la tête basse; et qu'est-ce que vos femmes vous diraient?

La mort de Paris, quel deuil!

L'assassinat de Paris, quel crime!

Le monde aurait le deuil, vous auriez le crime.

N'acceptez pas cette responsabilité formidable. Arrêtez-vous.

Et puis, un dernier mot. Paris poussé à bout, Paris soutenu par toute la France soulevée, peut vaincre et vaincra; et vous auriez tenté en pure perte cette voie de fait qui déjà indigné le monde. Dans tous les cas, effacez de ces lignes écrites en hâte les mots _destruction, abolition, mort_. Non, on ne détruit pas Paris. Parvint-on, ce qui est malaisé, à le démolir matériellement, on le grandirait moralement. En ruinant Paris, vous le sanctifieriez. La dispersion des pierres ferait la dispersion des idées. Jetez Paris aux quatre vents, vous n'arriverez qu'à faire de chaque grain de cette cendre la semence de l'avenir. Ce sépulcre crierait Liberté, Égalité, Fraternité! Paris est ville, mais Paris est âme. Brûlez nos édifices, ce ne sont que nos ossements; leur fumée prendra forme, deviendra énorme et vivante, et montera jusqu'au ciel, et l'on verra à jamais, sur l'horizon des peuples, au-dessus de nous, au-dessus de vous, au-dessus de tout et de tous, attestant notre gloire, attestant votre honte, ce grand spectre fait d'ombre et de lumière, Paris.

Maintenant, j'ai dit. Allemands, si vous persistez, soit, vous êtes avertis. Faites, allez, attaquez la muraille de Paris. Sous vos bombes et vos mitrailles, elle se défendra. Quant à moi, vieillard, j'y serai, sans armes. Il me convient d'être avec les peuples qui meurent, je vous plains d'être avec les rois qui tuent.

Paris, 9 septembre 1870.

III

AUX FRANÇAIS

Aux paroles de M. Victor Hugo la presse féodale allemande avait répondu par des cris de colère. [Note: "Pendez le poète au haut du mat.--_Haengt den Dichter an den Mast auf_."] L'armée allemande continuait sa marche. Il ne restait plus d'espoir que dans la levée en masse. Crier aux armes était le devoir de tout citoyen. Après l'appel de paix, l'appel de guerre.

Nous avons fraternellement averti l'Allemagne.

L'Allemagne a continue sa marche sur Paris.

Elle est aux portes.

L'empire a attaque l'Allemagne comme il avait attaque la republique, a l'improviste, en traître; et aujourd'hui l'Allemagne, de cette guerre que l'empire lui a faite, se venge sur la republique.

Soit. L'histoire jugera.

Ce que l'Allemagne fera maintenant la regarde; mais nous France, nous avons des devoirs envers les nations et envers le genre humain. Remplissons-les.

Le premier des devoirs est l'exemple.

Le moment ou nous sommes est une grande heure pour les peuples.

Chacun va donner sa mesure.

La France a ce privilege, qu'a eu jadis Rome, qu'a eu jadis la Grece, que son peril va marquer l'etiage de la civilisation.

Ou en est le monde? Nous allons le voir.

S'il arrivait, ce qui est impossible, que la France succombat, la quantite de submersion qu'elle subirait indiquerait la baisse de niveau du genre humain.

Mais la France ne succombera pas.

Par une raison bien simple, et nous venons de le dire. C'est qu'elle fera son devoir.

La France doit a tous les peuples et a tous les hommes de sauver Paris, non pour Paris, mais pour le monde.

Ce devoir, la France l'accomplira.

Que toutes les communes se levent! que toutes les campagnes prennent feu! que toutes les forets s'emplissent de voix tonnantes! Tocsin! tocsin! Que de chaque maison il sorte un soldat; que le faubourg devienne regiment; que la ville se fasse armee. Les prussiens sont huit cent mille, vous etes quarante millions d'hommes. Dressez-vous, et soufflez sur eux! Lille, Nantes, Tours, Bourges, Orleans, Dijon, Toulouse, Bayonne, ceignez vos reins. En marche! Lyon, prends ton fusil, Bordeaux, prends ta carabine, Rouen, tire ton epee, et toi Marseille, chante ta chanson et viens terrible. Cites, cites, cites, faites des forets de piques, epaississez vos bayonnettes, attetez vos canons, et toi village, prends ta fourche. On n'a pas de poudre,

on n'a pas de munitions, on n'a pas d'artillerie? Erreur! on en a.
D'ailleurs les paysans suisses n'avaient que des cognes, les paysans polonais n'avaient que des faux, les paysans bretons n'avaient que des batons. Et tout s'évanouissait devant eux! Tout est secourable a qui fait bien. Nous sommes chez nous. La saison sera pour nous, la bise sera pour nous, la pluie sera pour nous. Guerre ou Honte! Qui veut peut. Un mauvais fusil est excellent quand le coeur est bon; un vieux troncon de sabre est invincible quand le bras est vaillant. C'est aux paysans d'Espagne que s'est brise Napoleon. Tout de suite, en hate, sans perdre un jour, sans perdre une heure, que chacun, riche, pauvre, ouvrier, bourgeois, laboureur, prenne chez lui ou ramasse a terre tout ce qui ressemble a une arme ou a un projectile. Roulez des rochers, entassez des pavés, changez les socs en haches, changez les sillons en fosses, combattez avec tout ce qui vous tombe sous la main, prenez les pierres de notre terre sacrée, lapidez les envahisseurs avec les ossements de notre mere la France. O citoyens, dans les cailloux du chemin, ce que vous leur jetez a la face, c'est la patrie.

Que tout homme soit Camille Desmoulins, que toute femme soit Theroigne, que tout adolescent soit Barra! Faites comme Bonbonnel, le chasseur de pantheres, qui, avec quinze hommes, a tue vingt prussiens et fait trente prisonniers. Que les rues des villes devorent l'ennemi, que la fenetre s'ouvre furieuse, que le logis jette ses meubles, que le toit jette ses tuiles, que les vieilles meres indignees attestent leurs cheveux blancs. Que les tombeaux crient, que derriere toute muraille on sente le peuple et Dieu, qu'une flamme sorte partout de terre, que toute broussaille soit le buisson ardent! Harcelez ici, foudroyez la, interceptez les convois, coupez les prolonges, brisez les ponts, rompez les routes, effondrez le sol, et que la France sous la Prusse devienne abime.

Ah! peuple! te voila accule dans l'ancre. Deploie ta stature inattendue. Montre au monde le formidable prodige de ton reveil. Que le lion de 92 se dresse et se herisse, et qu'on voie l'immense volee noire des vautours a deux tetes s'enfuir a la secousse de cette criniere!

Faisons la guerre de jour et de nuit, la guerre des montagnes, la guerre des plaines, la guerre des bois. Levez-vous! levez-vous! Pas de treve, pas de repos, pas de sommeil. Le despotisme attaque la liberte, l'Allemagne attente a la France. Qu'a la sombre chaleur de notre sol cette colossale armee fonde comme la neige. Que pas un point du territoire ne se derobe au devoir. Organisons l'effrayante bataille de la patrie. O francs-tireurs, allez, traversez les halliers, passez les torrents, profitez de l'ombre et du crepuscule, serpenitez dans les ravins, glissez-vous, rampez, ajustez, tirez, exterminiez l'invasion. Defendez la France avec heroisme, avec desespoir, avec tendresse. Soyez terribles, o patriotes! Arretez-vous seulement, quand vous passerez devant une chaumiere, pour baiser au front un petit enfant endormi.

Car l'enfant c'est l'avenir. Car l'avenir c'est la republique.

Faisons cela, français.

Quant a l'Europe, que nous importe l'Europe! Qu'elle regarde, si elle a des yeux. On vient a nous si l'on veut. Nous ne quetons pas d'auxiliaires. Si l'Europe a peur, qu'elle ait peur. Nous rendons service a l'Europe, voila tout. Qu'elle reste chez elle, si bon lui semble. Pour le redoutable denouement que la France accepte si l'Allemagne l'y contraint, la France suffit a la France, et Paris suffit a Paris. Paris a toujours donne plus qu'il n'a recu. S'il engage les nations a l'aider, c'est dans leur interet plus encore que dans le sien. Qu'elles fassent comme elles voudront, Paris ne prie personne. Un si grand suppliant, que lui etonnerait l'histoire. Sois grande ou sois petite, Europe, c'est ton affaire. Incendiez Paris, allemands, comme vous avez incendie Strasbourg. Vous allumerez les coleres plus encore que les maisons.

Paris a des forteresses, des remparts, des fosses, des canons, des casemates, des barricades, des egouts qui sont des sapes; il a de la poudre, du petrole et de la nitro-glycerine; il a trois cent mille citoyens armes; l'honneur, la justice, le droit, la civilisation indignee, fermentent en lui; la fournaise vermeille de la republique s'enfle dans son cratere; deja sur ses pentes se repandent et s'allongent des coulees de lave, et il est plein, ce puissant Paris, de toutes les explosions de l'ame humaine. Tranquille et formidable, il attend l'invasion, et il sent monter son bouillonnement. Un volcan n'a pas besoin d'etre secouru.

Français, vous combattrez. Vous vous devouerez a la cause universelle, parce qu'il faut que la France soit grande afin que la terre soit affranchie; parce qu'il ne faut pas que tant de sang ait coule et que tant d'ossements aient blanchi sans qu'il en sorte la liberte; parce que toutes les ombres illustres, Leonidas, Brutus, Arminius, Dante, Rienzi, Washington, Danton, Riego, Manin, sont la souriantes et fleres autour de vous; parce qu'il est temps de montrer a l'univers que la vertu existe, que le devoir existe et que la patrie existe; et vous ne faiblirez pas, et vous irez jusqu'au bout, et le monde saura par vous que, si la diplomatie est lache, le citoyen est brave; que, s'il y a des rois, il y a aussi des peuples; que, si le continent monarchique s'eclipse, la republique rayonne, et que, si, pour l'instant, il n'y a plus d'Europe, il y a toujours une France.

Paris, 17 septembre 1870.

IV

AUX PARISIENS

On demanda a M. Victor Hugo d'aller par toute la France jeter lui-meme

et reproduire sous toutes les formes de la parole ce cri de guerre. Il avait promis de partager le sort de Paris, il resta a Paris. Bientot Paris fut bloqué et enfermé; la Prusse l'investit et l'assiégea. Le peuple était héroïque. On était en octobre. Quelques symptômes de division éclatèrent. M. Victor Hugo, après avoir parlé aux allemands pour la paix, puis aux français pour la guerre, s'adressa aux parisiens pour l'union.

Il paraît que les prussiens ont décrété que la France serait Allemagne et que l'Allemagne serait Prusse; que moi qui parle, ne lorrain, je suis allemand; qu'il faisait nuit en plein midi; que l'Eurotas, le Nil, le Tibre et la Seine étaient des affluents de la Spree; que la ville qui depuis quatre siècles éclaire le globe n'avait plus de raison d'être; que Berlin suffisait; que Montaigne, Rabelais, d'Aubigné, Pascal, Corneille, Molière, Montesquieu, Diderot, Jean-Jacques, Mirabeau, Danton et la Révolution française n'ont jamais existé; qu'on n'avait plus besoin de Voltaire puisqu'on avait M. de Bismarck; que l'univers appartient aux vaincus de Napoléon le Grand et aux vainqueurs de Napoléon le Petit; que dorénavant la pensée, la conscience, la poésie, l'art, le progrès, l'intelligence, commencent à Potsdam et finiront à Spandau; qu'il n'y aurait plus de civilisation, qu'il n'y aurait plus d'Europe, qu'il n'y aurait plus de Paris; qu'il n'était pas démontré que le soleil fut nécessaire; que d'ailleurs nous donnions le mauvais exemple; que nous sommes Gomorrhe et qu'ils sont, eux, prussiens, le feu du ciel; qu'il est temps d'en finir, et que désormais le genre humain ne sera plus qu'une puissance de second ordre.

Ce décret, parisiens, on l'exécute sur vous. En supprimant Paris, on mutilé le monde. L'attaque s'adresse *_urbi et orbi_*. Paris éteint, et la Prusse ayant seule la fonction de briller, l'Europe sera dans les ténèbres.

Cet avenir est-il possible?

Ne nous donnons pas la peine de dire non.

Repondons simplement par un sourire. Deux adversaires sont en présence en ce moment. D'un côté la Prusse, toute la Prusse, avec neuf cent mille soldats; de l'autre Paris avec quatre cent mille citoyens. D'un côté la force, de l'autre la volonté. D'un côté une armée, de l'autre un peuple. D'un côté la nuit, de l'autre la lumière.

C'est le vieux combat de l'archange et du dragon qui recommence.

Il aura aujourd'hui la fin qu'il a eue autrefois.

La Prusse sera précipitée.

Cette guerre, si épouvantable qu'elle soit, n'a encore été que petite. Elle va devenir grande.

J'en suis fâché pour vous, prussiens, mais il va falloir changer votre

façon de faire. Cela va être moins commode. Vous serez toujours deux ou trois contre un, je le sais; mais il faut aborder Paris de front. Plus de forêts, plus de broussailles, plus de ravins, plus de tactique tortueuse, plus de glissement dans l'obscurité. La stratégie des chats ne sert pas à grand'chose devant le lion. Plus de surprises. On va vous entendre venir. Vous aurez beau marcher doucement, la mort écoute. Elle a l'oreille fine, cette guetteuse terrible. Vous espionnez, mais nous épions. Paris, le tonnerre en main et le doigt sur la détente, veille et regarde l'horizon. Allons, attaquez. Sortez de l'ombre. Montrez-vous. C'en est fini des succès faciles. Le corps à corps commence. On va se colleter. Prenez-en votre parti. La victoire maintenant exigera un peu d'imprudence. Il faut renoncer à cette guerre d'invisibles, à cette guerre à distance, à cette guerre à cache-cache, où vous nous tuez sans que nous ayons l'honneur de vous connaître.

Nous allons voir enfin la vraie bataille. Les massacres tombant sur un seul côté sont finis. L'imbecillité ne nous commande plus. Vous allez avoir affaire au grand soldat qui s'appelait la Gaule du temps que vous étiez les Borusses, et qui s'appelle la France aujourd'hui que vous êtes les Vandales; la France: *"miles magnus"*, disait César; *"soldat de Dieu"*, disait Shakespeare.

Donc, guerre, et guerre franche, guerre loyale, guerre farouche. Nous vous la demandons et nous vous la promettons. Nous allons juger vos généraux. La glorieuse France grandit volontiers ses ennemis. Mais il se pourrait bien après tout que ce que nous avons appelé l'habileté de Moltke ne fut autre chose que l'ineptie de Leboeuf. Nous allons voir.

Vous hésitez, cela se comprend. Sauter à la gorge de Paris est difficile. Notre collier est garni de pointes.

Vous avez deux ressources qui ne feront pas précisément l'admiration de l'Europe:

Affamer Paris.

Bombarder Paris.

Faites. Nous attendons vos projectiles. Et tenez, si une de vos bombes, roi de Prusse, tombe sur ma maison, cela prouvera une chose, c'est que je ne suis pas Pindare, mais que vous n'êtes pas Alexandre.

On vous prête, Prussiens, un autre projet. Ce serait de cerner Paris sans l'attaquer, et de réserver toute votre bravoure contre nos villes sans défense, contre nos bourgades, contre nos hameaux. Vous enfonceriez héroïquement ces portes ouvertes, et vous vous installeriez là, rançonnant vos captifs, l'arquebuse au poing. Cela s'est vu au Moyen Âge. Cela se voit encore dans les cavernes. La civilisation stupefaite assisterait à un banditisme gigantesque. On verrait cette chose: un peuple detroussant un autre peuple. Nous n'aurions plus affaire à Arminius, mais à Jean l'Ecorcheur. Non! nous ne croyons pas cela. La Prusse attaquera Paris, mais l'Allemagne ne

pillera pas les villages. Le meurtre, soit. Le vol, non. Nous croyons
à l'honneur des peuples.

Attaquez Paris, prussiens. Bloquez, cernez, bombardez.

Essayez.

Pendant ce temps-la l'hiver viendra.

Et la France.

L'hiver, c'est-à-dire la neige, la pluie, la gelée, le verglas, le
givre, la glace. La France, c'est-à-dire la flamme.

Paris se défendra, soyez tranquilles.

Paris se défendra victorieusement.

Tous au feu, citoyens! Il n'y a plus désormais que la France ici et
la Prusse là. Rien n'existe que cette urgence. Quelle est la question
d'aujourd'hui? combattre. Quelle est la question de demain? vaincre.
Quelle est la question de tous les jours? mourir. Ne vous tournez pas
d'un autre côté. Le souvenir que tu dois au devoir se compose de ton
propre oubli. Union et unité. Les griefs, les ressentiments, les
rancunes, les haines, jetons ça au vent. Que ces ténèbres s'en aillent
dans la fumée des canons. Aimons-nous pour lutter ensemble. Nous avons
tous les mêmes mérites. Est-ce qu'il y a eu des proscrits? je n'en
sais rien. Quelqu'un a-t-il été en exil? je l'ignore. Il n'y a plus de
personnalités, il n'y a plus d'ambitions, il n'y a plus rien dans les
mémoires que ce mot, salut public. Nous ne sommes qu'un seul français,
qu'un seul parisien, qu'un seul cœur; il n'y a plus qu'un seul
citoyen qui est vous, qui est moi, qui est nous tous. Ou sera la
brèche seront nos poitrines. Résistance aujourd'hui, délivrance
demain; tout est là. Nous ne sommes plus de chair, mais de pierre. Je
ne sais plus mon nom, je m'appelle Patrie. Face à l'ennemi! Nous nous
appelons tous France, Paris, muraille!

Comme elle va être belle, notre cité! Que l'Europe s'attende à un
spectacle impossible, qu'elle s'attende à voir grandir Paris; qu'elle
s'attende à voir flamboyer la ville extraordinaire. Paris va terrifier
le monde. Dans ce charmeur il y a un héros. Cette ville d'esprit a du
génie. Quand elle tourne le dos à Tabarin, elle est digne d'Homère. On
va voir comment Paris sait mourir. Sous le soleil couchant, Notre-Dame
à l'agonie est d'une gaîté superbe. Le Panthéon se demande comment il
fera pour recevoir sous sa voûte tout ce peuple qui va avoir droit
à son dôme. La garde sédentaire est vaillante; la garde mobile est
intrepide; jeunes hommes par le visage, vieux soldats par l'allure.
Les enfants chantent mêlés aux bataillons. Et dès à présent, chaque
fois que la Prusse attaque, pendant le rugissement de la mitraille,
que voit-on dans les rues? les femmes sourire. O Paris, tu as couronné
de fleurs la statue de Strasbourg; l'histoire te couronnera d'étoiles!

Paris, 2 octobre 1870.

V

LES CHATIMENTS

L'edition parisienne des _Chatiments_ parut le 20 octobre. Paris etait bloque depuis plus d'un mois. Le livre fut donc, a cette epoque, enferme dans Paris comme le peuple meme. Les _Chatiments_ furent meles a ce siege memorable, et firent leur devoir dans Paris pendant l'invasion, comme ils l'avaient fait hors de France pendant l'empire.

Paris, 22 octobre 1870.

Monsieur le directeur du _Siecle_,

Les _Chatiments_ n'ont jamais rien raporte a leur auteur, et il est loin de s'en plaindre. Aujourd'hui, cependant, la vente des cinq mille premiers exemplaires de l'edition parisienne produit un benefice de cinq cents francs. Je demande la permission d'offrir ces cinq cents francs a la souscription pour les canons.

Recevez l'assurance de ma cordialite fraternelle.

VICTOR HUGO.

* * * * *

LA SOCIETE DES GENS DE LETTRES

A VICTOR HUGO

Paris, 29 octobre 1870.

Cher et honore president,

La Societe des gens de lettres veut offrir un canon a la defense nationale.

Elle a eu l'idee de faire dire par les premiers artistes de Paris quelques-unes des pieces de ce livre proscrit qui rentre en France avec la republique, les _Chatiments_.

Fiere de vous qui l'honorez, elle serait heureuse de devoir a votre bienveillante confraternite le produit d'une matinee tout entiere offerte a la patrie, et elle vous demande de nous laisser appeler ce canon le _Victor Hugo_.

* * * * *

REPONSE DE VICTOR HUGO

Paris, 30 octobre 1870.

Mes honorables et chers confreres,

Je vous felicite de votre patriotique initiative. Vous voulez bien vous servir de moi. Je vous remercie.

Prenez les _Chatiments_, et, pour la defense de Paris, vous et ces genereux artistes, vos auxiliaires, usez-en comme vous voudrez.

Ajoutons, si nous le pouvons, un canon de plus a la protection de cette ville auguste et inviolable, qui est comme une patrie dans la patrie.

Chers confreres, ecoutez une priere. Ne donnez pas mon nom a ce canon. Donnez-lui le nom de l'intrepide petite ville qui, a cette heure, partage l'admiration de l'Europe avec Strasbourg, qui est vaincue, et Paris, qui vaincra.

Que ce canon se dresse sur nos murs. Une ville ouverte a ete assassinee; une cite sans defense a ete mise a sac par une armee devenue en plein dix-neuvieme siecle une horde; un groupe de maisons paisibles a ete change en un monceau de ruines. Des familles ont ete massacrees dans leur foyer. L'extermination sauvage n'a epargne ni le sexe ni l'age. Des populations desarmees, n'ayant d'autre ressource que le supreme heroisme du desespoir, ont subi le bombardement, la mitraille, le pillage et l'incendie; que ce canon les venge! Que ce canon venge les meres, les orphelins, les veuves; qu'il venge les fils qui n'ont plus de peres et les peres qui n'ont plus de fils; qu'il venge la civilisation; qu'il venge l'honneur universel; qu'il venge la conscience humaine insultee par cette guerre abominable ou la barbarie balbutie des sophismes! Que ce canon soit implacable, fulgurant et terrible; et, quand les prussiens l'entendront gronder, s'ils lui demandent: Qui es-tu? qu'il reponde: Je suis le coup de foudre! et je m'appelle _Chateaudun_!

VICTOR HUGO.

* * * * *

AUDITION DES _Chatiments_

AU THEATRE DE LA PORTE-SAINT-MARTIN.

5 novembre.

Le comite de la Societe des gens de lettres fait imprimer et distribuer l'annonce suivante:

"La Societe des gens de lettres a voulu, elle aussi, donner son canon a la defense nationale, et elle doit consacrer a cette oeuvre le

produit d'une _Matinee litteraire_, dont son president honoraire, M. Victor Hugo, s'est empressé de fournir les elements.

"L'audition aura lieu mardi prochain, a deux heures precises, au theatre de la Porte-Saint-Martin. Plusieurs pieces des _Chatiments_ y seront dites par l'elite des artistes de Paris."

PROGRAMME

PREMIERE PARTIE

Notre Souscription	M. JULES CLARETIE.
Les Volontaires de l'An II	M. TAILLADE.
A ceux qui dorment	Mlle DUGUERET.
Hymne des Transportes	M. LAFONTAINE.
La Caravane	Mlle LIA FELIX.
Souvenir de la nuit du 4	M. FREDERICK-LEMAITRE.

DEUXIEME PARTIE

L'Expiation	M. BERTON.
Stella	Mlle FAVART.
Chansons	M. COQUELIN.
Joyeuse Vie	Mme MARIE-LAURENT.
Patria, musique de BEETHOVEN	Mme GUEYMARD-LAUTERS.

"A la demande de la Societe des gens de lettres, M. Raphael-Felix a donne gratuitement la salle; tous les artistes dramatiques, ainsi que M. Padeloup et son orchestre, ont tenu a honneur de preter egalement un concours desinteresse a cette solennite patriotique."

* * * * *

DISCOURS DE M. JULES CLARETIE.

Citoyennes, citoyens,

A cette heure, la plus grave et la plus terrible de notre histoire, ou la patrie est menacee jusque dans son coeur, Paris,--tout homme ressent l'apre desir de servir un pays qu'on aime d'autant plus qu'il est plus menace et plus meurtri.

La Societe des gens de lettres, voyant avec douleur la grande patrie de la pensee, la patrie de Rabelais, la patrie de Pascal, la patrie de Diderot, la patrie de Voltaire, abaissee et ecrasee sous la botte d'un uhlan, a voulu, non seulement par chacun de ses membres, mais en corps, affirmer son patriotisme, et, puisque le canon denoue aujourd'hui les batailles, puisque le courage est peu de chose quand il n'a pas d'artillerie, la Societe des gens de lettres a voulu offrir un canon a la patrie.

Mais comment l'offrir ce canon? Avec quoi faire le bronze ou l'acier qui nous manquait?

Il y avait un livre qu'on n'avait publié sous l'empire qu'en se cachant et en le dérobant à l'œil de la police; livre patriotique qu'on se passait sous le manteau, comme s'il se fut agi d'un livre malsain; livre superbe qui, au lendemain de décembre, à l'heure où Paris était écrasé, où les faubourgs étaient muets, où les paysans étaient satisfaits, protestait contre le succès, protestait contre l'usurpation, protestait contre le crime, et, au nom de la conscience humaine étouffée, prononçait, dès 1851, le mot de l'avenir et le mot de l'histoire: chatiment!

Il y avait un homme qui, depuis tantôt vingt ans, représentait le volontaire exil, la négation de l'empire, la revendication du droit proscrit, un homme qui, après avoir chanté les roses et les enfants, plein d'amour, s'était tout à coup senti plein de courroux et plein de haine, un homme qui, parlant de l'homme de Décembre, avait dit:

Oui, tant qu'il sera là, qu'on cède ou qu'on persiste,
O France! France aimée et qu'on pleure toujours,
Je ne reverrai pas ta terre douce et triste,
Tombeau de mes aïeux et nid de mes amours!

Je ne reverrai pas la rive qui nous tente,
France! hors le devoir, hélas! j'oublierai tout.
Parmi les épreuves je planterai ma tente;
Je resterai proscrit, voulant rester debout.

J'accepte l'après-exil, n'eût-il ni fin ni terme,
Sans chercher à savoir et sans considérer
Si quelqu'un a plié qu'on aurait cru plus ferme,
Et si plusieurs s'en vont qui devraient demeurer.

Si l'on n'est plus que mille, eh bien j'en suis! Si même
Ils ne sont plus que cent, je brave encore Sylla;
S'il en demeure dix, je serai le dixième;
Et s'il n'en reste qu'un, je serai celui-là!

C'est à ce livre qui avait deviné l'avenir, et à ce poète qui, fidèle à l'exil, a loyalement tenu le serment juré, que nous voulions demander, nous, Société des gens de lettres, de nous aider dans notre œuvre. Victor Hugo est notre président honoraire. Voici la lettre que lui adressa notre comité:

L'orateur lit la lettre du comité et la réponse de Victor Hugo (voir plus haut), et reprend:

Je ne veux pas vous empêcher plus longtemps d'écouter les admirables vers et les remarquables artistes que vous allez entendre. Je ne veux pas plus longtemps vous parler de notre souscription, je ne veux que vous faire remarquer une chose qui frappe aujourd'hui en lisant ce livre des _Chatiments_, dont nous détachons pour vous quelques fragments: c'est l'étonnante prophétie de l'œuvre. Lu à la lumière sinistre des derniers événements, le livre du poète acquiert une

grandeur nouvelle. Le poete a tout prevu, le poete a tout predit. Il avait devine dans les fusilleurs de Decembre ces generaux de boudoir et d'antichambre qui trainent

Des sabres qu'au besoin ils sauraient avaler.

Il avait devine, dans le sang du debut, la boue du denouement. Il avait devine la chute de celui qu'il appelait deja Napoleon le Petit. L'histoire devait donner raison a la poesie, et le destin a la prediction.

Oui, comme une prediction terrible, les vers des _Chatiments_ me revenaient au souvenir lorsque je parcourais le champ de bataille de Sedan, et j'etais tente de les trouver trop doux lorsque je voyais ces 400 canons, ces mitrailleuses, ces drapeaux qu'emportait l'ennemi, lorsque je regardais ces mamelons couverts de morts, ces soldats couches et entasses, vieux zouaves aux barbes rousses, jeunes Saint-Cyriens encore revetus du costume de l'Ecole, artilleurs foudroyes a cote de leurs pieces, conscrits tombes dans les fosses, et lorsque me revenaient ces vers de Victor Hugo sur les morts du 4 decembre, vers qui pourraient s'ecrire sur les cadavres du 2 septembre:

Tous, qui que vous fussiez, tete ardente, esprit sage,
Soit qu'en vos yeux brillat la jeunesse ou que l'age
 Vous prit et vous courbat,
Que le destin pour vous fut deuil, enigme ou fete,
Vous aviez dans vos coeurs l'amour, cette tempete,
 La douleur, ce combat.

Grace au quatre decembre, aujourd'hui, sans pensee,
Vous gisez etendus dans la fosse glatee
 Sous les linceuls epais;
O morts, l'herbe sans bruit croit sur vos catacombes,
Dormez dans vos cercueils! taisez-vous dans vos tombes!
 L'empire, c'est la paix.

Avec le neveu comme avec l'oncle:--l'empire, c'est l'invasion.

Il avait donc, encore un coup, devine, le grand poete, tout ce que l'empire nous reservait de lachetes et de catastrophes. Il etait le prophete alarme de cette chute qui n'a point d'egale dans l'histoire, de cette reddition dont une levre francaise ne peut parler sans fremir, il avait tout devine, et, devant le triomphe de l'abjection, sa colere pouvait passer pour excessive. Helas! le sort lui a donne raison, et les _Chatiments_ restent le livre le plus eclatant, le fer rouge inoubliable, et ils consoleront la patrie de tant de honte, apres l'avoir vengee de tant d'infamie!

Maintenant, citoyens, tout cela est passe, tout cela doit etre oublie, tout cela doit etre efface!--Maintenant, ne songeons plus qu'a la vengeance, et, en depit des bruits d'armistice, songeons toujours a ces canons d'ou sortira la victoire. Grace a vous, nous en avons un

aujourd'hui qui s'appellera Chateaudun et qui rappellera la memoire de cette heroique cite, si chere a tout coeur francais et a tout coeur republicain. Mais laissez-moi esperer encore que, grace a vous, bientot nous en pourrons avoir un second, et, cette fois, nous lui donnerons un autre nom, si vous voulez bien. Apres Chateaudun, qui veut dire douleur et sacrifice, notre canon futur signifiera revanche et victoire et s'appellera d'un grand nom, d'un beau nom,--le Chatiment.

Puis, les desastres vengés, la patrie refaite, la France regénérée, la France reconquise, arrachée à l'étranger, sauvée et lavée de ses souillures, alors nous reprendrons notre oeuvre de fraternité après avoir fait notre devoir de patriotes, et nous pourrons écrire fierement, nous, et sans mensonge:

La republique, c'est la paix!

* * * * *

COMITE DE LA SOCIETE DES GENS DE LETTRES

Proces-verbal de la seance du 7 novembre. M. Charles Valois, membre de la commission speciale, rend compte de la recette produite par l'audition des _Chatiments_ a la Porte-Saint-Martin.

Recette et quete: 7,577 fr. 50 c.; frais: 577 fr.

Il n'a ete preleve sur la recette que les frais rigoureusement exigibles, pompiers, ouvreuses, eclairage, chauffage.

La commission speciale annonce qu'elle a demande a M. Victor Hugo l'autorisation de donner une deuxieme audition des _Chatiments_, dans le meme but national et patriotique. M. Paul Meurice apporte au comite l'autorisation de M. Victor Hugo.

* * * * *

DEUXIEME AUDITION DES _Chatiments_ AU THEATRE DE LA PORTE-SAINT-MARTIN

13 novembre

La note et le programme suivants ont ete publies par les journaux et distribues au public:

"L'effet produit par la premiere audition des _Chatiments_ de Victor Hugo a ete si grand, qu'une seconde seance est demandee a la Societe des gens de lettres.

"Le comite a repondu a cet appel."La nouvelle audition, dont le produit donnera un autre canon a la defense nationale:

LE CHATIMENT

aura lieu dimanche prochain, 13 novembre, a 7 heures 1/2 precises, au theatre de la Porte-Saint-Martin."

PROGRAMME

PREMIERE PARTIE

Notre deuxieme canon	M. EUGENE MULLER.
Ultima Verba	M. TAILLADE.
Jersey	Mlle LIA FELIX.
Hymne des Transportes	M. LAFONTAINE.
Aux femmes	Mlle ROUSSEIL.
Jericho	M. CHARLY.
Le Manteau imperial	Mme MARIE-LAURENT.
Souvenir de la nuit du 4	M. FREDERICK-LEMAITRE.

DEUXIEME PARTIE

L'Expiation	M. BERTON.
Chansons	Mme V. LAFONTAINE.
Orientale	M. LACRESSONNIERE.
Pauline Rolland	Mlle PERIGA.
Paroles d'un conservateur	M. COQUELIN.
Stella	Mlle FAVART.
Au moment de rentrer en France	M. MAUBANT.

* * * * *

COMITE DE LA SOCIETE DES GENS DE LETTRES

Proces-verbal de la seance du 14 novembre

Rapport de M. Charles Valois sur le resultat de la deuxieme audition des _Chatiments_.

Recette et quete, 8,281 fr. 90 c.; frais, 892 fr. 30 c.

Le produit net, 7,389 fr., ajoute a celui du 6 novembre, forme pour les deux auditions un total de 14,272 fr. 50 c.

Une commission est nommee pour aller officiellement remercier M. Victor Hugo.

* * * * *

TROISIEME AUDITION DES _Chatiments_

Seance du 17 novembre

La Societe des gens de lettres demande a M. Victor Hugo, par l'intermediaire de son Comite, une troisieme audition des _Chatiments_. M. Victor Hugo repond:

Mes chers confreres, donnons-la au peuple cette troisieme lecture des _Chatiments_, donnons-la-lui gratuitement; donnons-la-lui dans la vieille salle royale et imperiale, dans la salle de l'Opera, que nous eleverons a la dignite de salle populaire. On fera la quete dans des casques prussiens, et le cuivre des gros sous du peuple de Paris fera un excellent bronze pour nos canons contre la Prusse.

Votre confrere et votre ami,

VICTOR HUGO.

* * * * *

NOTE PUBLIEE PAR LES JOURNAUX DES 26 ET 27 NOVEMBRE:

"La Societe des gens de lettres, d'accord avec M. Victor Hugo, organise pour lundi 28 novembre, a une heure, dans la salle de l'Opera, une audition des _Chatiments_, a laquelle ne seront admis que des spectateurs _non payants_.

"Sans nul doute la foule s'empresera d'assister a cette solennite populaire offerte par l'illustre poete, avec l'autorisation du ministre qui dispose du theatre de l'Opera.

"Cette affluence pourrait occasionner une grande fatigue a ceux qui ne parviendraient a entrer qu'apres une longue attente, en meme temps qu'un plus grand nombre devraient se retirer desappointes apres avoir fait queue pendant plusieurs heures.

"Pour eviter ces inconvenients et assurer neanmoins aux plus diligents la satisfaction d'entendre reciter par d'eminents artistes les vers qui ont deja ete acclames dans plusieurs representations, la distribution des 2,400 billets, a raison de 120 par mairie, sera faite dans les vingt mairies de Paris, le dimanche 27, a midi, par les societaires delegues du comite des gens de lettres.

"Ces billets ne pourront etre l'objet d'aucune faveur et seront rigoureusement attribues a ceux qui viendront, les premiers, les prendre le dimanche aux mairies. Le lundi, jour de la solennite, il ne sera delivre aucun billet au theatre. La salle ne sera ouverte qu'aux seuls porteurs de billets pris la veille aux mairies; les places appartiendront, sans distinction, aux premiers occupants, porteurs de billets."

* * * * *

THEATRE NATIONAL DE L'OPERA

AUDITION GRATUITE DES _Chatiments_

PROGRAMME

PREMIERE PARTIE

Ouverture de la _Muette_, d'AUBER

Les <u>_Chatiments_</u>	TONY REVILLON.
Pauline Rolland	Mlle PERIGA.
Cette nuit-la	M. DESRIEUX.
Aux Femmes	Mlle ROUSSEIL.
Floreal	Mlle SARAH BERNHARDT.
Hymne des transportes	M. LAFONTAINE.
Le Manteau imperial	Mme MARIE LAURENT.
La nuit du 4 Decembre	M. FREDERICK-LEMAITRE.

DEUXIEME PARTIE

Ouverture de _Zampa_, d'HEROLD

Stella	Mlle FAVART.
Joyeuse vie	M. DUMAINE.
Il faut qu'il vive	Mme LIA FELIX.
Paroles d'un conservateur	M. COQUELIN.
Chansons	Mme V. LAFONTAINE.
<u>_Patria_,</u> musique de BEETHOVEN	Mme UGALDE.
L'Expiation	M. TAILLADE.
Lux	Mme MARIE-LAURENT.

L'orchestre de l'Opera sera dirige par M. GEORGES HAINL

Pendant les entr'actes de la representation populaire, les belles et genereuses artistes qui y contribuait ont fait la quete, comme Victor Hugo l'avait annonce, dans des casques pris aux prussiens. Les sous du peuple sont tombes dans ces casques et ont produit la somme de _quatre cent soixante-huit francs cinquante centimes_.

A la fin de la representation, il a ete jete sur la scene une couronne de laurier doree avec un papier portant cette inscription: _A notre poete, qui a voulu donner aux pauvres le pain de l'esprit_.

* * * * *

COMITE DES GENS DE LETTRES

Seances des 18 et 19 novembre

Il est verse au Tresor, par les soins de la commission, 10,600 francs, somme indiquee par M. Dorian comme prix de deux canons. La commission informe le comite de la difficulte qui s'oppose a ce que le nom de _Chateaudun_ soit donne a l'une de nos deux pieces, ce nom ayant ete anterieurement retenu par d'autres souscripteurs. Le comite decide que le nom _Victor Hugo_ sera substitue a celui de _Chateaudun_, et qu'en outre les deux canons porteront pour exergue: _Societe des gens de lettres_.

* * * * *

En reponse a l'envoi fait au ministre des travaux publics du recu des 10,600 francs verses au Tresor, M. Dorian ecrit au comite:

Paris, 22 novembre 1870.

"Messieurs, par une lettre du 17 de ce mois, repondant a celle que j'ai eu l'honneur de vous ecrire le 14 novembre precedent, vous m'adressez le recepisse du versement, fait par vous a la caisse centrale du Tresor public, d'une somme de 10,600 francs destinee a la confection de deux canons offerts par la Societe des gens de lettres au gouvernement de la defense nationale; vous m'exprimez en meme temps le desir que sur l'un de ces canons soit grave le mot "Chatiment", sur l'autre "Victor Hugo", et sur tous les deux, en exergue, les mots "Societe des gens de "lettres".

"Je vous renouvelle, messieurs, au nom du gouvernement, l'expression de ses remerciements pour cette souscription patriotique.

"Des mesures vont etre prises pour que les canons dont il s'agit soient mis immediatement en fabrication, et je n'ai pas besoin d'ajouter que le desir de la Societe, en ce qui concerne les inscriptions a graver, sera ponctuellement suivi.

"Vous serez informes, ainsi que je vous l'ai promis, du jour ou auront lieu les essais, afin que la Societe puisse s'y faire représenter si elle le desire.

"Enfin, j'aurai l'honneur de vous faire parvenir un duplicata de la facture du fondeur.

"Recevez, messieurs, l'assurance de ma consideration distinguee.

"_Le ministre des travaux publics_,

"DORIAN."

* * * * *

SOCIETE DES GENS DE LETTRES

A VICTOR HUGO

Paris, le 26 janvier 1871.

"Illustre et cher collegue,

"Le comite, deduction faite des frais et de la somme de 10,600 francs employee a la fabrication des deux canons le _Victor Hugo_ et le _Chatiment_, offerts a la defense nationale, est depositaire de la somme de 3,470 francs, reliquat de la recette produite par les lectures publiques des _Chatiments_.

"Le comite a cherche, sans y reussir, l'application de ce reliquat a des engins de guerre.

"Il ne croit pas pouvoir conserver cette somme dans la caisse sociale. En consequence, il m'a charge de la remettre entre vos mains, parce que vous avez seul le droit d'en disposer.

"Veuillez agreer, cher et illustre collegue, l'expression respectueuse de notre cordiale affection.

"Pour le comite:

"_Le president de la seance_,

"ALTAROCHE.

"_Le delegue du comite_,

"EMMANUEL GONZALES."

AUDITIONS DES _CHATIMENTS_

COMPTE RENDU

1re, 2e et 3e seances 16,817 fr. 90

Depenses:

Frais generaux des representations,
suivant detail 2,747 fr. 90}
13,347 90

Versement au Tresor pour deux canons,
suivant recu 10,600 fr. }

Solde 3,470 fr."

M. Victor Hugo a prie le comite de garder cette somme et de l'employer a secourir les victimes de la guerre, nombreuses parmi les gens de lettres que le comite represente.

* * * * *

Concurremment avec ces representations, le Theatre-Francais a donne, le 25 novembre, une matinee litteraire, dramatique et musicale, ou Mlle Favart a joue dona Sol (cinquieme acte d'_Hernani_), et Mme Laurent, Lucrece Borgia (cinquieme acte de _Lucrece Borgia_), ou Mme Ugalde a chante _Patria_--_Booz endormi (Legende des siecles); le Revenant (Contemplations)_, les _Paroles d'un conservateur a propos d'un perturbateur (Chatiments)_ ont complete cette seance, qui a produit, au benefice des victimes de la guerre, une recette de 6,000 francs.

* * * * *

M. Victor Hugo n'a assiste a aucune de ces representations.

* * * * *

Independamment des representations et des lectures dont on vient de voir le detail et le resultat, les _Chatiments_ et toutes les oeuvres de Victor Hugo furent pour les theatres, pendant le siege de Paris, une sorte de propriete publique. Quiconque voulait organiser une lecture pour une caisse de secours quelconque n'avait qu'a parler, et l'auteur abandonnait immediatement son droit. Les representations et les lectures des _Chatiments_, de _Napoleon le Petit_, des _Contemplations_, de la _Legende des siecles_, etc., au benefice des canons ou des ambulances, durerent sans interruption et tous les jours, sur tous les theatres a la fois, jusqu'au moment ou il ne fut plus possible d'eclairer et de chauffer les salles.

On n'a pu noter ces innombrables representations. Parmi celles dont le souvenir est reste, on peut citer le concert Padeloup, ou M. Taillade disait les _Volontaires de l'an II (Chatiments)_; les Pauvres Gens (Legende des siecles)_ dits par M. Noel Parfait, au benefice de la ville de Chateaudun; les deux soirees de lectures organisees par M. Bonvalet, maire du 5e arrondissement, l'une pour les blesses, l'autre pour les orphelins et les veuves; la soiree de Mlle Thurel, directrice d'une ambulance, pour les malades; les representations donnees par le club Drouot pour les orphelins et les veuves; par le commandant Fourdinois pour les blesses; par les carabiniers parisiens pour les blesses; les soirees ou Mlle Suzanne Lagier chantait, sur la musique de M. Darcier, _Petit, petit (Chatiments)_ au profit des ambulances; la representation du Comite des artistes dramatiques pour un canon; celle du 18e arrondissement pour la bibliotheque populaire; celle de M. Dumaine, a la Gaite, pour les blesses; celle de Mme Raucourt, au theatre Beaumarchais, pour contribuer a l'equipement des compagnies de marche; celle de la mairie de Montmartre, pour les pauvres; celle de la mairie de Neuilly, pour les pauvres; celle du 5e arrondissement, pour son ouvroir municipal; la soiree donnee le 25 decembre au Conservatoire pour la caisse de secours de la Societe des victimes de la guerre; les diverses lectures des _Chatiments_ organisees, pour les canons et les blesses, par la legion d'artillerie et par dix-huit bataillons de la garde nationale, qui sont les 7e, 24e, 64e, 90e, 92e, 93e, 95e, 96e, 100e, 109e, 134e, 144e, (deux representations), 152e, 153e, 166e, 194e, 239e, 247e.

Pour toutes ces representations, M. Victor Hugo a fait l'abandon de son droit d'auteur.

Ces representations ont cesse par la force majeure en janvier, les theatres n'ayant plus de bois pour le chauffage ni de gaz pour l'eclairage.

* * * * *

Le 30 octobre, vers minuit, M. Victor Hugo, rentrant chez lui, rencontra, rue Drouot, M. Gustave Chaudey, sortant de la mairie dont il était adjoint. Il était accompagné de M. Philibert Audebrand. M. Victor Hugo avait connu M. Gustave Chaudey à Lausanne, au congrès de la Paix, tenu en septembre 1869; ils se serrèrent la main.

Quelques semaines après, M. Gustave Chaudey vint avenue Frochot pour voir M. Victor Hugo, et, ne l'ayant pas trouvé, lui laissa deux mots par écrit pour lui demander l'autorisation de faire dire les _Chatiments_ au profit de la caisse de secours de la mairie Drouot.

M. Victor Hugo répondit par la lettre qu'on va lire:

A M. GUSTAVE CHAUDEY.

22 novembre. Mon honorable concitoyen, quand notre éloquent et vaillant Gambetta, quelques jours avant son départ, est venu me voir, croyant que je pouvais être de quelque utilité à la République et à la patrie, je lui ai dit: _Usez de moi comme vous voudrez pour l'intérêt public. Dépensez-moi comme l'eau._

Je vous dirai la même chose. Mon livre comme moi, nous appartenons à la France. Qu'elle fasse du livre et de l'auteur ce qu'elle voudra.

C'est du reste ainsi que je parlais à Lausanne, vous en souvenez-vous?

Vous ne pouvez avoir oublié Lausanne, ou vous avez laissé, vous personnellement, un tel souvenir. Je ne vous avais jamais vu, je vous entendais pour la première fois, j'étais charmé. Quelle loyale, vive et ferme parole! laissez-moi vous le dire. Vous vous êtes montré à Lausanne un vrai et solide serviteur du peuple, connaissant à fond les questions, socialiste et républicain, voulant le progrès, tout le progrès, rien que le progrès, et voulant cela comme il faut le vouloir; avec résolution, mais avec lucidité.

En ce moment-ci, soit dit en passant, j'irais plus loin que vous, je le crois, dans le sens des aspirations populaires, car le problème s'élargit et la solution doit s'agrandir. Mais vous êtes de mon avis et je suis absolument du votre sur ce point que, tant que la Prusse sera là, nous ne devons songer qu'à la France. Tout doit être ajourné. A cette heure pas d'autre ennemi que l'ennemi. Quant à la question sociale, c'est un problème insubmersible, et nous la retrouverons plus tard. Selon moi, il faudra la résoudre dans le sens à la fois le plus sympathique et le plus pratique. La disparition de la misère, la production du bien-être, aucune spoliation, aucune violence, le crédit public sous la forme de monnaie fiduciaire à rente créant le crédit individuel, l'atelier communal et le magasin communal assurant le droit au travail, la propriété non collective, ce qui serait un retour au moyen âge, mais démocratisée et rendue accessible à tous, la circulation, qui est la vie décuplée, en un mot l'assainissement des hommes par le devoir combiné avec le droit; tel est le but. Le moyen, je suis de ceux qui croient l'entrevoir. Nous en causerons.

Ce qui me plaît en vous, c'est votre haute et simple raison. Les

hommes tels que vous sont précieux. Vous marcherez un peu plus de notre cote, parce que votre coeur le voudra, parce que votre esprit le voudra, et vous êtes appelé à rendre aux idées et aux faits de très grands services.

Pour moi l'homme n'est complet que s'il réunit ces trois conditions, science, prescience, conscience.

Savoir, prévoir, vouloir. Tout est là.

Vous avez ces dons. Vous n'avez qu'un pas de plus à faire en avant. Vous le ferez.

Je reviens à la demande que vous voulez bien m'adresser.

Ce n'est pas une lecture des Chatiments que je vous concède. C'est autant de lectures que vous voudrez.

Et ce n'est pas seulement dans les Chatiments que vous pourrez puiser, c'est dans toutes mes oeuvres.

Je vous redis à vous la déclaration que j'ai déjà faite à tous.

Tant que durera cette guerre, j'autorise qui le veut à dire ou à représenter tout ce qu'on voudra de moi, sur n'importe quelle scène et n'importe de quelle façon, pour les canons, les combattants, les blessés, les ambulances, les municipalités, les ateliers, les orphelinats, les veuves et les enfants, les victimes de la guerre, les pauvres, et j'abandonne tous mes droits d'auteur sur ces lectures et sur ces représentations.

C'est dit, n'est-ce pas? Je vous serre la main.

V. H.

Quand vous verrez votre ami M. Cernuschi, dites-lui bien combien j'ai été touché de sa visite. C'est un très noble et très généreux esprit. Il comprend qu'en ce moment où la grande civilisation latine est menacée, les Italiens doivent être Français. De même que demain, si Rome courait les dangers que court aujourd'hui Paris, les Français devraient être Italiens. D'ailleurs, de même qu'il n'y a qu'une seule humanité, il n'y a qu'un seul peuple. Défendre partout le progrès humain en péril, c'est l'unique devoir. Nous sommes les nationaux de la civilisation.

VI

ELECTIONS A L'ASSEMBLEE NATIONALE

SCRUTIN DU 8 FEVRIER 1871

SEINE

M. Victor Hugo est élu par 214,169 suffrages

BORDEAUX

I

ARRIVÉE A BORDEAUX

Le 14 février, lendemain de son arrivée à Bordeaux, M. Victor Hugo, à sa sortie de l'Assemblée, invite à monter sur un balcon qui domine la grande place, pour parler à la foule qui l'entourait, s'y est refusé.

Il a dit à ceux qui l'en pressaient:

A cette heure, je ne dois parler au peuple qu'à travers l'Assemblée. Vous me demandez ma pensée sur la question de paix ou de guerre. Je ne puis agiter cette question ici. La prudence fait partie du dévouement. C'est la question même de l'Europe qui est pendante en ce moment. La destinée de l'Europe adhère à la destinée de la France. Une redoutable alternative est devant nous, la guerre désespérée ou la paix plus désespérée encore. Ce grand choix, le désespoir avec la gloire ou le désespoir avec la honte, ce choix terrible ne peut se faire que du haut de la tribune. Je le ferai. Je ne manquerai, certes, pas au devoir. Mais ne me demandez pas de m'expliquer ici. Une parole de trop serait grave dans la place publique. Permettez-moi de garder le silence. J'aime le peuple, il le sait. Je me tais, il le comprendra.

Puis, se tournant vers la foule, Victor Hugo a jeté ce cri: Vive la République! Vive la France!

II

POUR LA GUERRE DANS LE PRÉSENT ET POUR LA PAIX DANS L'AVENIR

ASSEMBLÉE NATIONALE

SEANCE DU 1^{er} MARS 1871

Présidence de M. JULES GREVY

M. LE PRESIDENT.--La parole est a M. Victor Hugo. (_Mouvement d'attention_.)

M. VICTOR HUGO.--L'empire a commis deux parricides, le meurtre de la republique, en 1851, le meurtre de la France, en 1871. Pendant dix-neuf ans, nous avons subi--pas en silence--l'eloge officiel et public de l'affreux regime tombe; mais, au milieu des douleurs de cette discussion poignante, une stupeur nous etait reservee, c'etait d'entendre ici, dans cette assemblee, begayer la defense de l'empire, devant le corps agonisant de la France, assassinee. (_Mouvement_.)

Je ne prolongerai pas cet incident, qui est clos, et je me borne a constater l'unanimité de l'Assemblée....

Quelques voix--Moins cinq!

M. VICTOR HUGO.--Messieurs, Paris, en ce moment, est sous le canon prussien; rien n'est termine et Paris attend; et nous, ses representants, qui avons pendant cinq mois vecu de la meme vie que lui, nous avons le devoir de vous apporter sa pensee.

Depuis cinq mois, Paris combattant fait l'etonnement du monde; Paris, en cinq mois de republique, a conquis plus d'honneur qu'il n'en avait perdu en dix-neuf ans d'empire. (_Bravo! bravo!_)

Ces cinq mois de republique ont ete cinq mois d'heroisme. Paris a fait face a toute l'Allemagne; une ville a tenu en echec une invasion; dix peuples coalises, ce flot des hommes du nord qui, plusieurs fois deja, a submerge la civilisation, Paris a combattu cela. Trois cent mille peres de famille se sont improvises soldats. Ce grand peuple parisien a cree des bataillons, fondu des canons, eleve des barricades, creuse des mines, multiplie ses forteresses, garde son rempart; et il a eu faim, et il a eu froid; en meme temps que tous les courages, il a eu toutes les souffrances. Les enumerer n'est pas inutile, l'histoire ecoute.

Plus de bois, plus de charbon, plus de gaz, plus de feu, plus de pain! Un hiver horrible, la Seine charriant, quinze degres de glace, la famine, le typhus, les epidemies, la devastation, la mitraille, le bombardement. Paris, a l'heure qu'il est, est cloue sur sa croix et saigne aux quatre membres. Eh bien, cette ville qu'aucune n'egalera dans l'histoire, cette ville majestueuse comme Rome et stoique comme Sparte, cette ville que les prussiens peuvent souiller, mais qu'ils n'ont pas prise (_Tres bien! tres bien!_)--cette cite auguste, Paris, nous a donne un mandat qui accroit son peril et qui ajoute a sa gloire, c'est de voter contre le demembrement de la patrie (_bravos sur les bancs de la gauche_); Paris a accepte pour lui les mutilations, mais il n'en veut pas pour la France.

Paris se resigne a sa mort, mais non a notre deshonneur (_Tres bien! tres bien!_) et, chose digne de remarque, c'est pour l'Europe en meme temps que pour la France que Paris nous a donne le mandat d'elever la voix. Paris fait sa fonction de capitale du continent.

Nous avons une double mission a remplir, qui est aussi la votre:

Relever la France, avertir l'Europe. Oui, la cause de l'Europe, a l'heure qu'il est, est identique a la cause de la France. Il s'agit pour l'Europe de savoir si elle va redevenir feodale; il s'agit de savoir si nous allons etre rejetes d'un ecueil a l'autre, du regime theocratique au regime militaire.

Car, dans cette fatale annee de concile et de carnage.... (_Oh! oh!_)

Voix a gauche: Oui! oui! tres bien!

M. VICTOR HUGO.--Je ne croyais pas qu'on put nier l'effort du pontificat pour se declarer infaillible, et je ne crois pas qu'on puisse contester ce fait, qu'a cote du pape gothique, qui essaye de revivre, l'empereur gothique reparait. (_Bruit a droite.--Approbation sur bancs de la gauche._)

Un membre a droite.--Ce n'est pas la question!

Un autre membre a droite.--Au nom des douleurs de la patrie, laissons tout cela de cote. (_Interruption_.)

M. LE PRESIDENT.--Vous n'avez pas la parole. Continuez, monsieur Victor Hugo.

M. VICTOR HUGO.--Si l'oeuvre violente a laquelle on donne en ce moment le nom de traite s'accomplit, si cette paix inexorable se conclut, c'en est fait du repos de l'Europe; l'immense insomnie du monde va commencer. (_Assentiment a gauche._)

Il y aura desormais en Europe deux nations qui seront redoutables; l'une parce qu'elle sera victorieuse, l'autre parce qu'elle sera vaincue. (_Sensation_.)

M. LE CHEF DU POUVOIR EXECUTIF.--C'est vrai!

M. DUFAURE, _ministre de la justice_.--C'est tres vrai!

M. VICTOR HUGO.--De ces deux nations, l'une, la victorieuse, l'Allemagne, aura l'empire, la servitude, le joug soldatesque, l'abrutissement de la caserne, la discipline jusque dans les esprits, un parlement tempere par l'incarceration des orateurs.... (_Mouvement_.)

Cette nation, la nation victorieuse, aura un empereur de fabrique militaire en meme temps que de droit divin, le cesar byzantin double du cesar germain; elle aura la consigne a l'etat de dogme, le sabre fait sceptre, la parole muselee, la pensee garrottee, la conscience agenouillee; pas de tribune! pas de presse! les tenebres!

L'autre, la vaincue, aura la lumiere. Elle aura la liberte, elle aura

la republique; elle aura, non le droit divin, mais le droit humain; elle aura la tribune libre, la presse libre, la parole libre, la conscience libre, l'ame haute! Elle aura et elle gardera l'initiative du progres, la mise en marche des idees nouvelles et la clientele des races opprimees! (_Tres bien! tres bien!_) Et pendant que la nation victorieuse, l'Allemagne, baissera le front sous son lourd casque de horde esclave, elle, la vaincue sublime, la France, elle aura sur la tete sa couronne de peuple souverain. (_Mouvement_)

Et la civilisation, remise face a face avec la barbarie, cherchera sa voie entre ces deux nations, dont l'une a ete la lumiere de l'Europe et dont l'autre en sera la nuit.

De ces deux nations, l'une triomphante et sujette, l'autre vaincue et souveraine, laquelle faut-il plaindre? Toutes les deux. (_Nouveau mouvement_)

Permis a l'Allemagne de se trouver heureuse et d'etre fiere avec deux provinces de plus et la liberte de moins. Mais nous, nous la plaignons; nous la plaignons de cet agrandissement, qui contient tant d'abaissement, nous la plaignons d'avoir ete un peuple et de n'etre plus qu'un empire. (_Bravo! bravo!_)

Je viens de dire: l'Allemagne aura deux provinces de plus.--Mais ce n'est pas fait encore, et j'ajoute:--cela ne sera jamais fait. Jamais, jamais! Prendre n'est pas posseder. Possession suppose consentement. Est-ce que la Turquie possedait Athenes? Est-ce que l'Autriche possedait Venise? Est-ce que la Russie possede Varsovie? (_Mouvement_) Est-ce que l'Espagne possede Cuba? Est-ce que l'Angleterre possede Gibraltar? (_Rumeurs diverses_) De fait, oui; de droit, non! (_Bruit_)

Voix a droite--Ce n'est pas la question!

M. VICTOR HUGO.--Comment, ce n'est-pas la question!

A gauche--Parlez! parlez!

M. LE PRESIDENT.--Veuillez continuer, monsieur Victor Hugo.

M. VICTOR HUGO.--La conquete est la rapine, rien de plus. Elle est un fait, soit; le droit ne sort pas du fait. L'Alsace et la Lorraine--suis-je dans la question?--veulent rester France; elles resteront France malgre tout, parce que la France s'appelle republique et civilisation; et la France, de son cote, n'abandonnera rien de son devoir envers l'Alsace et la Lorraine, envers elle-meme, envers le monde.

Messieurs, a Strasbourg, dans cette glorieuse Strasbourg ecrasee sous les bombes prussiennes, il y a deux statues, Gutenberg et Kleber. Eh bien, nous sentons en nous une voix qui s'eleve, et qui jure a Gutenberg de ne pas laisser etouffer la civilisation, et qui jure a Kleber de ne pas laisser etouffer la republique. (_Bravo!

bravo!--Applaudissements_)

Je sais bien qu'on nous dit: Subissez les consequences de la situation faite par vous. On nous dit encore: Resignez-vous, la Prusse vous prend l'Alsace et une partie de la Lorraine, mais c'est votre faute et c'est son droit; pourquoi l'avez-vous attaquée? Elle ne vous faisait rien; la France est coupable de cette guerre et la Prusse en est innocente.

La Prusse innocente!... Voila plus d'un siecle que nous assistons aux actes de la Prusse, de cette Prusse qui n'est pas coupable, dit-on, aujourd'hui. Elle a pris.... (_Bruit dans quelques parties de la salle._)

M. LE PRESIDENT.--Messieurs, veuillez faire silence. Le bruit interrompt l'orateur et prolonge la discussion.

M. VICTOR HUGO.--Il est extremement difficile de parler a l'Assemblee, si elle ne veut pas laisser l'orateur achever sa pensee.

De tous cotes--Parlez! parlez! continuez!

M. LE PRESIDENT.--Monsieur Victor Hugo, les interpellations n'ont pas la signification que vous leur attribuez.

M. VICTOR HUGO.--J'ai dit que la Prusse est sans droit. Les prussiens sont vainqueurs, soit; maitriseront-ils la France? non! Dans le present, peut-etre; dans l'avenir, jamais! (_Tres bien!--Bravo!_)

Les anglais ont conquis la France, ils ne l'ont pas garde; les prussiens investissent la France, ils ne la tiennent pas. Toute main d'etranger qui saisira ce fer rouge, la France, le lachera. Cela tient a ce que la France est quelque chose de plus qu'un peuple. La Prusse perd sa peine; son effort sauvage sera un effort inutile.

Se figure-t-on quelque chose de pareil a ceci: la suppression de l'avenir par le passe? Eh bien, la suppression de la France par la Prusse, c'est le meme reve. Non! la France ne perira pas! Non! quelle que soit la lachete de l'Europe, non! sous tant d'accablement, sous tant de rapines, sous tant de blessures, sous tant d'abandons, sous cette guerre scelerate, sous cette paix epouvantable, mon pays ne succombera pas! Non!

M. THIERS, _chef du pouvoir executif_--Non!

De toutes parts--Non! non!

M. VICTOR HUGO.--Je ne voterai point cette paix, parce que, avant tout, il faut sauver l'honneur de son pays; je ne la voterai point, parce qu'une paix infame est une paix terrible. Et pourtant, peut-etre aurait-elle un merite a mes yeux: c'est qu'une telle paix, ce n'est plus la guerre, soit, mais c'est la haine. (_Mouvement_.) La haine contre qui? Contre les peuples? non! contre les rois! Que les rois

recueillent ce qu'ils ont semé. Faites, princes; mutilez, coupez, tranchez, volez, annexe, démembrez! Vous créez la haine profonde; vous indignez la conscience universelle. La vengeance couve, l'explosion sera en raison de l'oppression. Tout ce que la France perdra, la Révolution le gagnera. (_Approbation sur les bancs de la gauche_)

Oh! une heure sonnera--nous la sentons venir--cette revanche prodigieuse. Nous entendons dès à présent notre triomphant avenir marcher à grands pas dans l'histoire. Oui, dès demain, cela va commencer; dès demain, la France n'aura plus qu'une pensée: se recueillir, se reposer dans la rêverie redoutable du désespoir; reprendre des forces; élever ses enfants, nourrir de saintes colères ces petits qui deviendront grands; forger des canons et former des citoyens, créer une armée qui soit un peuple; appeler la science au secours de la guerre; étudier le procédé prussien, comme Rome a étudié le procédé punique; se fortifier, s'affermir, se régénérer, redevenir la grande France, la France de 92, la France de l'idée et la France de l'épée. (_Très bien! très bien!_)

Puis, tout à coup, un jour, elle se redressera! Oh! elle sera formidable; on la verra, d'un bond, ressaisir la Lorraine, ressaisir l'Alsace!

Est-ce tout? non! non! saisir,--écoutez-moi,--saisir Trèves, Mayence, Cologne, Coblenz...

Sur divers bancs--Non! non!

M. VICTOR HUGO.--Écoutez-moi, messieurs. De quel droit une assemblée française interrompt-elle l'explosion du patriotisme?

Plusieurs membres--Parlez, achevez l'expression de votre pensée.

M. VICTOR HUGO.--On verra la France se redresser, on la verra ressaisir la Lorraine, ressaisir l'Alsace. (_Oui! oui!--Très bien!_) Et puis, est-ce tout? Non... saisir Trèves, Mayence, Cologne, Coblenz, toute la rive gauche du Rhin... Et on entendra la France crier: C'est mon tour! Allemagne, me voilà! Suis-je ton ennemie? Non! je suis ta sœur. (_Très bien! très bien!_) Je t'ai tout repris, et je te rends tout, à une condition: c'est que nous ne ferons plus qu'un seul peuple, qu'une seule famille, qu'une seule république. (_Mouvements divers_) Je vais démolir mes forteresses, tu vas démolir les tiennes. Ma vengeance, c'est la fraternité! (_À gauche: Bravo! bravo!_) Plus de frontières! Le Rhin à tous! Soyons la même république, soyons les États-Unis d'Europe, soyons la fédération continentale, soyons la liberté européenne, soyons la paix universelle! Et maintenant serrons-nous la main, car nous nous sommes rendu service l'une à l'autre; tu m'as délivrée de mon empereur, et je te délivre du tien. (_Bravo! bravo!--Applaudissements_)

* * * * *

M. TACHARD.--Messieurs, au nom des representants de ces provinces malheureuses dont on discute le sort, je viens expliquer a l'Assemblee l'interruption que nous nous sommes permise au moment meme ou nous etions tous haletants, ecoutant avec enthousiasme l'eloquente parole qui nous defendait.

Ces deux noms de Mayence et de Coblenz ont ete prononces naguere par une bouche qui n'etait ni aussi noble ni aussi honnete que celle que nous venons d'entendre. Ces deux noms nous ont perdus, c'est pour eux que nous subissons le triste sort qui nous attend. Eh bien, nous ne voulons plus souffrir pour ce mot et pour cette idee. Nous sommes francais, messieurs, et, pour nous, il n'y a qu'une patrie, la France, sans laquelle nous ne pouvons pas vivre. (_Tres bien! tres bien!_) Mais nous sommes justes parce que nous sommes francais, et nous ne voulons pas qu'on fasse a autrui ce que nous ne voudrions pas qu'il nous fut fait. (_Bravo!--Applaudissements._)

III

DEMISSION DES REPRESENTANTS D'ALSACE ET DE LORRAINE

Apres le vote du traite, les representants d'Alsace et de Lorraine envoyerent a l'Assemblee leur demission.

Les journaux de Bordeaux publierent la note qu'on va lire:

"Victor Hugo a annonce hier jeudi, dans la reunion de la gauche radicale, qu'il proposerait a l'Assemblee la declaration suivante:

"Les representants de l'Alsace et des Vosges conservent tous indefiniment leurs sieges a l'Assemblee. Ils seront, a chaque election nouvelle, consideres comme reelus de droit. S'ils ne sont plus les representants de l'Alsace et de la Lorraine, ils restent et resteront toujours les representants de la France."

"Le soir meme, la gauche radicale eut une reunion speciale dans la salle Sieuzac. La demission des representants lorrains et alsaciens fut mise a l'ordre du jour. Le representant Victor Hugo se leva et dit:

Citoyens, les representants de l'Alsace et de la Lorraine, dans un mouvement de genereuse douleur, ont donne leur demission. Nous ne devons pas l'accepter. Non seulement nous ne devons pas l'accepter, mais nous devrions proroger leur mandat. Nous partis, ils devraient demeurer. Pourquoi? Parce qu'ils ne peuvent etre remplaces.

A cette heure, du droit de leur heroisme, du droit de leur malheur, du droit, hélas! de notre lamentable abandon qui les laisse aux mains de l'ennemi comme rancon de la guerre, a cette heure, dis-je, l'Alsace et

la Lorraine sont France plus que la France meme.

Citoyens, je suis accable de douleur; pour me faire parler en ce moment, il faut le supreme devoir; chers et genereux collegues qui m'ecoutez, si je parle avec quelque desordre, excusez et comprenez mon emotion. Je n'aurais jamais cru ce traite possible. Ma famille est lorraine, je suis fils d'un homme qui a defendu Thionville. Il y a de cela bientot soixante ans. Il eut donne sa vie plutot que d'en livrer les clefs. Cette ville qui, defendue par lui, resista a tout l'effort ennemi et resta francaise, la voila aujourd'hui prussienne. Ah! je suis desespere. Avant-hier, dans l'Assemblee, j'ai lutte pied a pied pour le territoire; j'ai defendu la Lorraine et l'Alsace; j'ai tache de faire avec la parole ce que mon pere faisait avec l'epee. Il fut vainqueur, je suis vaincu. Helas! vaincus, nous le sommes tous. Nous avons tous au plus profond du coeur la plaie de la patrie. Voici le vaillant maire de Strasbourg qui vient d'en mourir. Tachons de vivre, nous: Tachons de vivre pour voir l'avenir, je dis plus, pour le faire. En attendant, preparons-le. Preparons-le. Comment?

Par la resistance commencee des aujourd'hui.

N'executons l'affreux traite que strictement.

Ne lui accordons expressement que ce qu'il stipule.

Eh bien, le traite ne stipule pas que l'Assemblee se retranchera les representants de la Lorraine et de l'Alsace; gardons-les.

Les laisser partir, c'est signer le traite deux fois. C'est ajouter a l'abandon force l'abandon volontaire.

Gardons-les.

Le traite n'y fait aucun obstacle. Si nous allions au dela de ce qu'exige le vainqueur, ce serait un irreparable abaissement. Nous ferions comme celui qui, sans y etre contraint, mettrait en terre le deuxieme genou.

Au contraire, relevons la France.

Le refus des demissions des representants alsaciens et lorrains la relevera. Le traite vote est une chose basse; ce refus sera une grande chose. Effacons l'un par l'autre.

Dans ma pensee, a laquelle certes je donnerai suite, tant que la Lorraine et l'Alsace seront separees de la France, il faudrait garder leurs representants, non seulement dans cette assemblee, mais dans toutes les assemblees futures.

Nous, les representants du reste de la France, nous sommes transitoires; eux seuls sont necessaires.

La France peut se passer de nous, et pas d'eux. A nous, elle peut

donner des successeurs; a eux, non.

Son vote en Alsace et en Lorraine est paralysé.

Momentanément, je l'affirme; mais, en attendant, gardons les représentants alsaciens et lorrains.

La Lorraine et l'Alsace sont prisonnières de guerre. Conservons leurs représentants. Conservons-les indéfiniment, jusqu'au jour de la délivrance des deux provinces, jusqu'au jour de la résurrection de la France. Donnons au malheur héroïque un privilège. Que ces représentants aient l'exception de la perpétuité, puisque leurs nobles pays ont l'exception de l'asservissement.

J'avais d'abord eu l'idée de condenser tout ce que je viens de vous dire dans le projet de décret que voici:

(_M. Victor Hugo lit_)

DECRET

ARTICLE UNIQUE

Les représentants actuels de l'Alsace et de la Lorraine gardent leurs sièges dans l'Assemblée, et continueront de siéger dans les futures assemblées nationales de France jusqu'au jour où ils pourront rendre à leurs commettants leur mandat dans les conditions où ils l'ont reçu.

(_M. Victor Hugo reprend_)

Ce décret exprimerait le vrai absolu de la situation. Il est la négation implicite du traité, négation qui est dans tous les cœurs, même dans les cœurs de ceux qui l'ont voté. Ce décret ferait sortir cette négation du sous-entendu, et profiterait d'une lacune du traité pour infirmer le traité, sans qu'on puisse l'accuser de l'enfreindre. Il conviendrait, je le crois, à toutes nos consciences. Le traité pour nous n'existe pas. Il est de force; voilà tout. Nous le répudions. Les hommes de la République ont pour devoir étroit de ne jamais accepter le fait qu'après l'avoir confronté avec le droit. Quand le fait se superpose au principe, nous l'admettons. Sinon, nous le refusons. Or le traité prussien viole tous les principes. C'est pourquoi nous avons voté contre. Et nous agissons contre. La Prusse nous rend cette justice qu'elle n'en doute pas.

Mais ce projet de décret que je viens de vous lire, et que je me proposais de soutenir à la tribune, l'Assemblée l'accepterait-elle? Évidemment non. Elle en aurait peur. D'ailleurs cette assemblée, née d'un malentendu entre la France et Paris, a dans sa conscience le faux de sa situation. Il suffit d'y mettre le pied pour comprendre qu'elle n'admettra jamais une vérité entière. La France a un avenir, la République, et la majorité de l'Assemblée a un but, la monarchie. De là un tirage en sens inverse, d'où, je le crains, sortiront des catastrophes. Mais restons dans le moment présent. Je me borne à dire

que la majorite obliquera toujours et qu'elle manque de ce sens absolu qui, en toute occasion et a tout risque, prefere aux expedients les principes. Jamais la justice n'entrera dans cette assemblee que de biais, si elle y entre.

L'Assemblee ainsi faite ne voterait pas le projet de decret que je viens de vous lire. Alors ce serait une faute de le presenter. Je m'en abstiens. Il serait bon, certes, qu'il fut vote, mais il serait facheux qu'il fut rejete. Ce rejet soulignerait le traite et accrotrait la honte.

Mais faut-il pour cela, devant la demission des representants de l'Alsace et de la Lorraine, se taire et s'abstenir absolument?

Non.

Que faire donc?

Selon moi, ceci:

Inviter les representants de l'Alsace et de la Lorraine a garder leurs sieges. Les y inviter solennellement par une declaration motivee que nous signerons tous, nous qui avons vote contre le traite, nous qui ne reconnaissons pas le droit de la force. Un de nous, moi si vous voulez, lira cette declaration a la tribune. Cela fait, nos consciences seront tranquilles, l'avenir sera reserve.

Citoyens, gardons-les, ces collegues. Gardons-les, ces compatriotes.

Qu'ils nous restent.

Qu'ils soient parmi nous, ces vaillants hommes, la protestation et l'avertissement; protestation contre la Prusse, avertissement a l'Europe. Qu'ils soient le drapeau d'Alsace et de Lorraine toujours leve. Que leur presence parmi nous encourage et console, que leur parole conseille, que leur silence meme parle. Les voir la, ce sera voir l'avenir. Qu'ils empechent l'oubli. Au milieu des idees generales qui embrassent l'interet de la civilisation, et qui sont necessaires a une assemblee francaise, toujours un peu tutrice de tous les peuples, qu'ils personnifient, eux, l'idee etroite, haute et terrible, la revendication speciale, le devoir vis-a-vis de la mere. Tandis que nous représenterons l'humanite, qu'ils representent la patrie. Que chez nous ils soient chez eux. Qu'ils soient le tison sacre, rallume toujours. Que, par eux, les deux provinces etouffees sous la Prusse continuent de respirer l'air de France; qu'ils soient les conducteurs de l'idee francaise au coeur de l'Alsace et de la Lorraine et de l'idee alsacienne et lorraine au coeur de la France; que, grace a leur permanence, la France, mutilée de fait, demeure entiere de droit, et soit, dans sa totalite, visible dans l'Assemblee; que si, en regardant la-bas, du cote de l'Allemagne, on voit la Lorraine et l'Alsace mortes, en regardant ici, on les voie vivantes!

* * * * *

La reunion, a l'unanimité, a accepté la proposition du représentant Victor Hugo, et lui a demandé de rédiger la déclaration qui devra être signée de tous et lue par lui-même à la tribune.

M. Victor Hugo a immédiatement rédigé cette déclaration, qui a été acceptée par la réunion de la gauche, mais à laquelle il n'a pu être donné la publicité de la tribune, par suite de la séance du 8 mars et de la démission de M. Victor Hugo.

En voici le texte:

DECLARATION

En présence de la démission que les représentants alsaciens et lorrains ont offerte, mais que l'Assemblée n'a acceptée par aucun vote.

Les représentants soussignés déclarent qu'à leurs yeux l'Alsace et la Lorraine ne cessent pas et ne cesseront jamais de faire partie de la France.

Ces provinces sont profondément françaises. L'âme de la France reste avec elles.

L'Assemblée nationale ne serait plus l'Assemblée de la France si ces deux provinces n'y étaient pas représentées.

Que désormais, et jusqu'à des jours meilleurs, il y ait sur la carte de France un vide, c'est la violence que nous fait le traité. Mais pourquoi un vide dans cette Assemblée?

Le traité exige-t-il que les représentants alsaciens et lorrains disparaissent de l'Assemblée française?

Non.

Pourquoi donc aller plus loin que le traité? Pourquoi faire ce qu'il n'impose pas? Pourquoi lui donner ce qu'il ne demande pas?

Que la Prusse prenne les territoires. Que la France garde les représentants.

Que leur présence dans l'Assemblée nationale de France soit la protestation vivante et permanente de la justice contre l'iniquité, du malheur contre la force, du droit vrai de la patrie contre le droit faux de la victoire.

Que les alsaciens et les lorrains, élus par leurs départements, restent dans l'Assemblée française et qu'ils y personnifient, non le passé, mais l'avenir.

Le mandat est un dépôt. C'est au mandant lui-même que le mandataire

est tenu de rapporter son mandat. Aujourd'hui, dans la situation faite à l'Alsace et à la Lorraine, le mandant est prisonnier, mais le mandataire est libre. Le devoir du mandataire est de garder à la fois sa liberté et son mandat.

Et cela jusqu'au jour où, ayant coopéré avec nous à l'œuvre libératrice, il pourra rendre à ceux qui l'ont élu le mandat qu'il leur doit et la patrie que nous leur devons.

Les représentants alsaciens et lorrains des départements cédés sont aujourd'hui dans une exception qu'il importe de signaler. Tous les représentants du reste de la France peuvent être réélus ou remplacés; eux seuls ne le peuvent pas. Leurs électeurs sont frappés d'interdit.

En ce moment, et sans que le traité puisse l'empêcher, l'Alsace et la Lorraine sont représentées dans l'Assemblée nationale de France. Il dépend de l'Assemblée nationale de continuer cette représentation. Cette continuation du mandat, nous devons la déclarer. Elle est de droit. Elle est de devoir.

Il ne faut pas que les sièges de la représentation alsacienne et lorraine, actuellement occupés, soient vides et restent vides par notre volonté. Pour toutes les populations de France, le droit d'être représentées est un droit absolu; pour la Lorraine et pour l'Alsace c'est un droit sacré.

Puisque la Lorraine et l'Alsace ne peuvent désormais nommer d'autres représentants, ceux-ci doivent être maintenus. Ils doivent être maintenus indéfiniment, dans les assemblées nationales qui se succéderont, jusqu'au jour, prochain nous l'espérons, où la France reprendra possession de la Lorraine et de l'Alsace, et où cette moitié de notre cœur nous sera rendue.

En résumé,

Si nous souffrons que nos honorables collègues alsaciens et lorrains se retirent, nous aggravons le traité.

La France va dans la concession plus loin que la Prusse dans l'extorsion. Nous offrons ce qu'on n'exige pas. Il importe que dans l'exécution forcée du traité rien de notre part ne ressemble à un consentement. Subir sans consentir est la dignité du vaincu.

Par tous ces motifs, sans préjuger les résolutions ultérieures que pourra leur commander leur conscience,

Croyant nécessaire de réserver les questions qui viennent d'être indiquées,

Les représentants soussignés invitent leurs collègues de l'Alsace et de la Lorraine à reprendre et à garder leurs sièges dans l'Assemblée.

LA QUESTION DE PARIS

Par le traite vote, l'Assemblée avait dispose de la France; il s'agissait maintenant de savoir ce qu'elle allait faire de Paris. La droite ne voulait plus de Paris; il lui fallait autre chose. Elle cherchait une capitale; les uns proposaient Bourges, les autres Fontainebleau, les autres Versailles. Le 6 mars, l'Assemblée discuta la question dans ses bureaux. Rentrerait-elle ou ne rentrerait-elle pas dans Paris?

M. Victor Hugo faisait partie du onzieme bureau. Voici ses paroles, telles qu'elles ont ete reproduites par les journaux:

Nous sommes plusieurs ici qui avons ete enfermes dans Paris et qui avons assiste a toutes les phases de ce siege, le plus extraordinaire qu'il y ait dans l'histoire. Ce peuple a ete admirable. Je l'ai dit deja et je le dirai encore. Chaque jour la souffrance augmentait et l'heroisme croissait. Rien de plus emouvant que cette transformation; la ville de luxe etait devenue ville de misere; la ville de mollesse etait devenue ville de combat; la ville de joie etait devenue ville de terreur et de sepulcre. La nuit, les rues etaient toutes noires, pas un delit. Moi qui parle, toutes les nuits, je traversais, seul, et presque d'un bout a l'autre, Paris tenebreux et desert; il y avait la bien des souffrants et bien des affames, tout manquait, le feu et le pain; eh bien, la securite etait absolue. Paris avait la bravoure au dehors et la vertu au dedans. Deux millions d'hommes donnaient ce memorable exemple. C'etait l'inattendu dans la grandeur. Ceux qui l'ont vu ne l'oublieront pas. Les femmes etaient aussi intrepides devant la famine que les hommes devant la bataille. Jamais plus superbe combat n'a ete livre de toutes parts a toutes les calamites a la fois. Oui, l'on souffrait, mais savez-vous comment? on souffrait avec joie, parce qu'on se disait: Nous souffrons pour la patrie.

Et puis, on se disait: Apres la guerre finie, apres les prussiens partis, ou chasses,--je prefere chasses,--on se disait: comme ce sera beau la recompense! Et l'on s'attendait a ce spectacle sublime, l'immense embrassement de Paris et de la France.

On s'attendait a quelque chose comme ceci: la mere se jetant eperdue dans les bras de sa fille! la grande nation remerciant la grande cite!

On se disait: Nous sommes isolees de la France; la Prusse a eleve une muraille entre la France et nous; mais la Prusse s'en ira, et la muraille tombera.

Eh bien! non, messieurs. Paris debloque reste isole. La Prusse n'y est plus, et la muraille y est encore.

Entre Paris et la France il y avait un obstacle, la Prusse; maintenant il y en a un autre, l'Assemblée.

Reflechissez, messieurs.

Paris esperait votre reconnaissance, et il obtient votre suspicion!

Mais qu'est-ce donc qu'il vous a fait?

Ce qu'il vous a fait, je vais vous le dire:

Dans la defaillance universelle, il a leve la tete; quand il a vu que la France n'avait plus de soldats, Paris s'est transfigure en armee; il a espere, quand tout desesperait; apres Phalsbourg tombee, apres Toul tombee, apres Strasbourg tombee, apres Metz tombee, Paris est reste debout. Un million de vandales ne l'a pas etonne. Paris s'est devoue pour tous; il a ete la ville superbe du sacrifice. Voila ce qu'il vous a fait. Il a plus que sauve la vie a la France, il lui a sauve l'honneur.

Et vous vous defiez de Paris! et vous mettez Paris en suspicion!

Vous mettez en suspicion le courage, l'abnegation, le patriotisme, la magnifique initiative de la resistance dans le desesperoir, l'intrepide volonte d'arracher a l'ennemi la France, toute la France! Vous vous defiez de cette cite qui a fait la philosophie universelle, qui envahit le monde a votre profit par son rayonnement et qui vous le conquiert par ses orateurs, par ses ecrivains, par ses penseurs; de cette cite qui a donne l'exemple de toutes les audaces et aussi de toutes les sagesse; de ce Paris qui fera l'univers a son image, et d'ou est sorti l'exemplaire nouveau de la civilisation! Vous avez peur de Paris, de Paris qui est la fraternite, la liberte, l'autorite, la puissance, la vie! Vous mettez en suspicion le progres! Vous mettez en surveillance la lumiere!

Ah! songez-y!

Cette ville vous tend les bras; vous lui dites: Ferme tes portes. Cette ville vient a vous, vous reculez devant elle. Elle vous offre son hospitalite majestueuse ou vous pouvez mettre toute la France a l'abri, son hospitalite, gage de concorde et de paix publique, et vous hesitez, et vous refusez, et vous avez peur du port comme d'un piege!

Oui, je le dis, pour vous, pour nous tous, Paris, c'est le port.

Messieurs, voulez-vous etre sages, soyez confiants. Voulez-vous etre des hommes politiques, soyez des hommes fraternels.

Rentrez dans Paris, et rentrez-y immediatement. Paris vous en saura gre et s'apaisera. Et quand Paris s'apaise, tout s'apaise.

Votre absence de Paris inquietera tous les interets et sera pour le pays une cause de fièvre lente.

Vous avez cinq milliards a payer; pour cela il vous faut le credit; pour le credit, il vous faut la tranquillite, il vous faut Paris. Il vous faut Paris rendu a la France, et la France rendue a Paris.

C'est-a-dire l'assemblee nationale siegeant dans la ville nationale.

L'interet public est ici etroitement d'accord avec le devoir public.

Si le sejour de l'Assemblée en province, qui n'est qu'un accident, devenait un systeme, c'est-a-dire la negation du droit supreme de Paris, je le declare, je ne siegerais point hors de Paris. Mais ma resolution particuliere n'est qu'un detail sans importance. Je ferais ce que je crois etre mon devoir. Cela me regarde et je n'y insiste pas.

Vous, c'est autre chose. Votre resolution est grave. Pesez-la.

On vous dit:--N'entrez pas dans Paris; les prussiens sont la.--Qu'importe les prussiens! moi je les dedaigne. Avant peu, ils subiront la domination de ce Paris qu'ils menacent de leurs canons et qui les eclaire de ses idees.

La seule vue de Paris est une propagande. Desormais le sejour des prussiens en France est dangereux surtout pour le roi de Prusse.

Messieurs, en rentrant dans Paris, vous faites de la politique, et de la bonne politique.

Vous etes un produit momentane. Paris est une formation seculaire. Croyez-moi, ajoutez Paris a l'Assemblée, appuyez votre faiblesse sur cette force, asseyez votre fragilite sur cette solidite.

Tout un cote de cette assemblee, cote fort par le nombre et faible autrement, a la pretention de discuter Paris, d'examiner ce que la France doit faire de Paris, en un mot de mettre Paris aux voix. Cela est etrange.

Est-ce qu'on met Paris en question?

Paris s'impose.

Une verite qui peut etre contestee en France, a ce qu'il parait, mais qui ne l'est pas dans le reste du monde, c'est la suprematie de Paris.

Par son initiative, par son cosmopolitisme, par son impartialite, par sa bonne volonte, par ses arts, par sa litterature, par sa langue, par son industrie, par son esprit d'invention, par son instinct de justice et de liberte, par sa lutte de tous les temps, par son heroisme d'hier et de toujours, par ses revolutions, Paris est l'eblouissant et mysterieux moteur du progres universel.

Niez cela, vous rencontrez le sourire du genre humain. Le monde n'est

peut-etre pas francais, mais a coup sur il est parisien.

Nous, consentir a discuter Paris? Non. Il est pueril de l'attaquer, il serait pueril de le defendre.

Messieurs, n'attentons pas a Paris.

N'allons pas plus loin que la Prusse.

Les prussiens ont demembre la France, ne la decapitons pas.

Et puis, songez-y.

Hors Paris il peut y avoir une Assemblée provinciale; il n'y a d'Assemblée nationale qu'a Paris.

Pour les legislateurs souverains qui ont le devoir de completer la Revolution francaise, etre hors de Paris, c'est etre hors de France.
(_Interruption._)

On m'interrompt. Alors j'insiste.

Isoler Paris, refaire apres l'ennemi le blocus de Paris, tenir Paris a l'ecart, succeder dans Versailles, vous assemblee republicaine, au roi de France, et, vous assemblee francaise, au roi de Prusse, creer a cote de Paris on ne sait quelle fausse capitale politique, croyez-vous en avoir le droit? Est-ce comme representants de la France que vous feriez cela? Entendons-nous. Qui est-ce qui represente la France? c'est ce qui contient le plus de lumiere. Au-dessus de vous, au-dessus de moi, au-dessus de nous tous, qui avons un mandat aujourd'hui et qui n'en aurons pas demain, la France a un immense representant, un representant de sa grandeur, de sa puissance, de sa volonte, de son histoire, de son avenir, un representant permanent, un mandataire irrevocable; et ce representant est un heros, et ce mandataire est un geant; et savez-vous son nom? Il s'appelle Paris. Et c'est vous, representants ephemerres, qui voudriez destituer ce representant eternel!

Ne faites pas ce reve et ne faites pas cette faute.

* * * * *

Après ces paroles, le onzieme bureau, ayant a choisir entre M. Victor Hugo et M. Lucien Brun un commissaire, a choisi M. Lucien Brun.

V

DEMISSION DE VICTOR HUGO

Le 8 mars, au moment où le représentant Victor Hugo se préparait à prendre la parole pour défendre Paris contre la droite, survint un incident inattendu. Un rapport fut fait à l'Assemblée sur l'élection d'Alger. Le général Garibaldi avait été nommé représentant d'Alger par 10,600 voix. Le candidat qui avait après lui le plus de voix n'avait eu que 4,973 suffrages. On proposa l'annulation de l'élection de Garibaldi. Victor Hugo intervint.

SEANCE DU 8 MARS 1871

M. VICTOR HUGO.--Je demande la parole.

M. LE PRESIDENT.--M. Victor Hugo a la parole. (_Mouvements divers._)

M. VICTOR HUGO.--Je ne dirai qu'un mot.

La France vient de traverser une épreuve terrible, d'où elle est sortie sanglante et vaincue. On peut être vaincu et rester grand; la France le prouve. La France accablée, en présence des nations, a rencontré la lâcheté de l'Europe. (_Mouvement._)

De toutes les puissances européennes, aucune ne s'est levée pour défendre cette France qui, tant de fois, avait pris en main la cause de l'Europe... (_Bravo! à gauche_), pas un roi, pas un état, personne! un seul homme excepté.... (_Sourires ironiques à droite.--Très bien! à gauche._)

Ah! les puissances, comme on dit, n'intervenaient pas; eh bien, un homme est intervenu, et cet homme est une puissance. (_Exclamations sur plusieurs bancs à droite._)

Cet homme, messieurs, qu'avait-il? son épée. M. LE VICOMTE DE LORGERIL.--Et Bordonè! (_On rit._)

M. VICTOR HUGO.--Son épée, et cette épée avait déjà délivré un peuple ... (_exclamations_) et cette épée pouvait en sauver un autre. (_Nouvelles exclamations._)

Il l'a pensé; il est venu, il a combattu.

A droite.--Non! non!

M. LE VICOMTE DE LORGERIL.--Ce sont des réclames qui ont été faites; il n'a pas combattu.

M. VICTOR HUGO.--Les interruptions ne m'empêcheront pas d'achever ma pensée.

Il a combattu.... (_Nouvelles interruptions._)

Voix nombreuses à droite.--Non! non!

A gauche.--Si! si!

M. LE VICOMTE DE LORGERIL.--Il a fait semblant!

Un membre a droite.--Il n'a pas vaincu en tout cas!

M. VICTOR HUGO.--Je ne veux blesser personne dans cette assemblée, mais je dirai qu'il est le seul des généraux qui ont lutté pour la France, le seul qui n'ait pas été vaincu. (_Bruyantes réclamations a droite.--Applaudissements a gauche._)

Plusieurs membres a droite.--A l'ordre! a l'ordre!

M. DE JOUVENCEL.--Je prie M. le président d'inviter l'orateur a retirer une parole qui est antifranaise.

M. LE VICOMTE DE LORGERIL.--C'est un comparse de melodrame. (_Vives réclamations a gauche._) Il n'a pas été vaincu parce qu'il ne s'est pas battu.

M. LE PRESIDENT.--Monsieur de Lorgeril, veuillez garder le silence; vous aurez la parole ensuite. Mais respectez la liberte de l'orateur. (_Tres bien!_)

M. LE GENERAL DUCROT.--Je demande la parole. (_Mouvement._)

M. LE PRESIDENT.--General, vous aurez la parole apres M. Victor Hugo.

(_Plusieurs membres se levent et interpellent vivement M. Victor Hugo._)

M. LE PRESIDENT _aux interrupteurs_. La parole est a M. Victor Hugo seul.

M. RICHIER.--Un franais ne peut pas entendre des paroles semblables a celles qui viennent d'être prononcées. (_Agitation generale._)

M. LE VICOMTE DE LORGERIL.--L'Assemblée refuse la parole a M. Victor Hugo, parce qu'il ne parle pas franais. (_Oh! oh!--Rumeurs confuses._)

M. LE PRESIDENT.--Vous n'avez pas la parole, monsieur de Lorgeril.... Vous l'aurez a votre tour.

M. LE VICOMTE DE LORGERIL.--J'ai voulu dire que l'Assemblée ne veut pas écouter parce qu'elle n'entend pas ce franais-la. (_Bruit._)

Un membre.--C'est une insulte au pays!

M. LE GENERAL DUCROT.--J'insiste pour demander la parole.

M. LE PRESIDENT.--Vous aurez la parole si M. Victor Hugo y consent.

M. VICTOR HUGO.--Je demande a finir.

Plusieurs membres a M. Victor Hugo.--Expliquez-vous! (_Assez! assez!_)

M. LE PRESIDENT.--Vous demandez a M. Victor Hugo de s'expliquer; il va le faire. Veuillez l'ecouter et garder le silence.... (_Non! non!--A l'ordre!_)

M. LE GENERAL DUCROT.--On ne peut pas rester la-dessus.

M. VICTOR HUGO.--Vous y resterez pourtant, general.

M. LE PRESIDENT.--Vous aurez la parole apres l'orateur.

M. LE GENERAL DUCROT.--Je proteste contre des paroles qui sont un outrage.... (_A la tribune! a la tribune!_)

M. VICTOR HUGO.--Il est impossible.... (_Les cris: A l'ordre! continuent._)

Un membre.--Retirez vos paroles. On ne vous les pardonne pas.

(_Un autre membre a droite se leve et adresse a l'orateur des interpellations qui se perdent dans le bruit._)

M. LE PRESIDENT.--Veuillez vous asseoir!

Le meme membre.--A l'ordre! Rappelez l'orateur a l'ordre!

M. LE PRESIDENT.--Je vous rappellerai vous-meme a l'ordre, si vous continuez a le troubler. (_Tres bien! tres bien!_) Je rappellerai a l'ordre ceux qui empecheront le president d'exercer sa fonction. Je suis le juge du rappel a l'ordre.

Sur plusieurs bancs a droite.--Nous le demandons, le rappel a l'ordre!

M. LE PRESIDENT.--Il ne suffit pas que vous le demandiez. (_Tres bien!--Interpellations diverses et confuses._)

M. DE CHABAUD-LATOURE.--Paris n'a pas ete vaincu, il a ete affame. (_C'est vrai! c'est vrai!--Assentiment general._)

M. LE PRESIDENT.--Je donne la parole a M. Victor Hugo pour s'expliquer, et ceux qui l'interrompent seront rappelés a l'ordre. (_Tres bien!_)

M. VICTOR HUGO.--Je vais vous satisfaire, messieurs, et aller plus loin que vous. (_Profond silence._)

Il y a trois semaines, vous avez refuse d'entendre Garibaldi....

Un membre.--Il avait donne sa demission!

M. VICTOR HUGO.--Aujourd'hui vous refusez de m'entendre. Cela me suffit. Je donne ma demission. (_Longues rumeurs.--Non! non!--Applaudissements a gauche._)

Un membre.--L'Assemblee n'accepte pas votre demission!

M. VICTOR HUGO.--Je l'ai donnee et je la maintiens.

(_L'honorable membre qui se trouve, en descendant de la tribune, au pied du bureau stenographique situe a l'entree du couloir de gauche, saisit la plume de l'un des stenographes de l'Assemblee et ecrit, debout, sur le rebord exterieur du bureau, sa lettre de demission au president._)

M. LE GENERAL DUCROT.--Messieurs, avant de juger le general Garibaldi, je demande qu'une enquete serieuse soit faite sur les faits qui ont amene le desastre de l'armee de l'est. (_Tres bien! tres bien!_)

Quand cette enquete sera faite, nous vous produirons des telegrammes emanant de M. Gambetta, et prouvant qu'il reprochait au general Garibaldi son inaction dans un moment ou cette inaction amenait le desastre que vous connaissez. On pourra examiner alors si le general Garibaldi est venu payer une dette de reconnaissance a la France, ou s'il n'est pas venu, plutot, defendre sa republique universelle. (_Applaudissements prolonges sur un grand nombre de bancs._)

M. LOCKROY.--Je demande la parole.

M. LE PRESIDENT.--M. Victor Hugo est-il present?

Voix diverses.--Oui!--Non! il est parti!

M. LE PRESIDENT.--Avant de donner lecture a l'Assemblee de la lettre que vient de me remettre M. Victor Hugo, je voulais le prier de se recueillir et de se demander a lui-meme s'il y persiste.

M. VICTOR HUGO, _au pied de la tribune._--J'y persiste.

M. LE PRESIDENT.--Voici la lettre de M. Victor Hugo; mais M. Victor Hugo.... (_Rumeurs diverses._)

M. VICTOR HUGO.--J'y persiste. Je le declare, je ne paraitrai plus dans cette enceinte.

M. LE PRESIDENT.--Mais M. Victor Hugo ayant ecrit cette lettre dans la vivacite de l'emotion que ce debat a soulevee, j'ai du en quelque sorte l'inviter a se recueillir lui-meme, et je crois avoir exprime l'impression de l'Assemblee. (_Oui! oui! Tres bien!_)

M. VICTOR HUGO.--Monsieur le president, je vous remercie; mais je declare que je refuse de rester plus longtemps dans cette Assemblee. (_Non! non!_)

_De toutes parts./i>--A demain! a demain!

M. VICTOR HUGO.--Non! non! j'y persiste. Je ne rentrerai pas dans cette Assemblée!

(_M. Victor Hugo sort de la salle._)

M. LE PRESIDENT.--Si l'Assemblée veut me le permettre, je ne lui donnerai connaissance de cette lettre que dans la séance de demain.

(_Oui! oui!--Assentiment general._)

Cet incident est terminé, et je regrette que les élections de l'Algérie y aient donné lieu....

Un membre à gauche.--C'est la violence de la droite qui y a donné lieu.

* * * * *

SEANCE DU 9 MARS

M. LE PRESIDENT.--Messieurs, je regrette profondément que notre illustre collègue, M. Victor Hugo, n'ait pas cru pouvoir se rendre aux instances d'un grand nombre de nos collègues, et, je crois pouvoir le dire, au sentiment général de l'Assemblée. (_Oui! oui!--Très bien!_) Il persiste dans la démission qu'il m'a remise hier au soir, et dont il ne me reste, à mon grand regret, qu'à donner connaissance à l'Assemblée:

La voici:

"Il y a trois semaines, l'Assemblée a refusé d'entendre Garibaldi; aujourd'hui elle refuse de m'entendre. Cela me suffit.

"Je donne ma démission.

"VICTOR HUGO."

8 mars 1871.

La démission sera transmise à M. le ministre de l'intérieur.

M. LOUIS BLANC.--Je demande la parole.

M. LE PRESIDENT.--M. Louis Blanc a la parole.

M. LOUIS BLANC.--Messieurs, je n'ai qu'un mot à dire.

A ceux d'entre nous qui sont plus particulièrement en communion de sentiments et d'idées avec Victor Hugo, il est commandé de dire bien haut de quelle douleur leur âme a été saisie....

Voix a gauche--Oui! oui! c'est vrai!

M. LOUIS BLANC.--En voyant le grand citoyen, l'homme de genie dont la France est fiere, reduit a donner sa demission de membre d'une Assemblée francaise....

Voix a droite--C'est qu'il l'a bien voulu.

M. LE DUC DE MARMIER.--C'est par sa volonte!

M. LOUIS BLANC.--C'est un malheur ajoute a tant d'autres malheurs ...
(_mouvements divers_) que cette voix puissante ait ete etouffee....
(_Reclamations sur un grand nombre de bancs._)

M. DE TILLANCOURT.--La voix de M. Victor Hugo a constamment ete etouffee!

Plusieurs membres--C'est vrai! c'est vrai!

M. LOUIS BLANC.--Au moment ou elle proclamait la reconnaissance de la patrie pour d'eminents services.

Je me borne a ces quelques paroles. Elles expriment des sentiments qui, j'en suis sur, seront partages par tous ceux qui cherissent et reverent le genie combattant pour la liberte. (_Vive approbation sur plusieurs bancs a gauche._)

M. SCHOELCHER.--Louis Blanc, vous avez dignement exprime nos sentiments a tous.

A gauche--Oui! oui!--Tres bien!

* * * * *

Caprera, 11 avril 1870.

"Mon cher Victor Hugo,

"J'aurais du plus tot vous donner un signe de gratitude pour l'honneur immense dont vous m'avez decore a l'Assemblée de Bordeaux.

"Sans manifestation ecrite, nos ames se sont cependant bien entendues, la votre par le bienfait, et la mienne par l'amitie et la reconnaissance que je vous consacre depuis longtemps.

"Le brevet que vous m'avez signe a Bordeaux suffit a toute une existence devouee a la cause sainte de l'humanite, dont vous etes le premier apotre.

"Je suis pour la vie,

"Votre devoue,

"GARIBALDI."

VI

MORT DE CHARLES HUGO

Ce qui suit est extrait du Rappel du mercredi 15 mars:

"Une affreuse nouvelle nous arrive de Bordeaux: notre collaborateur, notre compagnon, notre ami Charles Hugo, y est mort lundi soir.

"Lundi matin, il avait dejeune gaiement avec son pere et Louis Blanc. Le soir, Victor Hugo donnait un diner d'adieu a quelques amis, au restaurant Lanta. A huit heures, Charles Hugo prend un fiacre pour s'y faire conduire, avec ordre de descendre d'abord a un cafe qu'il indique. Il etait seul dans la voiture. Arrive au cafe, le cocher ouvre la portiere et trouve Charles Hugo mort.

"Il avait eu une congestion foudroyante suivie d'hemorragie.

"On a rapporte ce pauvre cadavre a son pere, qui l'a couvert de baisers et de larmes.

"Charles Hugo etait souffrant depuis quelques semaines. Il nous ecrivait, le samedi 11, samedi dernier:

"Je vous envoie peu d'articles, mais ne m'accusez pas. Un excellent medecin que j'ai trouve ici m'a condamne au repos. J'ai, parait-il, un "emphyseme pulmonaire!" avec un petit point hypertrophie au coeur. Le medecin attribue cette maladie a mon sejour a Paris pendant le siege....

"Je vais mieux pourtant. Mais il faut que je me repose encore. J'irai passer une semaine a Arcachon. Je pense pouvoir retourner ensuite a Paris et reprendre mon travail...."

"Victor Hugo devait l'accompagner a Arcachon. Charles se faisait une joie de rester la quelques jours en famille avec son pere, sa jeune femme et ses deux petits enfants; le depart etait fixe au lendemain matin.... Et le voila mort! Le voila mort, ce vaillant et genereux Charles, si fort et si doux, d'un si haut esprit, d'un si puissant talent!

"Et Victor Hugo, apres ces dix-neuf ans d'exil et de lutte suivis de ces six mois de guerre et de siege, ne sera rentre en France que pour ensevelir son fils a cote de sa fille, et pour meler a son deuil patriotique son deuil paternel."

* * * * *

ENTERREMENT DE CHARLES HUGO

(18 mars.)

"Une foule considerable et profondement emue se pressait hier a la gare d'Orleans, ou, comme tous les journaux l'avaient annonce, le cercueil du collaborateur, de l'ami, que nous pleurons etait attendu vers midi.

"A l'heure dite, on a vu paraitre le corbillard, derriere lequel marchaient, le visage en larmes, Victor Hugo et son dernier fils, Francois-Victor, puis MM. Paul Meurice, Auguste Vacquerie, Paul Foucher et quelques amis intimes.

"Ceux qui etaient venus temoigner leur sympathie attristee au grand poete si durement frappe et au vaillant journaliste parti si jeune se sont joints a ce douloureux cortege, et le corbillard s'est dirige vers le cimetiere du Pere-Lachaise.

"Il va sans dire qu'il n'a passe par aucune eglise.

"D'instant en instant, le cortege grossissait. "Place de la Bastille, il y a eu une chose touchante. Trois gardes nationaux, reconnaissant Victor Hugo, se sont mis aussitot aux cotes du corbillard et l'ont escorte, fusil sous le bras. D'autres gardes nationaux ont suivi leur exemple, puis d'autres, et bientot ils ont ete plus d'une centaine, et ils ont forme une haie d'honneur qui a accompagne jusqu'au cimetiere notre cher et regrette camarade.

"Un moment apres, un poste de gardes nationaux, tres nombreux a cause des evenements de la journee, apprenant que l'on enterrait, a pris les fusils, s'est mis en rang et a presente les armes; les clairons ont sonne, les tambours ont battu aux champs, et le drapeau aalue.

"C'a ete la meme chose sur tout le parcours. Rien n'etait touchant comme de voir, sur le canal, dans les rues et le long du boulevard, tous les postes accourir, et, spontanement, sans mot d'ordre, rendre hommage a quelqu'un qui n'etait ni le chef du pouvoir executif ni le president de l'Assemblee et qui n'avait qu'une autorite morale. Cet hommage etait aussi intelligent que cordial; quelques cris de _Vive la Republique! et de _Vive Victor Hugo! echappes involontairement, etaient vite contenus par le respect de l'immense malheur qui passait.

"Ca et la on entrevoyait des barricades. Et ceux qui les gardaient, venaient, eux aussi, presenter les armes a cette gloire desesperee. Et on ne pouvait s'empacher de se dire que ce peuple de Paris si deferent, si bon, si reconnaissant, etait celui dont les calomnies reactionnaires font une bande de pillards!

"A la porte du cimetiere et autour du tombeau, la foule etait tellement compacte qu'il etait presque impossible de faire un pas.

"Enfin on a pu arriver au caveau ou dormaient déjà le general Hugo, la mere de Victor Hugo et son frere Eugene. Le cercueil a pris la quatrieme et derniere place, celle que Victor Hugo s'était reservee, ne prevoyant pas que le fils s'en irait avant le pere!"

* * * * *

Deux discours ont ete prononces. Le premier par M. Auguste Vacquerie. Nous en avons retenu les passages suivants:

"Citoyens,

"Dans le groupe de camarades et de freres que nous etions, le plus robuste, le plus solide, le plus vivant etait celui qui est mort le premier. Il est vrai que Charles Hugo n'a pas economise sa vie. Il est vrai qu'il l'a prodigee. A quoi? Au devoir, a la lutte pour le vrai, au progres, a la republique.

"Et, comme il n'a fait que les choses qui meritent d'etre recompensees, il en a ete puni.

"Il a commence par la prison. Cette fois-la, son crime etait d'avoir attaque la guillotine. Il faut bien que les republicains soient contre la peine de mort, pour etre des buveurs de sang. Alors, les juges l'ont condamne a je ne sais plus quelle amende et a six mois de Conciergerie, Il y etait pendant l'abominable crime de Decembre. Il n'en est sorti que pour sortir de France. Apres la prison, l'exil.

"Jersey, Guernesey et Bruxelles l'ont vu pendant vingt ans, debout entre son pere et son frere, exile volontaire, s'arrachant a sa patrie, mais ne l'oubliant pas, travaillant pour elle. Quel vaillant et eclatant journaliste il a ete, tous le savent. Un jour enfin, la cause qu'il avait si bravement servie a ete gagnee, l'empire a glisse dans la boue de Sedan, et la republique est ressuscitee. Celui qui avait dit:

Et, s'il n'en reste qu'un, je serai celui-la.

a pu rentrer sans manquer a son serment. Charles est rentre avec son pere. On pouvait croire qu'il allait maintenant etre heureux; il avait tout, sa patrie, la republique, un nom illustre, un grand talent, la jeunesse, sa femme qu'il adorait, deux petits enfants; il voyait s'ouvrir devant lui le long avenir de bonheur, de bien-etre et de renommee qu'il avait si noblement gagne. Il est mort.

"Il y a des heures ou la destinee est aussi lache et aussi feroce que les hommes, ou elle se fait la complice des gouvernements et ou elle semble se venger de ceux qui font le bien. Il n'y a pas de plus sombre exemple de ces crimes du sort que le glorieux et douloureux pere de notre cher mort. Qu'a-t-il fait toute sa vie, que d'etre le meilleur comme le plus grand? Je ne parle pas seulement de sa bonte intime et privee; je parle surtout de sa bonte publique, de ses romans, si tendres a tous les miserables, de ses livres penches sur toutes

les plaies, de ses drames dedies a tous les desherites. A quelle difformite, a quelle detresse, a quelle inferiorite a-t-il jamais refuse de venir en aide? Tout son genie n'a eu qu'une idee: consoler. Recompense: Charles n'est pas le premier de ses enfants qu'il perd de cette facon tragique. Aujourd'hui, c'est son fils qu'il perd brusquement, en pleine vie, en plein bonheur. Il y a trente ans, c'etait sa fille. Ordinairement un coup de foudre suffit. Lui, il aura ete foudroye deux fois.

"Qu'importe, citoyens, ces iniquites de la destinee! Elles se trompent si elles croient qu'elles nous decourageront. Jamais! Demandez a celui que nous venons d'apporter dans cette fosse. N'est-ce pas, Charles, que tu recommencerais?"

"Et nous, nous continuerons. Sois tranquille, frere, nous combattons comme toi jusqu'a notre dernier souffle. Aucune violence et aucune injustice ne nous fera renoncer a la verite, au bien, a l'avenir, pas plus celles des evenements que celles des gouvernements, pas plus la loi mysterieuse que la loi humaine, pas plus les malheurs que les condamnations, pas plus le tombeau que la prison!"

"Vive la republique universelle, democratique et sociale!"

Voici egalement quelques-unes des paroles prononcees, au nom de la presse de province, par M. Louis Mie:

"Chers concitoyens,

"Si ma parole, au lieu d'etre celle d'un humble et d'un inconnu, avait l'autorite que donne le genie, qu'assurent d'eclatants services et que consacre un exil de vingt annees, j'apporterais a la tombe de Charles Hugo l'expression profondement vraie de la reconnaissance que la province republicaine tout entiere doit a cette armee genereuse qu'on nomme dans le monde, la presse republicaine de Paris. Charles marchait aux premiers rangs de ces intrepides du vrai, que tout frappe, mais que console le devoir accompli.

"C'est a l'heure ou d'etroites defiances semblent vouloir nous separer, nous qui habitons les departements, et nous isoler de la ville soeur ainee des autres cites de France, que nous sentons plus ardemment ce que nous lui devons d'amour a ce Paris qui, apres nous avoir donne la liberte, nous a conserve l'honneur.

"Je n'ai pas besoin de rappeler quelle large part revient a Charles Hugo dans cette infatigable et sainte predication de la presse parisienne. Je n'ai pas a retracer l'oeuvre de cette vie si courte et si pleine. Je n'en veux citer qu'une chose: c'est qu'il est entre dans la lutte en poussant un cri d'indignation contre un attentat a l'inviolabilite de la vie humaine. Il avait tout l'eclat de la jeunesse et toute la solidite de la conviction. Il avait les deux grandes puissances, celle que donne le talent et celle que donne la bonte.

"Charles Hugo, vous aviez partout, en province comme a Paris, des amis et des admirateurs. Il y a des fils qui rapetissent le nom de leur pere; ce sera votre eternel honneur a vous d'avoir ajoute quelque chose a un nom auquel il semblait qu'on ne put ajouter rien."

* * * *

On lit dans le Rappel du 21 mars:

"Victor Hugo n'a guere fait que traverser Paris. Il est parti, des mercredi, pour Bruxelles, ou sa presence etait exigee par les formalites a remplir dans l'interet des deux petits enfants que laisse notre regrette collaborateur.

"On sait que c'est a Bruxelles que Charles Hugo a passe les dernieres annees de l'exil. C'est a Bruxelles qu'il s'est marie et que son petit garcon et sa petite fille sont nes.

"Aussitot que les prescriptions legales vont etre remplies, et que l'avenir des mineurs va etre regle, Victor Hugo reviendra immediatement a Paris."

BRUXELLES

I

UN CRI

M. Victor Hugo, retenu a Bruxelles par ses devoirs d'aieul et de tuteur de deux orphelins, suivait du regard avec anxiete la lutte entre Paris et Versailles. Il eleva la voix contre la guerre civile.

Quand finira ceci? Quoi! ne sentent-ils pas
Que ce grand pays croule a chacun de leurs pas?
Chatier qui? Paris? Paris veut etre libre.
Ici le monde, et la Paris; c'est l'equilibre;
Et Paris est l'abime ou couve l'avenir.
Pas plus que l'ocean on ne peut le punir,
Car dans sa profondeur et sous sa transparence
On voit l'immense Europe ayant pour coeur la France.
Combattants! combattants! qu'est-ce que vous voulez?
Vous etes comme un feu qui devore les bles,
Et vous tuez l'honneur, la raison, l'esperance!
Quoi! d'un cote la France et de l'autre la France!
Arretez! c'est le deuil qui sort de vos succes.

Chaque coup de canon de francais a francais
Jette,--car l'attentat a sa source remonte,--
Devant lui le trepas, derriere lui la honte.
Verser, meler, apres septembre et fevrier,
Le sang du paysan, le sang de l'ouvrier,
Sans plus s'en soucier que de l'eau des fontaines!
Les latins contre Rome et les grecs contre Athenes!
Qui donc a decrete ce sombre egorgement?
Si quelque pretre dit que Dieu le veut, il ment!
Mais quel vent souffle donc? Quoi! pas d'instant lucides?
Se retrouver heros pour etre fraticides?

Horreur!

Mais voyez donc, dans le ciel, sur vos fronts,
Flotter l'abaissement, l'opprobre, les affronts!
Mais voyez donc la-haut ce drapeau d'ossuaire,
Noir comme le linceul, blanc comme le suaire;
Pour votre propre chute ayez donc un coup d'oeil;
C'est le drapeau de Prusse et le drapeau du deuil!
Ce haillon insolent, il vous a sous sa garde.
Vous ne le voyez pas; lui, sombre, il vous regarde;
Il est comme l'Egypte au-dessus des hebreux,
Lourd, sinistre, et sa gloire est d'etre tenebreux.
Il est chez vous. Il regne. Ah! la guerre civile.
Triste apres Austerlitz, apres Sedan est vile!

Aventure, hideuse! ils se sont decides
A jouer la patrie et l'avenir aux des!
Insenses! n'est-il pas de choses plus instantes
Que d'epaissir autour de ce rempart vos tentes!
Recommencer la guerre ayant encore au flanc,
O Paris, o lion blesse, l'epieu sanglant!
Quoi! se faire une plaie avant de guerir l'autre!
Mais ce pays meurtri de vos coups, c'est le votre!
Cette mere qui saigne est votre mere! Et puis,
Les miseres, la femme et l'enfant sans appuis,
Le travailleur sans pain, tout l'amas des problemes
Est la terrible, et vous, acharnes sur vous-memes,
Vous venez, toi rheteur, toi soldat, toi tribun,
Les envenimer tous sans en resoudre aucun!

Vous recreusez le gouffre au lieu d'y mettre un phare!
Des deux cotes la meme execrable fanfare,
Le meme cri: Mort! Guerre!--A qui? reponds, Cain!
Qu'est-ce que ces soldats une epee a la main,
Courbes devant la Prusse, altiers contre la France?
Gardez donc votre sang pour votre delivrance!
Quoi! pas de remords! quoi! le desesper complet!
Mais qui donc sont-ils ceux a qui la honte plait?
O cieus profonds! opprobre aux hommes, quels qu'ils soient,
Qui sur ce pavois d'ombre et de meurtre s'assoient,
Qui du malheur public se font un piedestal,

Qui soufflent, acharnés à ce duel fatal,
Sur le peuple indigne, sur le reître servile.
Et sur les deux tisons de la guerre civile;
Qui remettent la ville éternelle en prison,
Rebatissent le mur de haine à l'horizon,
Méditent on ne sait quelle victoire infame,
Les droits brisés, la France assassinant son âme,
Paris mort, l'étoile éteinte, et qui n'ont pas frémi
Devant l'éclat de rire affreux de l'ennemi!

Bruxelles, 15 avril 1871.

II

PAS DE REPRESAILLES

Cependant les hommes qui dominaient la Commune, la précipitent, sous prétexte de talion, dans l'arbitraire et dans la tyrannie. Tous les principes sont violés. Victor Hugo s'indigne, et sa protestation est reproduite par toute la presse libre de l'Europe. La voici:

Je ne fais point fléchir les mots auxquels je crois,
Raison, progrès, honneur, loyauté, devoirs, droits.
On ne va point au vrai par une route oblique.
Sois juste; c'est ainsi qu'on sert la République;
Le devoir envers elle et l'équité pour tous;
Pas de colère; et nul n'est juste s'il n'est doux.
La Révolution est une souveraine;
Le peuple est un lutteur prodigieux qui traîne
Le pas vers le gouffre et l'y pousse du pied;
Soit. Mais je ne connais, dans l'ombre qui me sied,
Pas d'autre majesté que toi, ma conscience.
J'ai la foi. Ma candeur sort de l'expérience.
Ceux que j'ai trahis, je ne les brise pas.
Mon cercle c'est mon droit, leur droit est mon compas;
Qu'entre mes ennemis et moi tout s'équilibre;
Si je les vois liés, je ne me sens pas libre.
À demander pardon j'userais mes genoux
Si je versais sur eux ce qu'ils jetaient sur nous.
Jamais je ne dirai:--Citoyens, le principe
Qui se dresse pour nous contre nous se dissipe;
Honorons la droiture en la congédiant;
La probité s'accouple avec l'expédient.--
Je n'irai point cueillir, tant je craindrais les suites,
Ma logique à la levre impure des jésuites;
Jamais je ne dirai:--Voilons la vérité!
Jamais je ne dirai:--Ce traître a mérite,
Parce qu'il fut pervers, que, moi, je sois inique;
Je succède à sa lèpre; il me la communique;

Et je fais, devenant le meme homme que lui,
De son forfait d'hier ma vertu d'aujourd'hui.
Il etait mon tyran, il sera ma victime.--
Le talion n'est pas un reflux legitime.
Ce que j'etais hier, je veux l'etre demain.
Je ne pourrais pas prendre un crime dans ma main
En me disant:--Ce crime etait leur projectile;
Je le trouvais infame et je le trouve utile;
Je m'en sers; et je frappe, ayant ete frappe.--
Non, l'espoir de me voir petit sera trompe.
Quoi! je serais sophiste ayant ete prophete!
Mon triomphe ne peut renier ma defaite;
J'entends rester le meme, ayant beaucoup vecu,
Et qu'en moi le vainqueur soit fidele au vaincu.

Non, je n'ai pas besoin, Dieu, que tu m'avertisses;
Pas plus que deux soleils je ne vois deux justices;
Nos ennemis tombes sont la; leur liberte
Et la notre, o, vainqueur, c'est la meme clarte.
En eteignant leurs droits nous eteignons nos astres.
Je veux, si je ne puis apres tant de desastres
Faire de bien, du moins ne pas faire de mal.

La chimere est aux rois, le peuple a l'ideal.

Quoi! bannir celui-ci! jeter l'autre aux bastilles!
Jamais! Quoi! declarer que les prisons, les grilles,
Les barreaux, les geoliers et l'exil tenebreux,
Ayant ete mauvais pour nous, sont bons pour eux!
Non, je n'oterai, moi, la patrie a personne.
Un reste d'ouragan dans mes cheveux frissonne;--On
comprendra qu'ancien banni, je ne veux pas
Faire en dehors du juste et de l'honnete un pas;
J'ai paye de vingt ans d'exil ce droit austere
D'opposer aux fureurs un refus solitaire
Et de fermer mon ame aux aveugles courroux,
Si je vois les cachots sinistres, les verrous,
Les chaines menacer mon ennemi, je l'aime,
Et je donne un asile a mon proscripteur meme;
Ce qui fait qu'il est bon d'avoir ete proscrit.
Je sauverais Judas si j'etais Jesus-Christ.
Je ne prendrai jamais ma part d'une vengeance.
Trop de punition pousse a trop d'indulgence,
Et je m'attendrais sur Cain torture.
Non, je n'opprime pas! jamais je ne tuerai!
Jamais, o Liberte, devant ce que je brise,
On ne te verra faire un signe de surprise.
Peuple, pour te servir en ce siecle fatal,
Je veux bien renoncer a tout, au sol natal,
A ma maison d'enfance, a mon nid, a mes tombes,
A ce bleu ciel de France ou volent des colombes,
A Paris, champ sublime ou j'etais moissonneur,

A la patrie, au toit paternel, au bonheur;
Mais j'entends rester pur, sans tache et sans puissance.
Je n'abdiquerai pas mon droit a l'innocence.

Bruxelles, 21 avril.

III

LES DEUX TROPHEES

La guerre civile donne son fruit, la ruine. Des deux cotes on demolit
Paris avec acharnement. Versailles bombarde l'Arc de l'Etoile, pendant
que la Commune juge et condamne la Colonne.

Victor Hugo essaye d'arreter les destructeurs. Il publie les _Deux
Trophees_.

Peuple, ce siecle a vu tes travaux surhumains,
Il t'a vu repetrir l'Europe dans tes mains.
Tu montras le neant du sceptre et des couronnes
Par ta facon de faire et defaire des trones;
A chacun de tes pas tout croissait d'un degre;
Tu marchais, tu faisais sur le globe effare
Unensemencement formidable d'idees;
Tes legions etaient les vagues debordees
Du progres s'elevant de sommets en sommets;
La Revolution te guidait; tu semais
Danton en Allemagne et Voltaire en Espagne;
Ta gloire, o peuple, avait l'aurore pour compagne,
Et le jour se levait partout ou tu passais;
Comme on a dit les grecs on disait les francais;
Tu detruisais le mal, l'enfer, l'erreur, le vice,
Ici le moyen age et la le saint-office;
Superbe, tu luttas contre tout ce qui nuit;
Ta clarte grandissante engloutissait la nuit;
Toute la terre etait a tes rayons melee;
Tandis que tu montais dans ta voie etoilee,
Les hommes t'admiraient, meme dans tes revers;
Parfois tu t'envolais planant; et l'univers,
Vingt ans, du Tage a l'Elbe et du Nil a l'Adige,
Fut la face eblouie et tu fus le prodige;
Et tout disparaissait, Histoire, souviens-t'en,
Meme le chef geant, sous le peuple titan.

De la deux monuments eleves a ta gloire,
Le pilier de puissance et l'arche de victoire,
Qui tous deux sont toi-meme, o peuple souverain,
L'un etant de granit et l'autre etant d'airain.

Penser qu'on fut vainqueur autrefois est utile.
Oh! ces deux monuments, que craint l'Europe hostile,
Comme on va les garder, et comme nuit et jour
On va veiller sur eux avec un sombre amour!
Ah! c'est presque un vengeur qu'un témoin d'un autre âge!

Nous les attesterons tous deux, nous qu'on outrage;
Nous puiserons en eux l'ardeur de chatier.
Sur ce hautain métal et sur ce marbre altier,
Oh! comme on cherchera d'un oeil mélancolique
Tous ces fiers vétérans, fils de la République!
Car l'heure de la chute est l'heure de l'orgueil;
Car la défaite augmente, aux yeux du peuple en deuil,
Le resplendissement farouche des trophées;
Les âmes de leur feu se sentent réchauffées;
La vision des grands est salubre aux petits.
Nous éterniserons ces monuments, bâtis
Par les morts dont survit l'œuvre extraordinaire;
Ces morts puissants jadis passaient dans le tonnerre,
Et de leur marche encore on entend les éclats,
Et les pâles vivants d'aujourd'hui sont, hélas,
Moins qu'eux dans la lumière et plus qu'eux dans la tombe.

Écoutez, c'est la pioche! écoutez, c'est la bombe!
Qui donc fait bombarder? qui donc fait démolir?
Vous!

* * * * *

Le penseur frémit, pareil au vieux roi Lear
Qui parle à la tempête et lui fait des reproches.
Quels signes effrayants! d'affreux jours sont-ils proches?
Est-ce que l'avenir peut être assassiné?
Est-ce qu'un siècle meurt quand l'autre n'est pas né?
Vertige! de qui donc Paris est-il la proie?
Un pouvoir le mutilé, un autre le foudroie.
Ainsi deux ouragans luttent au Sahara.
C'est à qui frappera, c'est à qui détruira.
Peuple, ces deux chaos ont tort; je blame ensemble
Le firmament qui tonne et la terre qui tremble.

* * * * *

Soit. De ces deux pouvoirs, dont la colère croit,
L'un a pour lui la loi, l'autre a pour lui le droit;
Versaille a la paroisse et Paris la commune;
Mais sur eux, au-dessus de tous, la France est une!
Et d'ailleurs, quand il faut l'un sur l'autre pleurer,
Est-ce bien le moment de s'entre-dévorer,
Et l'heure pour la lutte est-elle bien choisie?
O fratricide! Ici toute la fureur
Des canons, des mortiers, des mitrailles; et la
Le vandalisme; ici Charybde, et la Scylla.

Peuple, ils sont deux. Broyant tes splendeurs etouffees,
Chacun ote a ta gloire un de tes deux trophées;
Nous vivons dans des temps sinistres et nouveaux,
Et de ces deux pouvoirs étrangement rivaux
Par qui le marteau frappe et l'obus tourbillonne,
L'un prend l'Arc de Triomphe et l'autre la Colonne!

* * * * *

Mais c'est la France!--Quoi, français, nous renversons
Ce qui reste debout sur les noirs horizons!
La grande France est là! Qu'importe Bonaparte!
Est-ce qu'on voit un roi quand on regarde Sparte?
Otez Napoleon, le peuple reparait.
Abattez l'arbre, mais respectez la foret.
Tous ces grands combattants, tournant sur ces spirales,
Peuplant les champs, les tours, les barques amirales,
Franchissant murs et ponts, fosses, fleuves, marais,
C'est la France montant a l'assaut du progres.
Justice! otez de la Cesar, mettez-y Rome!
Qu'on voie a cette cime un peuple et non un homme!
Condensez en statue au sommet du pilier
Cette foule en qui vit ce Paris chevalier,
Vengeur des droits, vainqueur du mensonge feroce!
Que le fourmillement aboutisse au colosse!
Faites cette statue en un si pur metal
Qu'on n'y sente plus rien d'obscur ni de fatal;
Incarnez-y la foule, incarnez-y l'elite;
Et que ce geant Peuple, et que ce grand stylite
Du lointain ideal eclaire le chemin,
Et qu'il ait au front l'astre et l'epee a la main!

Respect a nos soldats! Rien n'egalait leurs tailles;
La Revolution gronde en leurs cent batailles;
La Marseillaise, effroi du vieux monde obscurci,
S'est faite pierre la, s'est faite bronze ici;
De ces deux monuments sort un cri: Delivrance!

* * * * *

Quoi! de nos propres mains nous achevons la France!
Quoi! c'est nous qui faisons cela! nous nous jetons
Sur ce double trophée envie des teutons,
Torche et massue aux poings, tous a la fois, en foule!
C'est sous nos propres coups que notre gloire croule!
Nous la brisons, d'en haut, d'en bas, de pres, de loin,
Toujours, partout, avec la Prusse pour temoin!
Ils sont là, ceux a qui fut livree et vendue
Ton invincible epee, o patrie eperdue!
Ils sont là, ceux par qui tomba l'homme de Ham!
C'est devant Reichshoffen qu'on efface Wagram!
Marengo rature, c'est Waterloo qui reste.
La page altiere meurt sous la page funeste;

Ce qui souille survit a ce qui rayonna;

Et, pour garder Forbach, on supprime Iena!
Mac-Mahon fait de loin pleuvoir une rafale
De feu, de fer, de plomb, sur l'arche triomphale.
Honte! un drapeau tudesque etend sur nous ses plis,
Et regarde Sedan souffleter Austerlitz!
Ou sont les Charentons, France? ou sont les Bicetres?
Est-ce qu'ils ne vont pas se lever, les ancetres,
Ces dompteurs de Brunswick, de Cobourg, de Bouille,
Terribles, secouant leur vieux sabre rouille,
Cherchant au ciel la grande aurore evanouie?
Est-ce que ce n'est pas une chose inouie
Qu'ils soient violemment de l'histoire chasses,
Eux qui se prodiguaient sans jamais dire: assez!
Eux qui tinrent le pape et les rois, l'ombre noire
Et le passe, captifs et cernes dans leur gloire,
Eux qui de l'ancien monde avaient fait le blocus,
Eux les peres vainqueurs, par nous les fils vaincus!

Helas! ce dernier coup, apres tant de miseres,
Et la paix incurable ou saignent deux ulceres,
Et tous ces vains combats, Avron, Bourget, l'Hay!
Après Strasbourg brulee! après Paris trahi!
La France n'est donc pas encore assez tuee?

Si la Prusse, a l'orgueil sauvage habituee,
Voyant ses noirs drapeaux enflés par l'aquilon,
Si la Prusse, tenant Paris sous son talon,
Nous eut crie:--Je veux que vos gloires s'enfuient.
Français, vous avez la deux restes qui m'ennuient,
Ce pilastre d'airain, cet arc de pierre; il faut
M'en delivrer; ici, dressez un echafaud,
La, braquez des canons; ce soin sera le votre;
Vous demolirez l'un, vous mitraillerez l'autre.
Je l'ordonne.--O fureur! comme on eut dit: Souffrons!
Luttons! c'est trop! ceci passe tous les affronts!
Plutot mourir cent fois! nos morts seront nos fetes!
Comme on eut dit: Jamais! Jamais!

--Et vous le faites!

Bruxelles, 6 mai 1871.

IV

A MM. MEURICE ET VACQUERIE

La lettre suivante, qui n'a pu paraître sous la Commune par des raisons que tout le monde sait, trouve naturellement sa place ici, a

sa date:

Bruxelles, 28 avril.

Chers amis,

Nous traversons une crise.

Vous me demandez toute ma pensée, je pourrais me borner à ce seul mot: c'est la votre.

Ce qui me frappe, c'est à quel point nous sommes d'accord. Le public m'attribue dans le Rappel une participation que je n'ai pas, et m'en croit, sinon le rédacteur, du moins l'inspirateur; vous savez mieux que personne à quel point j'ai dit la vérité quand j'ai écrit dans vos colonnes même que j'étais un simple lecteur du Rappel et rien de plus. Eh bien, cette erreur du public a sa raison d'être. Il y a, au fond, entre votre pensée et la mienne, entre votre appréciation et la mienne, entre votre conscience et la mienne, identité presque absolue. Permettez-moi de le constater et de m'en applaudir. Ainsi, dans l'heure décisive où nous sommes, heure qui, si elle finit mal, pourrait être irréparable, vous avez une pensée dominante que vous dites chaque matin dans le Rappel, la conciliation. Or, ce que vous écrivez à Paris, je le pense à Bruxelles. La fin de la crise serait dans ce simple accès de sagesse: concessions mutuelles. Alors le dénouement serait pacifique. Autrement il y aura guerre à outrance. On n'est pas quitte avec un problème parce qu'on a sabré la solution.

J'écrivais en avril 1869 les deux mots qui resoudraient les complications d'avril 1871, et j'ajoute toutes les complications. Ces deux mots, vous vous en souvenez, sont: Conciliation et Réconciliation. Le premier pour les idées, le second pour les hommes.

Le salut serait là.

Comme vous je suis pour la Commune en principe, et contre la Commune dans l'application.

Certes le droit de Paris est patent. Paris est une commune, la plus nécessaire de toutes, comme la plus illustre. Paris commune est la résultante de la France république. Comment! Londres est une commune, et Paris n'en serait pas une! Londres, sous l'oligarchie, existe, et Paris, sous la démocratie, n'existerait pas! La cité de Londres a de tels droits qu'elle arrête tout net devant sa porte le roi d'Angleterre. À Temple-Bar le roi finit et le peuple commence. La porte se ferme, et le roi n'entre qu'en payant l'amende. La monarchie respecte Londres, et la république violerait Paris! Énoncer de telles choses suffit; n'insistons pas. Paris est de droit commune, comme la France est de droit république, comme je suis de droit citoyen. La vraie définition de la république, la voici: moi souverain de moi. C'est ce qui fait qu'elle ne dépend pas d'un vote. Elle est de droit naturel, et le droit naturel ne se met pas aux voix. Or une ville a un moi comme un individu; et Paris, parmi toutes les villes, a un

moi supreme. C'est ce moi supreme qui s'affirme par la Commune.
L'Assemblée n'a pas plus la faculté d'oter a Paris la Commune que la
Commune n'a la faculté d'oter a la France l'Assemblée.

Donc aucun des deux termes ne pouvant exclure l'autre, il s'ensuit
cette necessite rigoureuse, absolue, logique: s'entendre.

Le moi national prend cette forme, la republique; le moi local prend
cette forme, la commune; le moi individuel prend cette forme, la
liberte.

Mon moi n'est complet et je ne suis citoyen qu'a cette triple
condition: la liberte dans ma personne, la commune dans mon domicile,
la republique dans ma patrie.

Est-ce clair?

Le droit de Paris de se declarer Commune est incontestable.

Mais a cote du droit, il y a l'opportunité.

Ici apparait la vraie question.

Faire eclater un conflit a une pareille heure! la guerre civile apres
la guerre etrangere! Ne pas meme attendre que les ennemis soient
partis! amuser la nation victorieuse du suicide de la nation vaincue!
donner a la Prusse, a cet empire, a cet empereur, ce spectacle, un
cirque de betes s'entre-devorant, et que ce cirque soit la France!

En dehors de toute appreciation politique, et avant d'examiner qui a
tort et qui a raison, c'est la le crime du 18 mars.

Le moment choisi est epouvantable.

Mais ce moment a-t-il ete choisi?

Choisi par qui?

Qui a fait le 18 mars?

Examinons.

Est-ce la Commune?

Non. Elle n'existait pas.

Est-ce le comite central?

Non. Il a saisi l'occasion, il ne l'a pas creee.

Qui donc a fait le 18 mars?

C'est l'Assemblée; ou pour mieux dire la majorite.

Circonstance atténuante: elle ne l'a pas fait exprès.

La majorité et son gouvernement voulaient simplement enlever les canons de Montmartre. Petit motif pour un si grand risque.

Soit. Enlever les canons de Montmartre.

C'était l'idée; comment s'y est-on pris?

Adroitement.

Montmartre dort. On envoie la nuit des soldats saisir les canons. Les canons pris, on s'aperçoit qu'il faut les emmener. Pour cela il faut des chevaux. Combien? Mille. Mille chevaux! ou les trouver? On n'a pas songé à cela. Que faire? On les envoie chercher, le temps passe, le jour vient, Montmartre se réveille; le peuple accourt et veut ses canons; il commençait à n'y plus songer, mais puisqu'on les lui prend il les réclame; les soldats cèdent, les canons sont repris, une insurrection éclate, une révolution commence.

Qui a fait cela?

Le gouvernement, sans le vouloir et sans le savoir.

Cet innocent est bien coupable.

Si l'Assemblée eût laissé Montmartre tranquille, Montmartre n'eût pas soulevé Paris. Il n'y aurait pas eu de 18 mars.

Ajoutons ceci: les généraux Clément Thomas et Lecomte vivraient.

J'énonce les faits simplement, avec la froideur historique.

Quant à la Commune, comme elle contient un principe, elle se fut produite plus tard, à son heure, les Prussiens partis. Au lieu de mal venir, elle fut bien venue.

Au lieu d'être une catastrophe, elle eût été un bienfait.

Dans tout ceci à qui la faute? au gouvernement de la majorité.

Être le coupable, cela devrait rendre indulgent.

Eh bien, non.

Si l'Assemblée de Bordeaux eût écouté ceux qui lui conseillaient de rentrer à Paris, et notamment la haute et intégrale éloquence de Louis Blanc, rien de ce que nous voyons ne serait arrivé, il n'y eût pas eu de 18 mars.

Du reste, je ne veux pas aggraver le tort de la majorité royaliste.

On pourrait presque dire: c'est sa faute, et ce n'est pas sa faute.

Qu'est-ce que la situation actuelle? un effrayant malentendu.

Il est presque impossible de s'entendre.

Cette impossibilité, qui n'est, selon moi, qu'une difficulté, vient de ceci:

La guerre, en murant Paris, a isolé la France. La France, sans Paris, n'est plus la France. De la l'Assemblée, de la aussi la Commune. Deux fantômes. La Commune n'est pas plus Paris que l'Assemblée n'est la France. Toutes deux, sans que ce soit leur faute, sont sorties d'un fait violent, et c'est ce fait violent qu'elles représentent. J'y insiste, l'Assemblée a été nommée par la France séparée de Paris, la Commune a été nommée par Paris séparé de la France. Deux élections viciées dans leur origine. Pour que la France fasse une bonne élection, il faut qu'elle consulte Paris; et pour que Paris s'incarne vraiment dans ses élus, il faut que ceux qui représentent Paris représentent aussi la France. Or évidemment l'assemblée actuelle ne représente pas Paris qu'elle fuit, non parce qu'elle le hait, mais, ce qui est plus triste, parce qu'elle l'ignore. Ignorer Paris, c'est curieux, n'est-ce pas? Eh bien, nous autres, nous ignorons bien le soleil. Nous savons seulement qu'il a des taches. C'est tout ce que l'Assemblée sait de Paris. Je reprends. L'Assemblée ne reflète point Paris, et de son côté la Commune, presque toute composée d'inconnus, ne reflète pas la France. C'est cette pénétration d'une représentation par l'autre qui rendrait la conciliation possible; il faudrait dans les deux groupes, assemblée et commune, la même âme, France, et le même cœur, Paris. Cela manque. De là le refus de s'entendre.

C'est le phénomène qu'offre la Chine, d'un côté les tartares, de l'autre les chinois.

Et cependant la Commune incarne un principe, la vie municipale, et l'Assemblée en incarne un autre, la vie nationale. Seulement, dans l'Assemblée comme dans la Commune, on peut s'appuyer sur le principe, non sur les hommes. Là est le malheur. Les choix ont été funestes. Les hommes perdent le principe. Raison des deux côtés et tort des deux côtés. Pas de situation plus inextricable.

Cette situation crée la fureur.

Les journaux belges annoncent que le Rappel va être supprimé par la Commune. C'est probable. Dans tous les cas n'ayez pas peur que la suppression vous manque. Si vous n'êtes pas supprimés par la Commune, vous serez supprimés par l'Assemblée. Le propre de la raison c'est d'encourir la proscription des extrêmes.

Du reste, vous et moi, quel que soit le devoir, nous le ferons.

Cette certitude nous satisfait. La conscience ressemble à la mer. Si violente que soit la tempête de la surface, le fond est tranquille.

Nous ferons le devoir, aussi bien contre la Commune que contre l'Assemblée; aussi bien pour l'Assemblée que pour la Commune.

Peu importe nous; ce qui importe, c'est le peuple. Les uns l'exploitent, les autres le trahissent. Et sur toute la situation il y a on ne sait quel nuage; en haut stupide, en bas stupeur.

Depuis le 18 mars, Paris est mené par des inconnus, ce qui n'est pas bon, mais par des ignorants, ce qui est pire. A part quelques chefs, qui suivent plutôt qu'ils ne guident, la Commune, c'est l'ignorance. Je n'en veux pas d'autre preuve que les motifs donnés pour la destruction de la Colonne; ces motifs, ce sont les souvenirs que la Colonne rappelle. S'il faut détruire un monument à cause des souvenirs qu'il rappelle, jetons bas le Parthenon qui rappelle la superstition païenne, jetons bas l'Alhambra qui rappelle la superstition mahométane, jetons bas le Colisée qui rappelle ces fêtes atroces où les bêtes mangeaient les hommes, jetons bas les Pyramides qui rappellent et éternisent d'affreux rois, les Pharaons, dont elles sont les tombeaux; jetons bas tous les temples à commencer par Rhamsès, toutes les mosquées à commencer par Sainte-Sophie, toutes les cathédrales à commencer par Notre-Dame. En un mot, détruisons tout; car jusqu'à ce jour tous les monuments ont été faits par la royauté et sous la royauté, et le peuple n'a pas encore commencé les siens. Détruire tout, est-ce là ce qu'on veut? Évidemment non. On fait donc ce qu'on ne veut pas faire. Faire le mal en le voulant faire, c'est la scélératesse; faire le mal sans le vouloir faire, c'est l'ignorance.

La Commune a la même excuse que l'Assemblée, l'ignorance.

L'ignorance, c'est la grande plaie publique. C'est l'explication de tout le contre-sens actuel.

De l'ignorance naît l'inconscience. Mais quel danger!

Dans la nuit on peut aller à des précipices, et dans l'ignorance on peut aller à des crimes.

Tel acte commence par être imbécile et finit par être féroce.

Tenez, en voici un qui s'ébauche, il est monstrueux; c'est le décret des otages.

Tous les jours, indignes comme moi, vous dénoncez à la conscience du peuple ce décret hideux, infâme point de départ des catastrophes. Ce décret ricochera contre la République. J'ai le frisson quand je songe à tout ce qui peut en sortir. La Commune, dans laquelle il y a, quoi qu'on en dise, des cœurs droits et honnêtes, a subi ce décret plutôt qu'elle ne l'a voté. C'est l'œuvre de quatre ou cinq despotes, mais c'est abominable. Emprisonner des innocents et les rendre responsables des crimes d'autrui, c'est faire du brigandage un moyen de gouvernement. C'est de la politique de caverne. Quel deuil et quel opprobre s'il arrivait, dans quelque moment suprême, que les

miserables qui ont rendu ce decret trouvaissent des bandits pour l'executer! Quel contre-coup cela aurait! Vous verriez les represailles! Je ne veux rien predire, mais je me figure la terreur blanche repliquant a la terreur rouge.

Ce que represente la Commune est immense; elle pourrait faire de grandes choses, elle n'en fait que de petites. Et des choses petites qui sont des choses odieuses, c'est lamentable.

Entendons-nous. Je suis un homme de revolution. J'etais meme cet homme-la sans le savoir, des mon adolescence, du temps ou, subissant a la fois mon education qui me retenait dans le passe et mon instinct qui me poussait vers l'avenir, j'etais royaliste en politique et revolutionnaire en litterature; j'accepte donc les grandes necessites; a une seule condition, c'est qu'elles soient la confirmation des principes, et non leur ebranlement.

Toute ma pensee oscille entre ces deux poles: Civilisation, Revolution. Quand la liberte est en peril, je dis: Civilisation, mais revolution; quand c'est l'ordre qui est en danger, je dis: Revolution, mais civilisation.

Ce qu'on appelle l'exageration est parfois utile, et peut meme, a de certains moments, sembler necessaire. Quelquefois pour faire marcher un cote arriere de l'idee, il faut pousser un peu trop en avant l'autre cote. On force la vapeur; mais il y a possibilite d'explosion, et chance de déchirure pour la chaudiere et de deraillement pour la locomotive. Un homme d'etat est un mecanicien. La bonne conduite de tous les perils vers un grand but, la science du succes selon les principes a travers le risque et malgre l'obstacle, c'est la politique.

Mais, dans les actes de la Commune, ce n'est pas a l'exageration des principes qu'on a affaire, c'est a leur negation.

Quelquefois meme a leur derision.

De la, la resistance de toutes les grandes consciences.

Non, la ville de la science ne peut pas etre menee par l'ignorance;
non, la ville de l'humanite ne peut pas etre gouvernee par le talion;
non, la ville de la clarte ne peut pas etre conduite par la cecite;
non, Paris, qui vit d'evidence, ne peut pas vivre de confusion; non,
non, non!

La Commune est une bonne chose mal faite.

Toutes les fautes commises se resument en deux malheurs: mauvais choix du moment, mauvais choix des hommes.

Ne retombons jamais dans ces demences. Se figure-t-on Paris disant de ceux qui le gouvernent: _Je ne les connais pas!_ Ne compliquons pas une nuit par l'autre; au probleme qui est dans les faits, n'ajoutons

pas une enigme dans les hommes. Quoi! ce n'est pas assez d'avoir affaire a l'inconnu; il faut aussi avoir affaire aux inconnus!

L'enormite de l'un est redoutable; la petitesse des autres est plus redoutable encore.

En face du geant il faudrait le titan; on prend le myrmidon!

L'obscur question sociale se dresse et grandit sur l'horizon avec des epaississements croissant d'heure en heure. Toutes nos lumieres ne seraient pas de trop devant ces tenebres.

Je jette ces lignes rapidement. Je tache de rester dans le vrai historique.

Je conclus par ou j'ai commence. Finissons-en.

Dans la mesure du possible, concilions les idees et reconcilions les hommes.

Des deux cotes on devrait sentir le besoin de s'entendre, c'est-a-dire de s'absoudre.

L'Angleterre admet des privileges, la France n'admet que des droits; la est essentiellement la difference entre la monarchie et la republique. C'est pourquoi, en regard des privileges de la cite de Londres, nous ne reclamons que le droit de Paris. En vertu de ce droit, Paris veut, peut et doit offrir a la France, a l'Europe, au monde, le patron communal, la cite exemple.

Paris est la ferme-modele du progres.

Supposons un temps normal; pas de majorite legislative royaliste en presence d'un peuple souverain republicain, pas de complication financiere, pas d'ennemi sur notre territoire, pas de plaie, pas de Prusse; la Commune fait la loi parisienne qui sert d'eclaireur et de precurseur a la loi francaise faite par l'Assemblee. Paris, je l'ai dit deja plus d'une fois, a un role europeen a remplir. Paris est un propulseur. Paris est l'initiateur universel. Il marche et prouve le mouvement. Sans sortir de son droit, qui est identique a son devoir, il peut, dans son enceinte, abolir la peine de mort, proclamer le droit de la femme et le droit de l'enfant, appeler la femme au vote, decreter l'instruction gratuite et obligatoire, doter l'enseignement laique, supprimer les proces de presse, pratiquer la liberte absolue de publicite, d'affichage et de colportage, d'association et de meeting, se refuser a la juridiction de la magistrature imperiale, installer la magistrature elective, prendre le tribunal de commerce et l'institution des prud'hommes comme experience faite devant servir de base a la reforme judiciaire, etendre le jury aux causes civiles, mettre en location les eglises, n'adopter, ne salarier et ne persecuter aucun culte, proclamer la liberte des banques, proclamer le droit au travail, lui donner pour organisme l'atelier communal et le magasin communal, relies l'un a l'autre par la monnaie fiduciaire a

rente, supprimer l'octroi, constituer l'impôt unique qui est l'impôt sur le revenu; en un mot abolir l'ignorance, abolir la misère, et, en fondant la cité, créer le citoyen.

Mais, dira-t-on, ce sera mettre un état dans l'état. Non, ce sera mettre un pilote dans le navire.

Figurons-nous Paris, ce Paris-la, en travail. Quel fonctionnement suprême! quelle majesté dans l'innovation! Les réformes viennent l'une après l'autre. Paris est l'immense essayeur. L'univers civilisé attentif regarde, observe, profite. La France voit le progrès se construire lentement de toutes pièces sous ses yeux; et, chaque fois que Paris fait un pas heureux, elle suit; et ce que suit la France est suivi par l'Europe. L'expérience politique, à mesure qu'elle avance, crée la science politique. Rien n'est plus laissé au hasard. Plus de commotions à craindre, plus de tâtonnements, plus de reculs, plus de réactions; ni coups de trahison du pouvoir, ni coups de colère du peuple. Ce que Paris dit est dit pour le monde; ce que Paris fait est fait pour le monde. Aucune autre ville, aucun autre groupe d'hommes, n'a ce privilège. L'_income-tax_ réussit en Angleterre; que Paris l'adopte, la preuve sera faite. La liberté des banques, qui implique le droit de papier-monnaie, est en plein exercice dans les îles de la Manche; que Paris le pratique, le progrès sera admis. Paris en mouvement, c'est la vie universelle en activité. Plus de force stagnante ou perdue. La roue motrice travaille, l'engrenage obéit, la vaste machine humaine marche désormais pacifiquement, sans temps d'arrêt, sans secousse, sans soubresaut, sans fracture. La révolution française est finie, l'évolution européenne commence.

Nous avons perdu nos frontières; la guerre, certes, nous les rendra, mais la paix nous les rendrait mieux encore. J'entends la paix ainsi comprise, ainsi pratiquée, ainsi employée. Cette paix-là nous donnerait plus que la France redevenue France; elle nous donnerait la France devenue Europe. Par l'évolution européenne, dont Paris est le moteur, nous tournons la situation, et l'Allemagne se réveille brusquement prise et brusquement délivrée par les États-Unis d'Europe.

Que penser de nos gouvernants? avoir ce prodigieux outil de civilisation et de suprématie, Paris, et ne pas s'en servir!

N'importe, ce qui est dans Paris en sortira. Tot ou tard, Paris Commune s'imposera. Et l'on sera stupéfait de voir ce mot Commune se transfigurer, et de redoutable devenir pacifique. La Commune sera une œuvre sûre et calme. Le procédé civilisateur définitif que je viens d'indiquer tout à l'heure sommairement n'admet ni effraction ni escalade. La civilisation comme la nature n'a que deux moyens, infiltration et rayonnement. L'un fait la sève, l'autre fait le jour; par l'un on croit, par l'autre on voit; et les hommes comme les choses n'ont que ces deux besoins, la croissance et la lumière.

Vaillants et chers amis, je vous serre la main.

Un dernier mot. Quelles que soient les affaires qui me retiennent à

Bruxelles, il va sans dire que si vous jugiez, pour quoi que ce soit, ma presence utile a Paris, vous n'avez qu'a faire un signe, j'accourrais.

V. H.

V

L'INCIDENT BELGE

LA PROTESTATION.--L'ATTAQUE NOCTURNE. L'EXPULSION.

Sec.1

Les evenements se precipitaient.

La piece _Pas de Represailles_, publiee a propos des violences de la Commune, avait ete reproduite, on l'a vu, par presque tous les journaux, y compris quelques journaux de Versailles; elle avait ete traduite en anglais, en italien, en espagnol, en portugais (pas en allemand). La presse reactionnaire, voyant la un blame des actes de la Commune, avait applaudi particulierement a ces vers:

Quoi! bannir celui-ci! jeter l'autre aux bastilles!
Jamais! Quoi! declarer que les prisons, les grilles.
Les barreaux, les geoliers; et l'exil tenebreux,
Ayant ete mauvais pour nous, sont bons pour eux!
Non, je n'oterai, moi, la patrie a personne.
Un reste d'ouragan dans mes cheveux frissonne;
On comprendra qu'ancien banni, je ne veux pas
Faire en dehors du juste et de l'honnete un pas;
J'ai paye de vingt ans d'exil ce droit austere
D'opposer aux fureurs un refus solitaire
Et de fermer mon ame aux aveugles courroux;
Si je vois les cachots-sinistres, les verrous,
Les chaines menacer mon ennemi, je l'aime,
Et je donne un asile a mon proscriteur meme;
Ce qui fait qu'il est bon d'avoir ete proscrit.
Je sauverais Judas si j'etais Jesus-Christ.

Celui qui avait ecrit cette declaration n'attendait qu'une occasion de la mettre en pratique. Elle ne tarda pas a se presenter.

Le 25 mai 1871, interpelle dans la Chambre des representants de Belgique au sujet de la defaite de la Commune et des evenements de Paris, M. d'Anethan, ministre des affaires etrangeres, fait, au nom du gouvernement belge, la declaration qu'on va lire:

M. D'ANETHAN.--Je puis donner a la Chambre l'assurance que le

gouvernement saura remplir son devoir avec la plus grande fermeté et avec la plus grande vigilance; il usera des pouvoirs dont il est armé pour empêcher l'invasion sur le sol de la Belgique de ces gens qui méritent à peine le nom d'hommes et qui devraient être mis au ban de toutes les nations civilisées. _(Vive approbation sur tous les bancs.)_

Ce ne sont pas des réfugiés politiques; nous ne devons pas les considérer comme tels.

Des voix: Non! non! M. D'ANETHAN.--Ce sont des hommes que le crime a souillés et que le châtiment doit atteindre. _(Nouvelles marques d'approbation.)_

Le 27 mai paraît la lettre suivante:

A M. LE REDACTEUR DE L'_Indépendance belge._

Bruxelles, 20 mai 1871.

Monsieur,

Je proteste contre la déclaration du gouvernement belge relative aux vaincus de Paris. Quoi qu'on dise et quoi qu'on fasse, ces vaincus sont des hommes politiques.

Je n'étais pas avec eux.

J'accepte le principe de la Commune, je n'accepte pas les hommes.

J'ai protesté contre leurs actes, loi des otages, représailles, arrestations arbitraires, violation des libertés, suppression des journaux, spoliations, confiscations, démolitions, destruction de la Colonne, attaques au droit, attaques au peuple.

Leurs violences m'ont indigné comme m'indigneraient aujourd'hui les violences du parti contraire.

La destruction de la Colonne est un acte de lèse-nation. La destruction du Louvre eût été un crime de lèse-civilisation.

Mais des actes sauvages, étant inconscients, ne sont point des actes scélérats. La démence est une maladie et non un forfait. L'ignorance n'est pas le crime des ignorants.

La Colonne détruite a été pour la France une heure triste; le Louvre détruit eût été pour tous les peuples un deuil éternel.

Mais la Colonne sera relevée, et le Louvre est sauvé.

Aujourd'hui Paris est repris. L'Assemblée a vaincu la Commune: Qui a fait le 18 mars? De l'Assemblée ou de la Commune, laquelle est la vraie coupable? L'histoire le dira.

L'incendie de Paris est un fait monstrueux, mais n'y a-t-il pas deux incendiaires? Attendons pour juger.

Je n'ai jamais compris Billioray, et Rigault m'a étonné jusqu'à l'indignation; mais fusiller Billioray est un crime, mais fusiller Rigault est un crime.

Ceux de la Commune, Johannard et ses soldats qui font fusiller un enfant de quinze ans sont des criminels; ceux de l'Assemblée, qui font fusiller Jules Valles, Bosquet, Parisel, Amouroux, Lefrançais, Brunet et Dombrowski, sont des criminels.

Ne faisons pas verser l'indignation d'un seul côté. Ici le crime est aussi bien dans les agents de l'Assemblée que dans ceux de la Commune, et le crime est évident.

Premièrement, pour tous les hommes civilisés, la peine de mort est abominable; deuxièmement, l'exécution sans jugement est infame. L'une n'est plus dans le droit, l'autre n'y a jamais été.

Jugez d'abord, puis condamnez, puis exécutez. Je pourrai blâmer, mais je ne flétrirai pas. Vous êtes dans la loi.

Si vous tuez sans jugement, vous assassinez.

Je reviens au gouvernement belge.

Il a tort de refuser l'asile.

La loi lui permet ce refus, le droit le lui défend.

Moi qui vous écris ces lignes, j'ai une maxime: *Pro jure contra legem.*

L'asile est un vieux droit. C'est le droit sacré des malheureux.

Au moyen âge, l'église accordait l'asile même aux parricides.

Quant à moi, je déclare ceci:

Cet asile, que le gouvernement belge refuse aux vaincus, je l'offre.

Où? en Belgique.

Je fais à la Belgique cet honneur.

J'offre l'asile à Bruxelles.

J'offre l'asile place des Barricades, n° 4.

Qu'un vaincu de Paris, qu'un homme de la réunion dite Commune, que Paris a fort peu élue et que, pour ma part, je n'ai jamais approuvée,

qu'un de ces hommes, fut-il mon ennemi personnel, surtout s'il est mon ennemi personnel, frappe a ma porte, j'ouvre. Il est dans ma maison; il est inviolable.

Est-ce que, par hasard, je serais un étranger en Belgique? je ne le crois pas. Je me sens le frère de tous les hommes et l'hôte de tous les peuples.

Dans tous les cas, un fugitif de la Commune chez moi, ce sera un vaincu chez un proscrit; le vaincu d'aujourd'hui chez le proscrit d'hier.

Je n'hésite pas a le dire, deux choses vénérables.

Une faiblesse protégeant l'autre.

Si un homme est hors la loi, qu'il entre dans ma maison. Je défie qui que ce soit de l'en arracher.

Je parle ici des hommes politiques.

Si l'on vient chez moi prendre un fugitif de la Commune, on me prendra. Si on le livre, je le suivrai. Je partagerai sa sellette. Et, pour la défense du droit, on verra, a côté de l'homme de la Commune, qui est le vaincu de l'Assemblée de Versailles, l'homme de la République, qui a été le proscrit de Bonaparte.

Je ferai mon devoir. Avant tout les principes.

Un mot encore.

Ce qu'on peut affirmer, c'est que l'Angleterre ne livrera pas les refuges de la Commune.

Pourquoi mettre la Belgique au-dessous de l'Angleterre?

La gloire de la Belgique c'est d'être un asile. Ne lui otons pas cette gloire.

En défendant la France, je défends la Belgique.

Le gouvernement belge sera contre moi, mais le peuple belge sera avec moi.

Dans tous les cas, j'aurai ma conscience.

Recevez, monsieur, l'assurance de mes sentiments distingués.

VICTOR HUGO.

A la suite de cette lettre, s'est produit un fait nocturne dont voici les details, que l'_Independance belge_ a publies et que la presse a reproduits:

"Monsieur le Redacteur,

"Il a ete publie plusieurs recits inexacts des faits qui se sont passes place des Barricades, n deg. 4, dans la nuit du 27 au 28 mai.

"Je crois necessaire de preciser ces faits dans leur realite absolue.

"Dans cette nuit de samedi a dimanche, M. Victor Hugo, apres avoir travaille et ecrit, venait de se coucher. La chambre qu'il occupe est situee au premier etage et sur le devant de la maison. Elle n'a qu'une seule fenetre, qui donne sur la place. M. Victor Hugo, s'evueillant et travaillant de bonne heure, a pour habitude de ne point baisser les persiennes de la fenetre.

"Il etait minuit un quart, il venait de souffler sa bougie et il allait s'endormir. Tout a coup un coup de sonnette se fait entendre. M. Victor Hugo, reveille a demi, ecoute, croit a une erreur d'un passant et se recouche. Nouveau coup de sonnette, plus fort que le premier. M. Victor Hugo se leve, passe une robe de chambre, va a la fenetre, l'ouvre et demande: Qui est la? Une voix repond: Dombrowski. M. Victor Hugo, encore presque endormi, et ne distinguant rien dans les tenebres, songe a l'asile offert par lui le matin meme aux fugitifs, pense qu'il est possible que Dombrowski n'ait pas ete fusille et vienne en effet lui demander un asile, et se retourne pour descendre et ouvrir sa porte. En ce moment, une grosse pierre, assez mal dirigee, vient frapper la muraille a cote de la fenetre. M. Victor Hugo comprend alors, se penche a la fenetre ouverte, et apercoit une foule d'hommes, une cinquantaine au moins, ranges devant sa maison et adosses a la grille du square. Il eleve la voix et dit a cette foule: _Vous etes des miserables!_ Puis il referme la fenetre. Au moment ou il la refermait, un fragment de pave, qui est encore aujourd'hui dans sa chambre, creve la vitre a un pouce au-dessus de sa tete, y fait un large trou et roule a ses pieds en le couvrant d'eclats de verre, qui, par un hasard etrange, ne l'ont pas blesse. En meme temps, dans la bande groupee au-dessous de la fenetre, ces cris eclatent: _A mort Victor Hugo! A bas Victor Hugo! A bas Jean Valjean! A bas lord Clancharlie! A bas le brigand!_

"Cette explosion violente avait reveille la maison. Deux femmes sorties precipitamment de leurs lits, l'une, la maitresse de la maison, M'me veuve Charles Hugo, l'autre la bonne des deux petits enfants, Mariette Leclanche, entrent dans la chambre.-- Pere, qu'y a-t-il? demande M'me Charles Hugo. Qu'est-ce que cela? M. Victor Hugo repond: Ce n'est rien; cela me fait l'effet d'etre des assassins. Puis il ajoute: Soyez tranquilles, rentrez dans vos chambres, il est impossible que d'ici a quelques instants une ronde de police ne passe pas, et cette bande prendra la fuite. Et il rentre lui-meme, accompagne de M'me Charles Hugo, et suivi de Mariette, dans la nursery, chambre d'enfants contigue a la sienne, mais situee sur

l'arriere de la maison, et ayant vue sur le jardin.

"Mariette, cependant, venait de rentrer dans la chambre de son maitre, afin de voir ce qui se passait. Elle s'approcha de la fenetre, fut apercue, et immediatement une troisieme pierre, dirigee sur cette femme, creva la vitre et arracha les rideaux.

"A partir de ce moment, une grele de projectiles tomba furieusement sur la fenetre et sur la facade de la maison. On entendait distinctement les cris: _A mort Victor Hugo! A la potence! A la lanterne le brigand!_ D'autres cris moins intelligibles se faisaient entendre: _A Cayenne! A Mazas!_ Toutes ces clameurs etaient dominees par celle-ci: _Enfoncons la porte!_ M. Victor Hugo, en rentrant chez lui, avait simplement repousse la porte qui n'etait fermee qu'au loquet. On entendait distinctement des efforts pour crocheter ce loquet. Mariette descendit et ferma la porte au verrou.

"Ceci avait dure environ vingt-cinq minutes. Tout a coup le silence se fit, les pierres cesserent de pleuvoir et les clameurs se turent. On se hasarda a regarder dans la place; on n'y vit plus personne. M. Victor Hugo dit alors a M'me Charles Hugo: C'est fini; ils auront vu quelque patrouille arriver, et les voila partis. Couchez-vous tranquillement.

"Il alla se recoucher lui-meme, quand la vitre brisee eclata de nouveau et vint tomber jusque sur son lit, avec une grosse pierre que l'agent de police venu plus tard y a vue. L'assaut venait de recommencer. Les cris: _A mort!_ etaient plus furieux que jamais. De l'etage superieur on regarda dans la place, et l'on vit une quinzaine d'hommes, vingt tout au plus, dont quelques-uns portaient des seaux probablement remplis de pierres. La pluie de pierres sur la facade de la maison ne discontinuait plus, et la fenetre en etait criblee. Nul moyen de rester dans la chambre. Des coups violents retentissaient contre la porte. Il est probable qu'un essai fut tente pour arracher la grille de fer du soupirail qui est au-dessus de la porte. Un pave lance contre cette grille ne reussit qu'a briser la vitre.

"Les deux petits enfants, ages l'un de deux ans et demi, l'autre de vingt mois, venaient de s'veiller et poussaient des cris. Les deux autres servantes de la maison s'etaient levees et l'on songea au moyen de fuir. Cela etait impossible. La maison de M. Victor Hugo n'a qu'une issue, la porte sur la place. Mme Charles Hugo monta, au peril de sa vie, sur le chassis de la serre du jardin, et, tandis que les vitres se cassaient sous ses pieds, parvint, en s'accrochant au mur, a proximite d'une fenetre de la maison voisine. Elle cria au secours et les trois femmes epouvantees crierent avec elle: Au secours! au feu! M. Victor Hugo gardait le silence. Les enfants pleuraient. La petite fille Jeanne est malade. L'assaut frenetique continuait. Aucune fenetre ne s'ouvrit, personne dans la place n'entendit ou ne parut entendre ces cris de femmes desesperrees. Cela s'est explique plus tard par l'epouvante qui, a ce qu'il parait, etait generale. Tout a coup on entendit le cri: _Enfoncons la porte!_ et, chose qui parut en ce moment singuliere, le silence se fit:

"M. Victor Hugo pensa de nouveau que tout était fini, engagea M^{me} Charles Hugo à se calmer, et pendant que deux des servantes se mettaient en prière, il prit sa petite-fille malade dans ses bras. Et comme dix minutes de silence environ s'étaient écoulées, il crut pouvoir rentrer dans sa chambre. En ce moment-là un caillou aigu et tranchant, lancé avec force, s'abattit dans la chambre, et passa près de la tête de l'enfant. L'assaut recommençait pour la troisième fois. Le troisième effort fut le plus forcené de tous. Un essai d'escalade parvint presque à réussir. Des mains s'efforcèrent d'arracher les volets du salon au rez-de-chaussée. Ces volets revêtus de fer à l'extérieur, et barres de fer à l'intérieur, résistèrent. Les traces de cette escalade sont visibles sur la muraille et ont été constatées par la police. Les cris: *«A la potence! A la lanterne Victor Hugo!»* étaient poussés avec plus de rage que jamais. Un moment, en voyant la porte battue et les volets escaladés, le vieillard qui était dans la maison avec quatre femmes et deux petits enfants et sans armes, put croire que le danger, si la maison était forcée, pourrait s'étendre jusqu'à eux. Cependant la porte avait résisté, les volets restaient inébranlables, on n'avait pas d'échelles, et le jour parut. Le jour sauva cette maison. La bande comprit sans doute que des actes de ce genre sont essentiellement nocturnes, et, devant la clarté qui allait se faire, elle s'en alla. Il était deux heures un quart du matin. L'assaut, commencé à minuit et demi, interrompu par deux intervalles d'environ dix minutes chacun, avait duré près de deux heures.

"Le jour vint et la bande ne revint pas.

"Deux ouvriers,--disons deux braves ouvriers, car eux seuls ont secouru cette maison,--qui passaient sur la place, et se rendaient à leur ouvrage vers deux heures et demie, au petit jour, furent appelés par une fenêtre du second étage de la maison attaquée et allèrent chercher la police. Ils revinrent à trois heures un quart avec un inspecteur de police qui constata les faits.

"L'absence de tout secours fut expliquée par ce hasard que la ronde de police spécialement chargée de la place des Barricades aurait été cette nuit-là occupée à une arrestation importante. Le garde de ville emporta un fragment de vitre et une pierre, et s'en alla faire son rapport à ses chefs. Le commissaire de police de la quatrième division, M. Cremers, est venu dans la matinée, et l'enquête paraît avoir été commencée.

"Cependant, je dois dire qu'aujourd'hui 30 mai, le procureur du roi n'a pas encore paru place des Barricades.

"L'enquête, outre les faits que nous venons de raconter, aura à éclaircir l'incident mystérieux d'une poutre portée par deux hommes en blouse, à destination inconnue, et saisie rue Pacheco par deux agents de police, au moment même où le troisième assaut avait lieu et où le cri: *«Enfonçons la porte!»* se faisait entendre devant la maison de M. Victor Hugo; des deux porteurs de la poutre, l'un avait réussi à s'échapper; l'autre, arrêté, a été délivré violemment et arraché des

mains des agents par sept ou huit hommes apostes au coin d'une rue voisine de la place des Barricades. Cette poutre a été déposée, le dimanche 28 mai, au commissariat de police, 4^e section, rue des Comédiens, 44.

"Tels sont les faits.

"Je m'abstiens de toute réflexion. Les lecteurs jugeront.

"Je pense que la libre presse de Belgique s'empressera de publier cette lettre.

"Recevez, monsieur, l'assurance de mes sentiments distingués.

"FRANCOIS-VICTOR HUGO.

Bruxelles, 30 mai 1871."

Sec.3

En présence de ce fait, qui constitue un crime qualifié, attaque à main armée la nuit d'une maison habitée, que fit le gouvernement belge? Il prit la résolution suivante: (N^o 110,555.)

LEOPOLD II, roi des belges,

A tous présents et à venir, salut.

Vu les lois du 7 juillet 1835 et du 30 mai 1868,

De l'avis du conseil des ministres,

Et sur la proposition de notre ministre de la justice,

Avons arrêté et arrêtons:

ARTICLE UNIQUE.

Il est enjoint au sieur Victor Hugo, homme de lettres, âgé de soixante-neuf ans, né à Besançon, résidant à Bruxelles,

De quitter immédiatement le royaume, avec défense d'y rentrer à l'avenir, sous les peines comminées par l'article 6 de la loi du 7 juillet 1865 prorapée.

Notre ministre de la justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 30 mai 1871.

Signe: LEOPOLD.

Par le roi:

_Le ministre de la justice,

Signe: _ PROSPER CORNESSE.

Pour expedition conforme:

_Le secretaire general,

Signe: _ FITZEYS.

Sec.4

SENAT BELGE

SEANCE DU 31 MAI

On lit dans l'_Independance belge_ du 31 mai:

Au debut de la seance, M. le ministre des affaires etrangeres, repondant a une interpellation de M. le marquis de Rodas, a fait connaitre a l'assemblee que le gouvernement avait resolu d'appliquer a Victor Hugo la fameuse loi de 1835.

La lettre qui nous a ete adreesee par l'illustre poete, les scenes que cette lettre a provoquees, telles sont les causes qui ont determine la conduite du gouvernement.

Cette lettre est consideree par M. le marquis de Rodas comme un defi, et presque comme un outrage a la morale publique, par M. le prince de Ligne comme une bravade, par M. le ministre des affaires etrangeres comme une provocation au mepris des lois.

La tranquillite publique est menacee par la presence de Victor Hugo sur le territoire belge! Le gouvernement l'a d'abord engage a quitter le pays. Victor Hugo s'y etant refuse, un arrete d'expulsion a ete redige. Cet arret sera execute.

Nous deplorons profondement la resolution que vient de prendre le ministere.

L'hospitalite accordee a Victor Hugo faisait honneur au pays qui la donnait, autant qu'au poete qui la recevait. Il nous est impossible d'admettre que, pour avoir exprime une opinion contraire a la notre, contraire a celle du gouvernement et de la population, Victor Hugo ait abuse de cette hospitalite, et, meme la loi de 1835 etant donnee, nous ne pouvons approuver l'usage qu'en fait le ministere.

Voila ce que nous avons a dire au gouvernement. Quant a M. le comte de Ribaucourt qui approuve, lui, les mesures prises contre "l'individu dont il s'agit", nous ne lui dirons rien.

Sec.5

CHAMBRE DES REPRESENTANTS DE BELGIQUE

SEANCE DU 31 MAI

INTERPELLATION

M. DEFUISSEAUX.--J'ai demande la parole pour protester avec energie contre l'arrete d'expulsion notifie a Victor Hugo.

Avant d'entrer dans cette Chambre, j'etais adversaire de la loi sur l'expulsion des etrangers; depuis lors, mes principes n'ont pas varie et je m'etais fait l'illusion de croire, en voyant, pendant des mois entiers, les bonapartistes conspirer impunement contre le gouvernement regulier de la France, que cette loi etait virtuellement abolie.

Il n'en etait rien. Nous vous voyons tolerer, a quelques mois de distance, les menees bonapartistes; offrir, sous pretexte d'hospitalite, les honneurs d'un train special a l'homme du 2 decembre _(Interruption a droite.)_ Je dirai, si vous voulez, l'homme de Sedan, et saisir avec empressement l'occasion de chasser du territoire belge l'illustre auteur des _Chatiments._

Victor Hugo, frappe dans ses affections, decu dans ses aspirations politiques, est venu, au milieu des derniers membres de sa famille, demander l'hospitalite a notre pays.

Ce n'etait pas seulement le grand poete si longtemps exile qui vous demandait asile, c'etait un homme auquel son age, son genie et ses malheurs attiraient toutes les sympathies, c'etait surtout l'homme qui venait d'etre nomme membre de l'Assemblee nationale francaise par deux cent mille suffrages, c'est-a-dire par un nombre d'electeurs double de celui qui a nomme cette chambre tout entiere. _(Interruption.)_

Mais ni ce titre de representant qu'il est de la dignite de tous les parlements de faire respecter, ni son age, ni ses infortunes, ni son genie, rien n'a pu vous arreter.

Je demanderai a M. le ministre si un gouvernement etranger a sollicite cette proscription?

Si oui, il est de son devoir de nous le dire.

Si non, il doit nous exposer les sentiments auxquels il a obei, sous peine de se voir soupconner d'avoir, par l'expulsion du grand poete, donne par avance des gages aux idees catholiques et reactionnaires qui menacent de gouverner la France. _(Interruption.)_ En attendant vos explications, j'ai le droit de le supposer.

Oseriez-vous nous dire serieusement, monsieur le ministre, que la

presence de Victor Hugo troublait la tranquillite de Bruxelles? Mais par qui a-t-elle ete momentanement troublee, sinon par quelques malfaiteurs qui, oublieux de toute generosite et de toute convenance, se sont faits les insulteurs de notre hote? _(Interruption.)_

Je ne veux pas vous faire l'injure de croire que vous vous etes laisse impressionner par cette miserable manifestation, qu'on semble approuver en haut lieu, mais dont l'opinion publique demande la severe repression.

Hier, je ne sais quel senateur a pretendu que la lettre de Victor Hugo est une insulte a la Belgique et une desobeissance aux lois.

Voix a droite: Il a insulte le pays!

M. DEFUISSEAUX.--Je ne repondrai pas a ce reproche. Trop souvent Victor Hugo a rendu hommage a la Belgique et dans ses discours et dans ses ecrits, et jusque dans la lettre meme que vous incriminez.

Il nous suppose une generosite qui va jusqu'a l'abnegation. Voila l'insulte.

Mais cette lettre serait-elle une desobeissance aux lois?

Il faut, en realite, ou ne l'avoir pas lue ou ne la point comprendre pour soutenir cette interpretation.

Il vous a dit qu'il soutiendrait jusqu'au dernier moment et par sa presence et par sa parole celui qui serait son hote: "Une faiblesse protegeant l'autre."

Qu'au premier abord on puisse se tromper sur la portee de cette lettre, qu'un illettre y voie une attaque a nos lois, je le comprends; mais qu'un ministere, parmi lequel nous avons l'honneur de compter un academicien, ne comprenne pas l'image et le style du grand poete, c'est ce que je ne puis admettre.

Est-ce un crime? Qui oserait le dire?

Vous avez donc commis une grande faute en proscrivant Victor Hugo.

Il vous disait: "Je ne me crois pas etranger en Belgique." Je suis heureux de lui dire de cette tribune qu'il ne s'est pas trompe et qu'il n'est etranger que pour les hommes du gouvernement.

A mon tour, s'il me demandait asile, je serais heureux et fier de le lui offrir.

En terminant, je rends hommage a la presse entiere qui a energiquement blame l'acte du gouvernement.

Voix a droite: Pas tout entiere.

M. DEFUISSEAUX.--Je parle bien entendu de la presse liberale et non de la presse catholique.

Je dis qu'elle a fait acte de generosite et de courage, le pays doit s'en feliciter; par elle, les liberaux sauront resister a la reaction et au despotisme qui menacent la France et, quel que soit le sort de nos malheureux voisins, conserver et developper nos institutions et nos libertes.

Je propose, en consequence, l'ordre du jour suivant:

"La Chambre, regrettant la mesure rigoureuse dont Victor Hugo a ete l'objet, passe a l'ordre du jour."

M. CORNESSE, ministre de la justice.--L'honorable preopinant nous a reproche d'avoir tolere des menees bonapartistes. Je proteste contre cette accusation. Nous avons accorde aux victimes du regime imperial l'hospitalite large et genereuse que la Belgique n'a refusee a aucune des victimes des revolutions qui ont si tristement marque dans ces dernieres annees l'histoire d'un pays voisin.

J'ai ete etonne d'entendre M. Defuisseaux, qui critique l'acte que le gouvernement a pose ces jours derniers, blamer la generosite dont le gouvernement a use a l'egard des emigres du 4 septembre.

M. DEFUISSEAUX.--Je n'ai rien dit de semblable. J'ai dit que cette generosite m'avait fait esperer que la loi de 1835 etait abrogee de fait.

M. CORNESSE, ministre de la justice.--Je laisse de cote cette question. Je m'en tiens au fait qui a motive l'interpellation. Non, ce ne sont pas des hommes politiques, ces pillards, ces assassins, ces incendiaires dont les crimes epouvantent l'Europe. Je ne parle pas seulement des instruments, des auteurs materiels de ces forfaits. Il est de plus grands coupables, ce sont ceux qui encouragent, qui tolerent, qui ordonnent ces faits; ce sont ces malfaiteurs intellectuels qui propagent dans les esprits des theories funestes et excitent a la lutte entre le capital et le travail. Voila les grands, les seuls coupables. Ces theories malsaines ont heurte le sentiment public dans toute la Belgique.

La lettre de M. Victor Hugo contenait de violentes attaques contre un gouvernement etranger avec lequel nous entretenons les meilleures relations. Ce gouvernement etait accuse de tous les crimes. Nous n'avons pas recu de sollicitations. Nous avons des devoirs a remplir. Notre initiative n'a pas besoin d'etre provoquee.

M. Victor Hugo allait plus loin. La lettre contenait un defi au gouvernement, aux Chambres, a la souverainete nationale de la Belgique. M. Hugo, etranger sur notre sol, se posait fierement en face du gouvernement et de la representation nationale, et leur disait: "Vous pretendez que vous ferez telle chose. Eh bien, vous ne le ferez pas. Je vous en defie. Moi, Victor Hugo, j'y ferai obstacle. Vous avez

la loi pour vous. J'ai le droit pour moi. Pro jure contra legem.
C'est ma maxime!"

N'est-il pas vrai qu'en prenant cette attitude, M. Victor Hugo, qui est un exilé volontaire, abusait de l'hospitalité?

Oui, M. Victor Hugo est une grande illustration littéraire; c'est peut-être le plus grand poète du dix-neuvième siècle. Mais plus on est élevé, plus la providence vous a accordé de grandes facultés, plus vous devez donner l'exemple du respect des convenances, des lois, de l'autorité d'un pays qui n'a jamais marchandé la protection aux étrangers.

Oui, la Belgique est une terre hospitalière, mais il faut que les étrangers qu'elle accueille sachent respecter les devoirs qui leur incombent vis-à-vis d'elle et de son gouvernement.

Le gouvernement, fort de son droit, soucieux de sa dignité, ayant la conscience de sa responsabilité devant le pays et devant l'Europe, ne pouvait pas tolérer de tels écarts. Vous l'auriez accusé de faiblesse et peut-être de lâcheté s'il avait subi un tel outrage.

J'ajoute qu'après la lettre de M. Victor Hugo la tranquillité a été troublée. Vous avez lu dans l'Indépendance, écrit de la main même du fils de M. Hugo, le récit des scènes qui se sont passées devant la maison du poète. Je blâme ces manifestations. Elles font l'objet d'une instruction judiciaire. Lorsque les coupables seront découverts, la justice se prononcera. Une enquête est ordonnée. Des recherches sont faites pour arriver à ce résultat. Mais ces manifestations troublaient profondément la tranquillité publique.

Des démarches pour engager M. Victor Hugo à se retirer volontairement sont restées infructueuses. Le gouvernement a fait signifier un arrêté d'expulsion. Cet arrêté sera exécuté. Le gouvernement croit avoir rempli un devoir.

Il y avait en jeu une question de sécurité publique, de dignité nationale, de dignité gouvernementale. Le gouvernement a eu recours à la mesure extrême de l'expulsion. Il soumet avec confiance cet acte au jugement de tous, et il ne doute pas que l'immense majorité de la Chambre et du pays ne lui soit acquise. (Marques d'approbation.)

M. DAMEUR.--L'opinion qui a été développée et approuvée ici et au sénat, cette doctrine, qui est une erreur, consiste à dire que la législation donne au gouvernement le droit de livrer tous les vaincus de Paris. C'est cette doctrine que reprouve la lettre de M. Victor Hugo. D'après lui, les vaincus sont des hommes politiques. Toute sa lettre est là. L'insurrection de Paris est un crime, qui ne souffre pas de circonstances atténuantes; mais j'ajoute: c'est un crime politique. Et si vous aviez à le poursuivre vous le qualifieriez ainsi. Je laisse de côté les crimes et délits de droit commun qui en sont résultés. Je parle du fait dominant. Il est prévu par la loi pénale. La guerre civile est un crime politique. Nous avons eu dans

notre pays des tentatives de crimes de ce genre.

Est-ce que nous n'avons pas chez nous des criminels politiques qui ont été condamnés à mort, des hommes qui ont conspiré contre la sûreté de l'état, qui ont commis des attentats contre la chose publique? Pourquoi se recrier? C'est de l'histoire.

Or, peut-on livrer un homme qui n'a commis aucun crime de droit commun, mais qui a commis ce crime politique d'adhérer à un gouvernement qui n'était pas le gouvernement légal? Personne n'osera le soutenir. Ce serait dire le contraire de ce qui a toujours été dit. Je ne veux pas atténuer le crime. Je cherche sa qualification, afin de trouver la règle de conduite qui doit nous guider en matière d'extradition.

Des hommes se sont rendus coupables d'incendie, de pillage, de meurtre. Voilà des crimes de droit commun. Pouvez-vous, devez-vous livrer ces hommes? Je crois qu'il y a ici à distinguer. De deux choses l'une: ou bien ces faits sont connexes au crime politique principal, ou bien, ils en sont indépendants. S'ils sont connexes, notre législation défend d'en livrer les auteurs.

M. VAN OVERLOOP.--Et les assassins des généraux Lecomte et Clément Thomas?

M. JOTTRAND.--Ils ne se sont pas mis à 50,000 pour assassiner ces généraux!

M. DEMEUR.--Ces principes ont déjà été établis à l'occasion de faits que vous ne reprouvez pas moins que ceux de Paris. Il s'agissait d'un attentat commis contre un souverain étranger et des personnes de sa suite. Les frères Jacquin avaient commis des faits connexes à cet attentat. Leur extradition n'a pu être accordée. Il a fallu modifier la loi; mais la loi qu'on a faite confirme ma thèse. En effet, la loi de 1856 n'autorise l'extradition, en cas de faits connexes à un crime politique, que lorsque ce crime aura été commis ou tenté contre un souverain étranger.

M. D'ANETHAN, ministre des affaires étrangères.--Nous n'avons pas à discuter la loi de 1835. J'examine seulement la question de savoir si le gouvernement a bien fait d'appliquer la loi.

La loi dit que le gouvernement peut expulser tout individu qui, par sa conduite, a compromis la tranquillité publique.

Eh bien, M. Hugo a-t-il compromis la tranquillité du pays par cette lettre qui contenait un défi insolent? Les faits répondent à cette question.

Mais j'ai un détail à ajouter à la déclaration que j'ai faite au sénat. M. Victor Hugo ayant été appelé devant l'administrateur de la sûreté publique, ce fonctionnaire lui dit:--Vous devez reconnaître que vous vous êtes mépris sur le sentiment public.--J'ai contre moi

la bourgeoisie, mais j'ai pour moi les ouvriers, et j'ai reçu une députation d'ouvriers qui a promis de me défendre." [Note: M. Victor Hugo n'a pas dit cela.] _ (Exclamations sur quelques bancs.) _

Dans ces circonstances, il eût été indigne du gouvernement de ne pas seoir. _ (Très bien!) _ Il importe que l'on connaisse bien les intentions du gouvernement. Ses intentions, les voici: nous ne recevrons chez nous aucun des hommes ayant appartenu à la Commune, [Note: La protestation de Victor Hugo a produit ce résultat, qu'après cette déclaration formelle et solennelle du ministre, le gouvernement belge, baissant la tête et se démentant, n'a pas osé interdire l'entrée en Belgique à un membre de la Commune, Tridon, qui est mort depuis à Bruxelles.] et nous appliquerons la loi d'extradition à tous les hommes qui se sont rendus coupables de vol, d'assassinat ou d'incendie. (_ Marques d'approbation à droite. _)

M. COUVREUR.--Messieurs, moi aussi, je me lève, en cette circonstance, sous l'empire d'une profonde tristesse.

Il ne saurait en être autrement au spectacle de ce débordement d'horreurs qui font reculer la civilisation de dix-huit siècles et dont les conséquences menacent de ne pas s'arrêter à nos frontières.

Oui, je le dis avec l'unanimité de cette Chambre, les hommes de la Commune de Paris qui ont voulu, par la force et l'intimidation, établir la domination du prolétariat sur Paris, et par Paris sur la France, ces hommes sont de grands coupables.

Oui, il y avait parmi eux, à côté de fanatiques et d'esprits égarés, de véritables scélérats.

Oui, les hommes qui, de propos délibéré, ont mis le feu aux monuments et aux maisons de Paris sont des incendiaires, et ceux qui ont fusillé des otages arbitrairement arrêtés et jugés sont d'abominables assassins.

Mais si je porte ce jugement sur les vaincus, que dois-je dire des vainqueurs qui, après la victoire, en dehors des excitations de la lutte, fusillent sommairement, sans examen, sans jugement, par escouades de 50, de 100 individus, je ne dis pas seulement des insurgés de tout âge, de tout sexe, pris les armes à la main, mais le premier venu, qu'une circonstance quelconque, un regard suspect, une fausse démarche, une dénonciation calomnieuse.... (_ interruption _), oui, des délations et des vengeances! désignent à la fureur des soldats? (_ Interruption. _)

M. JOTTRAND.--Brigands contre brigands!

_ Des voix à droite. _--A l'ordre!

M. LE PRÉSIDENT.--Les paroles qui viennent d'être prononcées ne sont pas parvenues jusqu'au bureau....

M. COUVREUR.--J'ai dit....

M. LE PRESIDENT.--Je ne parle pas de vos paroles, monsieur Couvreur.

M. JOTTRAND.--Je demande la parole.

M. COUVREUR.--Ces faits sont denoncés par la presse qui peut et qui ose parler, par les journaux anglais.

Lisez ces journaux. Leurs révélations font fremir. Le *_Times_* le dit avec raison: "Paris est un enfer habité par des démons. Les faits, les détails abondent. A les lire, on se demande si le peuple français est pris d'un accès de démence féroce ou s'il est déjà atteint dans toutes ses classes de cette pourriture du bas-empire qui annonce la décadence des grandes nations."

Cela est déjà fort affligeant, mais ce qui le serait bien davantage, c'est que ces haines, ces rages féroces, ces passions surexcitées pussent réagir jusque chez nous. Que la France soit affolée de réaction, que les partis monarchiques sement, pour l'avenir, de nouveaux germes de guerre civile, déplorons-le, mais n'imitons pas; nous qui ne sommes pas directement intéressés dans la lutte, gardons au moins l'impartialité de l'histoire. Restons maîtres de nous-mêmes et de notre sang-froid, ne substituons pas l'arbitraire, le bon plaisir, la passion à la justice et aux lois.

Lorsque, il y a quelques jours, l'honorable M. Dumortier, interpellant le gouvernement sur ses intentions, disait que les crimes commis jusqu'à ce moment à Paris par les gens de la Commune devaient être considérés comme des crimes de droit commun, pas une voix n'a protesté. Mais un point n'avait pas été suffisamment mis en lumière. J'ai été heureux d'avoir entendu tantôt les explications de l'honorable ministre des affaires étrangères, qui a précisé dans quel sens l'application des lois se ferait; j'ai été heureux d'apprendre que la Belgique, dans cette circonstance, réglerait sa conduite sur celle de l'Angleterre, de l'Espagne et de la Suisse, c'est-à-dire que l'on examinera chaque cas individuellement....

M. D'ANETHAN, ministre des affaires étrangères.--Certainement.

M. COUVREUR.... que l'on jugera les faits; que l'on ne rejettera pas dans la fournaise des passions surexcitées de Versailles ceux qui viennent nous demander un asile, non parce qu'ils sont coupables, mais parce qu'ils sont injustement soupçonnés, qu'ils peuvent croire leur vie et leur liberté en péril.

L'expulsion de M. Victor Hugo s'écarte de cette politique calme, humaine, tolérante. Voilà pourquoi elle me blesse.

J'y vois une tendance opposée à celle qui s'est manifestée dans la séance de ce jour. C'est un acte de colère, bien plus que de justice et de stricte nécessité.

La mesure prise peut-elle se justifier dans les circonstances spéciales ou elle s'est produite? Je réponds non sans hésiter.

Je dis plus. J'aime à croire qu'en arrêtant ses dernières résolutions, le gouvernement ignorait encore les détails des faits qui se sont passés sur la place des Barricades, dans la nuit de samedi à dimanche.

Quels sont ces faits, messieurs?

Les premières versions les ont présentées comme une explosion anodine, naturelle, légitime du sentiment public: tapage nocturne, charivari, sifflets, quelques carreaux cassés.

Depuis, le fils de M. Victor Hugo a publié, sur ces événements, une autre version. Il résulte de son récit que la scène nocturne a duré près de deux heures.

M. ANSPACH.--C'est un roman.

M. COUVREUR.--C'est ce que la justice aura à démontrer. Mais ce qui n'est pas un roman, c'est la frayeur que des femmes et de jeunes enfants ont éprouvée. (_Interruption._)

J'en appelle à tous les pères. Si, pendant la nuit, provoqués ou non, des forcés venaient pousser devant votre porte, messieurs, des cris de mort, briser des vitres, assaillir la demeure qui abrite le berceau de vos petits-enfants, diriez-vous aussi: _C'est du roman?_ Écoutez donc le témoignage de M. François Hugo, racontant les angoisses de sa famille.

M. ANSPACH.--Nous avons le témoignage de M. Victor Hugo lui-même; [Note: C'est faux. Publiez-le signe de M. Victor Hugo, on vous en défie.] il prouve qu'on a embelli ce récit.

M. COUVREUR.--C'est à l'enquête judiciaire de le prouver. Je dis donc que, d'après ce récit, la maison de M. Victor Hugo a été, pendant cette nuit du samedi au dimanche, l'objet de trois attaques successives (_interruption_), qu'un vieillard sans armes, des femmes en pleurs, des enfants sans défense ont pu croire leur vie menacée; je dis qu'une mère, une jeune veuve a essayé en vain de se faire entendre des voisins; que des tentatives d'effraction et d'escalade ont eu lieu; enfin que, par une circonstance bien malheureuse pour les auteurs de ces scandales, à l'heure même où ils se commettaient, des hommes portant une poutre étaient arrêtés dans le voisinage de la place des Barricades et arrachés aux mains de la police par des complices accourus à leur secours.

N'est-ce pas là une attaque nocturne bien caractérisée? Le surlendemain, la justice n'était pas encore intervenue, le procureur du roi ou ses agents ne s'étaient pas encore transportés à la maison de M. Hugo. (_Interruption._) Et sauf l'enquête ouverte par le commissaire de police, ni M. Hugo, ni les membres de sa famille n'avaient été interrogés sous la foi du serment.

Quels sont les coupables, messieurs?

Sont-ce des hommes appartenant aux classes populaires qui venaient ainsi prendre en main, contre M. Hugo, la cause du gouvernement attaqué par lui? C'est peu probable. La lettre qui a motivé les démonstrations avait paru le matin même.

Il faut plus de temps pour qu'une émotion populaire vraiment spontanée puisse se produire.

Lorsque j'ai reçu, pour ma part, la première nouvelle de ces regrettables événements, j'ai cru que les réfugiés français pouvaient en être les principaux auteurs, et j'étais presque tenté de les excuser, tant sont grands les maux de la guerre civile et les exaspérations qu'elle cause. M. Hugo prenait sous sa protection les assassins de la Commune; il avait demandé pour eux les immunités du droit d'asile; donc il était aussi coupable qu'eux. Ainsi raisonne la passion.

Mais, s'il faut en croire la rumeur publique, ce ne sont ni des français, ni des prolétaires amis de l'ordre qui sont les auteurs de ces scènes de sauvagerie dénoncées par la lettre de M. François-Victor Hugo. Ce sont des émeutiers en gants jaunes, des prolétaires de l'intelligence et de la morale, qui ont montré aux vrais prolétaires comment on casse les vitres des bourgeois. Les imprudents! ils en sont encore à se vanter de ce qu'ils ont fait! Et leurs compagnons de plaisir s'en vont regrettant tout haut de ne pas s'être trouvés à l'endroit habituel de leurs rendez-vous, ou à être complotée cette bonne farce; une farce qui a failli tuer un enfant!

C'est un roman, dit-on, ce sont des exagérations, et la victime en a été le premier auteur. Soit. Où est l'enquête? Où est l'examen contradictoire? Vous voulez punir des violences coupables, et vous commencez par éloigner les témoins; vous écarterez ceux dont les dépositions doivent contrôler les recherches de vos agents.

Ah! vous avez fait appeler M. Victor Hugo à la sûreté publique pour l'engager à quitter le pays. Ne deviez-vous pas, au contraire, l'obliger à rester? Son témoignage, le témoignage des gens de sa maison, ne sont-ils pas indispensables au procès que vous voulez intenter? _(Interruption.)_

Voilà ce qu'exigeait la justice; voilà ce qu'exigeait la réparation des troubles déplorables qui ont eu lieu.

Savez-vous, messieurs, ce que peut être la conséquence de l'expulsion, dans les conditions où elle se fait? Si, par hasard, la rumeur publique dit vrai, si les hommes qu'elle désigne appartiennent à votre monde, à votre parti, s'ils appartiennent à la jeunesse dorée qui hante vos salons, savez-vous ce qu'on dira? On dira que les coupables vous touchaient de trop près; que vous ne les découvrirez pas parce que vous ne voulez pas les découvrir; que vous avez un intérêt

politique a masquer leur faute, a empecher leurs noms d'etre connus, leurs personnes d'etre frappees par la justice.

Aujourd'hui vous avez mis tous les torts de votre cote. L'accuse d'hier sera la victime demain. Les rapports non controles de la surete publique et des agents de police auront beau dire le contraire; pour le public du dehors, la version veritable, authentique, celle qui fera foi devant l'histoire, sera la version du poete que vous avez expulse le lendemain du jour ou il a pu croire sa vie menacee.

Voila pourquoi je regrette la mesure qui a ete prise; voila pourquoi je declare que vous avez manque d'intelligence et de tact politique.

M. JOTTRAND.--Messieurs, excite par l'injustice incontestable de quelques-unes des interruptions parties des bancs de la droite, j'ai prononce ces paroles: "Brigands contre brigands!" Vous avez, a ce propos, monsieur le president, prononce quelques mots que je n'ai pas compris. Je dois m'expliquer sur le sens de mon exclamation.

M. LE PRESIDENT.--Permettez. Avant que vous vous expliquiez, je tiens a dire ceci: les paroles que vous reconnaissez avoir prononcees, je ne les avais pas entendues. Aux demandes de rappel a l'ordre, j'ai repondu que je ne pouvais le prononcer sans connaitre les expressions dont vous vous etiez servi....

D'apres la declaration que vous venez de faire, vous auriez appele _brigands_ les representants de la force legitime.

M. JOTTRAND.--Monsieur le president, ces paroles sont sorties de ma bouche au moment ou mon honorable collegue, M. Couvreur, venait de fletrir ceux qui, apres la victoire et de sang-froid, executent leurs prisonniers en masse et sans jugement. Je me serais tu, si a ce moment, si, de ce cote, n'etaient parties des protestations contre l'indignation de mon collegue, protestations qui ne pouvaient avoir d'autre sens que l'approbation des actes horribles qui continuent a se passer en France.

Ces paroles, vous le comprenez, ne s'appliquaient pas, dans ma pensee, a ces defenseurs energiques, resolu et devoues du droit et de la legalite qui, prevoquant l'ingratitude du lendemain, la montrant deja du doigt, la proclamant comme attendue par eux, n'en ont pas moins continue a se devouer a la tache penible qu'ils accomplissaient; ces paroles, dans ma pensee, ne s'appliquaient pas a ces soldats esclaves de leur devoir, agissant dans l'ardeur du combat; elles s'appliquaient uniquement a ceux dont j'ai rappele les actes. Et ces actes, suis-je seul a les fletrir?

N'entendons-nous pas, a Versailles meme, des voix amies de l'ordre, des hommes qui ont toujours defendu dans la presse l'ordre et la legalite, ne les voyons-nous pas protester contre les horreurs qui se commettent sous leurs yeux? ne voyons-nous pas toute la presse francaise reclamer la constitution immediate de tribunaux reguliers et la cessation de toutes ces horreurs?

Voici ce que disait le *_Times_*, faisant, comme moi, la part égale aux deux partis en lutte:

"Des deux parts également, nous arrive le bruit d'actes incroyables d'assassinat et de massacre. Les insurgés ont accompli autant qu'il a été en leur pouvoir leurs menaces contre la vie de leurs otages et sans plus de pitié que pour toutes leurs autres menaces. L'archevêque de Paris, le curé Deguerry, l'avocat Chaudey, en tout soixante-huit victimes sont tombés sous leurs coups. Ce massacre d'hommes distingués et inoffensifs est un de ces crimes qui ne meurent point et qui souillent à jamais la mémoire de leurs auteurs. Mais, dans l'esprit de carnage et de haine qu'il révèle, les communistes ne semblent guère pires que leurs antagonistes.

"Il est presque ridicule, de la part de M. Thiers, de venir dénoncer les insurgés pour avoir fusillé un officier captif au mépris des lois de la guerre.

"Les lois de la guerre! Elles sont douces et chrétiennes, comparées aux lois inhumaines de vengeance, en vertu desquelles les troupes de Versailles ont, pendant ces six derniers jours, fusillé et déshonoré à coups de baïonnette des prisonniers, des femmes et des enfants!

"Nous n'avons pas un mot à dire en faveur de ces noirs coquins, qui, évidemment, ont prémédité la destruction totale de Paris, la mort par le feu de sa population et l'anéantissement de ses trésors. Mais si des soldats se transforment eux-mêmes en démons pour attaquer des démons, est-il étonnant de voir le caractère démoniaque de la lutte redoubler?

"La fureur a attisé la fureur, la haine a envenimé la haine, jusqu'à ne plus faire des plus sauvages passions du cœur humain qu'un immense et inextinguible brasier."

Voilà, messieurs, les sentiments qu'inspire à l'opinion anglaise ce qui se passe à Paris; voilà les sentiments sous l'empire desquels j'ai répondu tantôt aux interruptions de la droite.

Je n'ai voulu flétrir que des actes qui seront à jamais flétris dans l'histoire comme le seront ceux des insurgés eux-mêmes.

Je passe à l'expulsion de Victor Hugo. Je n'en dirai qu'un mot, si on veut me laisser la parole en ce moment.

Si j'étais sûr de l'exactitude de la conversation que M. le ministre des affaires étrangères nous a rapportée, comme ayant eu lieu entre M. l'administrateur de la sûreté publique et M. Victor Hugo, je déclare que je ne voterais point l'ordre du jour qui d'abord avait mes sympathies.

On répand partout dans la presse, pour terrifier nos populations, le bruit d'une vaste conspiration dont on aurait saisi les preuves

materielles sur des cadavres de membres de la Commune, conspiration ayant pour but de traverser avec l'armee insurrectionnelle le territoire occupe par les troupes prussiennes, afin de porter en Belgique les restes de la Commune expirante, et de l'y ranimer a l'aide des sympathies qu'elle excite pretendument chez nos classes ouvrieres.

Je ne crois pas a cette conspiration, et je ne crois pas non plus aux paroles que l'on prete a M. Hugo dans son entretien avec M. l'administrateur de la surete publique. _(Interruption.)_

M. le ministre des affaires etrangeres les a-t-il entendues?
Ne peut-on, au milieu des passions du moment, au milieu des preoccupations qui hantent legitimement, je le veux bien, l'esprit des ministres et de leurs fonctionnaires, se tromper sur certains details?

Avez-vous un interrogatoire de M. Victor Hugo?

N. D'ANETHAN, ministre des affaires etrangeres.--Oui. [Note: C'est faux]

M. JOTTRAND.--...Signe de lui? Avez-vous la preuve que, pour le triomphe de sa personnalite, il ait ete pret a plonger notre pays dans l'abime de la lutte entre classes?

Si vous pouviez fournir cette preuve, je declarerais que l'expulsion a ete meritee. Mais cette preuve, vous ne pouvez nous la donner; je me defie de vos paroles, et, en consequence, je voterai l'ordre du jour.--

A la suite de cette discussion dans laquelle le ministre et le bourgmestre ont reproduit leurs affirmations mensongeres, dont ferait justice l'enquete judiciaire eludee par le gouvernement belge, la Chambre a vote sur l'ordre du jour propose par M. Defuisseaux.

Elle l'a rejete a la majorite de 81 voix contre 5.

Ont vote pour:

MM. Couvreur.
Defuisseaux.
Demeur.
Guillery.
Jottrand.

* * * * *

A M. LE REDACTEUR DE L'_Independance belge_.

Bruxelles, 1er juin 1871.

Monsieur,

Je viens de lire la seance de la Chambre. Je remercie les hommes eloquents qui ont defendu, non pas moi qui ne suis rien, mais la verite qui est tout. Quant a l'acte ministeriel qui me concerne, j'aurais voulu garder le silence. Un expulse doit etre indulgent. Je dois repondre cependant a deux paroles, dites l'une par le ministre, l'autre par le bourgmestre. Le ministre, M. d'Anethan, aurait, d'apres le compte rendu que j'ai sous les yeux, donne lecture du proces-verbal d'un entretien _signe par moi_. Aucun proces-verbal ne m'a ete communique, et je n'ai rien signe. Le bourgmestre, M. Anspach, a dit du recit des faits publie par mon fils: _C'est un roman_. Ce recit est la pure et simple verite, plutot attenuée qu'aggravee. M. Anspach n'a pu l'ignorer. Voici en quels termes j'ai annonce le fait aux divers fonctionnaires de police qui se sont presentes chez moi: Cette nuit, une maison, la mienne, habitee par quatre femmes et deux petits enfants, a ete violemment attaquée par une bande poussant des cris de mort et cassant les vitres a coups de pierres, avec tentative d'escalade du mur et d'effraction de la porte. Cet assaut, commence a minuit et demi, a fini a deux heures un quart, au point du jour. Cela se voyait, il y a soixante ans, dans la foret Noire; cela se voit aujourd'hui a Bruxelles.

Ce fait est un crime qualifie. A six heures du matin, le procureur du roi devait etre dans ma maison; l'etat des lieux devait etre constate judiciairement, l'enquete de justice en regle devait commencer, cinq temoins devaient etre immediatement entendus, les trois servantes, Mme Charles Hugo et moi. Rien de tout cela n'a ete fait. Aucun magistrat instructeur n'est venu; aucune verification legale des degats, aucun interrogatoire. Demain toute trace aura a peu pres disparu, et les temoins seront disperses; l'intention de ne rien voir est ici evidente. Apres la police sourde, la justice aveugle. Pas une deposition n'a ete judiciairement recueillie; et le principal temoin, qu'avant tout on devait appeler, on l'expulse.

Cela dit, je pars.

VICTOR HUGO.

Sec.7

A MM. COUVREUR, DEFUISSEAUX, DEMEUR, GUILLERY, JOTTRAND,
representants du peuple belge.

Luxembourg, 2 juin 1871.

Messieurs,

Je tiens a vous remercier publiquement; non pas en mon nom, car que suis-je dans de si grandes questions? mais au nom du droit, que vous avez voulu maintenir, et au nom de la verite, que vous avez voulu eclaircir. Vous avez agi comme des hommes justes.

L'offre d'asile qu'a bien voulu me faire, en nobles et magnifiques

paroles, l'éloquent promoteur de l'interpellation, M. Defuisseaux, m'a profondément touché. Je n'en ai point usé. Dans le cas où les pluies de pierre s'obstineraient à me suivre, je ne voudrais pas les attirer sur sa maison.

J'ai quitté la Belgique. Tout est bien.

Quant au fait en lui-même, il est des plus simples.

Après avoir flétri les crimes de la Commune, j'avais cru de mon devoir de flétrir les crimes de la réaction. Cette égalité de balance a déçu.

Rien de plus obscur que les questions politiques compliquées de questions sociales. Cette obscurité, qui appelle l'enquête et qui quelquefois embarrasse l'histoire, est acquise aux vaincus de tous les partis, quels qu'ils soient; elle les couvre en ce sens qu'elle veut l'examen. Toute cause vaincue est un procès à instruire. Je pensais cela. Examinons avant de juger, et surtout avant de condamner, et surtout avant d'exécuter. Je ne croyais pas ce principe douteux. Il paraît que tuer tout de suite vaut mieux.

Dans la situation où est la France, j'avais pensé que le gouvernement belge devait laisser sa frontière ouverte, se réserver le droit d'examen inhérent au droit d'asile, et ne pas livrer indistinctement les fugitifs à la réaction française, qui les fusille indistinctement.

Et j'avais joint l'exemple au précepte en déclarant que, quant à moi, je maintenais mon droit d'asile dans ma maison, et que, si mon ennemi suppliant s'y présentait, je lui ouvrerais ma porte. Cela m'a valu d'abord l'attaque nocturne du 27 mai, ensuite l'expulsion en règle. Ces deux faits sont désormais connexes. L'un complète l'autre; le second protège le premier. L'avenir jugera.

Ce ne sont pas là des douleurs, et je m'y résigne aisément. Peut-être est-il bon qu'il y ait toujours un peu d'exil dans ma vie.

Du reste, je persiste à ne pas confondre le peuple belge avec le gouvernement belge, et, honore d'une longue hospitalité en Belgique, je pardonne au gouvernement et je remercie le peuple. VICTOR HUGO.

Sec.8

En présence des falsifications catholiques et doctrinaires, M. Victor Hugo a adressé cette dernière lettre à l'Indépendance belge: _

Luxembourg, 6 juin 1871.

Monsieur,

Permettez-moi de rétablir les faits.

Le 25 mai, au nom du gouvernement belge. M. d'Anethan dit:

"Je puis donner a la Chambre l'assurance que le gouvernement saura remplir son devoir avec la plus grande fermete et avec la plus grande vigilance; il usera des pouvoirs dont il est arme _pour empecher l'invasion sur le sol de la Belgique_ de ces gens qui meritent a peine le nom d'hommes et qui devraient _etre mis au ban_ de toutes les nations civilisees. _(Vive approbation sur tous les bancs.)_

"Ce ne sont pas des refugies politiques; nous ne devons pas les considerer comme tels."

C'est la frontiere fermee. C'est le refus d'examen.

C'est contre cela que j'ai proteste, declarant qu'il fallait _attendre avant de juger_, et que, quant a moi, si le gouvernement supprimait le droit d'asile en Belgique, je le maintenais dans ma maison.

J'ai ecrit ma protestation le 26, elle a ete publiee le 27; le 27, dans la nuit, ma maison etait attaquue; le 30 j'etais expulse.

Le 31, M. d'Anethan a dit:

"Chaque cas special sera examine, et lorsque les faits ne rentreront pas dans le cadre de la loi, la loi ne sera pas appliquee. Le gouvernement ne veut que l'execution de la loi."

Ceci, c'est la frontiere ouverte. C'est l'examen admis. C'est ce que je demandais.

Qui a change de langage? est-ce moi? Non, c'est le ministere belge.

Le 25 il ferme la frontiere, le 27 je proteste, le 31 il la rouvre.

Il m'a expulse, mais il m'a obei.

L'asile auquel ont droit en Belgique les vaincus politiques, je l'ai perdu pour moi, mais gagne pour eux.

Cela me satisfait.

Recevez, monsieur, l'assurance de mes sentiments distingues.

VICTOR HUGO.

* * * * *

Depuis le depart de M. Victor Hugo, les journaux liberaux belges ont declare, en mettant le gouvernement belge au defi de dementir le fait, qu'un des chefs de la bande nocturne de la place des Barricades etait M. Kervyn de Lettenhove, fils du ministre de l'interieur.

Ce fait n'a pas été démenti.

En outre, ils ont annoncé que M. Anspach, le bourgmestre de Bruxelles, venait d'être nommé par le gouvernement français commandeur de la Légion d'honneur.

* * * * *

Dénouement de l'incident belge.

(Voir les notes.)

VI

VIANDEN

Quand M. Victor Hugo, expulsé de Belgique, est arrivé dans le Luxembourg, à Vianden, la société chantante des travailleurs de Vianden, qui se nomme _la Lyre ouvrière_, lui a donné une sérénade. M. Victor Hugo a remercié en ces termes:

Mes amis de Vianden,

Vous dérangez un peu une idée que je m'étais faite. Cette année ou nous sommes avait commencé pour moi par une ovation, et elle venait de finir par tout le contraire. Cela ne me déplaisait pas; la huerie est le correctif de l'applaudissement, la Belgique m'avait rendu ce petit service; et, au point de vue philosophique ou tout homme de mon âge doit se placer, je trouvais bon que l'acclamation de Paris eût pour contre-poids la lapidation de Bruxelles. Vous avez trouble cet équilibre, vous renouvez autour de moi, non ce qu'a fait Bruxelles, mais ce qu'a fait Paris; et cela ne ressemble pas du tout à une huerie. L'année va donc finir pour moi comme elle a commencé, par une effusion de bienvenue populaire.

Eh bien, décidément je ne m'en plains pas.

Je vois à votre tête une noble intelligence, M. Pauely Strasser, votre bourgmestre. C'est un artiste en même temps qu'un homme politique. Vianden vit en lui; député et bourgmestre, il en est l'incarnation. Dans cette ville il est plus que le magistrat, il est l'âme.

Je vous félicite en lui et je le félicite en vous.

Oui, votre cordiale bienvenue m'est douce.

Vous êtes des hommes des champs, et parmi vous il y a des hommes d'étude, car j'aperçois plusieurs maîtres d'école. C'est là un beau mélange. Cette réunion est un échantillon du vrai groupe humain qui

se compose de l'ouvrier materiel et de l'ouvrier moral, et qui resume toute la civilisation dans l'embrassement du travail et de la pensee.

J'aime ce pays; c'est la cinquieme fois que j'y viens. Les autres annees, j'y etais attire par ma propre reverie et par la pente que j'ai en moi vers les beaux lieux qui sont des lieux sauvages. Aujourd'hui j'y suis chasse par un coup de vent; ce coup de vent, je le remercie.

Il me replace au milieu de vous.

Agriculteurs et travailleurs, je vous ressemble; votre societe s'appelle _la Lyre ouvriere_, quel nom touchant et cordial! Au fond, vous et moi, nous faisons la meme chose. Je creuse aussi moi un sillon, et vous dites un hymne aussi vous. Vous chantez comme moi, et comme vous je laboure. Mon sillon, c'est la dure glebe humaine; ma charrue, c'est mon esprit.

Vous venez de chanter des choses tres belles. De nobles et charmantes femmes sont ici presentes, j'ai vu des larmes dans leurs yeux. Ne vous etonnez pas si, en vous remerciant, il y a un peu de tremblement dans ma voix. Depuis quelque temps je suis plus accoutume aux cris de colere qu'aux chants du coeur, et ce que les coleres ne peuvent faire, la sympathie le fait. Elle m'emeut.

Oui, j'aime ce pays de Vianden. Cette petite ville est une vraie figure du progres; c'est un raccourci de toute l'histoire. La nature a commence par la doter; elle a donne au hameau naissant un climat sain, une riviere vivifiante, une bonne terre, des coteaux pour la vigne, des montagnes pour la foret. Puis, ce que la nature avait donne, la feodalite l'a pris. La feodalite a pris la montagne et y a mis un donjon, elle a pris la foret et y a mis des bandits, elle a pris la riviere et l'a barree d'une chaine, elle a pris la terre et a mange la moisson, elle a pris la vigne et a bu le vin. Alors la revolution de France est venue; car, vous savez, c'est de France que viennent les clartes, c'est de France que viennent les delivrances. _(Oui! oui!)_ La revolution francaise a delivre Vianden. Comment? en tuant le donjon. Tant que le chateau a vecu, la ville a ete morte. Le jour ou le donjon est mort, le peuple est ne. Aujourd'hui, dans son paysage splendide que viendra visiter un jour toute l'Europe, Vianden se compose de deux choses egalement consolantes et magnifiques, l'une sinistre, une ruine, l'autre riante, un peuple.

Tout a l'heure, amis, pendant qu'autour de moi vous chantiez, j'ecoutais. Un de vos chants m'a saisi. Il m'a remue entre tous, je crois l'entendre encore. Laissez-moi vous le raconter a vous-memes.

L'orchestre se taisait. Il n'y avait pas d'instruments. La voix humaine avait seule la parole.

Un de vous, que j'apercois et que je salue de la main, etait debout a part et comme en dehors du groupe; mais dans la nuit et sous les arbres on le distinguait a peine. On l'entendait.

Qui entendait-on? on ne savait. C'était solennel et grand.

Une voix grave parlait dans l'ombre, puis s'interrompait, et les autres voix repondaient. Toutes les voix qui étaient ensemble étaient basses, et la voix qui était seule était haute. Rien de plus pathétique. On eut dit un esprit enseignant une foule.

La mélodie était majestueuse. Les paroles étaient en allemand; je ne comprenais pas les paroles, mais je comprenais le chant. Il me semblait que j'en avais une traduction dans l'âme. J'écoutais ce grand dialogue d'un archange avec une multitude; ce respectueux chuchotement des peuples répondant aux divines explications d'un génie. Il y avait comme un frémissement d'ailes dans la vibration auguste de la voix solitaire. C'était plus qu'un verbe humain. C'était comme une voix de la forêt, de la nature et de la nuit donnant à l'homme, à tous les hommes, hélas! épuisés de fatigue, accablés de rancunes et de vengeances, saturés de guerre et de haine, les grands conseils de la sérénité éternelle.

Et au-dessus de tous les fronts inclinés, au milieu de tous nos deuils, de toutes nos plaies, de toutes nos inimitiés, cela venait du ciel, et c'était l'immense reproche de l'amour.

Amis, la musique est une sorte de rêve. Elle propose à la pensée on ne sait quel problème mystérieux. Vous êtes venus à moi chantant; ce que vous avez chanté je le parle. Vous m'avez apporté cette énigme, l'Harmonie, et je vous en donne le mot: Fraternité.

Mes amis, emplissons nos verres. Au-dessus des empereurs et des rois, je bois à l'harmonie des peuples et à la fraternité des hommes.

VII

ELECTIONS DU 2 JUILLET 1871

M. Victor Hugo était absent de Paris lors des élections de juillet, faites sous l'état de siège, sans presse libre et sans réunions publiques; du reste viciées, selon lui, par deux mesures, l'incarcération en masse et la radiation arbitraire, qui avaient écarté du vote environ 140,000 électeurs.

* * * * *

PARIS.--VOTE DU 2 JUILLET

VICTOR HUGO: 57,854 VOIX.

CONCLUSION

De ce recueil de faits et de pieces, livre sans reflexions a la conscience de tous, il resulte ceci:

Après une absence de dix-neuf ans moins trois mois, je suis rentré dans Paris le 5 septembre 1870; pendant les cinq mois qu'a duré le siège, j'ai fait mes efforts pour aider à la défense et pour maintenir l'union en présence de l'ennemi; je suis resté dans Paris jusqu'au 13 février; le 13 février, je suis parti pour Bordeaux; le 15, j'ai pris séance à l'Assemblée nationale; le 1er mars, j'ai parlé contre le traité de paix, qui nous coûte deux provinces et cinq milliards; le 2, j'ai voté contre ce traité; dans la réunion de la gauche radicale, le 3 mars, j'ai proposé un projet de résolution, que la réunion a adopté à l'unanimité et qui, s'il eût pu être présenté en temps utile et adopté par l'Assemblée, eût établi la permanence des représentants de l'Alsace et de la Lorraine sur leurs sièges jusqu'au jour où ces provinces redeviendraient françaises de fait comme elles le sont de droit et de cœur; dans le onzième bureau, le 6 mars, j'ai conseillé à l'Assemblée de siéger à Paris, et j'ai indiqué les dangers du refus de rentrer; le 8 mars, je me suis levé pour Garibaldi méconnu et insulté, et, l'Assemblée m'ayant fait l'honneur de me traiter comme lui, j'ai comme lui donné ma démission; le 18 mars, j'ai ramené à Paris mon fils, mort subitement le 13, j'ai remercié le peuple, qui, bien qu'en pleine émotion révolutionnaire, a voulu faire cortège à ce cercueil; le 21 mars, je suis parti pour Bruxelles, où la tutelle de deux orphelins et la loi qui règle les liquidations de commune exigeaient ma présence; de Bruxelles, j'ai combattu la Commune à propos de l'abominable décret des otages et j'ai dit: _Pas de représailles;_ j'ai rappelé à la Commune les principes, et j'ai défendu la liberté, le droit, la raison, l'inviolabilité de la vie humaine; j'ai défendu la Colonne contre la Commune et l'Arc de triomphe contre l'Assemblée; j'ai demandé la paix et la conciliation, j'ai jeté contre la guerre civile un cri indigne; le 26 mai, au moment où la victoire se décidait pour l'Assemblée, le gouvernement belge ayant mis hors la loi les vaincus, qui étaient les hommes mêmes que j'avais combattus, j'ai réclamé pour eux le droit d'asile, et, joignant l'exemple au précepte, j'ai offert l'asile dans ma maison; le 27 mai, j'ai été attaqué la nuit chez moi par une bande dont faisait partie le fils d'un membre du gouvernement belge; le 29 mai, j'ai été expulsé par le gouvernement belge; en résumé j'ai fait mon devoir, rien que mon devoir, tout mon devoir; qui fait son devoir est habituellement abandonné; c'est pourquoi, ayant eu en février dans les élections de Paris 214,000 voix, je suis surpris qu'il m'en soit resté en juillet 57,000.

J'en suis profondément touché.

J'ai été heureux des 214,000; je suis fier des 57,000.

(Écrit à Vianden, en juillet 1871.)

* * * * *

DEUXIEME PARTIE

DE L'EXPULSION DE Belgique A L'ENTREE AU SENAT

PARIS

Victor Hugo etait expulse de Belgique; genre de voie de fait qui n'a d'importance que pour ceux qui la commettent. Les gouvernements peuvent mettre un homme hors d'un pays, mais ils ne peuvent le mettre hors du devoir. Ce que Victor Hugo venait de faire en Belgique, il fallait le continuer en France. Il rentra en France. L'etat de siege, les conseils de guerre, les deportations, les condamnations a mort, creaient une situation poignante et tragique. Il fallait proteger la liberte, dire la verite, faire justice et rendre justice. Les gouvernements, tels qu'ils sont aujourd'hui, ne savent pacifier qu'avec violence; il fallait combattre cette pacification fausse, et reclamer la pacification vraie. En outre, dans toute cette ombre, la France s'eclipsait; il fallait defendre la France. Tout bon citoyen sentait la pression de sa conscience. Le devoir etait imperieux et urgent. Ajoutons qu'aux devoirs politiques se melaient les devoirs litteraires.

I

AUX REDACTEURS DU _RAPPEL_

Paris, 31 octobre 1871.

Mes amis,

Le _Rappel_ va reparaitre. Avant que je rentre dans ma solitude et dans mon silence, vous me demandez pour lui une parole. Vous, lutteurs genereux, qui allez recommencer le rude effort quotidien de la propagande pour la verite, vous attendez de moi, et avec raison, le serrement de main que l'ecrivain veteran, absent des polemiques et etranger aux luttes de la presse, doit a ce combattant de toutes les heures qu'on appelle le journaliste. Je prends donc encore une fois la parole dans votre tribune, pour en redescendre aussitot apres et me

meler a la foule. Je parle aujourd'hui, ensuite je ne ferai plus qu'ecouter.

Les devoirs de l'ecrivain n'ont jamais ete plus grands qu'a cette heure.

Au moment ou nous sommes, il y a une chose a faire; une seule. Laquelle?

Relever la France.

Relever la France. Pour qui? Pour la France? Non. Pour le monde. On ne rallume pas le flambeau pour le flambeau.

On le rallume pour ceux qui sont dans la nuit; pour ceux qui etendent les mains dans la cave et tatent le mur funeste de l'obstacle; pour ceux a qui manquent le guide, le rayon, la chaleur, le courage, la certitude du chemin, la vision du but; pour ceux qui ont de l'ombre dans leur horizon, dans leur travail, dans leur itineraire, dans leur conscience; pour ceux qui ont besoin de voir clair dans leur chute ou dans leur victoire. On rallume le flambeau pour celui meme qui l'a eteint, et qui, en l'eteignant, s'est aveugle; et c'est pour l'Allemagne qu'il faut relever la France.

Oui, pour l'Allemagne. Car l'Allemagne est esclave, et c'est de la France que lui reviendra la liberte.

La lumiere delivre.

Mais pour rallumer le flambeau, pour relever la France, comment s'y prendre? Qu'y a-t-il a faire?

Cela est difficile, mais simple.

Il faut faire jaillir l'etincelle.

D'ou?

De l'ame du peuple.

Cette ame n'est jamais morte. Elle subit des occultations comme tout astre, puis, tout a coup, lance un jet de clarte et reparaît.

La France avait deux grandeurs, sa grandeur materielle et sa grandeur morale. Sa puissance materielle seule est atteinte, sa puissance intellectuelle est entiere. On amoindrit un territoire, non un rayonnement; jamais un rayon ne rebrousse chemin. La civilisation connait peu Berlin et continue de se tourner vers Paris. Apres les desastres, voyons le resultat. Il ne reste plus a la France que ceci: tous les peuples. La France a perdu deux provinces, mais elle a garde le monde.

C'est le phenomene d'Athenes, c'est le phenomene de Rome. Et cela

tient a une chose profonde, l'Art. Etre la nation de l'ideal, c'est etre la nation du droit; etre le peuple du beau, c'est etre le peuple du vrai.

Etre un colosse n'est rien si l'on n'est un esprit. La Turquie a ete colosse, la Russie l'est, l'empire allemand le sera; enormites faites de tenebres, geants reptiles. Le geant, plus les ailes, c'est l'archange. La France est supreme parce qu'elle est ailee et lumineuse. C'est parce qu'elle est la grande nation lettree qu'elle est la grande nation revolutionnaire. La Marseillaise, qui est sa chanson, est aussi son epee. 1789 avait besoin de cette preface, l'Encyclopedie. Voltaire prepare Mirabeau. Otez Diderot, vous n'aurez pas Danton. Qui eut seche ce germe, Rousseau, au commencement du dix-huitieme siecle, eut, par contre-coup, seche a la fin cet autre germe, Robespierre. Correlations impenetrables, mysterieuses influences, complicites de l'ideal avec l'absolu, que le philosophe constate, mais qui ne sont pas justiciables des conseils de guerre.

Le journal, donc, comme l'ecrivain, a deux fonctions, la fonction politique, la fonction litteraire. Ces deux fonctions, au fond, n'en sont qu'une; car sans litterature pas de politique. On ne fait pas de revolutions avec du mauvais style. C'est parce qu'ils sont de grands ecrivains que Juvenal assainit Rome et que Dante feconde Florence.

Puisque vous me permettez de dire ma pensee chez vous, precisons la mission du journal, telle que je la comprends a l'heure qu'il est.

Le dix-neuvieme siecle, augmentateur logique de la Revolution francaise, a engage avec le passe deux batailles, une bataille politique et une bataille litteraire. De ces deux batailles, l'une, la bataille politique, livree aux reflux les plus contraires, est encore couverte d'ombre; l'autre, la bataille litteraire, est gagnee. C'est pourquoi il faut continuer le combat en politique et le cesser en litterature. Qui a vaincu et conquis doit pacifier. La paix est la dette de la victoire.

Donc faisons, au profit du progres et des idees, la paix litteraire. La paix litteraire sera le commencement de la paix morale. Selon moi, il faut encourager tous les talents, aider toutes les bonnes volontes, seconder, toutes les tentatives, completer le courage par l'applaudissement, saluer les jeunes renomnees, couronner les vieilles gloires. En faisant cela, on rehausse la France. Rehausser la France, c'est la relever. Grand devoir, je viens de le dire.

Ceci, je ne le dis pas pour un journal, ni pour un groupe d'ecrivains, je le dis pour la litterature entiere. Le moment est venu de renoncer aux haines et de couper court aux querelles. Alliance! fraternite! concorde! La France militaire a flechi, mais la France litteraire est restee debout. Ce magnifique cote de notre gloire que l'Europe nous envie, respectons-le.

Le denigrement de nous-memes par nous-memes est detestable. L'etranger en profite. Nos dechirements et nos divisions lui donnent le droit

insolent d'ironie. Quoi! pendant qu'il nous mutile, nous nous egratignons! Il nous fait pleurer et nous le faisons rire. Cessons cette duperie. Ni les allemands ni les anglais ne tombent dans cette faute. Voyez comme ils surfont leurs moindres renommées. Fussent-ils indigents, ils se déclarent opulents. Quant à nous, qui sommes, riches, n'ayons pas l'air de pauvres. Là où nous sommes vainqueurs, n'ayons pas une modestie de vaincus. Ne jouons pas le jeu de l'ennemi. Faisons-lui front de toute notre lumière. Ne diminuons rien de ce grand siècle littéraire que la France ajoute fièrement à trois autres. Ce siècle a commencé avec splendeur, il continue avec éclat. Disons-le. Constatons, à l'honneur de notre pays, tous les succès, les nouveaux comme les anciens. Être bons confrères, c'est être bons patriotes.

En parlant ainsi à vous qui êtes de si nobles intelligences, je vais au-devant de votre pensée; et, remarquez-le, en donnant ce conseil à tous les écrivains, je suis fidèle à l'habitude de ma vie entière. Jeune, dans une ode adressée à Lamartine, je disais:

Poète, j'eus toujours un chant pour les poètes;
Et jamais le laurier qui pare d'autres têtes
N'a jeté d'ombre sur mon front.

Donc paix en littérature!--Mais guerre en politique.

Désarmons ou nous pouvons désarmer, pour mieux combattre là où le combat est nécessaire.

La République, en ce moment, est attaquée, chez elle, en France, par trois ou quatre monarchies; tout le passé, passé royal, passé théocratique, passé militaire, prend corps à corps la Révolution. La Révolution vaincra, tôt ou tard. Tachons que ce soit tôt. Luttons. N'est-ce pas quelque chose que d'avancer l'heure?

De ce côté encore, relevons la France. France est synonyme de liberté. La Révolution victorieuse, ce sera la France victorieuse.

Ce qui met le plus la Révolution en danger, le phénomène artificiel, mais sérieux, qu'il faut surtout combattre, le grand péril, le vrai péril, je dirai presque le seul péril, le voici: c'est la victoire de la loi sur le droit. Grâce à ce funeste prodige, la Révolution peut être à la merci d'une assemblée. La légalité viciant par infiltration la vérité et la justice, cela se voit à cette heure presque dans tout. La loi opprime le droit. Elle l'opprime dans la pénalité où elle introduit l'irréparable, dans le mariage où elle introduit l'irrévocable, dans la paternité déformée et parfois faussée par les axiomes romains, dans l'éducation d'où elle retire l'égalité en supprimant la gratuite, dans l'instruction qui est facultative et qui devrait être obligatoire, le droit de l'enfant étant ici supérieur au droit du père, dans le travail auquel elle chicane son organisme, dans la presse dont elle exclut le pauvre, dans le suffrage universel dont elle exclut la femme. Grave désordre, l'exagération de la loi. Tout ce qui est de trop dans la loi est de moins dans le droit.

Les gouvernants, assemblees souveraines ou princes, ont de l'appetit et se font aisement illusion. Rappelons-nous les sous-entendus de l'assemblee de Bordeaux, qui a ete depuis l'assemblee de Versailles, et qui n'est pas encore l'assemblee de Paris. Cette assemblee, dont j'ai l'honneur de ne plus etre, avait vu le plebiscite du 8 mai et croyait tout possible par le suffrage universel. Elle se trompait. On incline aujourd'hui a abuser du pouvoir plebiscitaire. Le gouvernement direct du peuple par le peuple est, certes, le but auquel il faut tendre; mais il faut se defier du plebiscite; avant de s'en servir, il importe de le definir; la politique est une mathematique, et aucune force ne doit etre employee sans etre precisee; la longueur du levier veut etre proportionnee a la masse de l'obstacle. Eh bien, le plebiscite ne saurait soulever le droit, ni le deplacer, ni le retourner. Le droit preexiste. Il etait avant, il sera apres. Le droit existe avant le peuple, comme la morale existe avant les moeurs. Le droit cree le suffrage universel, le suffrage universel cree la loi. Voyez l'enorme distance qui separe la loi du droit, et l'infirmité de ce qui est humain devant ce qui est eternel. Tous les hommes reunis ne pourraient pas creer un droit, et moi qui parle j'ai fait dans ma vie plusieurs centaines de lois. La loi employant le suffrage universel a detruire le droit, c'est la fille employant le pere a tuer l'aieul. Est-il rien de plus monstrueux? Tel est pourtant le reve de ceux qui s'imaginent qu'on peut mettre la republique aux voix, donner au suffrage universel d'aujourd'hui la souverainete sur le suffrage universel de demain, et faire supprimer le droit absolu de l'homme par le caprice momentane de l'individu.

A cette heure, l'antagonisme de la loi et du droit eclate. La revolte de l'inférieur contre le supérieur est flagrante.

Quel embarras pour les consciences et quoi de plus inquietant que ceci, le droit et la loi coulant en sens contraire! le droit allant vers l'avenir, la loi allant vers le passe! le droit charriant les problemes sociaux, la loi charriant les expedients politiques! ceux-ci descendant, ceux-la remontant, et a chaque instant le choc! les problemes, qui sont les tenebres, se heurtant aux expedients, qui sont la noirceur! De solutions point. Rien de plus redoutable.

Aux questions permanentes s'ajoutent les questions momentanees; les premieres sont pressantes, les secondes sont urgentes. La dissolution de l'Assemblée; l'enquete sur les faits de mars, et aussi sur les faits de mai et de juin; l'amnistie. Quel labeur pour l'ecrivain, et quelle responsabilite! A cote des questions qui menacent, les questions qui supplient. Les cachots, les pontons, les mains jointes des femmes et des enfants. Ici la mere, ici les fils et les filles, la-bas le pere! Les familles coupees en deux, un troncon dans le grenier, un troncon dans la casemate. O mes amis, l'amnistie! l'amnistie! Voici l'hiver. L'amnistie!

Demandons-la, implorons-la, exigeons-la. Et cela dans l'interet de tous. Une guerison locale est une guerison generale; la plaie pansee au pied ote la fièvre du cerveau.

L'amnistie tout de suite! l'amnistie avant tout! Lions l'artere, c'est le plus presse. Disons-le au pouvoir, en ces matieres la promptitude est habilete. On a deja trop hesite, les clemences tardives aigrissent. Ne vous laissez pas contraindre par la pression souveraine de l'opinion; faites l'amnistie de gre et non de force, n'attendez pas. Faites l'amnistie aujourd'hui, elle est pour vous; faites-la demain, elle est contre vous.

Regardez le pave, il vous conseille l'amnistie. Les amnisties sont des lavages. Tout le monde en profite.

L'amnistie est aussi bien pour ceux qui la donnent que pour ceux qui la recoivent. Elle a cela d'admirable qu'elle fait grace des deux cotes.

Mes amis, les pontons sont devorants. Apres ceux qui ont peri, je ne puis me resigner a en voir perir d'autres.

Nous assistons en ce moment a une chose terrible, c'est le triomphe de la mort. On croyait la mort vaincue. On la croyait vaincue dans la loi, on la croyait vaincue dans la diplomatie. On entrevoyait la fin du coupe-tete et la fin du reitre. En 93, une annee de guillotine avait formidablement replique aux douze siecles de potence, de roue et d'ecartement de la monarchie, et apres la revolution on pouvait croire l'echafaud epuise; puis etait venue une bataille de quinze ans, et apres Napoleon on pouvait croire la guerre videe. La peine capitale, abolie dans toutes les consciences, commencait a disparaitre dans les codes; vingt-sept gouvernements, dans l'ancien et le nouveau continent, l'avaient raturee; la paix se faisait dans la loi, et la concorde naissait entre les nations; les juges n'osaient plus condamner les hommes a mort par l'echafaud, et les rois n'osaient plus condamner les peuples a mort par la guerre. Les poetes, les philosophes, les ecrivains, avaient fait ce travail magnifique. Les Tyburn et les Montfaucon s'abimaient dans leur honte, et les Austerlitz et les Rosbach dans leur gloire. Plus de tuerie, ni juridique, ni militaire; le principe de l'inviolabilite humaine etait admis. Pour la premiere fois depuis six mille ans, le genre humain avait la respiration libre. Cette montagne, la mort, etait otee de dessus la poitrine du titan. La civilisation vraie allait commencer. Tout a coup l'an 1870 s'est leve, ayant dans sa main droite l'epee, et dans sa main gauche la hache. La mort a reparu, Janus epouvantable, avec ses deux faces de spectre, l'une qui est la guerre, l'autre qui est le supplice. On a entendu cet affreux cri: Represailles! Le talion imbecile a ete evoque par la guerre etrangere et par la guerre civile. Oeil pour oeil, dent pour dent, province pour province. Le meurtre sous ses deux especes, bataille et massacre, s'est rue d'abord sur la France, ensuite sur le peuple; des europeens ont concu ce projet: supprimer la France, et des francais ont machine ce crime: supprimer Paris. On en est la.

Et au lieu de l'affirmation que veut ce siecle, c'est la negation qui est venue. L'echafaud, qui etait une larve, est devenu une realite;

la guerre, qui etait un fantome, est devenue une necessite. Sa disparition dans le passe se complique d'une reapparition dans l'avenir; en ce moment-ci les meres allaitent leurs enfants pour la tombe; il y a une echeance entre la France et l'Allemagne, c'est la revanche; la mort se nourrit de la mort; on tuera parce qu'on a tue. Et, chose fatale, pendant que la revanche se dresse au dehors, la vengeance se dresse au dedans. La vindicte, si vous voulez. On a fait ce progres, adosser les patients a un mur au lieu de les coucher sur une planche, et remplacer la guillotine par la mitrailleuse. Et tout le terrain qu'on croyait gagne est perdu, et le monstre qu'on croyait vaincu est victorieux, et le glaive regne sous sa double forme, hache du bourreau, epee du soldat; de sorte qu'a cette minute sinistre ou le commerce rale, ou l'industrie perit, ou le travail expire, ou la lumiere s'eteint, ou la vie agonise, quelque chose est vivant, c'est la mort.

Ah! affirmons la vie! affirmons le progres, la justice, la liberte, l'ideal, la bonte, le pardon, la verite eternelle! A cette heure la conscience humaine est a tatons; voila ce que c'est que l'eclipse de la France. A Bruxelles, j'ai pousse ce cri: Clemence! et l'on m'a jete des pierres. Affirmons la France. Relevons-la. Rallumons-la. Rendons aux hommes cette lumiere. La France est un besoin de l'univers. Nous avons tous, nous francais, une tendance a etre plutot hommes que citoyens, plutot cosmopolites que nationaux, plutot freres de l'espece entiere que fils de la race locale; conservons cette tendance, elle est bonne; mais rendons-nous compte que la France n'est pas une patrie comme une autre, qu'elle est le moteur du progres, l'organisme de la civilisation, le pilier de l'ensemble humain, et, que lorsqu'elle flechit, tout s'ecroule. Constatons cet immense recul moral des nations correspondant aux pas qu'a faits la France en arriere; constatons la guerre revenue, l'echafaud revenu, la tuerie revenue, la mort revenue, la nuit revenue; voyons l'horreur sur la face des peuples; secourons-les en restaurant la France; resserrons entre nous francais le lien national, et reconnaissons qu'il y a des heures ou la meilleure maniere d'aimer la patrie, c'est d'aimer la famille, et ou la meilleure maniere d'aimer l'humanite, c'est d'aimer la patrie.

VICTOR HUGO.

II

A M. LEON BIGOT

AVOCAT DE MAROTEAU

Paris, 5 novembre 1871.

Monsieur,

J'ai lu votre memoire; il est excellent, j'applaudis a vos genereux efforts. L'adhesion que vous desirez de moi, vous l'avez entiere. Je vais meme plus loin que vous.

La question que vous voyez en legiste, je la vois en philosophe. Le probleme que vous elucidez si parfaitement, et avec une logique eloquente, au point de vue du droit ecrit, est eclaire pour moi d'une lumiere plus haute et plus complete encore par le droit naturel. A une certaine profondeur, le droit naturel se confond avec le droit social.

Vous plaidez pour Maroteau, pour ce jeune homme, qui, poete a dix-sept ans, soldat patriote a vingt ans, a eu, dans le funebre printemps de 1871, un acces de fièvre, a ecrit le cauchemar de cette fièvre, et aujourd'hui, pour cette page fatale, va, a vingt-deux ans, si l'on n'y met ordre, etre fusille, et mourir avant presque d'avoir vecu. Un homme condamne a mort pour un article de journal, cela ne s'etait pas encore vu. Vous demandez la vie pour ce condamne.

Moi, je la demande pour tous. Je demande la vie pour Maroteau; je demande la vie pour Rossel, pour Ferre, pour Lullier, pour Cremieux; je demande la vie pour ces trois malheureuses femmes, Marchais, Suetens et Papavoine, tout en reconnaissant que, dans ma faible intelligence, il est prouve qu'elles ont porte des echarpes rouges, que Papavoine est un nom effroyable, et qu'on les a vues dans les barricades, pour combattre, selon leurs accusateurs, pour ramasser les blesses, selon elles. Une chose m'est prouvee encore, c'est que l'une d'elles est mere et que, devant son arret de mort, elle a dit: _C'est bien, mais qui est-ce qui nourrira mon enfant?_

Je demande la vie pour cet enfant.

Laissez-moi m'arreter un instant.

Qui est-ce qui nourrira mon enfant? Toute la plaie sociale est dans ce mot. Je sais que j'ai ete ridicule la semaine derniere en demandant, en presence des malheurs de la France, l'union entre les francais, et que je vais etre ridicule cette semaine en demandant la vie pour des condamnes. Je m'y resigne. Ainsi voila une mere qui va mourir, et voila un petit enfant qui va mourir aussi, par contre-coup. Notre justice a de ces reussites. La mere est-elle coupable? Repondez oui ou non. L'enfant l'est-il? Essayez de repondre oui.

Je le declare, je suis trouble a l'idee de cette innocence qui va etre punie de nos fautes; la seule excuse de la penalite irreparable, c'est la justesse; rien n'est sinistre comme la loi frappant a cote. La justice humaine tarissant brusquement les sources de la vie aux levres d'un enfant etonne la justice divine; ce dementi donne a l'ordre au nom de l'ordre est etrange; il n'est pas bon que nos chetifs codes transitoires et nos sentences myopes d'ici-bas indignent la-haut les lois eternelles; on n'a pas le droit de frapper la mere quand on frappe en meme temps l'enfant. Il me semble entendre la profonde voix de l'inconnu dire aux hommes: _Eh bien, qu'est-ce que vous faites donc la?_ Et je suis inquiet quand je vois se tourner avec stupeur vers la

societe le sombre regard de la nature.

Je quitte ce petit condamne, et je reviens aux autres.

Aux yeux de ceux a qui l'apparence de l'ordre suffit, les arrêts de mort ont un avantage; c'est qu'ils font le silence. Pas toujours. Il est périlleux de produire violemment un faux calme. Les exécutions politiques prolongent souterrainement la guerre civile.

Mais on me dit:--Ces êtres misérables, dont la mise à mort vous préoccupe, n'ont rien à voir avec la politique, là-dessus tout le monde est d'accord; ce sont des délinquants vulgaires, coupables de méfaits ordinaires, prévus par la loi pénale de tous les temps.

Entendons-nous.

Que tout le monde soit d'accord sur l'excellence de ces condamnations, peu m'importe. Quand il s'agit de juger un ennemi, mettons-nous en garde contre les consentements furieux de la foule et contre les acclamations de notre propre parti; examinons autour de nous l'état de rage, qui est un état de folie; ne nous laissons pas pousser même vers les sévérités que nous souhaitons; craignons la complaisance de la colère publique. Défions-nous de certains mots, tels que _délits ordinaires, crimes communs_, mots souples et faciles à ajuster à des sentences excessives; ces mots-là ont l'inconvénient d'être commodes; en politique, ce qui est commode est dangereux. N'acceptons pas les services que peuvent rendre des définitions mal faites; l'élasticité des mots correspond à la lâcheté des hommes. Cela obéit trop.

Confondre Marat avec Lacenaire est aisé et mène loin.

Certes, la Chambre introuvable, je parle de celle de 1815, si elle fut arrivée vingt ans plus tôt, et si le hasard l'eût faite victorieuse de la Convention, aurait trouvé d'excellentes raisons pour déclarer la république scélérate; 1815 eût déclaré 93 justiciable de la pénalité ordinaire; les massacres de septembre, les meurtres d'évêques et de prêtres, la destruction des monuments publics, l'atteinte aux propriétés privées, n'eussent point fait défaut à son réquisitoire; la Terreur blanche eût instrumenté judiciairement contre la Terreur rouge; la chambre royaliste eût proclamé les conventionnels atteints et convaincus de délits communs prévus et punis par le code criminel; elle les eût envoyés à la potence et à la roue, supplices restaurés avec la monarchie; elle aurait vu en Danton un égorgeur, en Camille Desmoulins un provocateur au meurtre, en Saint-Just un assassin, en Robespierre un malfaiteur pur et simple; elle leur eût crié à tous: Vous n'êtes pas des hommes politiques! Et l'opinion publique aurait dit: C'est vrai! jusqu'au jour où la conscience humaine aurait dit: C'est faux!

Il ne suffit pas qu'une assemblée ou un tribunal, même traînant des sabres, dise:--Une chose est,--pour qu'elle soit. On n'introduit pas de décret dans la conscience de l'homme. Le premier étourdissement passe, elle se recueille et examine. Les faits mixtes ne peuvent être

apprecies comme des faits simples; le mot, _troubles publics_, n'est pas vide de sens; il y a des evenements complexes ou a une certaine quantite d'attentat se mele une certaine quantite de droit. Quand la commotion a cesse, quand les fluctuations sont finies, l'histoire arrive avec son instrument de precision, la raison, et repond ceci aux premiers juges:--93 a sauve le territoire, la Terreur a empeche la trahison, Robespierre a fait echec a la Vendee et Danton a l'Europe, le regicide a tue la monarchie, le supplice de Louis XVI a rendu impossible dans l'avenir le supplice de Damiens, la spoliation des emigres a restitue le champ au laboureur et la terre au peuple, Lyon et Toulon foudroyes ont cimente l'unite nationale; vingt crimes, total: un bienfait, la Revolution francaise.

J'entends garder les proportions, et je n'assimile les condammes d'aujourd'hui aux gigantesques lutteurs d'autrefois qu'en ce point: eux aussi sont des combattants revolutionnaires; a eux aussi on ne peut reprocher que des faits politiques; l'histoire ecartera d'eux ces qualifications, _delits communs, crimes ordinaires;_ et, en leur infligeant la peine capitale, que fait-on? on retablit l'echafaud politique.

Ceci est effrayant.

Pas en arriere. Dementi au progres. Babeuf, Arena, Ceracchi, Topino-Lebrun, Georges Cadoudal, Mallet, Lahorie, Guidal, Ney, Labedoyere, Didier, les freres Faucher, Pleignier, Carbonneau, Tolleron, les quatre sergents de la Rochelle, Alibaud, Cirasse, Charlet, Cuisinier, Orsini, reparaissent. Rentree des spectres.

Retourner vers les tenebres, faire retrograder l'immense marche humaine, rien de plus insense. En civilisation, on ne recule jamais que vers le precipice.

Certes, Rossel, Maroteau, Gaston Cremieux et les autres, ces creatures humaines en peril, cela m'emeut; mais ce qui m'emeut plus encore, c'est la civilisation en danger.

Mais, reprend-on, c'est justement pour eviter le precipice que nous reculons. Vous le voyez derriere, nous le voyons devant. Pour nous comme pour vous, il s'agit du salut social. Vous le voyez dans la clemence, nous le voyons dans le chatiment.

Soit. J'accepte la discussion posee ainsi.

C'est la vieille querelle du juste et de l'utile. Nous avons pour nous le juste, cherchons si vous avez pour vous l'utile.

Voila des condammes a mort. Qu'en va-t-on faire? Les executer?

Il s'agit du salut public, dites-vous. Placons-nous a ce point de vue. De deux choses l'une: ou cette execution est necessaire, ou elle ne l'est pas.

Si elle, n'est pas necessaire, de quel nom la qualifier? La mort pour la mort, l'echafaud pour l'echafaud, histoire de s'entretenir la main, l'art pour l'art, c'est hideux.

Si elle est necessaire, c'est qu'elle sauve la societe.

Examinons.

A l'heure qu'il est, quatre questions sont pendantes, la question monetaire, la question politique, la question nationale, la question sociale; c'est-a-dire que les quatre equilibres, qui sont notre vie meme, sont compromis, l'equilibre financier par la question monetaire, l'equilibre legal par la question politique, l'equilibre exterieur par la question nationale, l'equilibre interieur par la question sociale. La civilisation a ses quatre vents; les voila qui soufflent tous a la fois. Immense ebranlement. On entend le craquement de l'edifice; les fondations se lezardent, les colonnes plient, les piliers chancellent, toute la charpente penche; les anxietes sont inouies. La question politique et la question nationale s'enchevetrent; nos frontieres perdues exigent la suppression de toutes les frontieres; la federation des peuples seule peut le faire pacifiquement, les Etats-Unis d'Europe sont la solution, et la France ne reprendra sa suprematie que par la republique francaise transformee en republique continentale; but sublime, ascension vertigineuse, sommet de civilisation; comment y atteindre? En meme temps, le probleme monetaire complique le probleme social; des perspectives obscures s'ouvrent de toutes parts, d'un cote les colonisations lointaines, la recherche des pays de l'or, l'Australie, la Californie, les transmigrations, les deplacements de peuples; de l'autre cote, la monnaie fiduciaire, le billet de banque a revenu, la propriete democratisee, la reconciliation du travail avec le capital par le billet a rente; difficultes sans nombre, qui se resoudront un jour en bien-etre et en lumiere, et qui a cette heure se resument en miseres et en souffrances. Telle est la situation. Et maintenant voici le remede: tuer Maroteau, tuer Lullier, tuer Ferre, tuer Rossel, tuer Cremieux; tuer ces trois malheureuses, Suetens, Marchais et Papavoine; il n'y a entre l'avenir et nous que l'epaisseur de quelques cadavres utiles a la prosperite publique; et plus rien ne fremira, et le credit s'affermira, et la confiance renaitra, et les inquietudes s'evanouiront, et l'ordre sera fonde, et la France sera rassuree quand on entendra la voix d'un petit enfant appeler sa mere morte dans les tenebres.

Ainsi, a cette heure tellement extraordinaire qu'aucun peuple n'en a jamais eu de pareille, sept ou huit tombes, voila notre ressource; et quand l'homme d'etat, accoude sur sa table, la tete dans ses mains, epelant des chiffres terribles, etudiant une carte dechiree, sondant les defaites, les catastrophes, les deroutes, les capitulations, les trahisons, les ignominies, les affreuses paix signees, la France epuisee d'or par les cinq milliards extorques et de sang par les deux provinces arrachees, le profond tremblement de terre de Paris, les ecroulements, les engloutissements, les desastres, les decombres qui pendent, l'ignorance, la misere, les menaces des ruines, songe a l'effrayant avenir; quand, pensif devant tant d'abimes, il demande

secours a l'inconnu; quand il reclame le Turgot qu'il faudrait a nos finances, le Mirabeau qu'il faudrait a nos assemblees, l'Aristide qu'il faudrait a notre magistrature, l'Annibal qu'il faudrait a nos armees, le Christ qu'il faudrait a notre societe; quand il se penche sur l'ombre et la supplie de lui envoyer la verite, la sagesse, la lumiere, le conseil, la science, le genie; quand il evoque dans sa pensee le _Deus ex machina_, le pilote supreme des grands naufrages, le guerisseur des plaies populaires, l'archange des nations en detresse, le sauveur; il voit apparaitre qui? un fossoyeur, la pelle sur l'epaule.

VICTOR HUGO.

III

A M. ROBERT HYENNE

REDACTEUR EN CHEF DE LA _DEMOCRATIE DU MIDI_

Paris, 2 decembre 1871.

Mon vaillant confrere, les souvenirs que vous me rappelez sont graves en moi; depuis longtemps je vous connais et je vous estime. Vous avez ete l'ami de l'exil; vous etes aujourd'hui le combattant de la verite et de la liberte. Votre talent et votre courage sont pour votre journal, la _Democratie du Midi_, un double gage de succes.

Nous traversons une crise fatale. Apres l'invasion, le terrorisme reactionnaire. 1871 est un 1815, pire. Apres les massacres, voici l'echafaud politique retabli. Quels revenants funestes! Trestaillon avait reparu en juin, Bellart reparait en novembre. A l'odieux assassinat de Clement Thomas et de Lecomte, a l'abominable meurtre des otages, quelles repliques sanglantes! Quel grossissement de l'horreur par l'horreur! Quelle calamite pour la France que ce duel de la Commune et de l'Assemblée!

La civilisation est en danger; nous sentons un affreux glissement sur la pente feroce. J'ai ecrit:

Personne n'est mechant, et que de mal on fait!

Avertissons toutes ces pauvres consciences troublees. Si le gouvernement est myope, tachons qu'il ne soit pas sourd. Crions: Amnistie! amnistie! assez de sang! assez de victimes! qu'on fasse enfin grace a la France! c'est elle qui saigne.--On a ote la parole au _Rappel_; vous tous qui l'avez encore, repetez son vaillant cri: Pitié! pardon! fraternite! Ne nous laissons pas, recommencons sans cesse. Demandons la paix et donnons l'alarme. Sonnons le tocsin de la clemence.

Je m'aperçois que c'est aujourd'hui le 2 décembre. Il y a vingt ans à pareille heure, je luttai contre un crime, j'étais traqué, et averti que, si l'on me prenait, on me fusillerait. Tout est bien, luttons.

Cher confrère, je vous serre la main.

VICTOR HUGO.

IV

LE MANDAT CONTRACTUEL

Le 19 décembre, M. Victor Hugo reçut la lettre qu'on va lire:

Paris, le 19 décembre 1871.

Monsieur,

En face d'une Assemblée qui méconnaît le mandat dont elle a été revêtue, il est nécessaire de faire passer dans les mœurs un grand principe, le _mandat impératif._

À vous, la première gloire de la France, il appartient de donner au monde un grand exemple et de frapper un grand coup sur nos vieilles institutions. [Note: Les honorables signataires nous pardonneront d'omettre ici les quelques lignes ou leur sympathie pour M. Victor Hugo est le plus vivement exprimée.]

* * * * *

Vous penserez sans doute que votre acceptation du mandat impératif serait un grand acte de patriotisme et assurerait pour toujours le triomphe de cette institution.

Nous vous prions de vouloir bien nous donner votre adhésion. _Les membres du Comité électoral de la rue Brea, DE LAVENAT, E. DIVE, BASSET, J.-C. CHAIGNEAU, EDOUARD DE LUZE, PAULIAT, MONPROFIT, ROSEL.

M. Victor Hugo ne pouvait accepter le _mandat impératif_, la conscience ne reçoit pas d'ordres; mais il pouvait et il sentit qu'il devait prendre l'initiative de la transformation du _mandat impératif_ en _mandat contractuel_, c'est-à-dire réaliser plus sûrement le progrès électoral par le contrat librement débattu et consenti entre le mandant et le mandataire.

Ne voulant pas influencer le choix du peuple, il s'abstint de paraître aux réunions électorales, l'état de siège ôtant d'ailleurs toute liberté à ces réunions.

La declaration suivante y fut lue en son nom:

DECLARATION

Je suis de ceux qui pensent qu'aucune pression ne doit etre exercee sur le choix du peuple.

Plus le choix sera libre, plus il sera grand.

Plus le choix sera spontane, plus il sera significatif.

Le bon citoyen ne s'offre ni ne se refuse. Il est a la disposition du devoir.

Les devoirs d'un representant du peuple et surtout d'un representant de l'admirable peuple de Paris sont aujourd'hui plus serieux que jamais.

J'en comprends toute l'etendue.

Je suis pret, quant a moi, a donner l'exemple de l'acceptation du _mandat contractuel_, bien autrement efficace et obligatoire que le _mandat imperatif._

Le mandat contractuel, c'est-a-dire le contrat synallagmatique entre le mandant et le mandataire, cree, entre l'electeur et l'elu, l'identite absolue du but et des principes.

Le choix que le peuple de Paris fera le 7 janvier doit signifier: republique, negation de toute monarchie sous quelque forme que ce soit; amnistie; abolition de la peine de mort en matiere politique et en toute matiere; rentree de l'Assemblee a Paris; levee de l'etat de siege; dissolution de l'Assemblee dans le plus bref delai possible.

Le devoir est la loi de ma vie. Je le ferai hors de l'Assemblee comme dans l'Assemblee.

VICTOR HUGO.

28 decembre 1871.

* * * * *

En meme temps furent publiees, par les soins des comites, les deux pieces suivantes:

LE COMITE ELECTORAL DE LA RUE BREA ET LE COMITE ELECTORAL DES TRAVAILLEURS, AUX ELECTEURS DE LA SEINE.

Le grand citoyen qui s'est fait, depuis vingt ans, le champion le plus ardent de la democratie, vient d'accomplir l'un des actes les plus considerables de sa vie. Le premier, Victor Hugo avait pris la defense

de Paris contre les violences de la reaction; le premier, il avait reclame l'amnistie et proteste, au nom du droit d'asile, contre la coupable faiblesse de la Belgique; plus tard, il implorait la grace des condammes a mort.

Aujourd'hui Victor Hugo vient de signer avec le peuple de Paris un contrat qui en fait son representant necessaire.

Victor Hugo et Paris, la grande ville et le grand poete, ne font plus qu'un.

Parisiens! et vous surtout, travailleurs! vous n'avez qu'un nom a déposer dans l'urne; il faut que ce nom soit celui de VICTOR HUGO.

MANDAT CONTRACTUEL

ARRETE PAR LE COMITE DE LA RUE BREA ET PAR LE COMITE ELECTORAL DES TRAVAILLEURS, ADOPTE DANS DIFFERENTES REUNIONS PUBLIQUES.

Considerant que le mandat contractuel est le seul moyen qui mette en evidence la volonte ferme et nette du college electoral,

Les electeurs ont arrete le programme suivant qui est adopte par le representant qui sera nomme le 7 janvier 1872:

1. Amnistie pour tous les crimes et delits politiques.--Enquete sur les evenements de mai et juin 1871.--Abolition de la peine de mort en toutes matieres.
2. Proclamation definitive de la republique.--Dissolution dans le plus bref delai de l'assemblee actuelle et nomination d'une assemblee constituante chargee de faire une constitution republicaine.
3. Retour a Paris du gouvernement et de l'Assemblee.-- Levee de l'etat de siege a Paris et dans les departements.
4. Service militaire obligatoire et personnel pour tout citoyen de la republique francaise, sauf les seuls cas d'incapacite physique.
5. Instruction primaire, gratuite, obligatoire et laique.-- Instruction secondaire, gratuite et laique.
6. Separation absolue de l'eglise et de l'etat.--Retribution des ministres de tout culte a la charge exclusive de ceux qui les emploient.
7. Liberte absolue d'association.--Liberte de reunion.-- Liberte de la presse.--Abolition des proces de presse, excepte en matiere civile.
8. Nomination a l'election des maires et adjoints de toutes les communes, sans aucune exception.

9. Restitution au departement, a l'arrondissement, au canton et a la commune de tout ce qui est de leur ressort.

10. Reforme de la magistrature.--Suppression de l'inamovibilite.--Extension des attributions du jury.

11. Impot vraiment proportionnel sur le revenu.

12. Exclusion de toutes les monarchies, sous quelque forme qu'elles se presentent.

13. Le programme ci-dessus constitue un mandat contractuel, que le representant a accepte et signe.

14. La sanction qui doit consacrer le mandat contractuel sera la demission du representant, qui pourra, dans le cas d'infraction au present contrat, lui etre demandee par un jury d'honneur tire au sort parmi les representants republicains de l'Assemblee, ayant signe, eux aussi, le mandat contractuel. Paris, le 28 decembre 1871.

VICTOR HUGO.

Les delegues du comite electoral de la rue Brea,

DE LANESSAN, PAULIAT, MONPROFIT.

Les delegues du comite electoral des travailleurs,

PIERRE CENAC, BONHOURE.

V

ELECTION DU 7 JANVIER 1872

(SEINE.)

Resultat du scrutin

M. Vautrain 122,435 voix.

M. Victor Hugo 95,900--

* * * * *

Le lendemain de l'election, le 8 janvier, M. Victor Hugo adressa au peuple de Paris les paroles qu'on va lire:

AU PEUPLE DE PARIS

Paris ne peut echouer. Les echecs apparents couvrent des triomphes

definitifs. Les hommes passent, le peuple reste. La ville que l'Allemagne n'a pu vaincre ne sera pas vaincue par la réaction.

A de certaines époques étranges, la société a peur et demande secours aux impitoyables. La violence seule a la parole, les implacables sont les sauveurs; être sanguinaire, c'est avoir du bon sens. Le *_vae victis_* devient la raison d'état; la compassion semble une trahison, et on lui impute les catastrophes. On tient pour ennemi public l'homme atteint de cette folie, la clémence; Beccaria épouvante, et Las Casas fait l'effet de Marat.

Ces crises où la peur engendre la terreur durent peu; leur emportement même les précipite. Au bout de peu de temps, l'ordre faux que fait le sabre est vaincu par l'ordre vrai que fait la liberté. Pour obtenir cette victoire, aucune lutte violente n'est nécessaire. La marche en avant du genre humain ébranle pacifiquement ce qui doit tomber. Le pas grave et mesure du progrès suffit pour l'écroulement des choses fausses.

Ce que Paris veut sera. Des problèmes sont posés; ils auront leur solution, et cette solution sera fraternelle. Paris veut l'apaisement, la concorde, la guérison des plaies sociales. Paris veut la fin des guerres civiles. La fin des guerres ne s'obtient que par la fin des haines. Comment finissent les haines? Par l'amnistie.

L'amnistie, aujourd'hui, est la condition profonde de l'ordre.

Le grand peuple de Paris, méconnu et calomnié à cause de sa grandeur même, aura raison de tous les obstacles. Il triomphera par le calme et la volonté. Le suffrage universel a beau avoir des éclipses, il est l'unique mode de gouvernement; le suffrage universel, c'est la puissance, bien supérieure à la force. Désormais, tout par le vote, rien par le fusil. La justice et la vérité ont une clarté souveraine. Le passé ne se tient pas debout en face de l'avenir. Une ville comme Versailles, qui représente la royauté, ne peut être longtemps regardée fixement par une ville comme Paris, qui personnifie la république.

VICTOR HUGO.

Paris, 8 janvier 1871.

VI

FUNÉRAILLES D'ALEXANDRE DUMAS

Alexandre Dumas était mort pendant le siège de Paris, hors de Paris. Le 16 avril 1872, son cercueil fut transporté à Villers-Cotterets, lieu de sa naissance. À cette occasion, M. Victor Hugo adressa à M. Alexandre Dumas fils la lettre qu'on va lire:

Paris, 15 avril 1872.

Mon cher confrere,

J'apprends par les journaux que demain 16 avril doivent avoir lieu a Villers-Cotterets les funerailles d'Alexandre Dumas.

Je suis retenu pres d'un enfant malade, et je ne pourrai aller a Villers-Cotterets. C'est pour moi un regret profond.

Mais, je veux du moins etre pres de vous et avec vous par le coeur. Dans cette douloureuse ceremonie, je ne sais si j'aurais pu parler, les emotions poignantes s'accumulent dans ma tete, et voila bien des tombeaux qui s'ouvrent coup sur coup devant moi; j'aurais essaye pourtant de dire quelques mots. Ce que j'aurais voulu dire, laissez-moi vous l'ecrire.

Aucune popularite, en ce siecle, n'a depasse celle d'Alexandre Dumas; ses succes sont mieux que des succes, ce sont des triomphes; ils ont l'eclat de la fanfare. Le nom d'Alexandre Dumas est plus que francais, il est europeen; il est plus qu'europeen, il est universel. Son theatre a ete affiche dans le monde entier; ses romans ont ete traduits dans toutes les langues.

Alexandre Dumas est un de ces hommes qu'on pourrait appeler les semeurs de civilisation; il assainit et ameliore les esprits par on ne sait quelle clarte gaie et forte; il feconde les ames, les cerveaux, les intelligences; il cree la soif de lire; il creuse le coeur humain, et il l'ensemence. Ce qu'il seme, c'est l'idee francaise. L'idee francaise contient une quantite d'humanite telle, que partout ou elle penetre, elle produit le progres. De la, l'immense popularite des hommes comme Alexandre Dumas.

Alexandre Dumas seduit, fascine, interesse, amuse, enseigne. De tous ses ouvrages, si multiples, si varies, si vivants, si charmants, si puissants, sort l'espece de lumiere propre a la France.

Toutes les emotions les plus pathetiques du drame, toutes les ironies et toutes les profondeurs de la comedie, toutes les analyses du roman, toutes les intuitions de l'histoire, sont dans l'oeuvre surprenante construite par ce vaste et agile architecte.

Il n'y a pas de tenebres dans cette oeuvre, pas de mystere, pas de souterrain; pas d'enigme, pas de vertige; rien de Dante, tout de Voltaire et de Moliere; partout le rayonnement, partout le plein midi, partout la penetration de la clarte. Les qualites sont de toute sorte, et innombrables. Pendant quarante ans, cet esprit s'est depense comme un prodige.

Rien ne lui a manque, ni le combat, qui est le devoir, ni la victoire, qui est le bonheur.

Cet esprit etait capable de tous les miracles, meme de se leguer, meme de se survivre. En partant, il a trouve moyen de rester. Cet esprit, nous ne l'avons pas perdu. Vous l'avez.

Votre pere est en vous, votre renommee continue sa gloire.

Alexandre Dumas et moi, nous avons ete jeunes ensemble. Je l'aimais et il m'aimait. Alexandre Dumas n'etait pas moins haut par le coeur que par l'esprit. C'etait une grande ame bonne.

Je ne l'avais pas vu depuis 1857; il etait venu s'asseoir a mon foyer de proscrit, a Guernesey, et nous nous etions donne rendez-vous dans l'avenir et dans la patrie.

En septembre 1870, le moment est venu, le devoir s'est transforme pour moi; j'ai du retourner en France.

Helas! le meme coup de vent a des effets contraires.

Comme je rentrais dans Paris, Alexandre Dumas venait d'en sortir. Je n'ai pas eu son dernier serrement de main.

Aujourd'hui je manque a son dernier cortege. Mais son ame voit la mienne. Avant peu de jours,--bientot je le pourrai, j'espere,--je ferai ce que je n'ai pu faire en ce moment, j'irai, solitaire, dans ce champ ou il repose, et cette visite qu'il a faite a mon exil, je la rendrai a son tombeau.

Cher confrere, fils de mon ami, je vous embrasse.

VICTOR HUGO.

VII

AUX REDACTEURS DE _LA RENAISSANCE_

Paris, 1er mai 1872.

Mes jeunes confreres,

Ce serrement de main que vous me demandez, je vous l'envoie avec joie. Courage! Vous reussirez. Vous n'etes pas seulement des talents, vous etes des consciences; vous n'etes pas seulement de beaux et charmants esprits, vous etes de fermes coeurs. C'est de cela que l'heure actuelle a besoin.

Je resume d'un mot l'avenir de votre oeuvre collective: devoir accompli, succes assure.

Nous venons d'assister a des deroutes d'armees; le moment est arrive ou la legion des esprits doit donner. Il faut que l'indomptable pensee francaise se reveille et combatte sous toutes les formes. L'esprit francais possede cette grande arme, la langue francaise, c'est-a-dire l'idiome universel. La France a pour auditoire le monde civilise. Qui a l'oreille prend l'ame. La France vaincra. On brise une epee, on ne brise pas une idee. Courage donc, vous, combattants de l'esprit!

Le monde a pu croire un instant a sa propre agonie. La civilisation sous sa forme la plus haute, qui est la republique, a ete terrasee par la barbarie sous sa forme la plus tenebreuse, qui est l'empire germanique. Eclipse de quelques minutes. L'enormite meme de la victoire la complique d'absurdite. Quand c'est le moyen age qui met la griffe sur la revolution, quand c'est le passe qui se substitue a l'avenir, l'impossibilite est melee au succes, et l'ahurissement du triomphe s'ajoute a la stupidite du vainqueur. La revanche est fatale. La force des choses l'amene. Ce grand dix-neuvieme siecle, momentanement interrompu, doit reprendre et reprendra son oeuvre; et son oeuvre, c'est le progres par l'ideal. Tache superbe. L'art est l'outil, les esprits sont les ouvriers.

Faites votre travail, qui fait partie du travail universel.

J'aime le groupe des talents nouveaux. Il y a aujourd'hui un beau phenomene litteraire qui rappelle un magnifique moment du seizieme siecle. Toute une generation de poetes fait son entree. C'est, apres trois cents ans, dans le couchant du dix-neuvieme siecle, la pleiade qui reparait. Les poetes nouveaux sont fideles a leur siecle; de la leur force. Ils ont en eux la grande lumiere de 1830; de la leur eclat. Moi qui approche de la sortie, je salue avec bonheur le lever de cette constellation d'esprits sur l'horizon.

Oui, mes jeunes confreres, oui, vous serez fideles a votre siecle et a votre France. Vous ferez un journal vivant, puissant, exquis. Vous etes de ceux qui combattent quand ils raillent, et votre rire mord. Rien ne vous distraira du devoir. Meme quand vous en semblerez le plus eloignes, vous ne perdrez jamais de vue le grand but: venger la France par la fraternite des peuples, defaire les empires, faire l'Europe. Vous ne parlerez jamais de defaillance ni de decadence. Les poetes n'ont pas le droit de dire des mots d'hommes fatigues.

Je suivrai des yeux votre effort, votre lutte, votre succes. C'est par le journal envole en feuilles innombrables que la civilisation essaime. Vous vous en irez par le monde, cherchant le miel, aimant les fleurs, mais armes. Un journal comme le votre, c'est de la France qui se repand, c'est de la colere spirituelle et lumineuse qui se disperse; et ce journal sera, certes, importun a la pesante masse tudesque victorieuse, s'il la rencontre sur son passage; la legerete de l'aile sert la furie de l'aiguillon; qui est agile est terrible; et, dans sa Foret-Noire, le lourd caporalisme allemand, assailli par toutes les fleches qui sortent du bourdonnement parisien, pourra bien connaitre le repentir que donnent a l'ours les ruches irritees.

Encore une fois, courage, amis!

VIII

AUX REDACTEURS DU _PEUPLE SOUVERAIN_

Chers amis,

Depuis trois ans, avec le _Rappel_, vous parlez au peuple. Avec votre nouveau journal, vous allez lui parler de plus pres encore.

Parler au peuple sans cesse, et tacher de lui parler toujours de plus en plus pres, c'est un devoir, et vous faites bien de le remplir.

Je me suis souvent figure un immense livre pour le peuple. Ce livre serait le livre du fait, rien de plus en apparence, et en realite le livre de l'idee. Le fait est identique au nuage; il sort de nous et plane sur nous; c'est une forme flottante propre a notre milieu, qui passe, qui contient de l'ascension et de la chute, qui resulte de nous et retombe sur nous, en ombre, en pluie, en tempete, en fecondation, en devastation, en enseignement. Le livre que je m' imagine saisirait cet enseignement, il preciserait le contour et l'ombre de chaque fait. Il conclurait. Conclure est donne a l'homme. Creer, l'oeil fixe sur l'ideal; conclure, l'oeil fixe sur l'absolu; c'est a peu pres la toute notre puissance. Ce livre serait le registre de la vie populaire, et, en marge de ce que fait la destinee, il mettrait ce que dit la conscience. De la loi de tout il deduirait la loi de tous. Il semerait la crainte utile de l'erreur. Il inquieterait le legislateur, il inquieterait le jure; il deconseillerait l'irrevocable et avertirait le pretre; il deconseillerait l'irreparable et avertirait le juge. Rapidement, par le simple recit et par la seule facon de presenter le fait, il en montrerait le sens philosophique et social. D'une audience de cour d'assises, il extrairait l'horreur de la peine de mort; d'un debat parlementaire, il extrairait l'amour de la liberte. D'une defaite nationale, il extrairait de la volonte et de la fierte; car, pour un peuple qui a sa regeneration morale a operer, il vaut mieux etre vaincu que vainqueur; un vaincu est force de perir ou de grandir. La stagnation de la gloire se comprend, la stagnation de la honte, non. Ce livre dirait cela. Ce livre n'admettrait aucun empiement, pas plus sur une idee que sur un territoire. En meme temps qu'il deshonorerait les conquetes, il ferait obstacle aux damnations. Il rehabiliterait et rassurerait. Il dirait, redirait et redirait la parole de mansuetude et de clemence; il parlerait a ceux qui sont en liberte de ceux qui sont en prison; il serait importun aux heureux par le rappel des miserables; il empecherait l'oubli de ce qui est lointain et de ce qui semble perdu; il n'accepterait pas les fausses guerisons; il ne laisserait pas se fermer les ulceres sous une peau malsaine; il panserait la plaie, dut-il indigner le blesse; il

tacherait d'inspirer au fort le respect du faible, a l'homme le respect de la femme, au couronne le respect du calomnie, a l'usurpateur le respect du souverain, a la societe le respect de la nature, a la loi le respect du droit. Ce livre hairait la haine. Il reconcilierait le frere avec le frere, l'aine avec le puine, le bourgeois avec l'ouvrier, le capital avec le travail, l'outil avec la main. Il aurait pour effort de produire la vertu d'abord, la richesse ensuite, le bien-etre materiel etant vain s'il ne contient le bien-etre moral, aucune bourse pleine ne suppleant a l'ame vide. Ce livre observerait, veillerait, epierait; il ferait le guet autour de la civilisation; il n'annoncerait la guerre qu'en denoncant la monarchie; il dresserait le bilan de faillite de chaque bataille, supputerait les millions, compterait les cadavres, cuberait le sang verse, et ne montrerait jamais les morts sans montrer les rois. Ce livre saisirait au passage, coordonnerait, grouperait tout ce que l'epoque a de grand, le devouement heroique, l'oeuvre celebre, la parole eclatante, le vers illustre, et ferait voir le profond lien entre un mot de Corneille et une action de Danton. Dans l'interet de tous et pour le bien de tous, il offrirait des modeles et il ferait des exemples; il eclairerait, malgre elle et malgre lui, la vertu qui aime l'ombre et le crime qui cherche les tenebres; il serait le livre du bien devoile et du mal demasque. Ce livre serait a lui seul presque une bibliotheque. Il n'aurait pour ainsi dire pas de commencement, se rattachant a tout le passe, et pas de fin, se ramifiant dans tout l'avenir. Telle serait cette bible immense. Est-ce une chimere qu'un tel livre? Non, car vous allez le faire.

Qu'est-ce que c'est que le journal a un sou? C'est une page de ce livre.

Certes, le mot bible n'est pas de trop. La page, c'est le jour; le volume, c'est l'annee; le livre, c'est le siecle. Toute l'histoire batie, heure par heure, par les evenements, toute la parole dite par tous les verbes, mille langues confuses degageant les idees nettes. Sorte de bonne Babel de l'esprit humain.

Telle est la grandeur de ce qu'on appelle le petit journal.

Le journal a un sou, tel que vous le comprenez, c'est la realite racontee comme La Fontaine raconte la fable, avec la moralite en regard; c'est l'erreur raturee, c'est l'iniquite soulignee, c'est la torsion du vrai redressee; c'est un registre de justice ouvert a la confrontation de tous les faits; c'est une vaste enquete quotidienne, politique, sociale, humaine; c'est le flocon de blancheur et de purete qui passe; c'est la manne, la graine, la semence utilement jetee au vent; c'est la verite eternelle emiettee jour par jour. Oeuvre excellente qui a pour but de condenser le collectif dans l'individuel, et de donner a tout peuple un coeur d'honnete homme, et a tout homme une ame de grand peuple.

Faites cela, amis. Je vous serre la main.

Paris, 14 mai 1872.

REPONSE AUX ROMAINS

En mai 1872, le peuple romain fit une adresse au peuple francais.
Victor Hugo fut choisi par les romains comme intermediaire entre les
deux peuples.

En cette qualite, il dut repondre. Voici sa reponse:

Citoyens de Rome et du monde,

Vous venez de faire du haut du Janicule une grande chose.

Vous, peuple romain, par-dessus tous les abimes qui separent
aujourd'hui les nations, vous avez tendu la main au peuple francais.

C'est-a-dire qu'en presence de ces trois empires monstres, l'un qui
porte le glaive et qui est la guerre, l'autre qui porte le knout et
qui est la barbarie, l'autre qui porte la tiare et qui est la nuit,
en presence de ces trois formes spectrales du moyen age reparues
sur l'horizon, la civilisation vient de s'affirmer La mere, qui est
l'Italie, a embrasse la fille, qui est la France; le Capitole a
acclame l'Hotel de Ville; le mont Aventin a fraternise avec Montmartre
et lui a conseille l'apaisement; Caton a fait un pas vers Barbes;
Rienzi a pris le bras de Danton; le monde romain s'est incline devant
les Etats-Unis d'Europe; et l'illustre republique du passe a salue
l'auguste republique de l'avenir. A de certaines heures sinistres, ou
l'obscurite monte, ou le silence se fait, ou il semble qu'on assiste a
on ne sait quelle coalition des tenebres, il est bon que les puissants
echos de l'histoire s' éveillent et se repondent; il est bon que les
tombeaux prouvent qu'ils contiennent de l'aurore; il est bon que le
rayon sorti des sepulcres s'ajoute au rayon sorti des berceaux; il est
bon que toutes les formes de la lumiere se melent et s'entr'aident; et
chez vous, italiens, toutes les clartes sont vivantes; et lorsqu'il
s'agit d'attester la pensee, qui est divine, et la liberte, qui est
humaine, lorsqu'il s'agit de chasser les prejuges et les tyrans,
lorsqu'il s'agit de manifester a la fois l'esprit humain et le droit
populaire, qui donc prendra la parole si ce n'est cette _alma parens_
qui, en fait de genies, a Dante egal a Homere, et, en fait de heros,
Garibaldi egal a Thrasylbule?

Oui, la civilisation vous remercie. Le peuple romain fait bien de
serrer la main au peuple francais; cette fraternite de geants est
belle. Aucun decouragement n'est possible devant de telles initiatives
prises par de telles nations. On sent dans cette volonte de concorde
l'immense paix de l'avenir. De tels symptomes font naitre dans les
coeurs toutes les bonnes certitudes.

Oui, le progres sera; oui, le jour lura; oui, la delivrance viendra; oui, la conscience universelle aura raison de tous les clerges, aussi bien de ceux qui s'appuient sur les codes que de ceux qui s'appuient sur les dogmes; oui, les soi-disant hommes impeccables, pretres ou juges, les infailibles comme les inamovibles, confesseront la faiblesse humaine devant l'eternelle verite et l'eternelle justice; oui, l'irrevocable, l'irreparable et l'inintelligible disparaîtront; oui, l'echafaud et la guerre s'evanouiront; oui, le baigne sera ote de la vie et l'enfer sera ote de la mort. Courage! Espoir! Il est admirable que, devant les alliances malsaines des rois, les deux capitales des peuples s'entendent; et l'humanite tout entiere, consolee et rassuree, tressaille quand la grande voix de Rome parle a la grande ame de Paris.

Paris, 20 mai 1872.

X

QUESTIONS SOCIALES

L'ENFANT.--LA FEMME

Sec. 1.--_L'Enfant_.

A M. TREBOIS, _President de la Societe des ecoles laiques_.

Monsieur, Vous avez raison de le penser, j'adhère complètement a l'éloquente et irrefutable lettre que vous a adressée Louis Blanc. Je n'ai rien a y ajouter que ma signature. Louis Blanc est dans le vrai absolu et pose les reëls principes de l'instruction laïque, aussi bien pour les femmes que pour les hommes.

Quant a moi, je vois clairement deux faits distincts, l'education et l'instruction. L'education, c'est la famille qui la donne; l'instruction, c'est l'etat qui la doit. L'enfant veut etre eleve par la famille et instruit par la patrie. Le pere donne a l'enfant sa foi ou sa philosophie; l'etat donne a l'enfant l'enseignement positif.

De la, cette evidence que l'education peut etre religieuse et que l'instruction doit etre laïque. Le domaine de l'education, c'est la conscience; le domaine de l'instruction, c'est la science. Plus tard, dans l'homme fait, ces deux lumieres se completent l'une par l'autre.

Votre fondation d'enseignement laïque pour les jeunes filles est une oeuvre logique et utile, et je vous applaudis.

Paris, 2 juin 1872.

* * * * *

Sec. 2.--_La Femme_.

A M. LEON RICHER, _Redacteur en chef de l'_Avenir des Femmes_.

Paris, le 8 juin 1872.

Monsieur,

Je m'associe du fond du coeur a votre utile manifestation. Depuis quarante ans, je plaide la grande cause sociale a laquelle vous vous devouez noblement.

Il est douloureux de le dire, dans la civilisation actuelle, il y a une esclave. La loi a des euphemismes; ce que j'appelle une esclave, elle l'appelle une mineure. Cette mineure selon la loi, cette esclave selon la realite, c'est la femme. L'homme a charge inegalement les deux plateaux du code, dont l'equilibre importe a la conscience humaine; l'homme a fait verser tous les droits de son cote et tous les devoirs du cote de la femme. De la un trouble profond. De la la servitude de la femme. Dans notre legislation telle qu'elle est, la femme ne possede pas, elle n'este pas en justice, elle ne vote pas, elle ne compte pas, elle n'est pas. Il y a des citoyens, il n'y a pas de citoyennes. C'est la un etat violent; il faut qu'il cesse.

Je sais que les philosophes vont vite et que les gouvernants vont lentement; cela tient a ce que les philosophes sont dans l'absolu, et les gouvernants dans le relatif; cependant, il faut que les gouvernants finissent par rejoindre les philosophes. Quand cette jonction est faite a temps, le progres est obtenu et les revolutions sont evitees. Si la jonction tarde, il y a peril.

Sur beaucoup de questions a cette heure, les gouvernants sont en retard. Voyez les hesitations de l'Assemblee a propos de la peine de mort. En attendant, l'echafaud sevit.

Dans la question de l'education, comme dans la question de la repression, dans la question de l'irrevocable qu'il faut oter du mariage et de l'irreparable qu'il faut oter de la penalite, dans la question de l'enseignement obligatoire, gratuit et laique, dans la question de la femme, dans la question de l'enfant, il est temps que les gouvernants avisent. Il est urgent que les legislatureurs prennent conseil des penseurs, que les hommes d'etat, trop souvent superficiels, tiennent compte du profond travail des ecrivains, et que ceux qui font les lois obeissent a ceux qui font les moeurs. La paix sociale est a ce prix.

Nous philosophes, nous contemplateurs de l'ideal social, ne nous lassons pas. Continuons notre oeuvre. Etudions sous toutes ses faces, et avec une bonne volonte croissante, ce pathetique probleme de la femme dont la solution resoudrait presque la question sociale tout entiere. Apportons dans l'etude de ce probleme plus meme que la

justice; apportons-y la veneration; apportons-y la compassion. Quoi! il y a un etre, un etre sacre, qui nous a formes de sa chair, vivifies de son sang, nourris de son lait, remplis de son coeur, illumines de son ame, et cet etre souffre, et cet etre saigne, pleure, languit, tremble. Ah! devouons-nous, servons-le, defendons-le, secourons-le, protegeons-le! Baisons les pieds de notre mere!

Avant peu, n'en doutons pas, justice sera rendue et justice sera faite. L'homme a lui seul n'est pas l'homme; l'homme, plus la femme, plus l'enfant, cette creature une et triple constitue la vraie unite humaine. Toute l'organisation sociale doit decouler de la. Assurer le droit de l'homme sous cette triple forme, tel doit etre le but de cette providence d'en bas que nous appelons la loi.

Redoublons de perseverance et d'efforts. On en viendra, esperons-le, a comprendre qu'une societe est mal faite quand l'enfant est laisse sans lumiere, quand la femme est maintenue sans initiative, quand la servitude se deguise sous le nom de tutelle, quand la charge est d'autant plus lourde que l'epaule est plus faible; et l'on reconnaitra que, meme au point de vue de notre egoisme, il est difficile de composer le bonheur de l'homme avec la souffrance de la femme.

* * * * *

Les dames faisant partie du comite de la _Societe pour l'amelioration du sort des femmes_ ecrivent a Victor Hugo:

"Illustre maitre,

Vous avez, a toutes les epoques de votre vie, dans toutes les occasions, sous toutes les formes, pris le parti des faibles. Il n'est pas une liberte que vous n'ayez revendiquee, pas une cause juste que vous n'ayez defendue, pas une oppression contre laquelle vous ne vous soyez eloquemment eleve.

Votre oeuvre n'est qu'une longue et infatigable protestation contre l'abus de la force. Il y a dans votre coeur une commiseration profonde pour tous les miserables. S'agit-il d'un peuple? s'agit-il d'une classe? s'agit-il d'un individu? peu vous importe. Toute souffrance vous atteint et vous touche. Le droit est viole quelque part, en quelqu'un; cela vous suffit.

Pourquoi? Parce que vous etes l'homme du devoir.

En ce siecle d'anarchie morale, ou le privilege--contradiction bizarre!--survit aux causes qui l'avaient produit et socialement consacre, vous proclamez l'egalite de tous et de toutes, vous affirmez la liberte individuelle et collective, vous affirmez la raison, vous affirmez l'inviolabilite de la conscience humaine.

Et nous hesiterions--nous dont l'idee de justice est meconnue, a solliciter de votre devouement l'appui que vous ne refusez a personne,--pas meme aux ignorants, ces attardes! pas meme aux

coupables, ces autres ignorants! Ce serait meconnaître tout a la fois l'irresistible puissance de votre parole et l'incommensurable generosite de votre coeur.

Personne mieux que vous n'a fait ressortir l'iniquite legale qui fait de chaque femme une mineure. Mere de famille, la femme est sans droit, ses enfants meme ne lui appartiennent pas; epouse, elle a un tuteur, presque un maitre; celibataire ou veuve, elle est assimilee par le code aux voleurs et aux assassins.

Politiquement elle ne compte pas.

Nos lois la mettent hors la loi.

... Bientot, peut-etre, une Assemblee republicaine sera saisie de nos legitimes revendications. Mais nous devons preparer l'opinion publique. L'opinion publique est le moule par ou doivent passer d'abord, pour y etre etudiees, les reformes jugees necessaires. Il n'y a de lois durables, d'institutions solidement assises--qu'il s'agisse de l'organisation de la famille ou de l'organisation de l'etat--que les institutions et les lois d'accord avec le sentiment universel.

Nous l'avons compris. Et pour bien faire penetrer dans l'esprit des masses l'importance sociale de la grande cause a laquelle nous sommes attachees, nous avons, a l'exemple de l'Amerique, de l'Angleterre, de la Suisse, de l'Italie, fonde en France une Societe a laquelle viendront apporter leur concours tous ceux qui pensent que le temps est venu de donner a la femme, dans la famille et ailleurs, la place qui lui est due...

... Notre humble Societe a besoin d'etre consacree. Une adhesion de vous aux reformes qu'elle poursuit serait, pour toutes les femmes intelligentes, pour tous les hommes de coeur, un encouragement a nous seconder...

Dites un mot et daignez nous tendre la main.

Agreez, illustre maitre, l'hommage de notre profond respect.

Les dames membres du comite. STELLA BLANDY, MARIA DERAISME, HUBERTINE AUCLERT, J. RICHER, veuve FERESSE-DERAISME, ANNA HOURY, M. BRUCKER, HENRIETTE CAROSTE, LOUISE LAFFITE, JULIE THOMAS, PAULINE CHANLIAC.

* * * * *

Victor Hugo a repondu:

Paris, le 31 mars 1875.

Mesdames,

Je recois votre lettre. Elle m'honore. Je connais vos nobles et

legitimes revendications. Dans notre société telle qu'elle est faite, les femmes subissent et souffrent; elles ont raison de réclamer un sort meilleur. Je ne suis rien qu'une conscience, mais je comprends leur droit, et j'en compose mon devoir, et tout l'effort de ma vie est de leur côté. Vous avez raison de voir en moi un auxiliaire de bonne volonté.

L'homme a été le problème du dix-huitième siècle; la femme est le problème du dix-neuvième. Et qui dit la femme, dit l'enfant, c'est-à-dire l'avenir. La question ainsi posée apparaît dans toute sa profondeur. C'est dans la solution de cette question qu'est le suprême apaisement social. Situation étrange et violente! Au fond, les hommes dépendent de vous, la femme tient le cœur de l'homme. Devant la loi, elle est mineure, elle est incapable, elle est sans action civile, elle est sans droit politique, elle n'est rien; devant la famille, elle est tout, car elle est la mère. Le foyer domestique est ce qu'elle le fait; elle est dans la maison la maîtresse du bien et du mal; souveraineté compliquée d'oppression. La femme peut tout contre l'homme et rien pour elle.

Les lois sont imprudentes de la faire si faible quand elle est si puissante. Reconnaissons cette faiblesse et protégeons-la; reconnaissons cette puissance et conseillons-la. La loi est le devoir de l'homme; la loi aussi est son intérêt.

Je ne me laisserai pas de le redire, le problème est posé, il faut le résoudre; qui porte sa part du fardeau doit avoir sa part du droit; une moitié de l'espèce humaine est hors de l'égalité, il faut l'y faire rentrer. Ce sera l'une des grandes gloires de notre grand siècle: donner pour contre-poids au droit de l'homme le droit de la femme; c'est-à-dire mettre les lois en équilibre avec les mœurs.

Agreez, mesdames, tous mes respects.

VICTOR HUGO.

XI

ANNIVERSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE

On lit dans le Rappel du 24 septembre 1872:

"Un banquet privé, mais solennel, devait réunir de nombreux républicains de Paris, désireux de célébrer la date du 21 septembre 1792, c'est-à-dire l'anniversaire de la première république française, de la république victorieuse des rois. Cela a déplu à l'autorité militaire qui est notre maîtresse souveraine de par l'état de siège, et l'autorité civile a cru devoir consacrer les ordres de l'autorité militaire.

Elle a commis une faute sur laquelle nous aurons a revenir, une de ces fautes difficiles a justifier, parce qu'elles n'offensent pas seulement le droit des citoyens, mais le bon sens public. Dans tous les cas, les organisateurs du banquet ont tenu a donner une lecon de sagesse a leurs adversaires, et le banquet a ete decommande.

Mais quelques republicains ont voulu neanmoins echanger les idees et les sentiments qu'une si grande date leur inspirait. Ils le voulaient d'autant plus qu'un groupe de republicains anglais leur avait delegue un de ses membres les plus connus et les plus sympathiques, M. le professeur Beesly.

Le banquet ne devait reunir qu'un petit nombre de convives.

On remarquait parmi eux deux representants de la deputation de Paris, MM. Peyrat et Farcy; un conseiller general de la Seine, M. Lesage; plusieurs membres du conseil municipal de Paris, MM. Allain-Targe, Jobbe-Duval, Loiseau-Pinson; plusieurs publicistes de la presse republicaine, MM. Frederic Morin, Ernes, Lefevre, Guillemet, Lemer, Sourd, Adam, Charles Quentin; enfin quelques membres des divers groupes republicains, MM. Harant Olive, etc. M. le docteur Robinet presidait.

Victor Hugo et Louis Blanc avaient ete invites. Victor Hugo, qui est actuellement a Guernesey, et Louis Blanc, qui est a Londres, n'avaient pu se rendre a cet appel. Mais ils avaient envoye des lettres qui ont ete lues au milieu des applaudissements enthousiastes.

Voici la lettre de Victor Hugo:

Mes chers concitoyens,

Vous voulez bien desirer ma presence a votre banquet. Ma presence, c'est ma pensee. Laissez-moi donc prendre un moment la parole au milieu de vous.

Amis, ayons confiance. Nous ne sommes pas si vaincus qu'on le suppose.

A trois empereurs, opposons trois dates: le 14 juillet, le 10 aout, le 21 septembre. Le 14 juillet a demoli la Bastille et signifie Liberte; le 10 aout a decouronne les Tuileries et signifie Egalite; le 21 septembre a proclame la republique et signifie Fraternite. Ces trois idees peuvent triompher de trois armees. Elles sont de taille a colleter tous les monstres; elles se resument en ce mot, Revolution. La Revolution, c'est le grand dompteur, et si la monarchie a les lions et les tigres, nous avons, nous, le belluaire.

Puisqu'on est en train de faire des denombrements, faisons le notre. Il y a d'un cote trois hommes, et de l'autre tous les peuples. Ces trois hommes, il est vrai, sont trois Tout-Puissants. Ils ont tout ce qui constitue et caracterise le droit divin; ils ont le glaive, le sceptre, la loi ecrite, chacun leur dieu, chacun leurs pretres; ils

ont les juges, les bourreaux, les supplices, et l'art de fonder l'esclavage sur la force même des esclaves. Avez-vous lu l'épouvantable code militaire prussien? Donc, ces tout-puissants-là sont les Dieux; nous n'avons, nous, que ceci pour nous d'être les Hommes. A l'antique monarchie qui est le passé vivant, et vivant de la vie terrible des morts, aux rois spectres, au vieux despotisme qui peut d'un geste tirer quatre millions de sabres du fourreau, qui déclare la force supérieure au droit, qui restaure l'ancien crime appelé la conquête, qui égorge, massacre, pille, extermine, pousse d'innombrables masses à l'abattoir, ne se refuse aucune infamie profitable, et vole une province dans la patrie et une pendule dans la maison, à cette formidable coalition des ténèbres, à ce pouvoir compact, nocturne, énorme, qu'avons-nous à opposer? un rayon d'aurore. Et qui est-ce qui vaincra? la Lumière.

Amis, n'en doutez pas. Oui, la France vaincra. Une trinité d'empereurs peut être une trinité comme une autre, mais elle n'est pas l'unité. Tout ce qui n'est pas un se divise. Il y a une première chance, c'est qu'ils se dévorent entre eux; et puis il y en a une seconde, c'est que la terre tremblera. Pour faire trembler la terre sous les rois, il suffit de certaines voix tonnantes. Ces voix sont chez nous. Elles s'appellent Voltaire, Rousseau, Mirabeau. Non, le grand continent, tour à tour éclairé par la Grèce, l'Italie et la France, ne retombera pas dans la nuit; non, un retour offensif des vandales contre la civilisation n'est pas possible. Pour défendre le monde, il suffit d'une ville; cette ville, nous l'avons. Les bouchers pasteurs de peuples ayant pour moyen la barbarie et pour but le sauvagisme, les fleaux du destin, les conducteurs aveugles de multitudes sourdes, les irruptions, les invasions, les déluges d'armées submergeant les nations, tout cela c'est le passé, mais ce n'est point l'avenir; refaire Cambyse et Nemrod est absurde, ressusciter les fantômes est impossible, remettre l'univers sous le glaive est un essai insensé; nous sommes le dix-neuvième siècle, fils du dix-huitième, et, soit par l'idée, soit par l'épée, le Paris de Danton aura raison de l'Europe d'Attila.

Je l'affirme, et, certes, vous n'en doutez point.

Maintenant je propose un toast.

Que nos gouvernants momentanés ne l'oublient pas, la preuve de la monarchie se fait par la Sibirie, par le Spielberg, par Spandau, par Lambessa et Cayenne. La preuve de la république se fait par l'amnistie.

Je porte un toast à l'amnistie qui fera frères tous les Français, et à la république qui fera frères tous les peuples.

L'AVENIR DE L'EUROPE

Les organisateurs du Congrès de la Paix, qui s'est tenu, en 1872, à Lugano, avaient écrit à Victor Hugo pour lui demander de s'y rendre. Victor Hugo, retenu à Guernesey, leur a répondu la lettre suivante:

Aux membres du Congrès de la Paix, à Lugano.

Hauteville-House, 20 septembre 1872.

Mes compatriotes européens,

Votre sympathique invitation me touche. Je ne puis assister à votre congrès. C'est un regret pour moi; mais ce que je vous eusse dit, permettez-moi de vous l'écrire.

À l'heure où nous sommes, la guerre vient d'achever un travail sinistre qui remet la civilisation en question. Une haine immense emplit l'avenir. Le moment semble étrange pour parler de la paix. Eh bien! jamais ce mot: Paix, n'a pu être plus utilement prononcé qu'aujourd'hui. La paix, c'est l'inévitable but. Le genre humain marche sans cesse vers la paix, même par la guerre. Quant à moi, dès à présent, à travers la vaste animosité régnante, j'entrevois distinctement la fraternité universelle. Les heures fatales sont une clairovoie et ne peuvent empêcher le rayon divin de passer à travers elles.

Depuis deux ans, des événements considérables se sont accomplis. La France a eu des aventures; une heureuse, sa délivrance; une terrible, son démembrement. Dieu l'a traitée à la fois par le bonheur et par le malheur. Procède de guérison efficace, mais inexorable. L'empire de moins, c'est le triomphe; l'Alsace et la Lorraine de moins, c'est la catastrophe. Il y a là on ne sait quel mélange de redressement et d'abaissement. On se sent fier d'être libre, et humilié d'être moindre. Telle est aujourd'hui la situation de la France qu'il faut qu'elle reste libre et redevienne grande. Le contre-coup de notre destinée atteindra la civilisation tout entière, car ce qui arrive à la France arrive au monde. De là une anxiété générale, de là une attente immense; de là, devant tous les peuples, l'inconnu.

On s'effraie de cet inconnu. Eh bien, je dis qu'on s'effraie à tort.

Loin de craindre, il faut espérer.

Pourquoi?

Le voici.

La France, je viens de le dire, a été délivrée et démembrée. Son démembrement a rompu l'équilibre européen, sa délivrance a fondé la république.

Effrayante fracture a l'Europe; mais avec la fracture le remede.

Je m'explique.

L'equilibre rompu d'un continent ne peut se reformer que par une transformation. Cette transformation peut se faire en avant ou en arriere, dans le mal ou dans le bien, par le retour aux tenebres ou par l'entree dans l'aurore. Le dilemme supreme est pose. Desormais, il n'y a plus de possible pour l'Europe que deux avenir: devenir Allemagne ou France, je veux dire etre un empire ou etre une republique.

C'est ce que le solitaire fatal de Sainte-Helene avait predit, avec une precision etrange, il y a cinquante-deux ans, sans se douter qu'il serait l'instrument indirect de cette transformation, et qu'il y aurait un Deux-December pour aggraver le Dix-Huit-Brumaire, un Sedan pour dépasser Waterloo, et un Napoleon le Petit pour detruire Napoleon le Grand.

Seulement, si le cote noir de sa prophetie s'accomplissait, au lieu de l'Europe cosaque qu'il entrevoyait, nous aurions l'Europe vandale.

L'Europe empire ou l'Europe republique; l'un de ces deux avenir est le passe.

Peut-on revivre le passe?

Evidemment non.

Donc nous aurons l'Europe republique.

Comment l'aurons-nous?

Par une guerre ou par une revolution.

Par une guerre, si l'Allemagne y force la France. Par une revolution, si les rois y forcent les peuples. Mais, a coup sur, cette chose immense, la Republique europeenne, nous l'aurons.

Nous aurons ces grands Etats-Unis d'Europe, qui couronneront le vieux monde comme les Etats-Unis d'Amerique couronnent le nouveau. Nous aurons l'esprit de conquete transfigure en esprit de decouverte; nous aurons la genereuse fraternite des nations au lieu de la fraternite feroce des empereurs; nous aurons la patrie sans la frontiere, le budget sans le parasitisme, le commerce sans la douane, la circulation sans la barriere, l'education sans l'abrutissement, la jeunesse sans la caserne, le courage sans le combat, la justice sans l'echafaud, la vie sans le meurtre, la foret sans le tigre, la charrue sans le glaive, la parole sans le baillon, la conscience sans le joug, la verite sans le dogme, Dieu sans le pretre, le ciel sans l'enfer, l'amour sans la haine. L'effroyable ligature de la civilisation sera defaite; l'isthme affreux qui separe ces deux mers, Humanite et Felicite, sera coupe. Il y aura sur le monde un flot de lumiere. Et

qu'est-ce que c'est que toute cette lumiere? C'est la liberte. Et
qu'est-ce que c'est que toute cette liberte? C'est la paix.

XIII

OFFRES DE RENTRER A L'ASSEMBLEE

A la fin de mars 1873, Victor Hugo, etant a Guernesey, recevait de
Lyon les deux lettres suivantes:

Illustre citoyen Victor Hugo,

Au nom d'un groupe de citoyens radicaux du sixieme arrondissement
de Lyon, nous avons l'honneur de vous proposer la candidature a la
deputation du Rhone, aux elections partielles, en remplacement de M.
de Laprade, demissionnaire.

Nous sommes surs du succes de votre candidature, et pensons que toutes
celles qui pourraient se produire s'effaceront devant l'autorite de
votre nom, si cher a la democratie francaise.

Nous pensons que vous etes toujours dans les memes vues que l'an
dernier relativement au mandat contractuel.

Agreez, citoyen, nos salutations fraternelles.

Les delegues charges de la redaction.

(_Suivent les signatures_)

Au citoyen Victor Hugo.

Cher et illustre citoyen,

Les democratres lyonnais vous saluent.

La democratie lyonnaise, depuis longtemps, fait son possible pour
marcher a la tete du mouvement social, et vous etes le representant le
plus illustre de ses principes.

Vous avez eu des consolations pour tous les proscrits et des
indignations contre tous les proscripteurs.

Nous avons garde le souvenir de votre noble conduite a Bruxelles
envers les refugies.

Nous n'avons pas oublie que vous avez accepte le contrat qui lie le
deputes et ses mandants.

Cher et illustre citoyen, la période que nous traversons est ardue et solennelle.

Les principes de la démocratie radicale, d'où est sortie la révolution française, les partisans du servage et de l'ignorance s'efforcent d'en retarder l'avènement. Après avoir essayé de nous compromettre, ils s'efforcent à nous diviser.

Devant le scrutin qui demain va s'ouvrir, il ne faut pas que notre imposante majorité soit scindée par des divisions.

Nous avons voulu faire un choix devant lequel toute compétition s'efface; nous avons résolu de vous offrir nos suffrages pour le siège vacant dans le département du Rhône.

Cette candidature, qui vous est offerte par la démocratie lyonnaise et radicale, veuillez nous faire connaître si vous l'acceptez.

Recevez, cher et illustre citoyen, le salut fraternel que nous vous adressons.

(_Suivent les signatures_)

M. Victor Hugo a répondu:

Hauteville-House, 30 mars 1873.

Honorables et chers concitoyens,

Je tiendrais à un haut prix l'honneur de représenter l'illustre ville de Lyon, si utile dans la civilisation, si grande dans la démocratie.

J'ai écrit: _Paris est la capitale de l'Europe, Lyon est la capitale de la France_.

La lettre collective que vous m'adressez m'honore; je vous remercie avec émotion. Être l'élu du peuple de Lyon serait pour moi une gloire.

Mais, à l'heure présente, ma rentrée dans l'Assemblée serait-elle opportune?

Je ne le pense pas.

Si mon nom signifie quelque chose en ces années fatales où nous sommes, il signifie _amnistie_. Je ne pourrais réparaître dans l'Assemblée que pour demander l'amnistie pleine et entière; car l'amnistie restreinte n'est pas plus l'amnistie que le suffrage mutilé n'est le suffrage universel.

Cette amnistie, l'assemblée actuelle l'accorderait-elle? Évidemment non. Qui se meurt ne donne pas la vie.

Un vote hostile prejurerait la question; un precedent facheux serait cree, et la reaction l'invoquerait plus tard. L'amnistie serait compromise.

Pour que l'amnistie triomphe, il faut que la question arrive neuve devant une assemblee nouvelle.

Dans ces conditions, l'amnistie l'emportera. L'amnistie, d'ou naitra l'apaisement et d'ou sortira la reconciliation, est le grand interet actuel de la republique.

Ma presence a la tribune aujourd'hui ne pouvant avoir le resultat qu'on en attendrait, il est utile que je reste a cette heure en dehors de l'Assemblee.

Toute consideration de detail doit disparaitre devant l'interet de la republique.

C'est pour mieux la servir que je crois devoir effacer ma personnalite en ce moment.

Vous m'approuverez, je n'en doute pas; je reste profondement touche de votre offre fraternele; quoi qu'il arrive desormais, je me considererai comme ayant, sinon les droits, du moins les devoirs d'un representant de Lyon, et je vous envoie, citoyens, ainsi qu'au genereux peuple lyonnais, mon remerciement cordial.

VICTOR HUGO.

XIV

HENRI ROCHEFORT

M. Victor Hugo a ecrit a M. le duc de Broglie la lettre suivante:

Auteuil, villa Montmorency, 8 aout 1873.

Monsieur le duc et tres honorable confrere,

C'est au membre de l'academie francaise que j'ecris. Un fait d'une gravite extreme est au moment de s'accomplir. Un des ecrivains les plus celebres de ce temps, M. Henri Rochefort, frappe d'une condamnation politique, va, dit-on, etre transporte dans la Nouvelle-Caledonie. Quiconque connait M. Henri Rochefort peut affirmer que sa constitution tres delicate ne resistera pas a cette transportation, soit que le long et affreux voyage le brise, soit que le climat le devore, soit que la nostalgie le tue. M. Henri Rochefort est pere de famille, et laisse derriere lui trois enfants, dont une

fille de dix-sept ans.

La sentence qui frappe M. Henri Rochefort n'atteint que sa liberte, le mode d'execution de cette sentence atteint sa vie. Pourquoi Noumea? Les iles Sainte-Marguerite suffiraient. La sentence n'exige point Noumea. Par la detention aux iles Sainte-Marguerite la sentence serait executee, et non aggravee. Le transport dans la Nouvelle-Caledonie est une exageration de la peine prononcee contre M. Henri Rochefort. Cette peine est commuee en peine de mort. Je signale a votre attention ce nouveau genre de commutation.

Le jour ou la France apprendrait que le tombeau s'est ouvert pour ce brillant et vaillant esprit serait pour elle un jour de deuil.

Il s'agit d'un ecrivain, et d'un ecrivain original et rare. Vous etes ministre et vous etes academicien, vos deux devoirs sont ici d'accord et s'entr'aident. Vous partageriez la responsabilite de la catastrophe prevue et annoncee, vous pouvez et vous devez intervenir, vous vous honorez en prenant cette genereuse initiative, et, en dehors de toute opinion et de toute passion politique, au nom des lettres auxquelles nous appartenons vous et moi, je vous demande, monsieur et cher confrere, de proteger dans ce moment decisif, M. Henri Rochefort, et d'empecher son depart, qui serait sa mort.

Recevez, monsieur le ministre et cher confrere, l'assurance de ma haute consideration.

VICTOR HUGO.

M. le duc de Broglie a repondu:

Monsieur et cher confrere,

J'ai recu, durant une courte excursion qui m'eloigne de Paris, la lettre que vous voulez bien m'ecrire et je m'empresse de la transmettre a M. Beule.

M. Rochefort a du etre l'objet (si les intentions du gouvernement ont ete suivies) d'une inspection medicale faite avec une attention toute particuliere, et l'ordre de depart n'a du etre donne que s'il est certain que l'execution de la loi ne met en peril ni la vie ni la sante du condamne.

Dans ce cas, vous jugerez sans doute que les facultes intellectuelles dont M. Rochefort est doue accroissent sa responsabilite, et ne peuvent servir de motif pour attenuer le chatiment du a la gravite de son crime. Des malheureux ignorants ou egares, que sa parole a pu seduire, et qui laissent derriere eux des familles vouees a la misere, auraient droit a plus d'indulgence.

Veuillez agreer, monsieur et cher confrere, l'assurance de ma haute consideration.

BROGLIE.

XV

LA VILLE DE TRIESTE ET VICTOR HUGO

Extrait du Rappel du 18 aout 1873:

"On se souvient qu'il y a deux ans, Victor Hugo fut expulse de Belgique pour avoir offert sa maison aux refugies francais. A cette occasion, une adresse lui fut envoyee de Trieste pour le feliciter d'avoir defendu le droit d'asile. Cette adresse et la liste des signataires emplissaient un elegant cahier artistement relie en velours, et sur la premiere page duquel etaient peintes les armes de Trieste. Par un long retard qu'explique le va-et-vient de Victor Hugo de Bruxelles a Guernesey, de Guernesey a Paris, l'envoi n'est arrive a sa destination que ces jours derniers. Le destinataire n'a pas cru que ce fut une raison de ne pas remercier les signataires, et il vient d'ecrire au maire de Trieste la lettre suivante:

Paris, 17 aout 1873.

Monsieur le maire de la ville de Trieste,

Je trouve en rentrant a Paris, apres une longue absence, une adresse de vos honorables concitoyens. Cette adresse, envoyee d'abord a Guernesey, puis a Paris, ne me parvient qu'aujourd'hui. Cette adresse, revetue de plus de trois cents signatures, est datee de juin 1871. Je suis penetre de l'honneur et confus du retard. Il est neanmoins toujours temps d'etre reconnaissant. Aucune lettre d'envoi n'accompagnait cette adresse. C'est donc a vous, monsieur le maire, que j'ai recours pour exprimer aux signataires, vos concitoyens, ma gratitude et mon emotion.

C'est a l'occasion de mon expulsion de Belgique que cette manifestation a ete faite par les genereux hommes de Trieste. Avoir offert un asile aux vaincus, c'etait la tout mon merite; je n'avais fait qu'une chose bien simple; vos honorables concitoyens m'en recompensent magnifiquement. Je les remercie.

Cette manifestation eloquente sera desormais toujours presente a ma pensee. J'oublie aisement les haines, mais je n'oublie jamais les sympathies. Elle est digne d'ailleurs de votre illustre cite, qu'illumine le soleil de Grece et d'Italie. Vous etes trop le pays de la lumiere pour n'etre pas le pays de la liberte.

Je salue en votre personne, monsieur le maire, la noble ville de Trieste.

VICTOR HUGO.

XVI

LA LIBERATION DU TERRITOIRE

Je ne me trouve pas delivre. Non, j'ai beau
Me dresser, je me heurte au plafond du tombeau,
J'etouffe, j'ai sur moi l'enormite terrible.
Si quelque soupirail blanchit la nuit visible,
J'apercois la-bas Metz, la-bas Strasbourg, la-bas
Notre honneur, et l'approche obscure des combats,
Et les beaux enfants blonds, berces dans les chimeres,
Souriants, et je songe a vous, o pauvres meres.
Je consens, si l'on veut, a regarder; je vois
Ceux-ci rire, ceux-la chanter a pleine voix,
La moisson d'or, l'ete, les fleurs, et la patrie
Sinistre, une bataille etant sa reverie.
Avant peu l'Archer noir embouchera le cor;
Je calcule combien il faut de temps encor;
Je pense a la melee affreuse des epees.
Quand des frontieres sont par la force usurpees,
Quand un peuple gisant se voit le flanc ouvert,
Avril peut rayonner, le bois peut etre vert,
L'arbre peut etre plein de nids et de bruits d'ailes;
Mais les tas de boulets, noirs dans les citadelles,
Ont l'air de faire un songe et de fremir parfois,
Mais les canons muets ecoutent une voix
Leur parler bas dans l'ombre, et l'avenir tragique
Souffle a tout cet airain farouche sa logique.

Quoi! vous n'entendez pas, tandis que vous chantez,
Mes freres, le sanglot profond des deux cites!
Quoi, vous ne voyez pas, foule aisement sereine,
L'Alsace en frissonnant regarder la Lorraine!
O soeur, on nous oublie! on est content sans nous!
Non, nous n'oublions pas! nous sommes a genoux
Devant votre supplice, o villes! Quoi! nous croire
Affranchis, lorsqu'on met au baigne notre gloire,
Quand on coupe a la France un pan de son manteau,
Quand l'Alsace au carcan, la Lorraine au poteau,
Pleurent, tordent leurs bras sacres, et nous appellent,
Quand nos frais ecoliers, ivres de rage, epellent
Quatrevingt-douze, afin d'apprendre quel eclaire
Jaillit du coeur de Hoche et du front de Kleber,
Et de quelle facon, dans ce siecle, ou nous sommes,
On fait la guerre aux rois d'ou sort la paix des hommes!
Non, remparts, non, clochers superbes, non jamais
Je n'oublierai Strasbourg et je n'oublierai Metz.

L'horrible aigle des nuits nous etreint dans ses serres,
Villes! nous ne pouvons, nous francais, nous vos freres,
Nous qui vivons par vous, nous par qui vous vivrez,
Etre que par Strasbourg et par Metz delivres!
Toute autre delivrance est un leurre; et la honte,
Tache qui croit sans cesse, ombre qui toujours monte,
Reste au front rougissant de notre histoire en deuil,
Peuple, et nous avons tous un pied dans le cercueil,
Et pas une cite n'est entiere, et j'estime
Que Verdun est aux fers, que Belfort est victime,
Et que Paris se traine, humble, amoindri, plaintif,
Tant que Strasbourg est pris et que Metz est captif.
Rien ne nous fait le coeur plus rude et plus sauvage
Que de voir cette voute infame, l'esclavage,
S'etendre et remplacer au-dessus de nos yeux
Le soleil, les oiseaux chantants, les vastes cieux!
Non, je ne suis pas libre. O tremblement de terre!
J'entrevois sur ma tete un nuage, un cratere,
Et l'apre eruption des peuples, fleuve ardent;
Je rale sous le poids de l'avenir grondant,
J'ecoute bouillonner la lave sous-marine,
Et je me sens toujours l'Etna sur la poitrine!

* * * * *

Et puisque vous voulez que je vous dise tout,
Je dis qu'on n'est point grand tant qu'on n'est pas debout,
Et qu'on n'est pas debout tant qu'on traine une chaine;
J'envie aux vieux romains leurs couronnes de chene;
Je veux qu'on soit modeste et hautain; quant a moi,
Je declare qu'apres tant d'opprobre et d'effroi,
Lorsqu'a peine nos murs chancelants se soutiennent,
Sans me preoccuper si des rois vont et viennent,
S'ils arrivent du Caire ou bien de Teheran,
Si l'un est un bourreau, si l'autre est un tyran,
Si ces curieux sont des monstres, s'ils demeurent
Dans une ombre hideuse ou des nations meurent,
Si c'est au diable ou bien a Dieu qu'ils sont devots,
S'ils ont des diamants aux crins de leurs chevaux,
Je dis que, les laissant se corrompre ou s'instruire,
Tant que je ne pourrais faire au soleil reluire
Que des guidons qu'agite un lugubre frisson,
Et des clairons sortis a peine de prison,
Tant que je n'aurais pas, rugissant de colere,
Lave dans un immense Austerlitz populaire
Sedan, Forbach, nos deuils, nos drapeaux fremissants,
Je ne montrerais point notre armee aux passants!

O peuple, toi qui fus si beau, toi qui, naguere,
Ouvrais si largement tes ailes dans la guerre,
Toi de qui l'envergure effrayante couvrit
Berlin, Rome, Memphis, Vienne, Moscou, Madrid,
Toi qui soufflas le vent des tempetes sur l'onde

Et qui fis du chaos naitre l'aurore blonde,
Toi qui seul eus l'honneur de tenir dans ta main
Et de pouvoir lacher ce grand oiseau, Demain,
Toi qui balayas tout, l'azur, les etendues,
Les espaces, chasseur des fuites eperdues,
Toi qui fus le meilleur, toi qui fus le premier,
O peuple, maintenant, assis sur ton fumier,
Racle avec un tesson le pus de tes ulceres,
Et songe.

La defaite a des conseils sincerés;
La beaute du malheur farouche, c'est d'avoir
Une fraternite sombre avec le devoir;
Le devoir aujourd'hui, c'est de se laisser croitre
Sans bruit, et d'enfermer, comme une vierge au cloitre,
Sa haine, et de nourrir les noirs ressentiments.
A quoi bon etaler deja nos regiments?
A quoi bon galoper devant l'Europe hostile?
Ne point faire envoler de poussiere inutile
Est sage; un jour viendra d'eclorre et d'eclater;
Et je crois qu'il vaut mieux ne pas tant se hater.

Car il faut, lorsqu'on voit les soldats de la France,
Qu'on dise:--C'est la gloire et c'est la delivrance!
C'est Jemmapes, l'Argonne, Ulm, Iena, Fleurus!
C'est un tas de lauriers au soleil apparus!
Regardez. Ils ont fait les choses impossibles.
Ce sont les bienfaisants, ce sont les invincibles.
Ils ont pour murs les monts et le Rhin pour fosse.
En les voyant, il faut qu'on dise:--Ils ont chasse
Les rois du nord, les rois du sud, les rois de l'ombre,
Cette armee est le roc vainqueur des flots sans nombre,
Et leur nom resplendit du zenith au nadir!
--Il faut que les tyrans tremblent, loin d'applaudir.
Il faut qu'on dise:--Ils sont les amis venerables
Des pauvres, des damnes, des serfs, des miserables,
Les grands spoliateurs des trones, arrachant
Sceptre, glaive et puissance a quiconque est mechant;
Ils sont les bienvenus partout ou quelqu'un souffre.
Ils ont l'aile de flamme habituee au gouffre.
Ils sont l'essaim d'eclairs qui traverse la nuit.
Ils vont, meme quand c'est la mort qui les conduit.
Ils sont beaux, souriants, joyeux, pleins de lumiere;
Athene en serait folle et Sparte en serait fiere.
--Il faut qu'on dise:--Ils sont d'accord avec les cieux!
Et que l'homme, adorant leur pas audacieux,
Croie entendre, au-dessus de ces legionnaires
Qui roulent leurs canons, Dieu rouler ses tonnerres!

C'est pourquoi j'attendrais.

* * * * *

Qu'attends-tu?--Je reponds:

J'attends l'aube; j'attends que tous disent:--Frappons!
Levons-nous! et donnons a Sedan pour republique
L'Europe en liberte!--J'attends la republique!
J'attends l'emportement de tout le genre humain!
Tant qu'a ce siecle auguste on barre le chemin,
Tant que la Prusse tient prisonniere la France,
Penser est un affront, vivre est une souffrance.

Je sens, comme Isaie insurge pour Sion,
Gronder le profond vers de l'indignation,
Et la colere en moi n'est pas plus epuisable
Que le flot dans la mer immense et que le sable
Dans l'orageux desert remue par les vents.

Ce que j'attends? J'attends que les os soient vivants!
Je suis spectre, et je reve, et la cendre me couvre,
Et j'ecoute; et j'attends que le sepulcre s'ouvre.
J'attends que dans les coeurs il s'eleve des voix,
Que sous les conquerants s'ecroulent les pavois,
Et qu'a l'extremite du malheur, du desastre,
De l'ombre et de la honte, on voie un lever d'astre!

Jusqu'a cet instant-la, gardons superbement,
O peuple, la fureur de notre abaissement,
Et que tout l'alimente et que tout l'exaspere.
Etant petit, j'ai vu quelqu'un de grand, mon pere.
Je m'en souviens; c'etait un soldat, rien de plus,
Mais il avait mele son ame aux fiers reflux,
Aux revanches, aux cris de guerre, aux nobles fetes,
Et l'eclair de son sabre etait dans nos tempetes.
Oh! je ne vous veux pas dissimuler l'ennui,
A vous, fameux hier, d'etre obscurs aujourd'hui,
O nos soldats, lutteurs infortunes, phalange
Qu'illumina jadis la gloire sans melange;
L'etranger a cette heure, helas! heros trahis,
Marche sur votre histoire et sur votre pays;
Oui, vous avez laisse ces reitres aux mains viles
Voler nos champs, voler nos murs, voler nos villes,
Et completer leur gloire avec nos sacs d'ecus;
Oui, vous futes captifs; oui, vous etes vaincus;
Vous etes dans le puits des chutes insondables.
Mais c'est votre destin d'en sortir formidables,
Mais vous vous dresserez, mais vous vous leverez,
Mais vous serez ainsi que la faux dans les pres;
L'hercule celte en vous, la hache sur l'epaule,
Revivra, vous rendrez sa frontiere a la Gaule,
Vous foulerez aux pieds Fritz, Guillaume, Attila,
Schinderhanne et Bismarck, et j'attends ce jour-la!

Oui, les hommes d'Eylau vous diront: Camarades!

Et jusque-la soyez pensifs loin des parades,

Loin des vaines rumeurs, loin des faux cliquetis,
Et regardez grandir nos fils encor petits.

* * * * *

Je vis desormais, l'oeil fixe sur nos deux villes.

Non, je ne pense pas que les rois soient tranquilles;
Je n'ai plus qu'une joie au monde, leur souci.
Rois, vous avez vaincu, Vous avez reussi,
Vous batissez, avec toutes sortes de crimes,
Un edifice infame au haut des monts sublimes;
Vous avez entre l'homme et vous construit un mur,
Soit; un palais enorme, eblouissant, obscur,
D'ou sort l'eclair, ou pas une lumiere n'entre,
Et c'est un temple, a moins que ce ne soit un antre.
Pourtant, eut-on pour soi l'armee et le senat,
Ne point laisser de trace apres l'assassinat,
Rajuster son exploit, bien laver la victoire,
Nettoyer le cote malpropre de la gloire,
Est prudent. Le sort a des retours tortueux,
Songez-y.--J'en conviens, vous etes monstrueux;
Vous et vos chanceliers, vous et vos connetables,
Vous etes satisfaits, vous etes redoutables;
Vous avez, joyeux, forts, servis par ce qui nuit,
Entrepris le recul du monde vers la nuit;
Vous faites chaque jour faire un progres a l'ombre;
Vous avez, sous le ciel d'heure en heure plus sombre,
Princes, de tels succes a nous faire envier
Que vous pouvez railler le vingt et un janvier,
Le quatorze juillet, le dix aout, ces journees
Tragiques, d'ou sortaient les grandes destinees;
Que vous pouvez penser que le Rhin, ce ruisseau,
Suffit pour arreter Jourdan, Brune et Marceau,
Et que vous pouvez rire en vos banquets sonores
De tous nos ouragans, de toutes nos aurores,
Et des vastes efforts des titans endormis.
Tout est bien; vous vivez, vous etes bons amis,
Rois, et vous n'etes point de notre or economies;
Vous en etes venus a vous donner les hommes;
Vous vous faites cadeau d'un peuple apres souper;
L'aigle est fait pour planer et l'homme pour ramper;
L'Europe est le reptile et vous etes les aigles;
Vos caprices, voila nos lois, nos droits, nos regles;
La terre encor n'a vu sous le bleu firmament
Rien qui puisse egaler votre assouvissement;
Et le destin pour vous s'epuise en politesses;
Devant vos majestes et devant vos altesses
Les pretres mettent Dieu stupefait a genoux;
Jamais rien n'a semble plus eternel que vous;
Votre toute-puissance aujourd'hui seule existe.
Mais, rois, tout cela tremble, et votre gloire triste
Devine le refus profond de l'avenir;

Car sur tous ces bonheurs que vous croyez tenir,
Sur vos arcs triomphaux, sur vos splendeurs hautaines,
Sur tout ce qui compose, o rois, o capitaines,
L'amas prodigieux de vos prosperites,
Sur ce que vous revez, sur ce que vous tentez,
Sur votre ambition et sur votre esperance,
On voit la grande main sanglante de la France.

16 septembre 1873.

XVII

MORT DE FRANCOIS-VICTOR HUGO

26 DECEMBRE 1873

On lit dans le Rappel du 27 decembre 1873:

"Nous avons la profonde douleur d'annoncer a nos lecteurs la mort de notre bien cher Francois-Victor Hugo. Il a succombe, hier a midi, a la maladie dont il souffrait depuis seize mois. Nous le conduirons demain ou nous avons conduit son frere il y a deux ans.

"Ceux qui l'ont connu comprendront ce que nous eprouvons. Ils savent quelle brave et douce nature c'etait. Pour ses lecteurs, c'etait un ecrivain d'une gravite presque severe, historien plus encore que journaliste; pour ses amis, c'etait une ame charmante, un etre affectueux et bon, l'amabilite et la grace memes. Personne n'avait son egalite d'humeur, ni son sourire. Et il avait plus de merite qu'un autre a etre tel, ayant subi des epreuves d'ou plus d'un serait sorti amer et hostile.

"Tout jeune, il avait eu une maladie de poitrine, qui n'avait cede qu'a son energie et a sa volonte de vivre; mais il y avait perdu un poumon, et il s'en ressentait toujours. Puis, a peine avait-il eu age d'homme, qu'un article de journal ou il demandait que la France restat hospitaliere aux proscrits, lui avait valu neuf mois de Conciergerie. Quand il etait sorti de prison, le coup d'etat l'avait jete en exil. Il y etait reste dix-huit ans.

"Il sortit de France a vingt-quatre ans, il y rentra a quarante-deux. Ces dix-huit annees, toute la jeunesse, le meilleur de la vie, les annees qui ont droit au bonheur, il les passa hors de France, loin de ses habitudes et de ses gouts, dans un pays froid aux etrangers, plus froid aux vaincus. Il lui fallut pour cela un grand courage, car il adorait Paris; mais il s'etait dit qu'il ne reviendrait pas tant que l'empire durerait, et il serait mort avant de se manquer de parole. Il employa genereusement ces dures annees a son admirable traduction de Shakespeare, et rien n'etait plus touchant que de le voir a cette

oeuvre, ou l'Angleterre etait melee a la France, et qui etait en meme temps le paiement de l'hospitalite et le don de l'expatrie a la patrie.

"Le 4 septembre le ramena. Alors, Paris etait menace, les prussiens arrivaient, beaucoup s'en allaient a l'etranger; lui, il vint de l'etranger. Il vint prendre sa part du peril, du froid, de la faim, du bombardement. Il s'engagea dans l'artillerie de la garde nationale. Il eut la douleur commune de nos desastres et la douleur personnelle de la mort de son frere.

"On aurait pu croire que c'etait suffisant, et qu'apres la prison, apres l'exil, apres le deuil patriotique, apres le deuil fraternel, il etait assez puni d'avoir ete bon, honnete et vaillant toute sa vie. On aurait pu croire qu'il avait bien gagne un peu de joie, de bien-etre et de sante. La France ressuscitait peu a peu, et il aurait pu etre heureux quelque temps sans remords. Alors la maladie l'a saisi, et l'a cloue dans son lit pendant un an avant de le clouer pour toujours dans le cercueil.

"Son frere est mort foudroye; lui, il a expire lentement. La mort a plusieurs facons de frapper les peres. Pendant plus d'un an, son lit a ete sa premiere tombe, la tombe d'un vivant, car il a eu, jusqu'au dernier jour, jusqu'a la derniere heure, toute sa lucidite d'esprit. Il s'interessait a tout, lisait les journaux; seulement, il lui etait impossible d'ecrire une ligne; son intelligence si droite, sa raison si ferme, ses longues etudes d'histoire, son talent si serieux et si fort, a quoi bon maintenant? Ce supplice de l'impuissance intelligente, de la volonte prisonniere, de la vie dans la mort, il l'a subi seize mois. Et puis, une pulmonie s'est declaree et l'a emporte dans l'inconnu.

"La mort, soit. Mais cette longue agonie, pourquoi? Un jour, il etait mieux, et nous le croyions deja gueri; puis il retombait, pour remonter, et pour retomber encore. Pourquoi ces sursis successifs, puisqu'il etait condamne a mort? Pourquoi la destinee, puisqu'elle avait decide de le tuer, n'en a-t-elle pas fini tout de suite, et qui donc prend plaisir a prolonger ainsi notre execution, et a nous faire mourir tant de fois?

"Pauvre cher Victor! que j'ai vu si enfant, et que j'allais chercher, le dimanche, a sa pension!

"Et son pere! Ses ennemis eux-memes diront que c'est trop. D'abord, c'a ete sa fille, --et toi, mon Charles! Puis, il y a deux ans, c'a ete son fils aine. Et maintenant, c'est le dernier. Quel bonheur pour leur mere d'etre morte! C'est la que les genies ne sont plus que des peres. Tous s'en sont alles, l'un apres l'autre, le laissant seul. Lui si pere! Oh! ses chers petits enfants des *Feuilles d'automne!* On lui dira qu'il a d'autres enfants, nous tous, ses fils intellectuels, tous ceux qui sont nes de lui, et tous ceux qui en naitront, et que ceux-la ne lui manqueront ni aujourd'hui, ni demain, ni jamais, et que la mort aura beau faire, ils seront plus nombreux d'age en age. D'autres lui

diront cela; mais moi, j'étais le frere de celui qui est mort, et je ne puis que pleurer.

AUGUSTE VACQUERIE."

* * * * *

OBSEQUES DE FRANCOIS-VICTOR HUGO

Bien avant l'heure indiquee, la foule etait deja telle dans la rue Drouot, qu'il etait difficile d'arriver a la maison mortuaire. Un registre ouvert dans une petite cour recevait les noms de ceux qui voulaient temoigner leur douloureuse sympathie au pere si cruellement frappe.

Un peu apres midi, on a descendu le corps. C'a ete une chose bien triste a voir, le pere au bas de l'escalier regardant descendre la biere de son dernier fils.

Un autre moment navrant, c'a ete quand Mme Charles Hugo a passe, prete a s'évanouir a chaque instant et si faible qu'on la portait plus qu'on ne la soutenait. Il y a deux ans, elle enterrait son mari; hier, son beau-frere. Avec quel tendre devouement et quelle admirable perseverance elle a soigne ce frere pendant cette longue maladie, passant les nuits, lui sacrifiant tout, ne vivant que pour lui, c'est ce que n'oublieront jamais le pere ni les amis du mort. Elle a voulu absolument l'accompagner jusqu'au bout, et ne l'a quitte que lorsqu'on l'a arrachee de la tombe.

L'enterrement etait au cimetiere de l'Est. Le convoi a suivi les grands boulevards, puis le boulevard Voltaire.

Derriere le corbillard, marchait le pere desole. Lui aussi, ses amis auraient voulu qu'il s'epargnat ce supplice, rude a tous les ages. Mais Victor Hugo accepte virilement toutes les epreuves, il n'a pas voulu fuir celle-la, et c'était aussi beau que triste de voir derriere ce corbillard cette tete blanche que le sort a frappee tant de fois sans parvenir a la courber.

Derriere le pere, venaient MM. Paul Meurice, Auguste Vacquerie, Paul Foucher, oncle du mort, et Leopold Hugo, son cousin. Puis le docteur Allix et M. Armand Gouzien, qui avaient bien le droit de se dire de la famille, apres les soins fraternels qu'ils ont prodigues au malade.

Puis, les amis et les admirateurs du pere, tous ceux, deputes, journalistes, litterateurs, artistes, ouvriers, qui avaient voulu s'associer a ce grand deuil: MM. Gambetta, Cremieux, Eugene Pelletan, Arago, Spuller, Lockroy, Jules Simon, Alexandre Dumas, Flaubert, Nefftzer, Martin Bernard ... mais il faudrait citer tout ce qui a un nom. Ce cortege innombrable passait entre deux haies epaisses qui couvraient les deux trottoirs du boulevard et qui n'ont pas cesse jusqu'au cimetiere.

A mesure que le convoi avançait, une partie de la haie se détachait pour s'ajouter au cortège, qui grossissait de moment en moment et que la chaussée avait peine à contenir. Et quand cet énorme cortège est arrivé au cimetière, il l'a trouvé déjà plein d'une foule également innombrable, et ce n'est pas sans difficulté qu'on a pu faire ouvrir passage même au cercueil.

Le tombeau de famille de Victor Hugo n'ayant plus de place, hélas, on a déposé le corps dans un caveau provisoire. Quand il y a été descendu, il s'est fait un grand silence, et Louis Blanc a dit les belles et touchantes paroles qui suivent :

Messieurs,

Des deux fils de Victor Hugo, le plus jeune va rejoindre l'aîné. Il y a trois ans, ils étaient tous les deux pleins de vie. La mort, qui les avait séparés depuis, vient les réunir.

Lorsque leur père écrivait:

Aujourd'hui, je n'ai plus de tout ce que j'avais
Qu'un fils et qu'une fille,
Me voilà presque seul! Dans cette ombre où je vais,
Dieu m'ôte la famille!

Lorsque ce cri d'angoisse sortait de son grand cœur déchiré:

Oh! demeurez, vous deux qui me restez!....,

prévoyait-il que, pour lui, la nature serait à ce point inexorable?
Prévoyait-il que la _maison sans enfants_ allait être la
sienne?--Comme si la destinée avait voulu, proportionnant sa part de
souffrance à sa gloire, lui faire un malheur égal à son génie!

Ah! ceux-là seuls comprendront l'étendue de ce deuil, qui ont connu
l'être aimé que nous confions à la terre. Il était si affectueux, si
attentif au bonheur des autres! Et ce qui donnait à sa bonté je ne
sais quel charme attendrissant, c'était le fond de tristesse dont
témoignaient ses habitudes de réserve, ses manières toujours graves,
son sourire toujours pensif. Rien qu'à le voir, on sentait qu'il
avait souffert, et la douceur de son commerce n'en était que plus
pénétrante.

Dans les relations ordinaires de la vie, il apportait un calme que son
âge rendait tout à fait caractéristique. On aurait pu croire qu'en
cela il était différent de son frère, nature ardente et passionnée;
mais ce calme cachait un pouvoir singulier d'émotion et d'indignation,
qui se révélait toutes les fois qu'il y avait le mal à combattre,
l'iniquité à flétrir, la vérité et le peuple à venger.
(_Applaudissements_)

Il était alors éloquent et d'une éloquence qui partait des entrailles.
Rien de plus véhément, rien de plus pathétique, que les articles

publies par lui dans le _Rappel_ sur l'impunité des coupables d'en haut comparée à la rigueur dont on a coutume de s'armer contre les coupables d'en bas. (_Profonde émotion._)

L'amour de la justice, voilà ce qui remuait dans ses plus intimes profondeurs cette âme généreuse, vaillante et tendre.

Il est des hommes à qui l'occasion manque pour montrer dans ce qu'ils ont fait ce qu'ils ont été. Cela ne peut pas se dire de François-Victor Hugo. Ses actes le définissent. Une invocation généreuse au génie hospitalier de la France lui valut neuf mois de prison avant le 2 décembre; après le 2 décembre, il a eu dix-huit années d'exil, et, dans sa dernière partie, d'exil volontaire....

Volontaire? je me trompe!

Danton disait: "On n'emporte pas la patrie à la semelle de ses souliers." Mais c'est parce qu'on l'emporte au fond de son cœur que l'exil a tant d'amertume. Oh! non, il n'y a pas d'exil volontaire. L'exil est toujours forcé; il l'est surtout quand il est prescrit par la seule autorité qui ait un droit absolu de commandement sur les âmes fières, c'est-à-dire la conscience. (_Applaudissements._)

François-Victor aimait la France, comme son père; comme son père, il l'a quittée le jour où elle cessa d'être libre, et, comme lui, ce fut en la servant qu'il acquit la force de vivre loin d'elle. Je dis en la servant, parce que, suivant une belle remarque de Victor Hugo, traduire un poète étranger, c'est accroître la poésie nationale. Et quel poète que celui que François-Victor Hugo entreprit de faire connaître à la France!

Pour y réussir pleinement, il fallait pouvoir transporter dans notre langue, sans offenser la prudence de notre goût, tout ce que le style de Shakespeare a de hardi dans sa vigueur, d'étrange dans sa sublimité; il fallait pouvoir découvrir et dévoiler les procédés de ce merveilleux esprit, montrer l'étonnante originalité de ses imitations, indiquer les sources où il puisa tant de choses devenues si complètement siennes; étudier, comparer, juger ses nombreux commentateurs; en un mot, il fallait pouvoir prendre la mesure de ce génie universel. Eh bien, c'est cet effrayant labeur que François-Victor Hugo, que le fils de notre Shakespeare a nous ... (_applaudissements_) aborda et sut terminer à un âge où la plupart des hommes, dans sa situation, ne s'occupent que de leurs plaisirs. Les trente-six introductions aux trente-six drames de Shakespeare suffiraient pour lui donner une place parmi les hommes littéraires les plus distingués de notre temps.

Elles disent assez, à part même le mérite de sa traduction, la meilleure qui existe, quelle perte le monde des lettres et le monde de la science ont faite en le perdant.

Et la République! Elle a aussi le droit de porter son deuil. Car ce fut au signal donné par elle qu'il accourut avec son père et son

frere,--d'autant plus impatients de venir s'enfermer dans la capitale, qu'il y avait la, en ce moment, d'affreuses privations a subir et le peril a braver. On sait avec quelle fermete ils traverserent les horreurs d'un siege qui sera l'eternelle gloire de ce grand peuple de Paris.

Mais d'autres epreuves les attendaient. Bientot, l'auteur de l'_Annee terrible_ eut a pleurer la mort d'un de ses fils et a trembler pour la vie de l'autre. Pendant seize mois, Francois-Victor Hugo a ete torture par la maladie qui nous l'enleve. Entoure par l'affection paternelle de soins assidus, dispute a la mort chaque jour, a chaque heure, par un ange de devouement, la veuve de son frere, son energie secondait si bien leurs efforts, qu'il aurait ete sauve s'il avait pu l'etre.

Sa tranquillite etait si constante, sa serenite avait quelque chose de si indomptable, que, malgre l'empreinte de la mort, depuis longtemps marquee sur son visage, nous nous prenions quelquefois a esperer....

Esperait-il lui-meme, lorsqu'il nous parlait de l'avenir, et qu'il s'efforçait de sourire? Ou bien voulait-il, par une inspiration digne de son ame, nous donner des illusions qu'il n'avait pas, et tromper nos inquietudes? Ce qui est certain, c'est que, pendant toute une annee, il a, selon le mot de Montaigne, "vecu de la mort", jusqu'au moment ou, toujours calme, il s'est endormi pour la derniere fois, laissant apres lui ce qui ne meurt pas, le souvenir et l'exemple du devoir accompli.

Quant au vieillard illustre que tant de malheurs accablent, il lui reste, pour l'aider a porter jusqu'a la fin le poids des jours, la conviction qu'il a si bien formulee dans ces beaux vers:

C'est un prolongement sublime que la tombe.
On y monte, etonne d'avoir cru qu'on y tombe.

Dans la derniere lettre que j'ai recue de lui, qui fut la derniere ecrite par lui, Barbès me disait: "Je vais mourir, et toi tu vas avoir de moins un ami sur la terre. Je voudrais que le systeme de Reynaud fut vrai, pour qu'il nous fut donne de nous revoir ailleurs."

Nous revoir ailleurs! De l'espoir que ces mots expriment venait la foi de Barbès dans la permanence de l'etre, dans la continuite de son developpement progressif. Il n'admettait pas l'idee des separations absolues, definitives. Victor Hugo ne l'admet pas, lui non plus, cette idee redoutable. Il croit a Dieu eternel, il croit a l'ame immortelle. C'est la ce qui le rendra capable, tout meurtri qu'il est, de vivre pour son autre famille, celle a qui appartient la vie des grands hommes, l'humanite. (_Applaudissements prolonges._)

Après ce discours, d'une eloquence si forte et si emue, et qui a profondement touche toute cette grande foule, Victor Hugo a embrasse Louis Blanc; puis ses amis l'ont enleve de la fosse. Alors c'a ete a qui se precipiterait vers lui et lui prendrait la main. Amis connus ou inconnus, hommes, femmes, tous se pressaient sur son passage; on

voyait la quel coeur est celui de ce peuple de Paris, si reconnaissant a ceux qui l'aiment; les femmes pleuraient; et tout a coup le sentiment de tous a eclate dans l'explosion de ce cri prolonge et repete: Vive Victor Hugo! Vive la republique!

Victor Hugo a pu enfin monter en voiture, avec Louis Blanc. Mais pendant longtemps encore la voiture n'a pu aller qu'au pas, a cause de la foule, et les mains continuaient a se tendre par la portiere. Louis Blanc avait sa part de ces touchantes manifestations.

Et, en revenant, nous nous redisons la strophe des Feuilles d'automne:

Seigneur! preservez-moi, preservez ceux que j'aime,
Mes parents, mes amis, et mes ennemis meme
 Dans le mal triomphants,
De jamais voir, Seigneur, l'ete sans fleurs vermeilles,
La cage sans oiseaux, la ruche sans abeilles,
 La maison sans enfants!

Dieu n'a pas exauce le poete. Les oiseaux sont envoles, la maison est vide. Mais Louis Blanc a raison, il reste au malheureux pere encore une famille. Il l'a vue aujourd'hui, elle l'a accompagne et soutenu, elle a pleure avec lui. Et, s'il n'y a pas de consolations a de telles douleurs, c'est un adoucissement pourtant que de sentir autour de soi tant de respect affectueux et cette admiration universelle.

Malgre l'enormite de la foule, il n'y a pas eu le moindre desordre, ni le moindre accident. Cette manifestation imposante s'est faite avec une gravite et une tranquillite profondes.

Il est impossible d'enumerer tous les noms connus des ecrivains, des hommes politiques, des artistes qui se pressaient dans la foule.

Les anciens collegues de Victor Hugo a l'Assemblee nationale etaient venus en grand nombre. Citons parmi eux MM. Louis Blanc, Gambetta, Cremieux, Emmanuel Arago, Jules Simon, Victor Schoelcher, Peyrat, Edmond Adam, Eugene Pelletan, Lepere, Laurent Pichat, Henri de Lacretelle, Noel Parfait, Alfred Naquet, Tirard, Henri Martin, Georges Perin, Jules Ferry, Germain Casse, Henri Brisson, Arnaud (de l'Ariege), Millaud, Martin-Bernard, Ordinaire, Melvil-Bloncourt, Eugene Farcy, Bamberger, Charles Rolland, Escarguel, Caduc, Daumas, Jules Barni, Lefevre, Corbon, Simiot, Greppo, Lafon de Fongaufier, etc., etc.

Nommons ensuite, au hasard, MM. Alexandre Dumas fils, Gustave Flaubert, Felicien David, Charles Blanc, Louis Ulbach, Monselet, Theodore de Banville; Leon Valade, Philippe Burty, Nefftzer, docteur See, Emile Perrin, Ritt, Larochelle, Duquesnel, Aime Millet, Edouard Manet, Bracquemond, Jacquemart, Andre Gill, Carjat, Nadar, Henri Roger de Beauvoir, les freres Lionnet, Delaunay, Dumaine, Taillade, Pierre Berton, Andre Lefevre, Mario Proth, E. Tarbe, Frederic Thomas, docteur Mandl, Ernest Hamel, Pierre Veron, Edouard Plouvier, Alfred Quidant,

Pradilla Para, consul de Colombie, Etienne Arago, Lecanu, Mario Uchard, Hippolyte Lucas, Amedee Pommier, Mme Blanchecotte, Kaempfen, Lechevalier, Hetzel, Michel Levy freres, Emile de la Bedolliere, Robert Mitchell, Catalan, professeur a l'universite de Liege, E. Deschanel, Jules Claretie, Eugene Manuel, duc de Bellune, Edouard Laferriere, Paul Arene, docteur Faivre, Leon Dierx, Catulle Mendes, Emile Daclin, Victor Cochinat, Mayrargue, Louis Leroy, Maurice Bixio, Adolphe Michel, Michaelis, Antonin Proust, Louis Asseline, A. de la Fizeliere, Maracineano de Bucharest, Louis Lacombe, Armand Lapointe, Denis de la Garde, Louis Ratisbonne, Leon Cladel, Tony Revillon, Charles Chassin, Emmanuel Gonzales, Louis Koch, Agricol Perdiguier, Andre Roussel, Ferdinand Dugue, Schiller, P. Deloir, Dommartin, Habeneck, Ginesta, Lepelletier, Rollinat, Richard Lesclide, Coedes, Busnach, Edg. Hement, Yves Guyot, Valbregue, Elzear Bornier, Pothay, Barbieux, Montrosier, Lacroix, Adrien Huart, George Richard, Rey (de l'Odeon), Balitout, Allain-Targe, Spuller, Nadaud, Ollive, Perrinelle, conseiller general de la Seine, J.-A. Lafont, Gabriel Guillemot, etc., etc.

Le _Rappel_ etait la tout entier: MM. Auguste Vacquerie, Paul Meurice, Edouard Lockroy, Frederic Morin, Gaulier, Camille Pelletan, C. Quentin, Victor Meunier, Ernest Lefevre; Ernest Blum, d'Hervilly, Emile Blemont, L. Constant, Barberet, Lemay, Luthereau, Feron, Pelleport, Destrem, Am. Blondeau, etc., les compositeurs et imprimeurs du _Rappel_.

(Le _Rappel_ du 30 decembre 1873.)

XVIII

LE CENTENAIRE DE PETRARQUE

Victor Hugo, a l'occasion des fetes du centenaire de Petrarque, a recu l'invitation suivante:

Avignon, 14 juillet 1874.

Cher et grand citoyen,

Le 18 juillet, Avignon officiel va donner de grandes fetes en l'honneur de Petrarque, a l'occasion du cinquieme centenaire de sa mort.

Plusieurs villes et plusieurs societes savantes de l'Italie se font représenter a ces fetes par des delegues. M. Nigra sera parmi nous.

Or, dans notre ville, le conseil municipal élu a été remplacé par une commission municipale triée, selon l'usage, par un des plus célèbres préfets de l'ordre moral. C'est ce monde-la qui va recevoir les

patriotes que l'Italie nous envoie.

Il importe donc, selon nous, qu'une main glorieuse et véritablement fraternelle puisse, au nom des républicains de France, serrer la main que vont nous tendre les enfants d'une nation à laquelle nous voudrions témoigner de sincères sentiments de sympathie.

Nous serions fiers qu'Avignon put parler par la voix de notre plus grand poète aux concitoyens du poète et du patriote Pétrarque.

L'Italie, alors, entendrait un langage véritablement français, et l'échange des sentiments qui doivent unir les deux grandes nations serait dignement exprimé.

C'est dans ces circonstances, c'est dans cette pensée, et pour donner, nous, à ces fêtes officielles leur véritable portée, qu'un groupe considérable d'amis,--qui représentent toute la démocratie avignonnaise et la jeunesse républicaine du pays,--m'ont chargé de vous adresser la présente lettre, pour vous inviter à venir passer au milieu de nous les journées des 18, 19 et 20 juillet. La vraie fête aura lieu si vous daignez accepter cette invitation, et votre visite aurait, pour tout le midi de la France, une grande, une féconde signification.

Permettez-nous d'espérer que notre invitation sera par vous acceptée, et de nous en rejouir d'avance; et veuillez, cher et grand citoyen, recevoir, au nom de mes amis ainsi qu'en mon nom personnel, l'expression de notre respectueuse et profonde admiration.

SAINT-MARTIN,

Conseiller général de Vaucluse, ex-redacteur en chef de la Democratie du Midi.

* * * * *

Victor Hugo a répondu:

Paris, 18 juillet 1874.

Mon honorable concitoyen,

La noble et glorieuse invitation que vous voulez bien me transmettre me touche profondément. J'ai le chagrin de ne pouvoir m'y rendre, étant en ce moment retenu près de mon petit-fils, convalescent d'une grave maladie.

Je suis heureux du souvenir que veut bien me garder cette vaillante démocratie du midi, qui est comme l'avant-garde de la démocratie universelle, et à laquelle le monde pense toutes les fois qu'il entend la Marseillaise.

La Marseillaise, c'est la voix du midi; c'est aussi la voix de

l'avenir.

Je regrette d'être absent du milieu de vous. J'eusse été fier de souhaiter, en votre nom à tous, la bienvenue à ces frères, à ces généreux italiens, qui viennent fêter Pétrarque dans le pays de Voltaire. Mais de loin j'assisterai, ému, à vos solennités. Elles fixeront l'attention du monde civilisé. Pétrarque, qui a été l'aurole d'un siècle ténébreux, ne perd rien de sa clarté dans ce plein midi du progrès qu'on nomme le dix-neuvième siècle.

Je félicite Avignon. Avignon, pendant ces trois jours mémorables, va donner un illustre spectacle. On pourrait dire que Rome et Paris vont s'y rencontrer; Rome qui a sacré Pétrarque, Paris qui a jeté bas la Bastille; Rome qui couronne les poètes, Paris qui détrône les rois; Rome qui glorifie la pensée humaine, Paris qui la délivre.

Cette accolade des deux cités mères est superbe. C'est l'embrassement de deux idées. Rien de plus pathétique et de plus rassurant. Rome et Paris fraternisant dans la sainte communion démocratique, c'est beau. Vos acclamations donneront à cette rencontre toute sa signification. Avignon, ville pontificale et ville populaire, est un trait d'union entre les deux capitales du passé et de l'avenir.

Nous nous sentons tous bien représentés par vous, hommes de Vaucluse, dans cette fête, nationale pour deux nations. Vous êtes dignes de faire à l'Italie la salutation de la France.

Ainsi s'ébauche la majestueuse République fédérale du continent. Ces magnifiques mélanges de peuples commencent les États-Unis d'Europe.

Pétrarque est une lumière dans son temps, et c'est une belle chose qu'une lumière qui vient de l'amour. Il aima une femme et il charma le monde. Pétrarque est une sorte de Platon de la poésie; il a ce qu'on pourrait appeler la subtilité du cœur, et en même temps la profondeur de l'esprit; cet amant est un penseur, ce poète est un philosophe. Pétrarque en somme est une âme éclatante.

Pétrarque est un des rares exemples du poète heureux. Il fut compris de son vivant, privilège que n'eurent ni Homère, ni Eschyle, ni Shakespeare. Il n'a été ni calomnié, ni hui, ni lapidé. Pétrarque a eu sur cette terre toutes les splendeurs, le respect des papes, l'enthousiasme des peuples, les pluies de fleurs sur son passage dans les rues, le laurier d'or au front comme un empereur, le Capitole comme un dieu. Disons virilement la vérité, le malheur lui manque. Je préfère à cette robe de pourpre le bâton d'Alighieri errant. Il manque à Pétrarque cet on ne sait quoi de tragique qui ajoute à la grandeur des poètes une cime noire, et qui a toujours marqué le plus haut sommet du génie. Il lui manque l'insulte, le deuil, l'affront, la persécution. Dans la gloire Pétrarque est dépassé par Dante, et le triomphe par l'exil.

XIX

LA QUESTION DE LA PAIX REMPLACÉE PAR LA QUESTION DE LA GUERRE

A MM. LES MEMBRES DU CONGRES DE LA PAIX A GENEVE.

Paris, 4 septembre 1874.

Chers concitoyens de la republique d'Europe,

Vous avez bien voulu desirer ma presence a votre congres de Geneve. C'est un regret pour moi de ne pouvoir me rendre a votre invitation qui m'honore. S'il m'etait donne de prononcer a cette heure quelques paroles parmi vous, j'ajouterais, et, je le pense, sans protestation de votre part, au sujet de cette grande question de la paix universelle, de nouvelles reserves a celles que j'indiquais, il y a cinq ans, au congres de Lausanne. Aujourd'hui, ce qui alors etait le mal est devenu le pire; une aggravation redoutable a eu lieu; le probleme de la paix se complique d'une immense enigme de guerre.

Le _quidquid delirant reges_ a produit son effet.

Ajournement de toutes les fraternites; ou il y avait l'esperance, il y a la menace; on a devant soi une serie de catastrophes qui s'engendrent les unes des autres et qu'il est impossible de ne pas epuiser; il faudra aller jusqu'au bout de la chaine.

Cette chaine, deux hommes l'ont forgee, Louis Bonaparte et Guillaume, pseudonymes tous les deux, car derriere Guillaume il y a Bismarck et derriere Louis Bonaparte il y a Machiavel. La logique des faits violents ne se demet jamais, le despotisme s'est transforme, c'est-a-dire renouvele, et s'est deplace, c'est-a-dire fortifie; l'empire militaire a abouti a l'empire gothique, et de France a passe en Allemagne. C'est la qu'est aujourd'hui l'obstacle. Tout ce qui a ete fait doit etre defait. Necessite funeste. Il y a entre l'avenir et nous une interposition fatale. On ne peut plus entrevoir la paix qu'a travers un choc et au dela d'un inexorable combat. La paix, helas, c'est toujours l'avenir, mais ce n'est plus le present. Toute la situation actuelle est une sombre et sourde haine.

Haine du soufflet recu.

Qui a ete soufflete? Le monde entier. La France frappee a la face, c'est la rougeur au front de tous les peuples. C'est l'affront fait a la mere. De la la haine.

Haine de vaincus a vainqueurs, vieille haine eternelle; haine de peuples a rois, car les rois sont des vainqueurs dont les vaincus sont les peuples; haine reciproque, et sans autre issue qu'un duel.

Duel entre deux nations? Non. La France et l'Allemagne sont soeurs;

mais duel entre deux principes, la republique et l'empire.

La question est posee: d'un cote la monarchie germanique, de l'autre, les Etats-Unis d'Europe; la rencontre des deux principes est inevitable; et des a present on distingue dans le profond avenir les deux fronts de bataille, d'un cote tous les royaumes, de l'autre toutes les patries.

Ce duel terrible, puisse-t-il etre longtemps retarde! Puisse une autre solution se faire jour! Si la grande bataille se livre, ce qu'il y aura des deux cotes, helas, ce sera des hommes. Conflit lamentable! Quelle extremite pour le genre humain! La France ne peut attaquer un peuple sans etre fratricide; un peuple ne peut attaquer la France sans etre parricide. Inexprimable serrement de coeur!

Nous, prepareurs des faits futurs, nous eussions desire une autre issue; mais les evenements ne nous ecoutent pas; ils vont au meme but que nous, mais par d'autres moyens. Ou nous emploierions la paix, ils emploient la guerre. Pour des motifs inconnus, ils preferent les solutions de haute lutte. Ce que nous ferions a l'amiable, ils le font par effraction. La providence a de ces brusqueries.

Mais il est impossible que le philosophe n'en soit pas profondement attriste.

Ce qu'il constate douloureusement, ce qu'il ne peut nier, c'est l'enchainement des faits, c'est leur necessite, c'est leur fatalite. Il y a une algebre dans les desastres.

Ces faits, je les resume en quelques mots.

La France a ete diminuee. A cette heure, elle a une double plaie, plaie au territoire, plaie a l'honneur. Elle ne peut en rester la. On ne garde pas Sedan. On ne se rendort pas la-dessus.

Pas plus qu'on ne se rendort sur l'arrachement de Metz et de Strasbourg.

La guerre de 1870 a debute par un guet-apens et s'est terminee par une voie de fait. Ceux qui ont fait le coup n'ont pas vu le contre-coup. Ce sont la des fautes d'hommes d'etat. On se perd par l'eblouissement de sa victoire. Qui voit trop la force est aveugle au droit. Or la France a droit a l'Alsace et a la Lorraine. Pourquoi? parce que l'Alsace et la Lorraine ont droit a la France. Parce que les peuples ont droit a la lumiere et non a la nuit. Tout verse en ce moment du cote de l'Allemagne. Grave desordre. Cette rupture d'equilibre doit cesser. Tous les peuples le sentent et s'en inquietent. De la un malaise universel. Comme je l'ai dit a Bordeaux, a partir du traite de Paris, l'insomnie du monde a commence.

Le monde ne peut accepter la diminution de la France. La solidarite des peuples, qui eut fait la paix, fera la guerre. La France est une sorte de propriete humaine. Elle appartient a tous, comme autrefois

Rome, comme autrefois Athenes. On ne saurait trop insister sur ces realites. Voyez comme la solidarite eclate. Le jour ou la France a du payer cinq milliards, le monde lui en a offert quarante-cinq. Ce fait est plus qu'un fait de credit, c'est un fait de civilisation. Apres les cinq milliards payes, Berlin n'est pas plus riche et Paris n'est pas plus pauvre. Pourquoi? Parce que Paris est necessaire et que Berlin ne l'est pas. Celui-la seul est riche qui est utile.

En ecrivant ceci, je ne me sens pas francais, je me sens homme.

Voyons sans illusion comme sans colere la situation telle qu'elle est. On a dit: *_Delenda Carthago_*; il faut dire: *_Servanda Gallia._*

Quand une plaie est faite a la France, c'est la civilisation qui saigne. La France diminuee, c'est la lumiere amoindrie. Un crime contre la France a ete commis; les rois ont fait subir a la France toute la quantite de meurtre possible contre un peuple. Cette mauvaise action des rois, il faut que les rois l'expient, et c'est de la que sortira la guerre; et il faut que les peuples la reparent, et c'est de la que sortira la fraternite. La reparation, ce sera la federation. Le denouement, le voici: Etats-Unis d'Europe. La fin sera au peuple, c'est-a-dire a la Liberte, et a Dieu, c'est-a-dire a la Paix.

Esperons.

Chers concitoyens de la patrie universelle, recevez mon salut cordial.

VICTOR HUGO.

XX

OBSEQUES DE MADAME PAUL MEURICE

On lit dans le *_Rappel_* du 16 novembre 1874:

"Une foule considerable a conduit, hier, Mme Paul Meurice, a sa derniere demeure. Derriere le char funebre marchaient, d'abord celui qui reste seul, et a sa droite Victor Hugo, puis des deputes, des journalistes, des litterateurs, des artistes, en trop grand nombre pour que nous puissions les nommer, puis des milliers d'amis inconnus, car on aura beau faire, on n'empchera jamais ce genereux peuple de Paris d'aimer ceux qui l'aiment, et de le leur temoigner.

"On est alle directement de la maison mortuaire au Pere-Lachaise.

"Quand le corps a ete descendu dans le caveau, Victor Hugo a prononce les paroles suivantes:

La femme a laquelle nous venons faire la salutation supreme a honore

son sexe; elle a été vaillante et douce; elle a eu toutes les grâces pour aimer, elle a eu toutes les forces pour souffrir. Elle laisse derrière elle le compagnon de sa vie, Paul Meurice, un esprit lumineux et fier, un des plus nobles hommes de notre temps. Inclignons-nous devant cette tombe vénérable.

J'ai été témoin de leur mariage. Ainsi s'en vont les jours. Je les ai vus tous les deux, jeunes, elle si belle, lui si rayonnant, associés, devant la loi humaine et devant la loi divine, leur avenir, et se donner la main dans l'espoir et dans l'aurore. J'ai vu cette entrée de deux âmes dans l'amour qui est la vraie entrée dans la vie. Aujourd'hui, est-ce la sortie que nous voyons? Non. Car le cœur qui reste continue d'aimer et l'âme qui s'envole continue de vivre. La mort est une autre entrée. Non dans plus d'amour, car l'amour des ici-bas est complet, mais dans plus de lumière.

Depuis cette heure radieuse du commencement jusqu'à l'heure sévère où nous sommes, ces deux belles âmes se sont appuyées l'une sur l'autre. La vie, quelle qu'elle soit, est bonne, traversée ainsi. Elle, cette admirable femme, peintre, musicienne, artiste, avait reçu tous les dons et était faite pour tous les orgueils, mais elle était surtout fière du reflet de sa renommée à lui; elle prenait sa part de ses succès; elle se sentait félicitée par les applaudissements qui le saluaient; elle assistait souriante à ces splendides fêtes du théâtre où le nom de Meurice éclatait parmi les acclamations et les enthousiasmes; elle avait le doux orgueil de voir éclore pour l'avenir et triompher devant la foule cette série d'œuvres exquises et fortes qui auront dans la littérature de notre siècle une place de gloire et de lumière. Puis sont venus les temps d'épreuve; elle les a accueillis stoïquement. De nos jours, l'écrivain doit être au besoin un combattant; malheur au talent à travers lequel on ne voit pas une conscience! Une poésie doit être une vertu. Paul Meurice est une de ces âmes transparentes au fond desquelles on voit le devoir. Paul Meurice veut la liberté, le progrès, la vérité et la justice; et il en subit les conséquences. C'est pourquoi, un jour, il est allé en prison. Sa femme a compris cette nouvelle gloire, et, à partir de ce jour, elle qui jusque-là n'avait encore été que bonne, elle est devenue grande.

Aussi plus tard, quand les désastres sont arrivés, quand l'épreuve a pris les proportions d'une calamité publique, a-t-elle été prête à toutes les abnégations et à tous les dévouements.

L'histoire de ce siècle a des jours inoubliables. Par moments, dans l'humanité, une certaine sublimité de la femme apparaît; aux heures où l'histoire devient terrible, on dirait que l'âme de la femme saisit l'occasion et veut donner l'exemple à l'âme de l'homme. L'antiquité a eu la femme romaine; l'âge moderne aura la femme française. Le siège de Paris nous a montré tout ce que peut être la femme: dignité, fermeté, acceptation des privations et des misères, gaieté dans les angoisses. Le fond de l'âme de la femme française, c'est un mélange héroïque de famille et de patrie.

La genereuse femme qui est dans cette tombe a eu toutes ces grandeurs-la. J'ai ete son hote dans ces jours tragiques; je l'ai vue. Pendant que son vaillant mari faisait sa double et rude tache d'ecrivain et de soldat, elle aussi se levait avant l'aube. Elle allait dans la nuit, sous la pluie, sous le givre, les pieds dans la neige, attendre pendant de longues heures, comme les autres nobles femmes du peuple, a la porte des bouchers et des boulangers, et elle nous rapportait du pain et de la joie. Car la plus vraie de toutes les joies, c'est le devoir accompli. Il y a un ideal de la femme dans Isaie, il y en a un autre dans Juvenal, les femmes de Paris ont realise ces deux ideals. Elles ont eu le courage qui est plus que la bravoure, et la patience qui est plus que le courage. Elles ont eu devant le peril de l'intrepidite et de la douceur. Elles donnaient aux combattants desesperes l'encouragement du sourire. Rien n'a pu les vaincre. Comme leurs maris, comme leurs enfants, elles ont voulu lutter jusqu'a la derniere heure, et, en face d'un ennemi sauvage, sous l'obus et sous la mitraille, sous la bise acharnee d'un hiver de cinq mois, elles ont refuse, meme a la Seine charriant des glacons, meme a la faim, meme a la mort, la reddition de leur ville. Ah! venerons ce Paris qui a produit de telles femmes et de tels hommes. Soyons a genoux devant la cite sacree. Paris, par sa prodigieuse resistance, a sauve la France que le deshonneur de Paris eut tuee, et l'Europe que la mort de la France eut deshonoree.

Quoique l'ennemi ait pu faire, il y a peut-etre un mysterieux retablissement d'equilibre dans ce fait: la France moindres, mais Paris plus grand.

Que la belle ame, envolée, mais presente, qui m'ecoute en ce moment, soit fiere; toutes les venerations entourent son cercueil. Du haut de la serenite inconnue, elle peut voir autour d'elle tous ces coeurs pleins d'elle, ces amis respectueux qui la glorifient, cet admirable mari qui la pleure. Son souvenir, a la fois douloureux et charmant, ne s'effacera pas. Il eclairera notre crepuscule. Une memoire est un rayonnement.

Que l'ame eternelle accueille dans la haute demeure cette ame immortelle! La vie, c'est le probleme, la mort c'est la solution. Je le repete, et c'est par la que je veux terminer cet adieu plein d'esperance, le tombeau n'est ni tenebreux, ni vide. C'est la qu'est la grande lueur. Qu'il soit permis a l'homme qui parle en ce moment de se tourner vers cette clarte. Celui qui n'existe plus pour ainsi dire ici-bas, celui dont toutes les ambitions sont dans la mort, a le droit de saluer au fond de l'infini, dans le sinistre et sublime eblouissement du sepulcre, l'astre immense, Dieu.

Les journaux ont publie le telegramme adresse a Victor Hugo par les democrates italiens. Victor Hugo leur a repondu:

Je remercie mes freres les democrates d'Italie.

Esperons tous la grande delivrance. L'Italie et la France ont la meme ame, l'ame romaine, la republique. La republique, qui est le passe de l'Italie, est l'avenir de la France et de l'Europe. Vouloir la republique d'Europe, c'est vouloir la federation des peuples; et la federation des peuples, c'est la plus haute realisation de l'ordre dans la liberte, c'est la paix.

Ordre, liberte, paix; ce que la monarchie cherche, la republique le trouve.

VICTOR HUGO.

XXII

POUR UN SOLDAT

(Fevrier 1875.)

Il est desirable que le fait qu'on va lire ne passe point inapercu.

Un soldat, nomme Blanc, fusilier au 112e de ligne, en garnison a Aix, vient d'etre condamne a mort "pour insulte grave envers son superieur".

On annonce la prochaine execution de ce soldat.

Cette execution me semble impossible.

Pourquoi? Le voici:

Le 10 decembre 1873, les chefs de l'armee, siegeant a Trianon en haute cour de justice militaire, ont fait un acte considerable.

Ils ont aboli la peine de mort dans l'armee.

Un homme etait devant eux; un soldat, un soldat responsable entre tous, un marechal de France. Ce soldat, a l'heure supreme des catastrophes, avait deserte le devoir; il avait jete bas la France devant la Prusse; il avait passe a l'ennemi de cette facon epouvantable que, pouvant vaincre, il s'etait laisse battre; il tenait une forteresse, la plus forte de l'Europe, il l'avait donnee; il avait des drapeaux, les plus fiers drapeaux de l'histoire, il les avait livres; il commandait une armee, la derniere qui restait a l'honneur

national, il l'avait garrotée et offerte aux coups de plat de sabre des allemands; il avait envoyée, prisonnière de guerre, aux casernes de Spandau et de Magdebourg, la gloire de la France, les bras liés derrière le dos; pouvant sauver son pays, il l'avait perdu; en livrant Metz, la cité vierge, il avait livré Paris, la ville héroïque; cet homme avait assassiné la patrie.

Le haut conseil de guerre a jugé qu'il méritait la mort, et a déclaré qu'il devait vivre. En faisant cela, qu'a fait le conseil de guerre? Je le répète, il a aboli dans l'armée la peine de mort. Il a décidé que désormais ni la trahison, ni la désertion à l'ennemi, ni le parricide, car tuer sa patrie, c'est tuer sa mère, ne seraient punis de mort.

Le conseil de guerre a bien fait; et nous le félicitons hautement.

Certes, bien des raisons pouvaient conseiller à ces sages et vaillants officiers le maintien de la peine de mort militaire. Il y a une guerre dans l'avenir; pour cette guerre il faut une armée; pour l'armée il faut la discipline; la plus haute des disciplines, c'est la loyauté; la plus inviolable des subordinations, c'est la fidélité au drapeau; le plus monstrueux des crimes, c'est la félonie. Qui frappera-t-on si ce n'est le traître? quel soldat sera puni si ce n'est le général? qui sera foudroyé par la loi si ce n'est le chef? Ou est l'exemple s'il n'est en haut? Ces juges se sont dit tout cela; mais ils ont pensé, et nous les en louons, que l'exemple pouvait se faire autrement; que le moment était venu de remplacer dans le code de l'armée l'intimidation par un sentiment plus digne du soldat, de relever l'idéal militaire, et de substituer à la question de la vie la question de l'honneur.

Profond progrès d'où sortira, pour les besoins du prochain avenir, un nouveau code militaire, plus efficace que l'ancien.

La peine morale substituée à la peine matérielle est plus terrible.
Preuve: Bazaine.

Oui, la dégradation suffit. Ou la honte coule, le sang versé est inutile. La punition assaisonnée de cette hautaine clémence est plus redoutable. Laissez cet homme à son abîme. C'est toujours la sombre et grande histoire de Cain. Bazaine mis à mort laisse derrière lui une légende; Bazaine vivant traîne la nuit.

Donc le conseil de guerre a bien fait.

Qu'ajouter maintenant?

Le maréchal disparaît, voici un soldat.

Nous avons devant les yeux, non plus le haut dignitaire, non plus le grand-croix de la légion d'honneur, non plus le sénateur de l'empire, non plus le général d'armée; mais un paysan. Non plus le vieux chef plein d'aventures et d'années; mais un jeune homme. Non plus l'expérience, mais l'ignorance.

Ayant epargne celui-ci, allez-vous frapper celui-la?

De tels contrastes sont-ils possibles? Est-il utile de proposer a l'intelligence des hommes de telles enigmes?

Ce rapprochement n'est-il pas effrayant? Est-il bon de contraindre la profonde honnetete du peuple a des confrontations de cette nature: avoir vendu son drapeau, avoir livre son armee, avoir trahi son pays, la vie; avoir soufflete son caporal, la mort!

La societe n'est pas vide; il y a quelqu'un; il y a des ministres, il y a un gouvernement, il y a une assemblee, et, au-dessus des ministres, au-dessus du gouvernement, au-dessus de l'assemblee, au-dessus de tout, il y a la droiture publique; c'est a cela que je m'adresse.

L'impot du sang paye a outrance, c'etait la loi des regimes anciens; ce ne peut etre la loi de la civilisation nouvelle. Autrefois, la chaumiere etait sans defense, les larmes des meres et des fiancees ne comptaient pas, les veuves sanglotaient dans la surdite publique, l'accablement des penalites etait inexprimable; ces moeurs ne sont plus les notres. Aujourd'hui, la pitie existe; l'ecrasement de ce qui est dans l'ombre repugne a une societe qui ne marche plus qu'en avant; on comprend mieux le grand devoir fraternel; on sent le besoin, non d'extirper, mais d'eclairer. Du reste, disons-le, c'est une erreur de croire que la revolution a pour resultat l'amoidrissement de l'energie sociale; loin de la, qui dit societe libre dit societe forte. La magistrature peut se transformer, mais pour croitre en dignite et en justice; l'armee peut se modifier, mais pour grandir en honneur. La puissance sociale est une necessite; l'armee et la magistrature sont une vaste protection; mais qui doit-on proteger d'abord? Ceux qui ne peuvent se proteger eux-memes; ceux qui sont en bas, ceux sur qui tout pese; ceux qui ignorent, ceux qui souffrent. Oui, codes, chambres, tribunaux, cet ensemble est utile; oui, cet ensemble est bon et beau, a la condition que toute cette force ait pour loi morale un majestueux respect des faibles.

Autrefois, il n'y avait que les grands, maintenant il y a les petits.

Je me resume.

On n'a pas fusille le marechal de France; fusillera-t-on le soldat?

Je le repete, cela est impossible.

J'eusse intercede pour Bazaine, j'intercede pour Blanc.

J'eusse demande la vie du miserable, je demande la vie du malheureux.

Si l'on veut savoir de quel droit j'interviens dans cette douloureuse affaire, je reponds: De l'immense droit du premier venu. Le premier venu, c'est la conscience humaine.

* * * * *

Le 26 fevrier 1875, Victor Hugo publia cette reclamation, et attendit.

En 1854, quand Victor Hugo, proscrit, etait intervenu pour le condamne Tapner, les journaux bonapartistes avaient declare que, puisque Victor Hugo demandait la vie de Tapner, Tapner devait etre execute. A l'occasion du soldat Blanc, ce fait monstrueux se renouvela. Certaines feuilles reactionnaires intimerent au gouvernement l'ordre de resister a "la pression de M. Victor Hugo", et dirent hautement que, puisque M. Victor Hugo intercedait pour le soldat Blanc, il fallait fusiller le soldat Blanc.

Ces journaux n'eurent pas en 1875 le meme succes qu'en 1854. Tapner avait ete pendu, Blanc ne fut pas fusille. Il eut grace de la vie. Sa peine fut commuee en cinq ans de prison, sans degradation militaire.

XXIII

OBSEQUES D'EDGAR QUINET

(29 mars 1875.)

Je viens, devant cette fosse ouverte, saluer une grande ame.

Nous vivons dans un temps ou abondent glorieusement les ecrivains et les philosophes. La pensee humaine a de tres hautes cimes dans notre epoque, et, parmi ces cimes, Edgar Quinet est un sommet. La clarte sereine du vrai est sur le front de ce penseur. C'est pourquoi je le salue.

Je le salue parce qu'il a ete citoyen, patriote, homme; triple vertu; le penseur doit dilater sa fraternite de la famille a la patrie et de la patrie a l'humanite; c'est par ces elargissements d'horizon que le philosophe devient apotre. Je salue Edgar Quinet parce qu'il a ete genereux et utile, vaillant et clement, convaincu et persistant, homme de principes et homme de douceur; tendre et altier; altier devant ceux qui regnent, tendre pour ceux qui souffrent.

(_Applaudissements._--_Cris de_: Vive la republique!)

L'oeuvre d'Edgar Quinet est illustre et vaste. Elle a le double aspect, ce qu'on pourrait appeler le double versant, politique et litteraire, et par consequent la double utilite dont notre siecle a besoin; d'un cote le droit, de l'autre l'art; d'un cote l'absolu, de l'autre l'ideal.

Au point de vue purement litteraire, elle charme en meme temps qu'elle enseigne; elle emeut en meme temps qu'elle conseille. Le style d'Edgar

Quinet est robuste et grave, ce qui ne l'empêche pas d'être pénétrant. On ne sait quoi d'affectueux lui concilie le lecteur. Une profondeur mêlée de bonté fait l'autorité de cet écrivain. On l'aime. Quinet est un de ces philosophes qui se font comprendre jusqu'à se faire obéir. C'est un sage parce que c'est un juste.

Le poète en lui s'ajoutait à l'historien. Ce qui caractérise les vrais penseurs, c'est un mélange de mystère et de clarté. Ce don profond de la pensée entrevue, Quinet l'avait. On sent qu'il pense, pour ainsi dire, au-delà même de la pensée. (_Mouvement._) Tels sont les écrivains de la grande race.

Quinet était un esprit; c'est-à-dire un de ces êtres pour qui la vieillesse n'est pas, et qui s'accroissent par l'accroissement des années. Ainsi ses dernières œuvres sont les plus belles. Ses deux ouvrages les plus récents, la _Création_ et l'_Esprit nouveau_, offrent au plus haut degré ce double caractère actuel et prophétique qui est le signe des grandes œuvres. Dans l'un et dans l'autre de ces ouvrages, il y a la Révolution qui fait les livres vivants, et la poésie qui fait les livres immortels. (_Bravos._) C'est ainsi qu'un écrivain existe à la fois pour le présent et pour l'avenir.

Il ne suffit pas de faire une œuvre, il faut en faire la preuve. L'œuvre est faite par l'écrivain, la preuve est faite par l'homme. La preuve d'une œuvre, c'est la souffrance acceptée.

Quinet a eu cet honneur, d'être exilé, et cette grandeur, d'aimer l'exil. Cette douleur a été pour lui la bienvenue. Être gêné au tyran plaît aux fières âmes. (_Sensation._) Il y a de l'élection dans la proscription. Être proscrit, c'est être choisi par le crime pour représenter le droit. (_Acclamations.--Cris de:_ Vive la République! vive Victor Hugo!) Le crime se connaît en vertu; le proscrit est l'élu du maudit. Il semble que le maudit lui dise: Sois mon contraire. De la une fonction.

Cette fonction, Quinet l'a superbement remplie. Il a dignement vécu dans cette ombre tragique de l'exil où Louis Blanc a rayonné, où Barbès est mort. (_Profonde émotion._)

Ne plaignez pas ces hommes; ils ont fait le devoir. Être la France hors de France, être vaincu et pourtant vainqueur, souffrir pour ceux qui croient prospérer, féconder la solitude insultée et saine du proscrit, subir utilement la nostalgie, avoir une plaie qu'on peut offrir à la patrie, adorer son pays accablé et amoindri, en avoir d'autant plus l'orgueil que l'étranger veut en avoir le dédain (_applaudissements_), représenter, debout, ce qui est tombé, l'honneur, la justice, le droit, la loi; oui, cela est bon et doux, oui, c'est le grand devoir, et à qui le remplit qu'importe la souffrance, l'isolement, l'abandon! Avec quelle joie, pour servir son pays de cette façon austère, on accepte, pendant dix ans, pendant vingt ans, toute la vie, la confrontation sévère des montagnes ou la sinistre vision de la mer! (_Sensation profonde._)

Adieu, Quinet. Tu as été utile et grand. C'est bien, et ta vie a été bonne. Entre dans toutes les mémoires, ombre vénérable. Sois aimé du peuple que tu as aimé.

Adieu.

Un dernier mot.

La tombe est sévère. Elle nous prend ce que nous aimons, elle nous prend ce que nous admirons. Qu'elle nous serve du moins à dire les choses nécessaires. Ou la parole sera-t-elle haute et sincère si ce n'est devant la mort? Profitons de notre douleur pour jeter des clartés dans les âmes. Les hommes comme Edgar Quinet sont des exemples; par leurs épreuves comme par leurs travaux, ils ont aidé, dans la vaste marche des idées, le progrès, la démocratie, la fraternité. L'émancipation des peuples est une œuvre sacrée. En présence de la tombe, glorifions cette œuvre. Que la réalité céleste nous aide à attester la réalité terrestre. Devant cette délivrance, la mort, affirmons cette autre délivrance, la Révolution.

(_Applaudissements._ --Vive la république!) Quinet y a travaillé. Disons-le ici, avec douceur, mais avec hauteur, disons-le à ceux qui méconnaissent le présent, disons-le à ceux qui nient l'avenir, disons-le à tant d'ingrats délivrés malgré eux (_mouvement_), car c'est au profit de tous que le passé a été vaincu, oui, les magnanimes lutteurs comme Quinet ont bien mérité du genre humain. Devant un tel sépulcre, affirmons les hautes lois morales. Écoutez par l'ombre généreuse qui est ici, disons que le devoir est beau, que la probité est sainte, que le sacrifice est auguste, qu'il y a des moments où le penseur est un héros, que les révolutions sont faites par les esprits, sous la conduite de Dieu, et que ce sont les hommes justes qui font les peuples libres. (_Bravos._) Disons que la vérité, c'est la liberté. Le tombeau, précisément parce qu'il est obscur, à cause de sa noirceur même, a une majesté utile à la proclamation des grandes réalités de la conscience humaine, et le meilleur emploi qu'on puisse faire de ces ténèbres, c'est d'en tirer cette lumière. (_Acclamations unanimes.--Cris de:_ Vive Victor Hugo! Vive la république!)

XXIV

AU CONGRES DE LA PAIX

Victor Hugo, invité en septembre 1875 à adhérer au Congrès de la paix, a répondu:

Le Congrès de la paix veut bien se souvenir de moi et me faire appel. J'en suis profondément touché.

Je ne puis que redire à mes concitoyens d'Europe ce que je leur ai dit déjà plusieurs fois depuis l'année 1871, si fatale pour l'univers

entier. Mes esperances ne sont pas ebranlees, mais sont ajournees.

Il y a actuellement deux efforts dans la civilisation; l'un pour, l'autre contre; l'effort de la France et l'effort de l'Allemagne. Chacune veut creer un monde. Ce que l'Allemagne veut faire, c'est l'Allemagne; ce que la France veut faire, c'est l'Europe.

Faire l'Allemagne, c'est construire l'empire, c'est-a-dire la nuit; faire l'Europe, c'est enfanter la democratie, c'est-a-dire la lumiere.

N'en doutez pas, entre les deux mondes, l'un tenebreux, l'autre radieux, l'un faux, l'autre vrai, le choix de l'avenir est fait.

L'avenir departagera l'Allemagne et la France; il rendra a l'une sa part du Danube, a l'autre sa part du Rhin, et il fera a toutes deux ce don magnifique, l'Europe, c'est-a-dire la grande republique federale du continent.

Les rois s'allient pour se combattre et font entre eux des traites de paix qui aboutissent a des cas de guerre; de la ces monstrueuses ententes des forces monarchiques contre tous les progres sociaux, contre la Revolution francaise, contre la liberte des peuples. De la Wellington et Blucher, Pitt et Cobourg; de la ce crime, dit la Sainte-Alliance; qui dit alliance de rois dit alliance de vautours. Cette fraternite fratricide finira; et a l'Europe des Rois-Coalises succedera l'Europe des Peuples-Unis.

Aujourd'hui? non. Demain? oui.

Donc, ayons foi et attendons l'avenir.

Pas de paix jusque-la. Je le dis avec douleur, mais avec fermete.

La France demembree est une calamite humaine. La France n'est pas a la France, elle est au monde; pour que la croissance humaine soit normale, il faut que la France soit entiere; une province qui manque a la France, c'est une force qui manque au progres, c'est un organe qui manque au genre humain; c'est pourquoi la France ne peut rien conceder de la France. Sa mutilation mutile la civilisation.

D'ailleurs il y a des fractures partout, et en ce moment vous en entendez une crier, l'Herzegovine. Helas! aucun sommeil n'est possible avec des plaies comme celles-ci: la Pologne, la Crete, Metz et Strasbourg, et apres des affronts comme ceux-ci: l'empire germanique retabli en plein dix-neuvieme siecle, Paris viole par Berlin, la ville de Frederic II insultant la ville de Voltaire, la saintete de la force et l'equite de la violence proclamees, le progres souffle sur la joue de la France. On ne met point la paix la-dessus. Pour pacifier, il faut apaiser; pour apaiser, il faut satisfaire. La fraternite n'est pas un fait de surface. La paix n'est pas une superposition.

La paix est une resultante. On ne decrete pas plus la paix qu'on ne decrete l'aurore. Quand la conscience humaine se sent en equilibre

avec la realite sociale; quand le morcellement des peuples a fait place a l'unite des continents; quand l'empietement appele conquete et l'usurpation appelee royaute ont disparu; quand aucune morsure n'est faite, soit a un individu, soit a une nationalite, par aucun voisinage; quand le pauvre comprend la necessite du travail et quand le riche en comprend la majeste; quand le cote matiere de l'homme se subordonne au cote esprit; quand l'appetit se laisse museler par la raison; quand a la vieille loi, prendre, succede la nouvelle loi, comprendre; quand la fraternite entre les ames s'appuie sur l'harmonie entre les sexes; quand le pere est respecte par l'enfant et quand l'enfant est venere par le pere; quand il n'y a plus d'autre autorite que l'auteur; quand aucun homme ne peut dire a aucun homme: Tu es mon betail; quand le pasteur fait place au docteur, et la bergerie (qui dit bergerie dit boucherie) a l'ecole; quand il y a identite entre l'honnetete politique et l'honnetete sociale; quand un Bonaparte n'est pas plus possible en haut qu'un Troppmann en bas; quand le pretre se sent juge et quand le juge se sent pretre, c'est-a-dire quand la religion est integre et quand la justice est vraie; quand les frontieres s'effacent entre une nation et une nation, et se retablissent entre le bien et le mal; quand chaque homme se fait de sa propre probite une sorte de patrie interieure; alors, de la meme facon que le jour se fait, la paix se fait; le jour par le lever de l'astre, la paix par l'ascension du droit.

Tel est l'avenir. Je le salue.

VICTOR HUGO.

Paris, 9 septembre 1875.

XXV

Le 16 janvier 1876, Victor Hugo fut nomme, par le Conseil municipal, Delege de Paris aux elections senatoriales.

Il adressa immediatement a ses collegues, les Delegates de toutes les communes de France, la lettre publique qu'on va lire.

LE DELEGUE DE PARIS

AUX DELEGUES DES 36,000 COMMUNES DE FRANCE

Electeurs des communes de France,

Voici ce que Paris attend de vous:

Elle a bien souffert, la noble ville. Elle avait pourtant accompli son devoir. L'empire, en decembre 1851, l'avait prise de force, et, apres

avoir tout fait pour la vaincre, avait tout fait pour la corrompre; corrompre est la vraie victoire des despotes; degrader les consciences, amollir les cœurs, diminuer les âmes, bon moyen de régner; le crime devient vice et passe dans le sang des peuples; dans un temps donné, le césarisme finit par faire de la cité suprême une Rome qui indigne Tacite; la violence dégénérée en corruption, pas de joug plus funeste; ce joug, Paris l'avait enduré vingt ans; l'empoisonnement avait eu le temps de réussir. Un jour, il y a cinq années de cela, jugeant l'heure favorable, estimant que le 2 Décembre devait avoir achevé son œuvre d'abaissement, les ennemis violèrent la France prise au piège, et, après avoir soufflé sur l'empire qui disparut, se ruèrent sur Paris. Ils croyaient rencontrer Sodome. Ils trouverent Sparte. Quelle Sparte? Une Sparte de deux millions d'hommes; un prodige; ce que l'histoire n'avait jamais vu; Babylone ayant l'héroïsme de Saragosse. Un investissement sauvage, le bombardement, toutes les brutalités vandales, Paris, cette commune qui vous parle en ce moment, ô communes de France, Paris a tout subi; ces deux millions d'hommes ont montré à quel point la patrie est une âme, car ils ont été un seul cœur. Cinq mois d'un hiver polaire, que ces peuples du nord semblaient avoir amené avec eux, ont passé sur la résistance des parisiens sans la lasser. On avait froid, on avait faim, on était heureux de sentir qu'on sauvait l'honneur de la France et que le Paris de 1871 continuait le Paris de 1792; et, le jour où de faibles chefs militaires ont fait capituler Paris, toute autre ville eut poussé un cri de joie, Paris a poussé un cri de douleur.

Comment cette ville a-t-elle été récompensée? Par tous les outrages. Aucun martyr n'a été épargné à la cité sublime. Qui dit martyr dit le supplice plus l'insulte. Elle seule avait désormais droit à l'Arc de Triomphe. C'est par l'Arc de Triomphe que la France, représentée par son assemblée, eut voulu rentrer dans Paris, tête nue. La France eut voulu s'honorer en honorant Paris. Le contraire a été fait. Je ne juge pas, je constate. L'avenir prononcera son verdict.

Quoi qu'il en soit, et sans insister, Paris a été méconnu. Paris, chose triste, a eu des ennemis ailleurs qu'à l'étranger. On a accablé de calomnies cette incomparable ville qui avait fait front dans le désastre, qui avait arrêté et déconcerté l'Allemagne, et qui, aidée par l'intépide et puissante assistance du gouvernement de Tours, aurait, si la résistance eût duré un mois de plus, changé l'invasion en déroute. À ce Paris qui méritait toutes les vénération, on a jeté tous les affronts. On a mesuré la quantité d'insulte prodiguée à la quantité de respect dû. Qu'importe d'ailleurs? En lui ôtant son diadème de capitale de la France, ses ennemis ont mis à nu son cerveau de capitale du monde. Ce grand front de Paris est maintenant tout à fait visible, d'autant plus rayonnant qu'il est découronné. Désormais les peuples unanimes reconnaissent Paris pour le chef-lieu du genre humain.

Électeurs des communes, aujourd'hui une grande heure sonne, la parole est donnée au peuple, et, après tant de combats, tant de souffrances, tant d'injustices, tant de tortures, l'héroïque ville, encore à ce moment frappée d'ostracisme, vient à vous. Que vous demande-t-elle?

Rien pour elle, tout pour la patrie.

Elle vous demande de mettre hors de question l'avenir. Elle vous demande de fonder la verite politique, de fonder la verite sociale, de fonder la democratie, de fonder la France. Elle vous demande de faire sortir de la solennite du vote la satisfaction des interets et des consciences, la republique indestructible, le travail honore et delivre, l'impot diminue dans l'ensemble et proportionne dans le detail, le revenu social degage des parasitismes, le suffrage universel complete, la penalite rectifiee, l'enseignement pour tous, le droit pour tous. Electeurs des communes, Paris, la commune supreme, vous demande, votre vote etant un decret, de decreter, par la signification de vos choix, la fin des abus par l'avenement des verites, la fin de la monarchie par la federation des peuples, la fin de la guerre etrangere par l'arbitrage, la fin de la guerre civile par l'amnistie, la fin de la misere par la fin de l'ignorance. Paris vous demande la fermeture des plaies. A cette heure, ou tant de forces hostiles sont encore debout et menacent, il vous demande de donner confiance au progres; il vous demande d'affirmer le droit devant la force, d'affirmer la France devant le germanisme, d'affirmer Paris devant Rome, d'affirmer la lumiere devant la nuit.

Vous le ferez.

Un mot encore.

Dissipons les illusions. Dissipons-les sans colere, avec le calme de la certitude. Ceux qui revent d'abolir legalement dans un temps quelconque la republique, se trompent. La republique preexiste. Elle est de droit naturel. On ne vote pas pour ou contre l'air qu'on respire. On ne met pas aux voix la loi de croissance du genre humain.

Les monarchies, comme les tutelles, peuvent avoir leur raison d'etre, tant que le peuple est petit. Parvenu a une certaine taille, le peuple se sent de force a marcher seul, et il marche. Une republique, c'est une nation qui se declare majeure. La revolution francaise, c'est la civilisation emancipee. Ces verites sont simples.

La croissance est une delivrance. Cette delivrance ne depend de personne; pas meme de vous. Mettez-vous aux voix l'heure ou vous avez vingt et un ans? Le peuple francais est majeur. Modifier sa constitution est possible. Changer son age, non. Le remettre en monarchie, ce serait le remettre en tutelle. Il est trop grand pour cela.

Qu'on renonce donc aux chimeres.

Acceptons la virilite. La virilite, c'est la republique. Acceptons-la pour nous, desirons-la pour les autres. Souhaitons aux autres peuples la pleine possession d'eux-memes. Offrons-leur cette inbranlable base de paix, la federation. La France aime profondement les nations; elle se sent soeur ainee. On la frappe, on la traite comme une enclume, mais elle etincelle sous la haine; a ceux qui veulent lui faire une

blessure, elle envoie une clarte; c'est sa façon de rendre coup pour coup. Faire du continent une famille; délivrer le commerce que les frontières entravent, l'industrie que les prohibitions paralysent, le travail que les parasitismes exploitent, la propriété que les impôts accablent, la pensée que les despotismes musellent, la conscience que les dogmes garrottent; tel est le but de la France. Y parviendra-t-elle? Oui. Ce que la France fonde en ce moment, c'est la liberté des peuples; elle la fonde pacifiquement, par l'exemple; l'oeuvre est plus que nationale, elle est continentale; l'Europe libre sera l'Europe immense; elle n'aura plus d'autre travail que sa propre prospérité; et, par la paix que la fraternité donne, elle atteindra la plus haute stature que puisse avoir la civilisation humaine.

On nous accuse de méditer une revanche; on a raison; nous méditons une revanche en effet, une revanche profonde. Il y a cinq ans, l'Europe semblait n'avoir qu'une pensée, amoindrir la France; la France aujourd'hui lui réplique, et elle aussi n'a qu'une pensée, grandir l'Europe.

La république n'est autre chose qu'un grand désarmement; à ce désarmement, il n'est mis qu'une condition, le respect réciproque du droit. Ce que la France veut, un mot suffit à l'exprimer, un mot sublime, la paix. De la paix sortira l'arbitrage, et de l'arbitrage sortiront les restitutions nécessaires et légitimes. Nous n'en doutons pas. La France veut la paix dans les consciences, la paix dans les intérêts, la paix dans les nations; la paix dans les consciences par la justice, la paix dans les intérêts par le progrès, la paix dans les nations par la fraternité.

Cette volonté de la France est la vôtre, électeurs des communes. Achèvement de la fondation de la république. Faites pour le sénat de la France de tels choix qu'il en sorte la paix du monde. Vaincre est quelque chose, pacifier est tout. Faites, en présence de la civilisation qui vous regarde, une république désirable, une république sans état de siège, sans baillon, sans exils, sans bagnes politiques, sans joug militaire, sans joug clerical, une république de vérité et de liberté. Tournez-vous vers les hommes éclairés. Envoyez-les au sénat, ils savent ce qu'il faut à la France. C'est de lumière que l'ordre est fait. La paix est une clarte. L'heure des violences est passée. Les penseurs sont plus utiles que les soldats; par l'épée on discipline, mais par l'idée on civilise. Quelqu'un est plus grand que Themistocle, c'est Socrate; quelqu'un est plus grand que César, c'est Virgile; quelqu'un est plus grand que Napoléon, c'est Voltaire.

XXVI

OBSEQUES DE FREDERICK-LEMAITRE

20 JANVIER 1876.

Extrait du _Rappel_:

"Le grand peuple de Paris a fait au grand artiste qu'il vient de perdre des funeraillles dignes de tous deux. Paris sait honorer ses morts comme il convient. A l'acteur sans maitre comme sans rival, qui faisait courir tout Paris quand il interpretait si superbement les heros des grands drames d'autrefois, Paris reconnaissant a fait un cortege supreme comme n'en ont pas les rois.

"Toutes les illustrations dans les lettres, dans les arts, tous les artistes de tous les theatres de Paris etaient la; plus cinquante mille inconnus. On a vu la comme Frederick etait avant tout l'artiste populaire.

"Des le matin, une foule considerable se portait aux abords du numero 15 de la rue de Bondy, ou le corps etait expose. Vers onze heures, les abords de la petite eglise de la rue des Marais devenaient difficiles. De nombreux agents s'echelonnaient, barrant le passage et faisant circuler les groupes qui se formaient. Heureusement, a quelques metres de l'eglise, la rue des Marais debouche sur le boulevard Magenta et forme une sorte de place irreguliere avec terre-plein plante d'arbres. La foule s'est refugee la.

"A midi precis, le corbillard quittait la maison mortuaire. Le fils de Frederick a prie Victor Hugo, qui arrivait en ce moment, de vouloir bien tenir un des cordons du char funebre. "De tout mon coeur", a repondu Victor Hugo. Et il a tenu l'un des cordons jusqu'a l'eglise, avec MM. Taylor, Halanzier, Dumaine, Febvre et Laferriere.

"Le service religieux s'est prolonge jusqu'a une heure et demie. Faure a rendu ce dernier hommage a son camarade mort, d'interpreter le _Requiem_ devant son cercueil, avec cette ampleur de voix et cette surete de style qui font de lui l'un des premiers chanteurs de l'Europe. Bosquin et Menu ont ensuite chante, l'un le _Pie Jesu_, et l'autre l'_Agnus Dei_.

"A deux heures moins un quart, le char se mettait en marche avec difficulte au milieu des flots profonds de la foule. Les maisons etaient garnies jusque sur les toits, et cela tout le long de la route. La circulation des voitures s'arretait jusqu'au boulevard Magenta. Des deux cotes de la chaussee, une haie compacte sur cinq ou six rangs.

"Le cortege est arrive a deux heures et demie, par le boulevard Magenta et les boulevards Rochechouart et Clichy, au cimetiere Montmartre. Une foule nouvelle attendait la.

"Frederick devait etre inhume dans le caveau ou l'avait precede son fils, le malheureux Charles Lemaitre, qui s'est, comme on sait, precipite d'une fenetre dans un acces de fièvre chaude. Les abords de la tombe etaient gardes depuis deux heures par plusieurs centaines de

personnes. Les agents du cimetiere et un officier de paix suivi de gardiens ont eu toutes les peines du monde a faire ouvrir un passage au corps.

"Au sortir de l'eglise, M. Frederick-Lemaitre fils avait prie encore Victor Hugo de dire quelques paroles sur la tombe de son pere; et Victor Hugo, quoique pris a l'improviste, n'avait pas voulu refuser de rendre ce supreme hommage au magnifique createur du role de Ruy-Blas.

"Il a donc pris le premier la parole, et prononce, d'une voix emue, mais nette et forte, l'adieu que voici:

On me demande de dire un mot. Je ne m'attendais pas a l'honneur qu'on me fait de desirer ma parole; je suis bien emu pour parler: j'essayerai pourtant. Je salue dans cette tombe le plus grand acteur de ce siecle; le plus merveilleux comedien peut-etre de tous les temps.

Il y a comme une famille d'esprits puissants et singuliers qui se succedent et qui ont le privilege de reverberer pour la foule et de faire vivre et marcher sur le theatre les grandes creations des poetes; cette serie superbe commence par Thespis, traverse Roscius et arrive jusqu'a nous par Talma; Frederick-Lemaitre en a ete, dans notre siecle, le continueur eclatant. Il est le dernier de ces grands acteurs par la date, le premier par la gloire. Aucun comedien ne l'a egale, parce qu'aucun n'a pu l'egaler. Les autres acteurs, ses predecesseurs, ont represente les rois, les pontifes, les capitaines, ce qu'on appelle les heros, ce qu'on appelle les dieux; lui, grace a l'epoque ou il est ne, il a ete le peuple. (_Mouvement._) Pas d'incarnation plus feconde et plus haute. Etant le peuple, il a ete le drame; il a eu toutes les facultes, toutes les forces et toutes les graces du peuple; il a ete indomptable, robuste, pathetique, orageux, charmant. Comme le peuple, il a ete la tragedie et il a ete aussi la comedie. De la sa toute-puissance; car l'epouvante et la pitie sont d'autant plus tragiques qu'elles sont melees a la poignante ironie humaine. Aristophane complete Eschyle; et, ce qui emeut le plus completement les foules, c'est la terreur doublee du rire.

Frederick-Lemaitre avait ce double don; c'est pourquoi il a ete, parmi tous les artistes dramatiques de son epoque, le comedien supreme. Il a ete l'acteur sans pair. Il a eu tout le triomphe possible dans son art et dans son temps; il a eu aussi l'insulte, ce qui est l'autre forme du triomphe.

Il est mort. Saluons cette tombe. Que reste-t-il de lui aujourd'hui? Ici-bas un genie. La-haut une ame.

Le genie de l'acteur est une lueur qui s'efface; il ne laisse qu'un souvenir. L'immortalite qui appartient a Moliere poete, n'appartient pas a Moliere comedien. Mais, disons-le, la memoire qui survivra a Frederick-Lemaitre sera magnifique; il est destine a laisser au sommet de son art un souvenir souverain.

Je salue et je remercie Frederick-Lemaitre. Je salue le prodigieux

artiste; je remercie mon fidele et superbe auxiliaire dans ma longue
vie de combat. Adieu, Frederick-Lemaitre!

Je salue en meme temps, car votre emotion profonde, a vous tous qui
etes ici, m'emplit et me deborde moi-meme, je salue ce peuple qui
m'entoure et qui m'ecoute. Je salue en ce peuple le grand Paris.
Paris, quelque effort qu'on fasse pour l'amoindrir, reste la ville
incomparable. Il a cette double qualite, d'etre la ville de la
revolution et d'etre la ville de la civilisation, et il les tempere
l'une par l'autre. Paris est comme une ame immense ou tout peut tenir.
Rien ne l'absorbe tout a fait, et il donne aux nations tous les
spectacles. Hier il avait la fièvre des agitations politiques;
aujourd'hui le voila tout entier a l'emotion litteraire. A l'heure la
plus decisive et la plus grave, au milieu des preoccupations les
plus severes, il se derange de sa haute et laborieuse pensee pour
s'attendrir sur un grand artiste mort. Disons-le bien haut, d'une
telle ville on doit tout esperer et ne rien craindre; elle aura
toujours en elle la mesure civilisatrice; car elle a tous les dons et
toutes les puissances. Paris est la seule cite sur la terre qui ait le
don de transformation, qui, devant l'ennemi a repousser, sache etre
Sparte, qui devant le monde a dominer, sache etre Rome, et qui,
devant l'art et l'ideal a honorer, sache etre Athenes. (_Profonde
sensation._)

XXVII

ELECTION DES SENATEURS DE LA SEINE.

Le 30 janvier 1876, Victor Hugo fut nomme membre du senat par les
electeurs privilegies, dits electeurs senatoriaux.

Ces electeurs nommerent les senateurs de Paris, dans l'ordre suivant:

- 1.--FREYCINET.
- 2.--TOLAIN.
- 3.--HEROLD.
- 4.--VICTOR HUGO.
- 5.--ALPHONSE PEYRAT.

XXVIII

LE CONDAMNE SIMBOZEL

M. Victor Hugo a recu la lettre suivante:

Paris, 1er fevrier 1876.

Monsieur,

C'est une infortune qui vient a vous, certaine que ma douleur trouvera un echo dans votre coeur.

J'ai demande la grace de mon pauvre ami a tous ceux qui auraient du m'entendre, mais toutes les portes m'ont ete fermees. J'ai ecrit partout et je n'ai obtenu aucune reponse. Le seul crime de mon mari est d'avoir pris part a l'insurrection du 18 Mars. Il a ete condamne pour ce fait (arrete depuis une annee seulement), comme tant d'autres malheureux, a la deportation simple.

Quoique tout prouvat, au jugement, qu'il s'etait conduit en honnete homme, rien n'y a fait, il a ete condamne. En m'adressant a vous, monsieur, je sais bien que je ne pourrai avoir la grace de mon mari, mais cette pensee-la m'est venue; mon mari professait un veritable culte pour vous; il avait foi dans votre grand et genereux coeur, qui a toujours plaide en faveur des plus humbles et des plus malheureux. Il vous appelait le grand medecin de l'humanite. C'est pourquoi je vous adresse ma priere.

Un navire va partir de Saint-Brieuc le 1er mars prochain pour la Nouvelle-Caledonie, contenant tous prisonniers politiques, et mon mari en fait partie. Jugez de ma douleur. Si je le suis, comme c'est mon devoir, je laisse mon pere et ma mere sans ressources, trop vieux pour gagner leur vie; je suis leur seul soutien, puisqu'il n'est plus la.

Au nom de votre petite Jeanne, que vous aimez tant, je vous implore; faites entendre votre grande voix pour empecher que ce dernier depart ait lieu.

Depuis cinq ans, ne devrait-il pas y avoir un pardon, apres tout ce que nous avons souffert?

Pardonnez ma lettre, monsieur, la main me tremble en pensant que j'ose vous ecrire, vous si illustre, moi si humble. Je ne suis qu'une pauvre ouvriere, mais je vous sais si bon! et je sais que ma lettre trouvera le chemin de votre coeur, car je vous ecris avec mes larmes, non seulement pour moi, mais aussi pour tous les malheureux qui souffrent de ma douleur. Si Dieu voulait que par votre genereuse intervention vous puissiez les sauver de cette affreuse mer qui doit les emporter loin de leur patrie!

J'espere, car je crois en vous.

Agreez, monsieur, l'expression de ma vive reconnaissance.

Celle qui vous honore et qui vous benit,

LOUISE SIMBOZEL,

rue Leregrattier, 2 (île Saint-Louis).

M. Victor Hugo a répondu:

Paris, 2 février 1876.

Ne désespérez pas, madame. L'amnistie approche. En attendant, je ferai tous mes efforts pour empêcher ce fatal départ du 1^{er} mars. Comptez sur moi.

Agreez, madame, l'hommage de mon respect,

VICTOR HUGO.

Informations prises, et un départ de condamnés politiques devant en effet avoir lieu le 1^{er} mars, M. Victor Hugo a écrit au président de la République la lettre qui suit:

Paris, 7 février 1876.

Monsieur le président de la République,

La femme d'un condamné politique qui n'a pas encore quitté la France me fait l'honneur de m'écrire. Je mets la lettre sous vos yeux.

En l'absence de la commission des grâces, c'est à vous que je crois devoir m'adresser. Ce condamné fait partie d'un convoi de transportés qui doit partir pour la Nouvelle-Calédonie le 1^{er} mars.

C'est huit jours après, le 8 mars, que les Chambres nouvelles entreront en fonction. Je suis de ceux qui pensent qu'elles voudront signaler leur avènement par l'amnistie. Ce grand acte d'apaisement est attendu par la France.

En présence de cette éventualité, et pour toutes les raisons réunies, vous jugerez sans doute, monsieur le maréchal, qu'il conviendrait que le départ du 1^{er} mars fut ajourné jusqu'à la décision des Chambres.

Un ordre de vous suffirait pour faire surseoir au départ. J'espère cet ordre de votre humanité, et je serais heureux d'y applaudir.

Recevez, monsieur le président de la République, l'assurance de ma haute considération.

VICTOR HUGO.

Malgré cette réclamation, l'ordre du départ fut maintenu par M. le président de la République, alors conseillé par M. Buffet. Deux semaines après, les électeurs du suffrage universel et les électeurs du suffrage restreint, cette fois d'accord, destituèrent M. Buffet,

et, l'excluant du Senat et de l'Assemblée législative, le mirent hors de la vie politique.

Depuis, M. Buffet y est rentré; mais pas par une très grande porte.

XXIX

L'EXPOSITION DE PHILADELPHIE 16 AVRIL 1876, JOUR DE PAQUES.

(Salle du Château-d'Eau.)

Amis et concitoyens.

La pensée qui se dégage du milieu de nous en ce moment est la plus sainte pensée de concorde et d'harmonie que puissent avoir les peuples. La civilisation a ses hauts faits; et entre tous éclate cette Exposition de Philadelphie à laquelle, dans deux ans, répondra l'Exposition de Paris. Nous faisons ici l'annonce de ces grands événements pacifiques. Nous venons proclamer l'auguste amitié des deux mondes, et affirmer l'alliance entre les deux vastes groupes d'hommes que l'Atlantique sépare par la tempête et unit par la navigation. Dans une époque inquiète et troublée, cela est bon à dire et beau à voir.

Nous, citoyens, nous n'avons ni trouble ni inquiétude, et en entrant dans cette enceinte avec la sérénité de l'espérance, avec un ferme desir et un ferme dessein d'apaisement universel, sachant que nous ne voulons que le juste, l'honnête et le vrai, résolu à glorifier le travail qui est la grande probité civique, nous constatons que la France est plus que jamais en équilibre avec le monde civilisé, et nous sommes heureux de sentir que nous avons en nous la conscience du genre humain.

Ce que nous célébrons aujourd'hui, c'est la communion des nations; nous acceptons la solennité de ce jour, et nous l'augmentons par la fraternité. De la Pâque chrétienne, nous faisons la Pâque populaire.
(Applaudissements prolongés.)

Nous venons ici confiants et paisibles. Quel motif de trouble ou de crainte aurions-nous? Aucun. Nous sommes une France nouvelle. Une ère de stabilité s'ouvre. Les catastrophes ont passé, mais elles nous ont laissé notre âme. La monarchie est morte et la patrie est vivante.
(Acclamation. Cris de Vive la République!)

Il ne sortira pas de nos lèvres une parole de rancune et de colère. Ce que fait l'histoire est bien fait. Dix-huit siècles de monarchie finissent par créer une force des choses, et, à un moment donné, cette force des choses abat l'oppression, détrône l'usurpation, et relève cet immense vaincu, le peuple. Elle fait plus que le relever, elle le couronne. C'est ce couronnement du peuple qu'on appelle la République.

La souverainete legitime est aujourd'hui fondee. Au sacre d'un homme, fait par un pretre, Dieu, l'eternel juste, a substitue le sacre d'une nation, fait par le droit. (_Mouvement._)

Cela est grand, et nous sommes contents.

Maintenant, que voulons-nous? La paix.

La paix entre les nations par le travail feconde, la paix entre les hommes par le devoir accompli.

Devoir et travail, tout est la.

Nous entrons resolument dans la vie fiere et tranquille des peuples majeurs.

Citoyens, en affirmant ces verites, je vous sens d'accord avec moi. Ce que j'ai a vous dire, vous le devinez d'avance; car vos consciences et la mienne se penetrent et se melent; c'est ma pensee qui est dans votre coeur et c'est votre parole qui est dans ma bouche.

Hommes de Paris, c'est avec une emotion profonde que je vous parle. Vous etes les initiateurs du progres. Vous etes le peuple des peuples. Apres avoir repousse l'invasion militaire, qui est la barbarie, vous allez accepter chez vous et porter chez les autres l'invasion industrielle, qui est la civilisation. Apres avoir bravement fait la guerre, vous allez faire magnifiquement la paix. (_Applaudissements repetes._) Vous etes la vaillante jeunesse de l'humanite nouvelle. La vieillesse a le droit de saluer la jeunesse. Laissez-moi vous saluer. Laissez celui qui s'en va souhaiter la bienvenue a vous qui arrivez. (_Mouvement._) Non, je ne me laisserai pas de vous rendre temoignage. J'ai ete dix-neuf ans absent; j'ai passe ces dix-neuf annees dans l'isolement de la mer, en contemplation devant les heroiques et sublimes spectacles de la nature, et, quand il m'a ete donne enfin de revenir dans mon pays, quand je suis sorti de la tempete des flots pour rentrer dans la tempete des hommes, j'ai pu comparer a la grandeur de l'ocean devant l'ouragan et le tonnerre la grandeur de Paris devant l'ennemi. (_Longs applaudissements._) De la mon orgueil quand je suis parmi vous. Hommes de Paris, femmes de Paris, enfants de Paris, soyez glorifies et remercies par le solitaire en cheveux blancs; il a partage vos epreuves, et dans ses angoisses vos ames ont secouru son ame; il vous sert depuis quarante ans, et il est heureux d'user ses dernieres forces a vous servir encore; il rend graces a la destinee qui lui a accorde un moment supreme pour vous seconder et vous defendre, et qui lui a permis de faire pour cela une halte entre l'exil et la tombe. (_Profonde sensation. Vive Victor Hugo!_)

Citoyens, nous sommes dans la voie juste, continuons. Perseverer, c'est vaincre. O peuple calomnie et meconnu, ne vous decouragez pas; soyez toujours le peuple superbe et bon qui fonde l'ordre sur le devoir et la liberte sur le travail. Soyez cette elite humaine qui a toutes les volontes honnetes, qui enseigne et qui conseille, qui marche sans cesse, qui lutte sans cesse, et qui fait tous ses efforts

pour ne hair personne. Helas! cela est quelquefois difficile.
N'importe, o mes freres, soutenons ceux qui chancellent, rassurons
ceux qui tremblent, assistons ceux qui souffrent, aimons ceux qui
aiment, et, quant a ceux qui ne pardonnent pas,--pardonnons-leur!
(_Vive emotion. Applaudissements prolonges._)

N'ayons aucune defaillance. J'en conviens, l'histoire par moments
semble pleine de tenebres. On dirait que le vieil effort du mal contre
le bien va reussir. Les hommes du passe, ceux qu'on appelle empereurs,
papes et rois, qui se croient les maitres du monde, et qui ne sont pas
meme les maitres de leur berceau ni de leur tombeau (_mouvement_), les
hommes du passe font un travail terrible. Pendant que nous tachons de
creer la vie, ils font la guerre, c'est-a-dire la mort. Faire la mort,
quelle sombre folie! Les hommes regnants, si differents des hommes
pensants, travaillent pendant que nous travaillons. Ils ont leur
fecondite a eux, qui est la destruction; ils ont, eux aussi, leurs
inventions, leurs perfectionnements, leurs decouvertes; ils inventent
quoi? le canon Krupp; ils perfectionnent, quoi? la mitrailleuse; ils
decouvrent, quoi? le Syllabus. (_Explosion de bravos._) Ils ont pour
epee la force et pour cuirasse l'ignorance; ils tournent dans le
cercle vicieux des batailles; ils cherchent la pierre philosophale de
l'armement invincible et definitif; ils dependent des millions pour
faire des navires que ne peut trouer aucun projectile, puis ils
dependent d'autres millions pour faire des projectiles qui peuvent
trouer tous les navires (_rires et bravos prolonges_); cela fait, ils
recommencent; leurs pugilats et leurs carnages vont de la Crimee
au Mexique et du Mexique a la Chine; ils ont Inkermann, ils ont
Balaklava, ils ont Sadowa, et Puebla qui a pour contre-coup Queretaro,
et Rosbach qui a pour replique Iena, et Iena qui a pour replique
Sedan (_sensation, bravos_); triste chaine sans fin de victoires,
c'est-a-dire de catastrophes; ils s'arrachent des provinces; ils
ecrasent les armees par les armees; ils multiplient les frontieres,
les prohibitions, les prejuges, les obstacles; ils mettent le plus de
muraille possible entre l'homme et l'homme; ici la vieille muraille
romaine, la la vieille muraille germanique; ici Pierre, la Cesar; et,
quand ils croient avoir bien separe les nations des nations, bien
rebati le moyen age sur la revolution, bien tire de la maxime diviser
pour regner tout ce qu'elle contient de monarchie et de haine, bien
fonde la discorde a jamais, bien dissipe tous les reves de paix
universelle, quand ils sont satisfaits et triomphants dans la
certitude de la guerre eternelle, quand ils disent: c'est fini!--tout
a coup, on voit, aux deux extremités de la terre, se lever, l'une a
l'orient, l'autre a l'occident, deux mains immenses qui se tendent
l'une vers l'autre, et se joignent et s'etreignent par-dessus
l'ocean; c'est l'Europe qui fraternise avec l'Amerique. (_Longs
applaudissements._)

C'est le genre humain qui dit: Aimons-nous!

L'avenir est des a present visible; il appartient a la democratie une
et pacifique; et, vous, nos delegues a l'Exposition de Philadelphie,
vous ebauchez sous nos yeux ce fait superbe que le vingtieme siecle
verra, l'embrassement des Etats-Unis d'Amerique et des Etats-Unis

d'Europe. (_Applaudissements._)

Allez, travailleurs de France, allez, ouvriers de Paris qui savez penser, allez, ouvrières de Paris qui savez combattre, hommes utiles, femmes vaillantes, allez porter la bonne nouvelle, allez dire au nouveau monde que le vieux monde est jeune. Vous êtes les ambassadeurs de la fraternité. Vous êtes les représentants de Gutenberg chez Franklin et de Papin chez Fulton; vous êtes les députés de Voltaire dans le pays de Washington. Dans cette illustre Amérique, vous arriverez de l'orient; vous aurez pour étendard l'aurore; vous serez des hommes éclairants; les porte-drapeau d'aujourd'hui sont les porte-lumière. Soyez suivis et bénis par l'acclamation humaine, vous qui, après tant de désastres et tant de violences, le flambeau de la civilisation à la main, allez de la terre où naquit Jésus-Christ à la terre où naquit John Brown!

Que la civilisation, qui se compose d'activité, de concorde et de mansuétude, soit satisfaite. Le rapprochement des deux grandes républiques ne sera pas perdu; notre politique s'en améliorera. Un souffle de clémence dilatera les cœurs. Les deux continents échangeront non seulement leurs produits, leurs commerces, leurs industries, mais leurs idées, et les progrès dans la justice aussi bien que les progrès dans la prospérité. L'Amérique, en présence des esclaves, a imité de nous ce grand exemple, la délivrance; et nous, en présence des condamnés de la guerre civile, nous imiterons de l'Amérique ce grand exemple, l'amnistie.
(_Sensation.--Applaudissements.--Vive l'amnistie!_)

Que la paix soit entre les hommes! (_Longue acclamation. --Vive Victor Hugo!--Vive la république!_)

XXX

OBSEQUES DE MADAME LOUIS BLANC

26 AVRIL 1876.

On lit dans le Rappel:

"Bien longtemps avant l'heure indiquée, les abords du n° 96 de la rue de Rivoli étaient encombrés d'une foule qui grossissait de moment en moment, et qui débordait sur le boulevard Sebastopol et sur le square de la tour Saint-Jacques.

"Le cercueil, couvert de couronnes d'immortelles et de gros bouquets de lilas blancs, était exposé dans l'allée.

"Les amis intimes qui montaient étaient recus par M. Charles Blanc. Dans une chambre reculée, Louis Blanc, désespéré; sanglotait. Victor

Hugo lui disait de grandes et profondes paroles, qui auraient été des consolations, s'il y en avait. Mme Charles Hugo, Mme Menard-Dorian, MM. Gambetta, Cremieux, Paul Meurice, etc., étaient venus donner au grand citoyen si cruellement éprouvé un témoignage de leur douloureuse amitié.

"À une heure un quart, le corps a été placé sur le corbillard, et le cortège s'est mis en marche.

"Louis Blanc, si souffrant qu'il fut, moins de sa maladie que de son malheur, avait voulu suivre à pied. Il marchait derrière le char, donnant le bras à son frère.

"Le cortège a pris la rue de Rivoli et s'est dirigé vers le cimetière du Père-Lachaise par la rue Saint-Antoine, la place de la Bastille et la rue de la Roquette. Sur tout ce parcours, les trottoirs et la chaussée étaient couverts d'une multitude respectueuse et cordiale.

"Quant au cortège, il se composait de tout ce qu'il y a de républicains dans les deux Chambres, dans le conseil municipal et dans la presse. Nous n'avons pas besoin de dire que la rédaction du *Rappel* y était au complet.

"Sur tout le trajet, Victor Hugo a été l'objet de l'ovation que le peuple ne manque jamais de lui faire. Il était dans une des voitures de deuil. Pendant quelque temps, la police a pu empêcher la foule de trop s'approcher des roues. Mais à partir de la place de la Bastille, rien n'a pu retenir hommes et femmes de se presser à la portière, de serrer la main qui a écrit les *Chatiments* et *Quatrevingt-Treize*, de faire embrasser au grand poète les petits enfants.

"De la place de la Bastille au cimetière, c'a été une acclamation non interrompue: "Vive Victor Hugo! Vive la République! Vive l'amnistie!" Devant la prison de la Roquette, une femme a crié: "Vive l'abolition de la peine de mort!"

"Lorsqu'on est arrivé au cimetière, l'immense foule qui suivait le corbillard y a trouvé une nouvelle foule non moins immense. Ce n'est pas sans difficulté que le cortège a pu arriver à la fosse, creusée tout en haut du cimetière, derrière la chapelle.

"Le corps descendu dans la fosse, M. le pasteur Auguste Dide a pris la parole, Mme Louis Blanc était de la religion réformée. M. Dide a dit avec éloquence ce qu'a été pour Louis Blanc celle qu'il a perdue, dans la proscription, pendant le siège et depuis.

"La chaleureuse harangue de M. Dide a produit une vive et universelle impression."

Ensuite Victor Hugo a parlé:

DISCOURS DE VICTOR HUGO.

Ce que Louis Blanc a fait pour moi il y a deux ans, je le fais aujourd'hui pour lui. Je viens dire en son nom l'adieu supreme a un etre aime. L'ami qui a encore la force de parler supplée l'ami qui ne sait meme plus s'il a encore la force de vivre. Ces douloureux serremments de main au bord des tombes font partie de la destinee humaine.

Madame Louis Blanc fut la compagne modeste d'un illustre exil. Louis Blanc proscrit trouva cette ame. La providence reserve de ces rencontres aux hommes justes; la vie portee a deux, c'est la vie heureuse. Madame Louis Blanc fut une figure sereine et calme, entrevue dans cette lumiere orangeuse qui de nos jours se mele aux renomnees. Madame Louis Blanc disparaissait dans le rayonnement de son glorieux mari, plus fiere de disparaître que lui de rayonner. Il etait sa gloire, elle etait sa joie. Elle remplissait la grande fonction obscure de la femme, qui est d'aimer.

L'homme s'efforce, invente, cree, seme et moissonne, detruit et construit, pense, combat, contemple; la femme aime. Et que fait-elle avec son amour? Elle fait la force de l'homme. Le travailleur a besoin d'une vie accompagnee. Plus le travailleur est grand, plus la compagne doit etre douce.

Madame Louis Blanc avait cette douceur. Louis Blanc est un apotre de l'ideal; c'est le philosophe dans lequel il y a un tribun, c'est le grand orateur, c'est le grand citoyen, c'est l'honnete homme belligerant, c'est l'historien qui creuse dans le passe le sillon de l'avenir. De la une vie insultee et tourmentee. Quand Louis Blanc, dans sa lutte pour le juste et pour le vrai, en proie a toutes les haines et a tous les outrages, avait bien employe sa journee et bien fait dans la tempete son fier travail d'esprit combattant, il se tournait vers cette humble et noble femme, et se reposait dans son sourire. (_Sensation._)

Helas! elle est morte.

Ah! venerons la femme. Sanctifions-la. Glorifions-la. La femme, c'est l'humanite vue par son cote tranquille; la femme, c'est le foyer, c'est la maison, c'est le centre des pensees paisibles. C'est le tendre conseil d'une voix innocente au milieu de tout ce qui nous emporte, nous courrouce et nous entraine. Souvent, autour de nous, tout est l'ennemi; la femme, c'est l'amie. Ah! protegeons-la. Rendons-lui ce qui lui est du. Donnons-lui dans la loi la place qu'elle a dans le droit. Honorons, o citoyens, cette mere, cette soeur, cette epouse. La femme contient le probleme social et le mystere humain. Elle semble la grande faiblesse, elle est la grande force. L'homme sur lequel s'appuie un peuple a besoin de s'appuyer sur une femme. Et le jour ou elle nous manque, tout nous manque. C'est nous qui sommes morts, c'est elle qui est vivante. Son souvenir prend possession de nous. Et quand nous sommes devant sa tombe, il nous semble que nous voyons notre ame y descendre et la sienne en sortir. (_Vive emotion._)

Vous voila seul, o Louis Blanc.

O cher proscrit, c'est maintenant que l'exil commence.

Mais j'ai foi dans votre indomptable courage. J'ai foi dans votre ame illustre. Vous vaincrez. Vous vaincrez meme la douleur.

Vous savez bien que vous vous devez a la grande dispute du vrai, au droit, a la republique, a la liberte. Vous savez bien que vous avez en vous l'unique mandat imperatif, celui qu'aucune loi ne peut supprimer, la conscience. Vous dedierez a votre chere morte les vaillants efforts qui vous restent a faire. Vous vous sentirez regarde par elle. O mon ami, vivez, pleurez, perseverez. Les hommes tels que vous sont privilegies dans le sens redoutable du mot; ils resument en eux la douleur humaine; le sort leur fait une poignante et utile ressemblance avec ceux qu'ils doivent proteger et defendre; il leur impose l'affront continuel afin qu'ils s'interessent a ceux que l'on calomnie; il leur impose le combat perpetuel afin qu'ils s'interessent a tous ceux qui luttent; il leur impose le deuil eternel afin qu'ils s'interessent a tous ceux qui souffrent; comme si le mysterieux destin voulait, par cet incessant rappel a l'humanite, leur faire mesurer la grandeur de leur devoir a la grandeur de leur malheur.

(_Acclamation._)

Oh! tous, qui que nous soyons, o peuple, o citoyens, oublions nos douleurs, et ne songeons qu'a la patrie. Elle aussi, cette auguste France, elle est bien lugubrement accablee. Soyons-lui clementes. Elle a des ennemis, helas! jusque parmi ses enfants! Les uns la couvrent de tenebres, les autres l'emplissent d'une implacable et sourde guerre. Elle a besoin de clarte, c'est-a-dire d'enseignement; elle a besoin d'union, c'est-a-dire d'apaisement; apportons-lui ce qu'elle demande. Eclairons-la, pacifions-la. Prenons conseil du grand lieu ou nous sommes; une fecondation profonde est dans tout, meme dans la mort, la mort etant une autre naissance. Oui, demandons aux choses sublimes qui nous entourent de nous donner pour la patrie ce que la patrie reclame; demandons-le aussi bien a ce tombeau qui est sous nos pieds, qu'a ce soleil qui est sur nos tetes; car ce qui sort du soleil, c'est la lumiere, et ce qui sort du tombeau, c'est la paix.

Paix et lumiere, c'est la vie. (_Profonde sensation. Vive Victor Hugo!
Vive Louis Blanc!_)

XXXI

OBSEQUES DE GEORGE SAND

10 JUIN 1876.

Les obsèques de Mme George Sand ont eu lieu à Nohant. M. Paul Meurice a lu sur sa tombe le discours de M. Victor Hugo.

Je pleure une morte, et je salue une immortelle.

Je l'ai aimée, je l'ai admirée, je l'ai vénérée; aujourd'hui, dans l'auguste sérénité de la mort, je la contemple.

Je la félicite parce que ce qu'elle a fait est grand, et je la remercie parce que ce qu'elle a fait est bon. Je me souviens qu'un jour je lui ai écrit: "Je vous remercie d'être une si grande âme."

Est-ce que nous l'avons perdue?

Non.

Ces hautes figures disparaissent, mais ne s'évanouissent pas. Loin de là; on pourrait presque dire qu'elles se réalisent. En devenant invisibles sous une forme, elles deviennent visibles sous l'autre. Transfiguration sublime.

La forme humaine est une occultation. Elle masque le vrai visage divin qui est l'idée. George Sand était une idée; elle est hors de la chair, la voilà libre; elle est morte, la voilà vivante. *Patuit dea.*

George Sand a dans notre temps une place unique. D'autres sont les grands hommes; elle est la grande femme.

Dans ce siècle qui a pour loi d'achever la révolution française et de commencer la révolution humaine, l'égalité des sexes faisant partie de l'égalité des hommes, une grande femme était nécessaire. Il fallait que la femme prouvât qu'elle peut avoir tous nos dons virils sans rien perdre de ses dons angéliques; être forte sans cesser d'être douce. George Sand est cette preuve.

Il faut bien qu'il y ait quelqu'un qui honore la France, puisque tant d'autres la deshonnorent. George Sand sera un des orgueils de notre siècle et de notre pays. Rien n'a manqué à cette femme pleine de gloire. Elle a été un grand cœur comme Barbes, un grand esprit comme Balzac, une grande âme comme Lamartine. Elle avait en elle la lyre. Dans cette époque où Garibaldi a fait des prodiges, elle a fait des chefs-d'œuvre.

Ces chefs-d'œuvre, les énumérer est inutile. À quoi bon se faire le plagiaire de la mémoire publique? Ce qui caractérise leur puissance, c'est la bonté. George Sand était bonne; aussi a-t-elle été haïe. L'admiration a une doublure, la haine, et l'enthousiasme a un revers, l'outrage. La haine et l'outrage prouvent pour, en voulant prouver contre. La haine est comptée par la postérité comme un bruit de gloire. Qui est couronné est lapidé. C'est une loi, et la bassesse des insultes prend mesure sur la grandeur des acclamations.

Les êtres comme George Sand sont des bienfaiteurs publics. Ils

passent, et a peine ont-ils passe que l'on voit a leur place, qui semblait vide, surgir une realisation nouvelle du progres.

Chaque fois que meurt une de ces puissantes creatures humaines, nous entendons comme un immense bruit d'ailes; quelque chose s'en va, quelque chose survient.

La terre comme le ciel a ses eclipses; mais, ici-bas comme la-haut, la reaparition suit la disparition. Le flambeau qui etait un homme ou une femme et qui s'est eteint sous cette forme, se rallume sous la forme idee. Alors on s'apercoit que ce qu'on croyait eteint etait inextinguible. Ce flambeau rayonne plus que jamais; il fait desormais partie de la civilisation; il entre dans la vaste clarte humaine; il s'y ajoute; et le salubre vent des revolutions l'agite, mais le fait croitre; car les mysterieux souffles qui eteignent les clartes fausses alimentent les vraies lumieres.

Le travailleur s'en est alle; mais son travail est fait.

Edgar Quinet meurt, mais la philosophie souveraine sort de sa tombe et, du haut de cette tombe, conseille les hommes. Michelet meurt, mais derriere lui se dresse l'histoire tracant l'itineraire de l'avenir.

George Sand meurt, mais elle nous legue le droit de la femme puisant son evidence dans le genie de la femme. C'est ainsi que la revolution se complete. Pleurons les morts, mais constatons les avenements; les faits definitifs surviennent, grace a ces fiers esprits precurseurs.

Toutes les verites et toutes les justices sont en route vers nous, et c'est la le bruit d'ailes que nous entendons. Acceptons ce que nous donnent en nous quittant nos morts illustres; et, tournes vers l'avenir, saluons, sereins et pensifs, les grandes arrivees que nous annoncent ces grands departs.

XXXII

L'AMNISTIE AU SENAT

SEANCE DU LUNDI 22 MAI 1876

M. LE PRESIDENT.--L'ordre du jour appelle la discussion de la proposition de M. Victor Hugo et de plusieurs de nos collegues, relativement a l'amnistie.

La parole est a M. Victor Hugo.

(M. Victor Hugo monte a la tribune. Profonde attention.)

DISCOURS DE VICTOR HUGO

Messieurs,

Mes amis politiques et moi, nous avons pense que, dans une si haute et si difficile question, il fallait, par respect pour la question meme et par respect pour cette assemblee, ne rien laisser au hasard de la parole; et c'est pourquoi j'ai ecrit ce que j'ai a vous dire. Il convient d'ailleurs a mon age de ne prononcer que des paroles pesees et reflechies. Le senat, je l'espere, approuvera cette prudence.

Du reste, et cela va sans dire, mes paroles n'engagent que moi.

Messieurs, apres ces funestes malentendus qu'on appelle crises sociales, apres les dechirements et les luttes, apres les guerres civiles, qui ont ceci pour chatiment, c'est que souvent le bon droit s'y donne tort, les societes humaines, douloureusement ebranlees, se rattachent aux verites absolues et eprouvent un double besoin, le besoin d'esperer et le besoin d'oublier.

J'y insiste; quand on sort d'un long orage, quand tout le monde a, plus ou moins, voulu le bien et fait le mal, quand un certain eclaircissement commence a penetrer dans les profonds problemes a resoudre, quand l'heure est revenue de se mettre au travail, ce qu'on demande de toutes parts, ce qu'on implore, ce qu'on veut, c'est l'apaisement; et, messieurs, il n'y a qu'un apaisement, c'est l'oubli.

Messieurs, dans la langue politique, l'oubli s'appelle amnistie.

Je demande l'amnistie.

Je la demande pleine et entiere. Sans conditions. Sans restrictions. Il n'y a d'amnistie que l'amnistie. L'oubli seul pardonne.

L'amnistie ne se dose pas. Demander: Quelle quantite d'amnistie faut-il? c'est comme si l'on demandait: Quelle quantite de guerison faut-il? Nous repondons: Il la faut toute.

Il faut fermer toute la plaie.

Il faut eteindre toute la haine.

Je le declare, ce qui a ete dit, depuis cinq jours, et ce qui a ete vote, n'a modifie en rien ma conviction.

La question se represente entiere devant vous, et vous avez le droit de l'examiner dans la plenitude de votre independance et de votre autorite.

Par quelle fatalite en est-on venu a ceci que la question qui devrait le plus nous rapprocher soit maintenant celle qui nous divise le plus?

Messieurs, permettez-moi d'elaguer de cette discussion tout ce qui est arbitraire. Permettez-moi de chercher uniquement la verite. Chaque parti a ses appreciations, qui sont loin d'etre des demonstrations; on est loyal des deux cotes, mais il ne suffit pas d'opposer des

allegations a des allegations. Quand d'un cote on dit: l'amnistie rassure, de l'autre on repond: l'amnistie inquiete; a ceux qui disent: l'amnistie est une question francaise, on repond: l'amnistie n'est qu'une question parisienne; a ceux qui disent: l'amnistie est demandee par les villes, on replique: l'amnistie est repoussee par les campagnes. Qu'est-ce que tout cela? Ce sont des assertions. Et je dis a mes contradicteurs: les notes valent les votres. Nos affirmations ne prouvent pas plus contre vos negations que vos negations ne prouvent contre nos affirmations. Laissons de cote les mots et voyons les choses. Allons, au fait. L'amnistie est-elle juste? oui ou non.

Si elle est juste, elle est politique.

La est toute la question.

Examinons.

Messieurs, aux epoques de discorde, la justice est invoquee par tous les partis. Elle n'est d'aucun. Elle ne connait qu'elle-meme. Elle est divinement aveugle aux passions humaines. Elle est la gardienne de tout le monde et n'est la servante de personne. La justice ne se mele point aux guerres civiles, mais elle ne les ignore pas, et elle y intervient. Et savez-vous a quel moment elle y arrive?

Apres.

Elle laisse faire les tribunaux d'exception, et, quand ils ont fini, elle commence.

Alors elle change de nom et elle s'appelle la clemence.

La clemence n'est autre chose que la justice, plus juste. La justice ne voit que la faute, la clemence voit le coupable. A la justice, la faute apparait dans une sorte d'isolement inexorable; a la clemence, le coupable apparait entoure d'innocents; il a un pere, une mere, une femme, des enfants, qui sont condamnes avec lui et qui subissent sa peine. Lui, il a le baigne ou l'exil; eux, ils ont la misere. Ont-ils merite le chatiment? Non. L'endurent-ils? Oui. Alors la clemence trouve la justice injuste. Elle s'interpose et elle fait grace. La grace, c'est la rectification sublime que fait a la justice d'en bas la justice d'en haut. (_Mouvement._)

Messieurs, la clemence a raison.

Elle a raison dans l'ordre civil et social, et elle a plus raison encore dans l'ordre politique. La, devant cette calamite, la guerre entre citoyens, la clemence n'est pas seulement utile, elle est necessaire; la, se sentant en presence d'une immense conscience troublee qui est la conscience publique, la clemence depasse le pardon, et, je viens de le dire, elle va jusqu'a l'oubli. Messieurs, la guerre civile est une sorte de faute universelle. Qui a commence? Tout le monde et personne. De la cette necessite, l'amnistie. Mot profond qui constate a la fois la defaillance de tous et la

magnanimite de tous. Ce que l'amnistie a d'admirable et d'efficace, c'est qu'on y retrouve la solidarite humaine. C'est plus qu'un acte de souverainete, c'est un acte de fraternite. C'est le dementi a la discorde. L'amnistie est la supreme extinction des coleres, elle est la fin des guerres civiles. Pourquoi? Parce qu'elle contient une sorte de pardon reciproque.

Je demande l'amnistie.

Je la demande dans un but de reconciliation.

Ici les objections se dressent devant moi; ces objections sont presque des accusations. On me dit: Votre amnistie est immorale et inhumaine! vous sapez l'ordre social! vous vous faites l'apologiste des incendiaires et des assassins! vous plaidez pour des attentats! vous venez au secours des malfaiteurs!

Je m'arrete. Je m'interroge.

Messieurs, depuis cinq ans, je remplis, dans la mesure de mes forces, un douloureux devoir que, du reste, d'autres, meilleurs que moi, remplissent mieux que moi. Je rends de temps en temps, et le plus frequemment que je puis, de respectueuses visites a la misere. Oui, depuis cinq ans, j'ai souvent monte de tristes escaliers; je suis entre dans des logis ou il n'y a pas d'air l'ete, ou il n'y a pas de feu l'hiver, ou il n'y a pas de pain ni l'hiver ni l'ete. J'ai vu, en 1872, une mere dont l'enfant, un enfant de deux ans, etait mort d'un retrecissement d'intestins cause par le manque d'aliments. J'ai vu des chambres pleines de fièvre et de douleur; j'ai vu se joindre des mains suppliantes; j'ai vu se tordre des bras desesperes; j'ai entendu des rales et des gemissements, la des vieillards, la des femmes, la des enfants; j'ai vu des souffrances, des desolations, des indigences sans nom, tous les haillons du denument, toutes les paleurs de la famine, et, quand j'ai demande la cause de toute cette misere, on m'a repondu: C'est que l'homme est absent! L'homme, c'est le point d'appui, c'est le travailleur, c'est le centre vivant et fort, c'est le pilier de la famille. L'homme n'y est pas, c'est pourquoi la misere y est. Alors j'ai dit: Il faudrait que l'homme revint. Et parce que je dis cela, j'entends des cris de malediction. Et, ce qui est pire, des paroles d'ironie. Cela m'etonne, je l'avoue. Je me demande ce qu'ils ont fait, ces etres accables, ces vieillards, ces enfants, ces femmes; ces veuves, dont le mari n'est pas mort, ces orphelins dont le pere est vivant! Je me demande s'il est juste de punir tous ces groupes douloureux pour des fautes qu'ils n'ont pas commises. Je demande qu'on leur rende le pere. Je suis stupefait d'eveiller tant de colere parce que j'ai compassion de tant de detresse, parce que je n'aime pas voir les infirmes grelotter de faim et de froid, parce que je m'agenouille devant les vieilles meres inconsolables, et parce que je voudrais rechauffer les pieds nus des petits enfants! Je ne puis m'expliquer comment il est possible qu'en defendant les familles j'eboule la societe, et comment il se fait que, parce que je plaide pour l'innocence, je sois l'avocat du crime!

Quoi! parce que, voyant des infortunes inouies et immeritees, de lamentables pauvretes, des meres et des epouses qui sanglotent, des vieillards qui n'ont meme plus de grabats, des enfants qui n'ont meme plus de berceaux, j'ai dit: me voila! que puis-je pour vous? a quoi puis-je vous etre bon? et parce que les meres m'ont dit: rendez-nous nos fils! et parce que les femmes m'ont dit: rendez-nous notre mari! et parce que les enfants m'ont dit: rendez-nous notre pere! et parce que j'ai repondu: j'essaierai!--j'ai mal fait! j'ai eu tort!

Non! vous ne le pensez pas, je vous rends cette justice. Aucun de vous ne le pense ici!

Eh bien! j'essaie en ce moment.

Messieurs, ecoutez-moi avec patience, comme on ecoute celui qui plaide; c'est le droit sacre de defense que j'exerce devant vous; et si, songeant a tant de detresses et a tant d'agonies qui m'ont confie leur cause, dans la conviction de ma compassion, il m'arrive de dépasser involontairement les limites que je veux m'imposer, souvenez-vous que je suis en ce moment le porte-parole de la clemence, et que, si la clemence est une imprudence, c'est une belle imprudence, et la seule permise a mon age; souvenez-vous qu'un exces de pitie, s'il pouvait y avoir exces dans la pitie, serait pardonnable chez celui qui a vecu beaucoup d'annees, que celui qui a souffert a droit de proteger ceux qui souffrent, que c'est un vieillard qui vous sollicite pour des femmes et pour des enfants, et que c'est un proscrit qui vous parle pour des vaincus. (_Vive emotion sur tous les bancs._)

Messieurs, un profond doute est toujours mele aux guerres civiles.

J'en atteste qui? Le rapport officiel. Il avoue, page 2, que l'_obscurite du mouvement_ (du 18 mars) _permettait a chacun_ (je cite) _d'entrevoir la realisation de quelques idees, justes peut-etre._ C'est ce que nous avons toujours dit. Messieurs, la poursuite a ete illimitee, l'amnistie ne doit pas etre moindre. L'amnistie seule, l'amnistie totale, peut effacer ce proces fait a une foule, proces qui debute par trente-huit mille arrestations, dans lesquelles il y a huit cent cinquante femmes et six cent cinquante et un enfants de quinze ans, seize ans et sept ans.

Est-il un seul de vous, messieurs, qui puisse aujourd'hui passer sans un serrement de coeur dans de certains quartiers de Paris; par exemple, pres de ce sinistre soulèvement de pavés encore visible au coin de la rue Rochechouart et du boulevard? Qu'y a-t-il sous ces pavés? Il y a cette clameur confuse des victimes qui va quelquefois si loin dans l'avenir. Je m'arrete; je me suis impose des reserves, et je ne veux pas les franchir; mais cette clameur fatale, il depend de vous de l'eteindre. Messieurs, depuis cinq ans l'histoire a les yeux fixes sur ce tragique sous-sol de Paris, et elle en entendra sortir des voix terribles tant que vous n'aurez pas ferme la bouche des morts et decrete l'oubli.

Apres la justice, apres la pitie, considerez la raison d'etat. Songez

qu'a cette heure les deportes et les expatries se comptent par milliers, et qu'il y a de plus les innombrables fuites des innocents effrayes, enorme chiffre inconnu. Cette vaste absence affaiblit le travail national; rendez les travailleurs aux ateliers; on vous l'a dit eloquemment dans l'autre Chambre, rendez a nos industries parisiennes ces ouvriers qui sont des artistes; faites revenir ceux qui nous manquent; pardonnez et rassurez; le conseil municipal n'evalue pas a moins de cent mille le nombre des disparus. Les severites qui frappent des populations reagissent sur la prosperite publique; l'expulsion des maures a commence la ruine de l'Espagne et l'expulsion des juifs l'a consommee; la revocation de l'edit de Nantes a enrichi l'Angleterre et la Prusse aux depens de la France. Ne recommencez pas ces irreparables fautes politiques.

Pour toutes les raisons, pour les raisons sociales, pour les raisons morales, pour les raisons politiques, votez l'amnistie. Votez-la virilement. Elevez-vous au-dessus des alarmes factices. Voyez comme la suppression de l'etat de siege a ete simple. La promulgation de l'amnistie ne le serait pas moins. (_Tres bien! a l'extreme gauche._)
Faites grace.

Je ne veux rien eluder. Ici se presente un cote grave de la question; le pouvoir executif intervient et nous dit: Faire grace, cela me regarde.

Entendons-nous.

Messieurs, il y a deux facons de faire grace; une petite et une grande. L'ancienne monarchie pratiquait la clemence de deux manieres; par lettres de grace, ce qui effacait la peine, et par lettres d'abolition, ce qui effacait le delit. Le droit de grace s'exerçait dans l'interet individuel, le droit d'abolition s'exerçait dans l'interet public. Aujourd'hui, de ces deux prerogatives de la royauté, le droit de grace et le droit d'abolition, le droit de grace, qui est le droit limite, est reserve au pouvoir executif, le droit d'abolition, qui est le droit illimite, vous appartient. Vous etes en effet le pouvoir souverain; et c'est a vous que revient le droit superieur. Le droit d'abolition, c'est l'amnistie. Dans cette situation, le pouvoir executif vous offre de se substituer a vous; la petite clemence remplacera la grande; c'est l'ancien bon plaisir. C'est-a-dire que le pouvoir executif vous fait une proposition qui revient a ceci, une des deux commissions parlementaires vous a dit le mot dans toute son ingenuite: Abdiquez!

Ainsi, il y a un grand acte a faire, et vous ne le feriez pas! Ainsi, le premier usage que vous feriez de votre souverainete, ce serait l'abdication! Ainsi, vous arrivez, vous sortez de la nation, vous avez en vous la majeste meme du peuple, vous tenez de lui ce mandat auguste, eteindre les haines, fermer les plaies, calmer les coeurs, fonder la republique sur la justice, fonder la paix sur la clemence; et ce mandat, vous le deserteriez, et vous descendriez des hauteurs ou la confiance publique vous a places, et votre premier soin, ce serait de subordonner le pouvoir superieur au pouvoir inferieur; et, dans

cette douloureuse question qui a besoin d'un vaste effort national, vous renoncerez, au nom de la nation, à la toute-puissance de la nation! Quoi! dans un moment où l'on attend tout de vous, vous vous annuleriez! Quoi! ce suprême droit d'abolition, vous ne l'exerceriez pas contre la guerre civile! Quoi! 1830 a eu son amnistie, la Convention a eu son amnistie, l'Assemblée constituante de 1789 a eu son amnistie, et, de même que Henri IV a amnistié la Ligue, Hoche a amnistié la Vendée; et ces traditions vénérables, vous les démentiriez! Et c'est par de la petitesse et de la peur que vous couronneriez toutes ces grandeurs de notre histoire! Quoi! laissant subsister tous les souvenirs cuisants, toutes les rancunes, toutes les amertumes, vous substitueriez un expédient sans efficacité politique, un long et contestable travail de grâces partielles, la miséricorde assaisonnée de favoritisme, les hypocrisies tenues pour repentirs, une obscure révision de procès périlleuse pour le respect légal de la chose jugée, une série de bonnes actions quasi royales, plus ou moins petites, à cette chose immense et superbe, la patrie ouvrant ses bras à ses enfants, et disant: Revenez tous! j'ai oublié!

Non! non! non! n'abdiquez pas! (_Mouvement._)

Messieurs, ayez foi en vous-mêmes. L'intempérance de la clémence est le plus beau spectacle qu'on puisse donner aux hommes. Mais ici la clémence n'est pas l'imprudence, la clémence est la sagesse; la clémence est la fin des colères et des haines; la clémence est le désarmement de l'avenir. Messieurs, ce que vous devez à la France, ce que la France attend de vous, c'est l'avenir apaisé.

La pitié et la douceur sont de bons moyens de gouvernement. Placer au-dessus de la loi politique la loi morale, c'est l'unique moyen de subordonner toujours les révolutions à la civilisation. Dire aux hommes: Soyez bons, c'est leur dire: Soyez justes. Aux grandes épreuves doivent succéder les grands exemples. Une aggravation de catastrophes se rachète et se compense par une augmentation de justice et de sagesse. Profitons des calamités publiques pour ajouter une vérité à l'esprit humain, et quelle vérité plus haute que celle-ci: Pardonner, c'est guerir!

Votez l'amnistie.

Enfin, songez à ceci:

Les amnisties ne s'éluent point. Si vous votez l'amnistie, la question est close; si vous rejetez l'amnistie, la question commence.

Je voudrais m'arrêter ici, mais les objections s'opiniâtrent. Je les entends. Quoi! tout amnistier? Oui! Quoi! non seulement les délits politiques, mais les délits ordinaires? Je dis: Oui! et l'on me réplique: Jamais!

Messieurs, ma réponse sera courte et ce sera mon dernier mot.

Je vais simplement mettre sous vos yeux une page d'histoire. Ensuite

vous conclurez. (_Mouvement.--Profond silence._)

Il y a vingt-cinq ans, un homme s'insurgeait contre une nation. Un jour de decembre, ou, pour mieux dire, une nuit, cet homme, charge de defendre et de garder la Republique, la prenait au collet, la terrassait et la tuait, attentat qui est le plus grand forfait de l'histoire. (_Tres bien! a l'extreme gauche._) Autour de cet attentat, car tout crime a pour point d'appui d'autres crimes, cet homme et ses complices commettaient d'innombrables delits de droit commun. Laissez passer l'histoire! Vol: vingt-cinq millions etaient empruntes de force a la Banque; subornation de fonctionnaires: les commissaires de police, devenus des malfaiteurs, arretaient des representants inviolables; embauchage militaire, corruption de l'armee: les soldats gorges d'or etaient pousses a la revolte contre le gouvernement regulier; offense a la magistrature: les juges etaient chasses de leurs sieges par des caporaux; destruction d'edifices: le palais de l'Assemblee etait demoli, l'hotel Sallandrouze etait canonne et mitraille; assassinat: Baudin etait tue, Dussoubs etait tue, un enfant de sept ans etait tue rue Tiquetonne, le boulevard Montmartre etait jonche de cadavres; plus tard, car cet immense crime couvrit la France, Martin Bidaire etait fusille, fusille deux fois, Charlet, Cirasse et Cuisinier etaient assassines par la guillotine en place publique. Du reste, l'auteur de ces attentats etait un recidiviste; et, pour me borner aux delits de droit commun, il avait deja tente de commettre un meurtre, il avait, a Boulogne, tire un coup de pistolet a un officier de l'armee, le capitaine Col-Puygellier. Messieurs, le fait que je rappelle, le monstrueux fait de Decembre, ne fut pas seulement un forfait politique, il fut un crime de droit commun; sous le regard de l'histoire, il se decompose ainsi: vol a main armee, subornation, voies de fait aux magistrats, embauchages militaires, demolition d'edifices, assassinat. Et j'ajoute: contre qui fut commis ce crime? Contre un peuple. Et au profit de qui? Au profit d'un homme. (_Tres bien! tres bien! a l'extreme gauche._)

Vingt ans apres, une autre commotion, l'evenement dont les suites vous occupent aujourd'hui, a ebranle Paris.

Paris, apres un sinistre assaut de cinq mois, avait cette fièvre redoutable que les hommes de guerre appellent la fièvre obsidionale. Paris, cet admirable Paris, sortait d'un long siege stoiquement soutenu; il avait souffert la faim, le froid, l'emprisonnement, car une ville assiegee est une ville en prison; il avait subi la bataille de tous les jours, le bombardement, la mitraille, mais il avait sauve, non la France, mais ce qui est plus encore peut-etre, l'honneur de la France (_mouvement_). Il etait saignant et content. L'ennemi pouvait le faire saigner, des francais seuls pouvaient le blesser, on le blessa. On lui retira le titre de capitale de la France; Paris ne fut plus la capitale ... que du monde. Alors la premiere des villes voulut etre au moins l'egale du dernier des hameaux, Paris voulut etre une commune. (_Rumeurs a droite._)

De la une colere; de la un conflit. Ne croyez pas que je cherche ici a rien attenuer. Oui,--et je n'ai pas attendu a aujourd'hui pour le

dire, entendez-vous bien?--oui, l'assassinat des generaux Lecomte et Clement Thomas est un crime, comme l'assassinat de Baudin et Dussoubs est un crime; oui, l'incendie des Tuileries et de l'Hotel de Ville est un crime comme la demolition de la salle de l'Assemblee nationale est un crime; oui, le massacre des otages est un crime comme le massacre des passants sur le boulevard est un crime (_applaudissements a l'extreme gauche_); oui, ce sont la des crimes; et s'il s'y joint cette circonstance qu'on est repris de justice, et qu'on a derriere soi, par exemple, le coup de pistolet au capitaine Col-Puygellier, le cas est plus grave encore; j'accorde tout ceci, et j'ajoute: ce qui est vrai d'un cote est vrai de l'autre. (_Tres bien! a l'extreme gauche._)

Il y a deux groupes de faits separes par un intervalle de vingt ans, le fait du 2 Decembre et le fait du 18 Mars. Ces deux faits s'eclaircissent l'un par l'autre; ces deux faits, politiques tous les deux, bien qu'avec des causes absolument differentes, contiennent l'un et l'autre ce que vous appelez des delits communs.

Cela pose, j'examine. Je me mets en face de la justice.

Evidemment pour les memes delits, la justice aura ete la meme; ou, si elle a ete inegale dans ses arrets, elle aura considere d'un cote, qu'une population qui vient d'etre heroique devant l'ennemi devait s'attendre a quelque menagement, qu'apres tout les crimes a punir etaient le fait, non du peuple de Paris, mais de quelques hommes, et qu'enfin, si l'on examinait la cause meme du conflit, Paris avait, certes, droit a l'autonomie, de meme qu'Athenes qui s'est appelee l'Acropole, de meme que Rome qui s'est appelee Urbs, de meme que Londres qui s'appelle la Cite; la justice aura considere d'un autre cote a quel point est abominable le guet-apens d'un parvenu quasi princier qui assassine pour regner; et pesant d'un cote le droit, de l'autre l'usurpation, la justice aura reserve toute son indulgence pour la population desesperee et fievreuse, et toute sa severite pour le miserable prince d'aventure, repu et insatiable, qui apres l'Elysee veut le Louvre, et qui, en poignardant la Republique, poignarde son propre serment. (_Tres bien! a l'extreme gauche._)

Messieurs, ecoutez la reponse de l'histoire. Le poteau de Satory, Noumea, dix-huit mille neuf cent quatrevingt-quatre condamnes, la deportation simple et muree, les travaux forces, le bagne a cinq mille lieues de la patrie, voila de quelle facon la justice a chatie le 18 Mars; et quant au crime du 2 Decembre, qu'a fait la justice? la justice lui a prete serment. (_Mouvement prolonge._)

Je me borne aux faits judiciaires; je pourrais en constater d'autres, plus lamentables encore; mais je m'arrete.

Oui, cela est reel, des fosses, de larges fosses, ont ete creusees ici et en Caledonie; depuis la fatale annee 1871 de longs cris d'agonie se melent a l'espece de paix que fait l'etat de siege; un enfant de vingt ans, condamne a mort pour un article de journal, a eu sa grace, le bagne, et a ete neanmoins execute par la nostalgie, a cinq mille

lieues de sa mere; les penalites ont ete et sont encore absolues; il y a des presidents de tribunaux militaires qui interdisent aux avocats de prononcer des mots d'indulgence et d'apaisement; ces jours-ci, le 28 avril, une sentence atteignait, apres cinq annees, un ouvrier declare honnete et laborieux par tous les temoignages, et le condamnait a la deportation dans une enceinte fortifiee, arrachant ainsi ce travailleur a sa famille, ce mari a sa femme et ce pere a ses enfants; et il y a quelques semaines a peine, le 1er mars, un nouveau convoi de condammes politiques, confondus avec des forcats, etait, malgre nos reclamations, embarque pour Noumea. Le vent d'equinoxe a empeche le depart; il semble par moment que le ciel veut donner aux hommes le temps de reflechir; la tempete, clemente, a accorde un sursis; mais, la tempete ayant cesse, le navire est parti. (_Sensation._) La repression est inexorable. C'est ainsi que le 18 Mars a ete frappe.

Quant au 2 Decembre, j'y insiste, dire qu'il a ete impuni serait derisoire, il a ete glorifie; il a ete, non subi, mais adore; il est passe a l'etat de crime legal et de forfait inviolable. (_Applaudissements a l'extreme gauche._) Les pretres ont prie pour lui; les juges ont juge sous lui; des representants du peuple, a qui ce crime avait donne des coups de crosse, non seulement les ont recus, mais les ont acceptes (_rires a gauche_), et se sont faits ses serviteurs. L'auteur du crime est mort dans son lit, apres avoir complete le 2 Decembre par Sedan, la trahison par l'ineptie et le renversement de la republique par la chute de la France; et, quant aux complices, Morny, Billault, Magnan, Saint-Arnaud, Abbatucci, ils ont donne leurs noms a des rues de Paris. (_Sensation._) Ainsi, a vingt ans d'intervalle, pour deux revoltes, pour le 18 Mars et le 2 Decembre, telles ont ete les deux conduites tenues dans les regions du haut desquelles on gouverne; contre le peuple, toutes les rigueurs; devant l'empereur, toutes les bassesses.

Il est temps de faire cesser l'etonnement de la conscience humaine. Il est temps de renoncer a cette honte de deux poids et de deux mesures; je demande, pour les faits du 18 Mars, l'amnistie pleine et entiere. (_Applaudissements prolonges a l'extreme gauche.--La seance est suspendue. L'orateur regagne son banc, felicite par ses collegues._)

QUELQUES MEMBRES AU CENTRE.--Aux voix! Aux voix!

M. LE PRESIDENT.--Personne ne demande la parole? (_Silence au banc de la commission et au banc du gouvernement._) Il y a un amendement de M. Tolain.

M. TOLAIN, _au pied de la tribune._--En presence du silence de la commission et du gouvernement, qui ne trouvent rien a repondre, je retire mon amendement.

M. LE PRESIDENT _donne lecture des articles de la proposition d'amnistie, qui sont successivement rejetes, par assis et leve._

La proposition est mise aux voix dans son ensemble.

Se levent pour:

MM. Victor Hugo.

Peyrat.

Schoelcher.

Laurent Pichat.

Scheurer-Kestner.

Corbon.

Ferouillat.

Brillier.

Pomel (d'Oran).

Lelievre (d'Alger).

Le reste de l'Assemblée se leve contre.

La proposition d'amnistie est rejetee.

NOTES

NOTE I.

ELECTIONS DU 8 FEVRIER 1871

SEINE

Liste complete des representants elus.

Electeurs inscrits: 545,605.

1. Louis Blanc	216,471
2. Victor Hugo	214,169
3. Garibaldi	200,065
4. Edgar Quinet	169,008
5. Gambetta	191,211
6. Henri Rochefort	193,248
7. Amiral Saisset	154,347
8. Ch. Delescluze	153,897
9. P. Joigneaux	153,314
10. Victor Schoelcher	149,918
11. Felix Pyat	141,118
12. Henri Martin	139,155
13. Amiral Pothuau	138,122
14. Edouard Lockroy	134,635
15. F. Gambon	129,573
16. Dorian	128,197
17. Ranc	126,572
18. Malon	117,253
19. Henri Brisson	115,710

20. Thiers	102,945
21. Sauvage	102,690
22. Martin Bernard	102,188
23. Marc Dufraisse	101,192
24. Greppo	101,001
25. Langlois	95,756
26. General Frebault	95,235
27. Clemenceau	95,048
28. Vacherot	94,394
29. Jean Brunet	93,345
30. Charles Floquet	93,438
31. Cournet	91,648
32. Tolain	89,160
33. Littré	87,780
34. Jules Favre	81,126
35. Arnaud (de l'Ariège)	79,710
36. Ledru-Rollin	76,736
37. Léon Say	75,939
38. Tirard	75,178
39. Razona	74,415
40. Edmond Adam	73,217
41. Millière	73,145
42. A. Peyrat	72,243
43. E. Farcy	69,798

NOTE II.

VICTOR HUGO A BORDEAUX.

(Extrait de la Gironde, 16 février 1871.)

A l'issue de la séance, des groupes nombreux stationnaient autour du palais de l'Assemblée, qui était protégé par un cordon de garde nationale. Chaque député, à sa sortie, a été accueilli par le cri de: Vive la République!

Les acclamations ont redoublé lorsque Victor Hugo, qui avait assisté à la séance, est arrivé à son tour sur le grand perron. À partir de ce moment, les vivats en l'honneur du grand poète des Chatiments ont alterné avec les vivats en l'honneur de la République.

Cette ovation, à laquelle la garde nationale elle-même a pris part, s'est prolongée sur tout le passage de Victor Hugo, qui, du geste et du regard, répondait aux acclamations de la foule.

NOTE III.

DEMISSION DE VICTOR HUGO.

Nous reproduisons, en les atténuant, les appréciations des principaux écrivains politiques présents à Bordeaux, sur la séance où Victor Hugo a donné sa démission.

Bordeaux, 8 mars (5 heures 1/2).

A la dernière minute, quelques mots en hâte sur l'événement qui met l'Assemblée et la ville en rumeur.

Victor Hugo vient de donner sa démission.

Voici comment et pourquoi.

La vérification des pouvoirs en était arrivée aux élections de l'Algérie. La nomination de Gambetta à Oran et celle de M. Mocquard à Constantine venaient d'être validées.

Pour l'élection de Garibaldi à Oran, le rapporteur proposait l'annulation, attendu que "Garibaldi n'est pas français".

Applaudissements violents à droite.

Le président dit:--Je mets l'annulation aux voix. Personne ne demande la parole?

--Si fait, moi! dit Victor Hugo.

Profond silence.--Victor Hugo a parlé admirablement, avec une indignation calme, si ces deux mots peuvent s'allier. Le Moniteur vous portera ses paroles exactes; je les résume tant bien que mal:

--La France, a-t-il dit, vient de passer par des phases terribles, dont elle est sortie sanglante et vaincue; elle n'a rencontré que la lâcheté de l'Europe. La France a toujours pris en main la cause de l'Europe, et pas un roi ne s'est levé pour elle, pas une puissance. Un homme seul est intervenu, qui est une puissance aussi. Son épée, qui avait déjà délivré un peuple, voulait en sauver un autre. Il est venu, il a combattu....

--Non! non! crie la droite furieuse. Non! il n'a pas combattu!

Et des insultes pour Garibaldi.

--Allons! riposte Victor Hugo, je ne veux offenser ici personne; mais, de tous les généraux français engagés dans cette guerre, Garibaldi est le seul qui n'ait pas été vaincu!

La-dessus, épouvantable tempête. Cris: A l'ordre! à l'ordre!

Dans un intervalle entre deux ouragans, Victor Hugo reprend:

--Je demande la validation de l'élection de Garibaldi.

Cris de la droite plus effroyables encore:--A l'ordre! à l'ordre! Nous voulons que le président rappelle M. Victor Hugo à l'ordre.

Le general Ducrot se fait remarquer parmi les plus bruyants.

Le president.--Je demande a M. Victor Hugo de vouloir bien s'expliquer. Je rappellerai a l'ordre ceux qui l'empacheront de parler. Je suis juge du rappel a l'ordre.

Le tumulte est inexprimable. Victor Hugo fait de la main un geste; on se tait; il dit:

--Je vais vous satisfaire. Je vais meme aller plus loin que vous. Il y a trois semaines, vous avez refuse d'entendre Garibaldi; aujourd'hui vous refusez de m'entendre; je donne ma demission.

Stupeur et consternation a droite. Le general Ducrot croit injurier Garibaldi en disant qu'il est venu defendre, non la France, mais la Republique.

Cependant le president annonce "que M. Victor Hugo vient de lui faire remettre une lettre par laquelle il donne sa demission".

--Est-ce que M. Victor Hugo persiste? demande-t-il.

--Je persiste, dit Victor Hugo.

--Non! non! lui crie-t-on maintenant a droite.

Mais il repete:--Je persiste.

Et le president reprend:--Je ne lirai neanmoins cette lettre qu'a la seance de demain.

Seance du 8.

Je vous ai jete, a la derniere minute, quelques mots sur l'evenement qui etait la rumeur d'hier et qui est encore la rumeur d'aujourd'hui,--la demission de Victor Hugo.

Si vous aviez assiste a ce moment de la seance, aux vociferations de la reaction, a sa rage, a son epilepsie, comme vous approuveriez le grand orateur de n'etre pas reste la!

Victor Hugo avait dit que Garibaldi etait le seul de nos generaux qui n'eut pas ete battu. Notez que c'est rigoureusement exact,--et que ce n'est pas injurieux pour les quelques generaux energiques, mais malheureux, qui n'ont pas a rougir de n'avoir pas reussi. Et; en effet, quand la majorite a hurle: "Vous insultez nos generaux!" Chanzy, Jaureguiberry, l'amiral La Ronciere, etc., ont fait signe que non, et il n'y a eu que deux generaux parfaitement inconnus, et un troisieme trop connu par son serment--M. Ducrot--qui se soient declares offenses.

Lorsque Victor Hugo a dit que Garibaldi etait venu avec son epee

...--un vieux rural a ajoute:--Et Bordone! Ce vieux rural s'appelle M. de Lorgeril.

Victor Hugo: "Garibaldi est venu, il a combattu..." Toute la majorite: "Non! non!" Donc ils ne veulent meme pas que Garibaldi ait combattu. On se demande s'ils comprennent ce qu'ils disent.

Il s'est trouve un rural pour cette interruption: "Faites donc taire M. Victor Hugo; il ne parle pas francais."

Au paroxysme du tumulte, il fallait voir le dedain et l'impassibilite de l'orateur attendant, les bras croises, la fin de ce vacarme inferieur.

Vous allez avoir de la peine a me croire; eh bien, quand Victor Hugo a donne sa demission, meme cette majorite-la a senti, ce dont je l'aurais crue incapable, qu'en perdant l'eternel poete des _Chatiments_, elle perdait quelque chose. M. Grevy ayant demande si Victor Hugo persistait dans sa demission, il y a eu sur tous les bancs des voix qui ont crie: Non! non!

Victor Hugo a persiste. Et comme il a eu raison! Qu'il retourne a Paris, et qu'il laisse cette majorite parfaire toute seule ce qu'elle a si bien commence en livrant a la Prusse Strasbourg et Metz.

* * * * *

La validation des elections a eu son cours. J'allais me retirer, quand tout a coup Victor Hugo apparait a la tribune. Quelle que soit l'opinion de M. Victor Hugo comme homme politique, il est un fait incontestable, c'est qu'il est un puissant esprit, le plus grand poete de France, et qu'a ce titre il a droit au respect d'une assemblee francaise, et doit tout au moins etre ecoute d'elle. C'est au milieu des hurlements, des cris, d'un tumulte indescriptible, du refus de l'ecouter, que M. Victor Hugo est reste une bonne demi-heure a la tribune. Il s'agissait de l'election de Garibaldi a Alger. On voulait l'ecarter parce qu'il n'a pas la qualite de francais.

"La France accablee, mutilee en presence de toute l'Europe, n'a rencontre que la lachete de l'Europe. Aucune puissance europeenne ne s'est levee pour defendre la France, qui s'etait levee tant de fois pour defendre l'Europe. Un homme est intervenu. (Ici les murmures commencent.) Cet homme est une puissance. (A droite, grognements.) Cet homme, qu'avait-il? (Rires des cacochymes.) Une epee. Cette epee avait delivre un peuple. (La voix de l'orateur, si forte, est couverte par les violentes apostrophes de la majorite.) Elle pouvait en sauver un autre. (Denegations frenetiques, jeunes et vieux se levent ivres de colere.) Enfin cet homme a combattu. (Ici l'orage creve. C'est un torrent. La voix du president est etouffee; le bruit de la clochette n'arrive pas jusqu'a nous, et pourtant elle est agitee avec vigueur. On n'entend plus que ces mots: Ce n'est pas vrai, c'est un lache! Garibaldi ne s'est jamais battu! Enfin le president saisit un moment de calme relatif et, avec colere, lance une dure apostrophe a cette

assemblee que l'intolerance aveugle. Hugo, calme et serein, les mains dans les poches, laisse passer l'orage.)

"Je ne veux blesser personne. Il est le seul des generaux qui ont lutte pour la France qui n'ait pas ete vaincu." (A ces mots la rage deborde: A l'ordre! a la porte! Qu'il ne parle plus! Nous ne voulons plus l'entendre! Tels sont les cris qui s'echangent au milieu d'une exasperation croissante.)

Hugo se croise les bras et attend. Le president refuse de rappeler l'orateur a l'ordre. Hugo, alors, avec une grande dignite: "Il y a trois semaines, vous avez refuse d'entendre Garibaldi--(Vous mentez; tout le monde sait que ce n'est pas vrai! lui crie-t-on),--aujourd'hui vous refusez de m'entendre, je me retire."

Alors Ducrot s'elance a la tribune et demande une enquete pour savoir si Garibaldi est venu defendre la France ou la Republique universelle.--Il est accueilli par des hurrahs de: Oui, oui.

Le president, consterne, demande publiquement a Hugo de retirer la lettre par laquelle il donne sa demission. Sollicite vivement par quelques amis, Hugo repond avec fermete: Non! non! non!

L'Assemblee comprend l'acte ridicule qu'elle a commis et le president demande de ne lire cette lettre que demain.

Les hommes de coeur et d'intelligence ne peuvent plus rester....--GERMAIN CASSE.

* * * * *

Deux delegations ont ete adressees a Victor Hugo pour l'engager a retirer sa demission.

La premiere venait au nom de la reunion republicaine de la rue de l'Academie. M. Bethmont a pris la parole.

La seconde au nom du centre gauche, l'envoye etait M. Target.

Victor Hugo, en les remerciant avec emotion de leur demarche, leur a explique les raisons qui l'obligeaient a persister dans sa resolution et a maintenir sa demission.

L'Assemblee qui a chasse Garibaldi a refuse d'entendre Victor Hugo. Ces deux actes suffiront a l'histoire pour la juger. Nous ne regrettons pas seulement l'admirable orateur que nous n'entendrons plus, nous regrettons encore, nous jeunes gens, cette grande indulgence, cette grande bienveillance et cette grande bonte qui etaient pres de nous. C'est un triple deuil.

Le tumulte a ete grand. La majorite, non contente d'avoir invalide l'election de Garibaldi, a voulu qu'il fut calomnie a la tribune. Un deputé--que je ne connais pas--mais que l'Assemblee a pris pour le

general Ducrot, s'est charge de ce soin. Ce depute a donne a entendre qu'il fallait attribuer a Garibaldi la defaite de l'armee de l'Est.

J'ai senti, a ces mots, comme tous les honnetes gens, une vive indignation, et je n'ai pu me retenir de demander la parole. Elle me fut retiree des mes premieres phrases, je ne sais pourquoi. Je voulais seulement faire remarquer a mes honorables collegues qu'ils etaient dans une erreur complete touchant le general Ducrot et le depute qui, si audacieusement, usurpait ce titre et ce nom.

Le general Ducrot, dans une circulaire celebre, a dit:

--Je reviendrai mort ou victorieux!

Or le general Ducrot n'est point homme a prononcer de telles paroles en l'air. Il a ete, malheureusement, vaincu, et je le tiens pour mort. On me dira tout ce qu'on voudra, je n'en demordrai point. Le general Ducrot est mort. Et le depute qui a parle hier et qui parait se porter fort bien n'est point le general Ducrot.

M. Jules Favre a dit, il est vrai: "Ni un pouce de notre territoire, ni une pierre de nos forteresses", et il a donne l'Alsace et il a donne la Lorraine. M. Trochu a dit: "Je ne capitulerai pas", et il a prie un de ses amis de capituler. Mais M. le general Ducrot est mort. Jamais on ne me persuadera le contraire.

M. le general Ducrot, s'il avait vecu, aurait compris qu'il n'appartenait point a un general battu d'attaquer un general victorieux; il n'aurait rappele ni Wissembourg, ou il a ete defait, ni Buzenval, ou il est arrive six heures trop tard. Il se serait tu,--se conformant a cet axiome que les grandes douleurs doivent etre muettes.

L'histoire compte deja le faux Demetrius et le faux Smerdis. Nous avons le faux Ducrot. Voila tout.--EDOUARD LOCKROY.

NOTE IV.

Le soir du 8 mars, a une deputation de citoyens de Bordeaux venant le prier de retirer sa demission, M. Victor Hugo a dit :

Je ne juge pas cette Assemblée, je la constate. Je me sens meme indulgent pour elle. Elle est comme un enfant mal venu.

Elle est le produit de la France mutilée. Elle m'afflige et m'attendrit comme un nouveau-ne infirme. Elle se croit issue du suffrage universel. Or le suffrage universel qui l'a nommée était séparé de Paris. Sans Paris, il n'y a pas de lumière sur le suffrage universel, et le vote reste obscur. Electeur ignorant, élu quelconque. C'est le malheur du moment. L'Assemblée en est plus victime que coupable. Tout en souhaitant qu'elle disparaisse vite, je lui suis bienveillant. Plus elle m'a insulté, plus je lui pardonne.

Ceci est la quatrième Assemblée dont je fais partie. J'ai donc

l'habitude de la lutte parlementaire. On m'a interrompu, cela me serait bien egal. L'Assemblée ne me connaît point, mais vous me connaissez, vous, et vous ne vous y prenez pas. Je suis pour la liberté de la tribune, et je suis pour la liberté de l'interruption. D'abord, l'interruption est une liberté; cela suffit pour qu'elle me plaise. Ensuite l'interruption aide l'improvisation; elle suggère à l'orateur l'inattendu. Je fais donc plus que d'absoudre l'interruption, je l'aime; à une condition, c'est qu'elle sera passionnée, c'est-à-dire loyale. Je ne lui demande pas d'être polie, je lui demande d'être honnête. Un jour un interrupteur m'a reproché l'argent que coûterait mon discours: _Et dire que ce discours coûtera vingt-cinq francs à la France!_ il était de bonne foi, j'ai souri. Un autre jour, le 17 juin 1851, je dénonçais le complot qui a éclaté en décembre, et je déclarais que le président de la République conspirait contre la République; on m'a crié: _Vous êtes un infâme calomniateur!_ C'était vif; cette fois encore, j'ai souri. Pourquoi? c'est que l'interrupteur était simplement un imbécile. Or, être un imbécile, c'est un droit; bien des gens en usent.

Je n'interromps jamais, mais j'aime qu'on m'interrompe. Cela me repose. Je me trompe en disant que je n'interromps jamais. Une fois dans ma vie j'ai interrompu un ministre; M. Léon Faucher, je crois, était à la tribune. C'était en 1849, il faisait l'éloge du roi de Naples, et je lui criai:--_Le roi de Naples est un monstre._--Ce mot a fait le tour de l'Italie et n'a évidemment pas nui à la chute des Bourbons de Naples. L'interruption peut donc être bonne.

J'admets l'interruption. Je l'admets pleinement. J'admets que l'orateur soit vieux et que l'interrupteur soit jeune, j'admets que l'orateur ait des cheveux blancs et que l'interrupteur n'ait pas même de barbe au menton, j'admets que l'orateur soit vénérable et que l'interrupteur soit ridicule. J'admets qu'on dise à Caton: Vous êtes un lâche. J'admets qu'on dise à Tacite: Vous mentez. J'admets qu'on dise à Molière ou à Voltaire: Vous ne savez pas le français. J'admets qu'un homme de l'empire insulte un homme de l'exil. Écoutez, je vais vous dire, en fait d'injures, j'admets tout. Je vais loin, comme vous voyez. Mais, en fait de servitude, je n'admets rien. Je n'admets pas que la tribune soit supprimée par l'interruption. Opprimée oui, supprimée non. Là commence ma résistance. Je n'admets pas que la liberté inférieure abolisse la liberté supérieure. Je n'admets pas que celui qui crie baillonne celui qui pense; criez tant que vous voudrez, mais laissez-moi parler. Je n'admets pas que l'orateur soit l'esclave de l'interrupteur. Or, voici en quoi consiste l'esclavage de l'orateur; c'est en ceci seulement: ne pouvoir dire sa pensée. Vous m'appelez calomniateur. Que m'importe, si vous me laissez dire ce que vous appelez ma calomnie. Ma liberté, c'est ma dignité. Frappe, mais écoute. Insultez-moi, mais laissez-moi libre. Or, le 17 juillet 1851, j'ai pu dénoncer et menacer Bonaparte, et le 8 mars 1871, je n'ai pu défendre Garibaldi. Cela, je ne l'admets pas. Je ne consens pas à cette dérision: avoir la parole et avoir un baillon. Être à la tribune et être au bagne. Vouloir obéir à sa conscience, et ne pouvoir qu'obéir à la majorité. On n'obtiendra pas de moi cette bassesse, et je m'en vais.

En dehors de cette question de principes qui me commande ma demission, je le repete, je n'en veux pas a l'Assemblee. Le loup est ne loup et restera loup. On ne change pas son origine. Si certains membres de la droite, qui peut-etre en leur particulier sont les meilleures gens du monde, mais qui sont illettres, ignorants et inconvenants, font que parfois l'Assemblee nationale de France ressemble a une populace, ce n'est certes pas la faute de ces honorables membres qui sont, a leur insu, une calamite publique. C'est le malheur de tous, et ce n'est le crime de personne. Mais ce malheur, tant que l'Assemblee siegera, est irremediable. La ou il n'y a pas de remede, le medecin est inutile.

Je n'espere rien de cette Assemblee, j'attends tout du peuple. C'est pourquoi je sors de l'Assemblee, et je rentre dans le peuple.

La droite m'a fait l'honneur de me prendre pour ennemi personnel. Il y a dans l'Assemblee bien des hommes du dernier empire; en entrant dans l'Assemblee, j'ai oublie que j'avais fait _les Chatiments_; mais eux, ils s'en souviennent. De la ces cris furieux.

J'amnistie ces clameurs, mais je veux rester libre. Et encore une fois, je m'en vais.

* * * * *

Le meme soir, 8 mars, la reunion de la gauche radicale a vivement presse le representant Victor Hugo de retirer sa demission. Il a persiste, et il a adresse a la reunion quelques paroles que nous reproduisons:

Je persiste dans ma resolution.

C'est pour moi une douleur de vous quitter, vous avec qui je combattais.

Plusieurs d'entre vous et moi, nous etions ensemble dans Paris devant l'ennemi, la Prusse; nous sommes ensemble a Bordeaux devant un autre ennemi, la monarchie. Je vous quitte, mais c'est pour continuer le combat. Soyez tranquilles.

Ici le combat est devenu impossible, a moi du moins. J'ai souri de ce bon cure debout qui me montrait le poing et qui criait: _A mort_! C'etait sa facon de demander le rappel a l'ordre. Cela ne serait que risible si la droite finissait par ecouter. Mais non. C'est l'interruption a jet continu. Nul moyen de dire sa pensee tout entiere. La majorite ne veut pas qu'une idee se fasse jour. C'est la voie de fait et la violence remplaçant la discussion. L'Assemblee n'a pas voulu entendre Garibaldi, et il n'a pu rester dans l'Assemblee plus d'un jour. Elle n'a pas voulu m'entendre, et j'ai donne ma demission. Tenez, le jour ou M. Thiers cessera de leur plaire, la droite le traitera comme elle a traite Garibaldi, comme elle m'a traite, et je ne serais pas surpris qu'elle le forcat, lui aussi, a donner sa demission. [Note: Ceci s'est realise. Seance du 24 aout.] Ne

nous faisons aucune illusion.

La Chambre introuvable est retrouvée, nous sommes en 1815.

C'est du reste une loi, toute invasion étrangère est suivie d'une invasion monarchique. Après le droit de force, le droit divin. Après le glaive, le sceptre.

Ce sera pour moi un insigne honneur et un beau souvenir d'avoir présidé pendant quelques jours, moi le moindre d'entre vous, cette généreuse réunion; cette réunion où vous êtes, vous, Louis Blanc, historien profond, orateur puissant, grande âme; vous Schoelcher, duquel j'ai dit: Schoelcher a élevé la vertu jusqu'à la gloire; vous Peyrat, grand journaliste, conscience droite et talent fier; vous, Lockroy, esprit éclatant et intépide; vous, Langlois, combattant de la tribune comme du champ de bataille; vous, Joigneaux, vous, Edmond Adam, vous, Floquet, vous, Martin-Bernard, vous, Naquet, vous, Brisson, hommes éloquentes et vaillants, vous tous, car tous comptent ici. Chez les vieux, la véterance n'exclut pas l'énergie; chez les jeunes, l'ardeur n'exclut pas la gravité. Dans le camp démocratique, on mûrit vite et on ne vieillit pas.

Je vous quitte, mais, je le répète, c'est pour mieux combattre. Quand l'interruption devient la mutilation, l'orateur doit descendre de la tribune; il le doit à sa dignité, il le doit à la liberté. Mais je serai l'orateur du dehors. Je reste votre auxiliaire. Une haine systématique étouffe ici ma voix. Mais on étouffe une voix, on n'étouffe pas une pensée. Paralyse ici, je retrouve hors d'ici toute ma liberté d'action. Et au besoin, je saurai, s'il le faut, reprendre la route de l'exil. Souvent, parler de plus loin, c'est parler de plus haut.

Je ne dis pas que je ne consentirai jamais à rentrer dans une Chambre; plus tard, quand les leçons données auront porté leur fruit, quand la liberté de la tribune sera rétablie, si mes concitoyens se souviennent assez de moi pour savoir mon nom, j'accepterai d'eux, alors comme toujours, toutes les formes du devoir. Je remonterai, s'ils le désirent, à la tribune redevenue possible pour moi, et j'y défendrai la république, le peuple, la France, et tous les grands principes du droit auxquels appartiennent ma dernière parole comme orateur, ma dernière pensée comme écrivain, et mon dernier souffle comme citoyen.

NOTE V.

FIN DE L'INCIDENT BELGE.

L'incident belge a eu une suite. Le dénouement a été digne du commencement. La conscience publique exigeait un procès. Le gouvernement belge l'a compris; il en a fait un. À qui? Aux auteurs et complices du guet-apens de la place des Barricades? Non. Au fils de Victor Hugo, et un peu par conséquent au père. Le gouvernement belge a simplement accusé M. François-Victor Hugo de vol. M. François-Victor

Hugo avait depuis quatre ou cinq ans dans sa chambre quelques vieux tableaux achetés en Flandre et en Hollande. Le gouvernement catholique belge a suppose que ces tableaux devaient avoir été volés au Louvre par la Commune et par M. François-Victor Hugo. Il les a fait saisir en l'absence de M. François-Victor Hugo, et un juge nommé Cellarier a gravement et sans la moindre stupeur instruit le procès. Au bout de six semaines, il a fallu renoncer à cette tentative, digne pendant de la tentative nocturne du 27 mai. La justice belge s'est desistée du procès, a rendu les tableaux et a gardé la honte. De tels faits ne se qualifient pas.

La justice belge n'ayant pu donner le change à l'opinion, et n'ayant pas réussi dans son essai de poursuivre un faux crime, a paru, au bout de trois mois, se souvenir qu'elle avait un vrai crime à poursuivre. Le 20 août, M. Victor Hugo a reçu, à Vianden, l'invitation de faire sa déclaration sur l'assaut du 27 mai devant le juge d'instruction de Diekirch. Il l'a faite en ces termes:

Le 1er juin 1871, au moment de quitter la Belgique, j'ai publié la déclaration que voici:

"L'assaut nocturne d'une maison est un crime qualifié. À six heures du matin, le procureur du roi devait être dans ma maison; l'état des lieux devait être constaté judiciairement, l'enquête de justice en règle devait commencer, cinq témoins devaient être immédiatement entendus, les trois servantes, Mme Charles Hugo et moi. Rien de tout cela n'a été fait. Aucun magistrat instructeur n'est venu; aucune vérification légale des dégâts, aucun interrogatoire. Demain toute trace aura à peu près disparu, et les témoins seront dispersés; l'intention de ne rien voir est ici évidente. Après, la police sourde, la justice aveugle. Pas une déposition n'a été judiciairement recueillie; et le principal témoin, qu'avant tout on devrait appeler, on l'expulse.

VICTOR HUGO."

Tout ce que j'ai indiqué dans ce qu'on vient de lire s'est réalisé.

Aujourd'hui, 20 août 1871, je suis cité à faire, par-devant le juge d'instruction de Diekirch (Luxembourg), délégué par commission rogatoire, la déclaration de l'acte tenté contre moi dans la nuit du 27 mai.

Deux mois et vingt-quatre jours se sont écoulés.

Je suis en pays étranger.

Le gouvernement belge a laissé aux traces matérielles le temps de disparaître, et aux témoins le temps de se disperser et d'oublier.

Puis, quand il a fait tout ce qu'il a pu pour rendre l'enquête illusoire, il commence l'enquête.

Quand la justice belge pense qu'au bout de pres de trois mois le fait a eu le temps de s'évanouir judiciairement et est devenu insaisissable, elle se saisit du fait.

Pour commencer, au mepris du code, elle qualifie, dans la citation qui m'est remise, l'assaut d'une maison par une bande armee de pierres et poussant des cris de mort: "violation de domicile".

Pourquoi pas tapage nocturne?

A mes yeux, le crime qualifie de la place des Barricades a une circonstance atténuante. C'est un fait politique. C'est un acte sauvage et inconscient, un acte d'ignorance et d'imbecillite, du meme genre que les faits reproches aux agents de la Commune. Cette assimilation est acquise aux hommes de la place des Barricades. Ils ont agi aveuglement comme agissaient les instruments de la Commune. C'est pourquoi je les couvre de la meme exception. C'est pourquoi il ne m'a pas convenu d'etre plaignant.

C'est pourquoi, temoin, j'eusse plaide la circonstance atténuante qu'on vient d'entendre.

Mais je n'ai pas voulu etre plaignant, et le gouvernement belge n'a pas voulu que je fusse temoin.

Je serai absent.

Par le fait de qui?

Par le fait du gouvernement belge.

La conduite du ministere belge, dans cette affaire, a excite l'indignation de toute la presse libre d'Europe, que je remercie.

En resume,

Pres de trois mois s'étant écoulés,

Les traces materielles du fait etant effacees,

Les temoins etant disperses,

Le principal temoin, le controleur necessaire de l'instruction, etant ecarte,

L'enquete reelle n'étant plus possible,

Le debat contradictoire n'étant plus possible,

Il est evident que ce simulacre d'instruction ne peut aboutir qu'a un proces derisoire ou a une ordonnance de non-lieu, plus derisoire encore.

Je signale et je constate cette forme nouvelle du deni de justice.

Je proteste contre tout ce qui a pu se faire en arriere de moi.

L'audacieuse et inqualifiable tentative faite contre mon fils, a propos de ses tableaux, par la justice belge, montre surabondamment de quoi elle est capable.

Je maintiens contre le gouvernement belge et contre la justice belge toutes mes reserves.

Je fais juge de cette justice-la la conscience publique.

VICTOR HUGO.

Diekirch, 22 aout 1871.

* * * * *

Voici comment s'est terminee la velleite de justice qu'avait eue la justice: un juge d'instruction a mande M. Kerwyn de Lettenhove, fils du ministre de l'interieur local, et designe par toute la presse liberale belge comme un des coupables du 27 mai. Ce M. Kerwyn n'a pu nier qu'il n'eut fait partie de la bande qui avait assiege la nuit une maison habitee et failli tuer un petit enfant. L'honorable juge, sur cet aveu, lui a demande s'il voulait nommer ses complices. M. Kerwyn a refuse. Le juge l'a condamne a _cent francs d'amende_. Fin.

NOTE VI.

La lettre du 26 mai a l'_Independance belge_ disait primitivement:

"Johannard et La Cecilia ... font fusiller un enfant..."

Ce fait est inexact, comme le prouve la lettre suivante du general La Cecilia. Le general La Cecilia, disons-le a son honneur, a ete commandant des francs-tireurs de Chateaudun.

A M. VICTOR HUGO.

Geneve, 2 aout 1871.

Monsieur,

Dans une lettre, desormais historique, que vous ayez adreesee a l'_Independance belge_, a la date du 26 mai, j'ai lu, avec une penible surprise, la phrase suivante:

"Ceux de la Commune, Johannard et La Cecilia, qui font fusiller un enfant de quinze ans, sont des criminels...."

Par suite de quelle erreur fatale votre voix illustre et veneree

s'élevait-elle pour m'accuser d'une lâcheté aussi odieuse? C'est ce qu'il m'importait de rechercher, mais le soin de dérober ma tête aux fureurs de la réaction m'a empêché jusqu'ici de le faire.

Sans attendre mes explications, plusieurs de mes amis ont pris ma défense dans la presse française et étrangère; je crois pourtant devoir profiter du premier instant de tranquillité pour vous fournir quelques détails qui acheveront de dissiper vos doutes, si vous en avez encore.

Le Journal officiel de la Commune du 20 mai contient le rapport ci-dessous que je transcris rigoureusement:

"LE CITOYEN JOHANNARD.--Je demande la parole pour une communication. Je me suis rendu hier au poste qu'on m'a fait l'honneur de me confier. On s'est battu toute la nuit. La présence d'un membre de la Commune a produit la meilleure influence parmi les combattants.--Je ne serais peut-être pas venu sans un fait très important, dont je crois de mon devoir de vous rendre compte.

On avait mis la main sur un GARÇON qui passait pour un espion,--_toutes les preuves étaient contre lui et il a fini par avouer lui-même qu'il avait reçu de l'argent et qu'il avait fait passer des lettres aux Versaillais.--J'ai déclaré qu'il fallait le fusiller sur-le-champ.--Le général La Cecilia et les officiers d'état-major étant du même avis, il a été fusillé à midi.

Cet acte m'ayant paru grave, j'ai cru de mon devoir d'en donner communication à la Commune et je dirai qu'en pareil cas j'agirai toujours de même."

Vrai quant au fond, ce récit renferme cependant deux inexactitudes:

La première, c'est que l'individu que Johannard appelle un garçon était un jeune homme de vingt-deux à vingt-trois ans; la seconde, c'est qu'il n'aurait pas suffi de l'avis de Johannard pour me déterminer à ordonner, conformément aux lois de la guerre, l'exécution d'un espion. Le rapport que j'ai adressé à ce sujet au délégué de la guerre témoigne que la sentence fut prononcée après toutes les formalités d'usage en pareille circonstance.

Néanmoins j'ai réfléchi que les paroles attribuées à Johannard par l'Officiel ne vous permettaient pas de conclure que l'espion fusillé par mon ordre était un enfant de quinze ans.

J'ai donc continué mes recherches et j'ai fini par trouver que certains journaux belges, entre autres l'Echo du Parlement, avaient, en reproduisant le compte rendu de l'Officiel, eu le soin d'ajouter que la victime de ma férocité était un enfant de quinze ans.

Or, je n'ai pas besoin de vous le dire, à cette assertion j'oppose le

dementi le plus formel.

Et pour vous, monsieur, comme pour tous ceux qui me connaissent, mon affirmation suffira, car, je le dis avec orgueil, si l'on fouille dans ma vie, on trouvera que je n'ai rien à me reprocher, pas même une faiblesse, pas même une capitulation de conscience.

C'est donc comptant sur votre loyauté que je viens vous prier de vouloir bien effacer mon nom de votre lettre du 26 mai.

Veuillez agréer, monsieur, l'assurance de mon profond respect.

Votre dévoué,

N. LA CECILIA.

Ex-général de division, commandant en chef de la 2^e armée de la Commune de Paris.

* * * * *

NOTE VII.

LE DÉPORTE JULES RENARD.

Aux rédacteurs du Rappel.

Je reçois aujourd'hui, 17 juin 1872, cette lettre du 27 mai. Jules Renard est cet homme résolu qui a poussé le respect de sa conscience jusqu'à se dénoncer lui-même. Il est en prison parce qu'il l'a voulu.

Je crois la publication de cette lettre nécessaire.

La presse entière s'empressera, je le pense, de la reproduire.

Cette lettre est remarquable à deux points de vue, l'extrême gravité des faits, l'extrême modération de la plainte.

À l'heure qu'il est, certainement, j'en suis convaincu du moins, Jules Renard n'est plus au cachot, mais il y a été, et cela suffit.

Une enquête est nécessaire; je la réclame comme écrivain, n'ayant pas qualité pour la réclamer comme représentant.

Évidemment la gauche avisera.

VICTOR HUGO.

Prison de Noailles, cellule de correction, N deg. 74, le 27 mai 1872.

A M. Victor Hugo.

De profundis, clamo ad te.

Je suis au cachot depuis huit jours, pour avoir écrit la lettre suivante à M. le général Appert, chef de la justice militaire:

Prison des Chantiers, 20 mai 1872.

"Monsieur le général,

Nous avons l'honneur de vous informer que depuis quelque temps le régime de la prison des Chantiers n'est plus supportable.--Des provocations directes sont adressées chaque jour aux détenus en des termes qui, si ces faits se prolongeaient, donneraient lieu à des appréciations non méritées sur tout ce qui porte l'uniforme de l'armée française. Les sous-officiers employés au service de la prison ne se font aucun scrupule de frapper à coups de bâton sur la tête des prisonniers dont ils ont la garde. Les expressions les plus grossières, les plus humiliantes, les plus blessantes, sont proférées contre nous et deviennent pour nous une continuelle excitation à la révolte.

Aujourd'hui encore, le maréchal des logis D... a frappé avec la plus extrême violence un de nos codétenus, puis s'est promené dans les salles, un revolver dans une main, un gourdin dans l'autre, nous traitant tous de lâches et de canailles. Ce même sous-officier nous soumet depuis quelques jours à la formalité humiliante de la coupe des cheveux et profite de cette occasion pour nous accabler de vexations et d'injures.

Jusqu'ici, faisant effort sur nous-mêmes, nous avons contenu notre indignation, et nous avons répondu à ces faits, que nous ne voulons pas qualifier, par le silence et le dédain. Mais aujourd'hui la mesure est comble, et nous croyons de notre devoir rigoureux, monsieur le général, d'appeler votre haute attention sur ces faits que vous ignorez bien certainement, et de provoquer une enquête.

Il ne s'agit pas, croyez-le bien, monsieur le général, d'opposition de notre part.--Quelque dure que soit la consigne qui nous est imposée, nous sommes tous disposés à la respecter. Ce que nous avons l'honneur de vous soumettre, ce sont les excitations, les provocations, les voies de fait, dont le commandant de la prison donne l'exemple, et qui pourraient occasionner des malheurs. En un mot, il s'agit d'une question d'humanité, de dignité, à laquelle tout homme de cœur et d'honneur ne saurait rester insensible.

Nous avons l'honneur d'être, monsieur le général, vos respectueux,

JULES RENARD, _et une cinquantaine d'autres signataires."

C'est pour avoir écrit cette lettre que je suis _jusqu'à nouvel ordre_ dans un cachot infect, avec un forçat qui a les fers aux pieds, et cinq autres malheureux.

JULES RENARD, ancien secretaire de Rossel.

* * * * *

NOTE VIII.

VENTE DU POEME _LA LIBERATION DU TERRITOIRE_.

On lit dans les journaux de decembre 1873:

"Victor Hugo a publie en septembre dernier des vers intitules: _la Liberation du territoire_. Ce poeme de quelques pages a ete, selon la volonte de l'auteur, vendu au profit des alsaciens-lorrains.

Nous publions la note de MM. Michel Levy freres, qui donne en detail les chiffres relatifs a cette vente.

Il a ete vendu 23,986 exemplaires de _la Liberation du territoire_, qui ont produit, a 50 centimes l'exemplaire, une somme brute de

	11.993
Papier et impression,	2.269
Remises aux libraires,	5.149 90
Affichage et publicite,	47 80
	<hr/>
	7.486 70
	<hr/>
Benefice net,	4.506 30

"Il existe trois societes de secours pour les alsaciens-lorrains: la societe presidee par M. Cremieux, la societe presidee par M. d'Haussonville, et la societe du boulevard Magenta. Victor Hugo a partage egalement entre ces trois comites le produit de la vente et a fait remettre a chacun d'eux la somme de 1,502 fr. 10 c. Total egal, 4,506 fr. 30 c."

* * * * *

NOTE IX.

PROCES-VERBAL DE L'ELECTION DU DELEGUE AUX ELECTIONS SENATORIALES

* * * * *

CONSEIL MUNICIPAL DE PARIS

Seance du dimanche 16 janvier 1876. (Execution de la loi du 2 aout 1875, sur les elections senatoriales.)

L'an mil huit cent soixante-seize, le seize janvier, a une heure et demie de relevee, le conseil municipal de la ville de Paris s'est reuni dans le lieu ordinaire de ses seances, sous la presidence de M. Clemenceau, MM. Delzant et Sigismond Lacroix etant secretaires.

M. le prefet de la Seine a donne lecture:

1. De la loi constitutionnelle du 24 fevrier 1875 sur l'organisation du senat;
2. De la loi organique du 2 aout 1875 sur l'election des senateurs;
3. De la loi du 30 decembre 1875 fixant a ce jour l'election des delegues des conseils municipaux;
4. Du decret du 3 janvier 1876 convoquant les conseils municipaux et fixant la duree du scrutin.

Election du delegue

Il a ensuite invite le conseil a proceder, _sans debat_, au scrutin secret et a la majorite absolue des suffrages, a l'election d'un delegue.

Chaque conseiller municipal, a l'appel de son nom, a ecrit son bulletin de vote sur papier blanc et l'a remis au president.

Le depouillement du vote a commence a 2 heures et demie. Il a donne les resultats ci-apres:

Nombre de bulletins trouves dans l'urne.....73
A deduire, bulletin blanc.....1
--
Reste pour le nombre des suffrages exprimes..72
Majorite absolue.....37

Ont obtenu:

MM. Victor Hugo.. 53 voix.
Mignet..... 7
Gouin..... 7
Dehaynin..... 1
Raspail pere..... 1
Naquet..... 1
De Freycine..... 1
Malarmet..... 1

M. Victor Hugo, ayant obtenu la majorite absolue, a ete proclame delegue.

* * * * *

Le soir de ce jour, M. Clemenceau, president du conseil municipal de Paris, accompagne de plusieurs de ses collegues, s'est presente chez M. Victor Hugo.

Il a dit a M. Victor Hugo:

Mon cher et illustre concitoyen,

Mes collegues m'ont charge de vous faire connaitre que le conseil municipal vous a elu aujourd'hui, entre tous nos concitoyens, pour représenter notre Paris, notre cher et grand Paris, dans le college senatorial du departement de la Seine.

C'est un grand honneur pour moi que cette mission. Permettez-moi de m'en acquitter sans phrases.

Le conseil municipal de la premiere commune de France, de la commune francaise par excellence, avait le devoir de choisir, pour représenter cette laborieuse democratie parisienne qui est le sang et la chair de la democratie francaise, un homme dont la vie fut une vie de travail et de lutte, et qui fut en meme temps, s'il se pouvait rencontrer, la plus haute expression du genie de la France.

Il vous a choisi, mon cher et illustre concitoyen, vous qui parlez de Paris au monde, vous qui avez dit ses luttes, ses malheurs, ses esperances; vous qui le connaissez et qui l'aimez; vous enfin qui, pendant vingt ans d'abaissement et de honte; vous etes dresse inexorable devant le crime triomphant; vous qui avez fait taire l'odieuse clameur des louanges prostituees pour faire entendre au monde

La voix qui dit: Malheur, la bouche qui dit: Non!

Helas! le malheur que vous predisiez est venu. Il est venu trop prompt, et surtout trop complet.

Notre generation, notre ville, commencent a jeter vers l'avenir un regard d'esperance. Notre nef est de celles qui ne sombrent jamais. *_Fluctuat nec mergitur_*. Puisque les brumes du present ne vous obscurcissent pas l'avenir, quittez l'arche, vous qui planez sur les hauteurs, donnez vos grands coups d'aile, et puissions-nous bientot vous saluer rapportant a ceux qui douteraient encore le rameau vert de la republique!

M. Victor Hugo a repondu: Monsieur le president du conseil municipal de Paris,

Je suis profondement emu de vos eloquentes paroles. Y repondre est difficile, je vais l'essayer pourtant.

Vous m'apportez un mandat, le plus grand mandat qui puisse etre attribue a un citoyen. Cette mission m'est donnee de représenter, dans un moment solennel, Paris, c'est-a-dire la ville de la republique, la ville de la liberte, la ville qui exprime la revolution par la civilisation, et qui, entre toutes les villes, a ce privilege de n'avoir jamais fait faire a l'esprit humain un pas en arriere.

Paris--il vient de me le dire admirablement par votre bouche--a confiance en moi. Permettez-moi de dire qu'il a raison. Car, si par moi-meme je ne suis rien, je sens que par mon devouement j'existe, et que ma conscience egale la confiance de Paris.

Il s'agit d'affermir la fondation de la republique. Nous le ferons; et la reussite est certaine. Quant a moi, arme de votre mandat, je me sens une force profonde. Sentir en soi l'ame de Paris, c'est quelque chose comme sentir en soi l'ame meme de la civilisation.

J'irai donc, droit devant moi, a votre but, qui est le mien. La fonction que vous me confiez est un grand honneur; mais ce qui s'appelle honneur en monarchie, s'appelle devoir en republique. C'est donc plus qu'un grand honneur que vous me conferez, c'est un grand devoir que vous m'imposez. Ce devoir, je l'accepte, et je le remplirai. Ce que veut Paris, je le dirai a la France. Comptez sur moi. Vive la republique!

* * * * *

NOTE X.

ELECTIONS SENATORIALES DE LA SEINE

REUNION DES ELECTEURS

21 janvier 1876.

M. LAURENT-PICHAT, _president_--Je mets aux voix la candidature de M. Victor Hugo.

M. L. ASSELINE.--Je demande que le vote ait lieu sans debats pour rendre hommage a l'illustre citoyen. (_Assentiment general._)

La candidature de M. Victor Hugo est adoptee par acclamation.

M. VICTOR HUGO.--Je ne croyais pas utile de parler; mais, puisque l'assemblee semble le desirer, je dirai quelques mots, quelques mots seulement, car votre temps est precieux.

Mes concitoyens, le mandat que vous me faites l'honneur de me proposer n'est rien a cote du mandat que je m'impose. (_Mouvement._)

Je vais bien au dela.

Les verites dont la formule a ete si fermement etablie par notre eloquent president sont les verites memes pour lesquelles je combats depuis trente-six ans. Je les veux, ces verites absolues, et j'en veux d'autres encore. (_Oui! oui!_) Vous le savez, lutter pour la liberte est quelquefois rude, mais toujours doux, et cette lutte pour les choses vraies est un bonheur pour l'homme juste. Je lutterai.

A mon age, on a beaucoup de passe et peu d'avenir, et il n'est pas difficile a mon passe de repondre de mon avenir.

Je ne doute pas de l'avenir. J'ai foi dans le calme et prospere developpement de la republique; je crois profondement au bonheur de ma patrie; le temps des grandes epreuves est fini, je l'espere. Si pourtant il en etait autrement, si de nouvelles commotions nous etaient reservees, si le vent de tempeete devait souffler encore, eh bien! quant a moi, je suis pret, (_Bravos_.) Le mandat que je me donne a moi-meme est sans limite. Ces verites supremes qui sont plus que la base de la politique, qui sont la base de la conscience humaine, je les defendrai, je ne m'epargnerai pas, soyez tranquilles! (_Applaudissements_.)

Je prendrai la parole au senat, aux assemblees, partout; je prendrai la parole la ou je l'aurai, et, la ou je ne l'aurai pas, je la prendrai encore. Je n'ai recule et je ne reculerai devant aucune des extremités du devoir, ni devant les barricades, ni devant le tyran; j'irais ... cela va sans dire, et votre emotion me dit que la pensee qui est dans mon coeur est aussi dans le votre, et je lis dans vos yeux les paroles que je vais prononcer ...--pour la defense du peuple et du droit, j'irais jusqu'a la mort, si nous etions condamnes a combattre, et jusqu'a l'exil si nous etions condamnes a survivre. (_Acclamations_.)

* * * * *

NOTE XI.

APRES LE DISCOURS POUR L'AMNISTIE

Un groupe maconique de Toulouse a ecrit a Victor Hugo.

Toulouse, 26 mai 1876.

Maitre et citoyen,

La cause que vous avez plaidee lundi au senat est noble et belle; juste au point de vue humanitaire, juste au point de vue politique. Le senat n'a voulu comprendre ni l'un ni l'autre; il avait le parti pris de ne pas se laisser emouvoir; et pourtant, vos sublimes accents ont fait vibrer tous les coeurs francais et veritablement humains. Mais vos collegues avaient revetu leurs poitrines de la triple cuirasse du poete latin; sous pretexte de politique, ils sont demeures sourds a la voix de l'humanite. Souvent trop d'habilete nuit, car, en etouffant celle-ci, ils ont compromis celle-la.

Dans la question de l'amnistie, les interets de la politique et de l'humanite sont les memes. Qu'importe que le senat n'ait point voulu prendre leur defense? Il a cru etouffer la question en la rejetant, il n'a reussi qu'a lui donner une impulsion plus vive, qu'a l'imposer aux meditations de tous. Les deux Chambres ont rejete la cause de

l'amnistie, de l'humanité, de la justice; le pays la prend en main, et il faudra bien que le pays finisse par avoir raison de toutes les fausses peurs, de toutes les mauvaises volontés, de tous les calculs égoïstes.

Maitre, la France ne se faisait pas d'illusion; elle savait que l'amnistie était condamnée d'avance et qu'elle se heurterait à un parti pris; elle savait que les puissants du jour ne consentiraient pas à ouvrir les portes de la patrie à ces milliers de malheureux qui expient, depuis cinq années, loin du sol natal, le crime de s'être laissé égarer un moment après les souffrances et les privations du siège et du bombardement, après avoir défendu et sauvé l'honneur national compromis par ... d'autres. Cela était prévu, la France n'avait aucune illusion; elle n'applaudit qu'avec plus d'attendrissement et d'enthousiasme à votre patriotisme, à votre courage civique. En vous lisant, elle a cru entendre la voix de la Patrie désolée qui pleure l'exil de ses enfants; elle a cru entendre la voix de l'Humanité faisant appel à l'union des cœurs, à la fraternité des membres d'une même famille. Et, quant à la page éloquente, digne des plus belles des *Chatiments*, où vous prenez au collet le sinistre aventurier de Boulogne et de Décembre, le démoralisateur de la France, le lâche et le traître de Sedan, pour le flétrir et le condamner, nous avons cru entendre la sentence vengeresse de l'impartiale Histoire.

Maitre, un groupe maçonnique de Toulouse, après avoir lu votre splendide discours--tellement irrefutable que les complices eux-mêmes de l'assassin des boulevards, vos collègues au sénat, hélas! sont demeurés muets et cloués à leurs fauteuils,--vous fait part de son enthousiasme et de sa vénération, et vous dit: Maitre, la France démocratique--c'est-à-dire la fille de la Révolution de 1789, celle qui travaille, celle qui pense, celle qui est humaine et qui veut chasser jusqu'au souvenir de nos discordes--est avec vous--votre saisissant et admirable langage a été l'expression fidèle des sentiments de son cœur et de sa volonté inébranlable. La cause de l'amnistie a été perdue devant le parlement, elle a été gagnée devant l'opinion publique.

Pour les francs-maçons, au nom desquels je parle, pour la France intellectuelle et morale, vous êtes toujours le grand poète, le courageux citoyen, l'éloquent penseur, l'interprète le plus admiré des grandes lois divines et humaines, en même temps que le plus éclatant génie moderne de la patrie de Voltaire et de Molière.

Permettez-nous de serrer votre loyale main,

LOUIS BRAUD.

Ont adhéré:

DOUMERGUE, L. EDAN, TOURNIE aîné, CODARD, P. BAUX, LAPART, F. MASSY, BONNEMAISON, SIMON, CASTAING, BOUILHIERES, DELCROSSE, BIRON, ALIE, THIL, PELYRIN, DUREST, CLERGUE, DEMEURE, BOURGARE, TARRIE, OURNAC,

HAFFNER, AMOUROUX, A. FUMEL, URBAIN, FUMEL, GAUBERT, DE MARGEOT, HECTOR GOUA, CASTAGNE, BRENEL, PARIS aine, PUJOL, GRATELOU, GIRONS, GROS, COSTE, ASABATHIER, BROL, PAGES, ROCHE, FIGARID, BERGER, GARDEL, BOLA, CORNE, BOUDET, GAUSSERAN, COUDARD, BARLE, DELMAS, PICARD, LANNES, ARISTE, PASSERIEUX, etc., etc.

Voici la reponse de Victor Hugo:

Paris, 4 juin 1876.

Mes honorables concitoyens,

Votre patriotique sympathie, si eloquemment exprimee, serait une recompense, si j'en meritis une.

Mais je ne suis rien qu'une voix qui a dit la verite.

Je saisis, en vous remerciant, l'occasion de remercier les innombrables partisans de l'amnistie qui m'ecrivent en ce moment tant de genereuses lettres d'adhesion. En vous repondant, je leur reponds.

Cette unanimite pour l'amnistie est belle; on y sent le voeu, je dirais presque le vote de la France.

En depit des hesitations aveugles, l'amnistie se fera. Elle est dans la force des choses. L'amnistie s'impose a tous les coeurs par la pitie et a tous les esprits par la justice.

Je presse vos mains cordiales.

VICTOR HUGO.

* * * * *

TABLE

PARIS ET ROME.

DEPUIS L'EXIL

PREMIERE PARTIE

DU RETOUR EN FRANCE A L'EXPULSION DE BELGIQUE

PARIS

- I. Rentrée a Paris.
- II. Aux allemands.
- III. Aux français.
- IV. Aux parisiens.
- V. _Les Chatiments_.
- VI. Election du 8 février 1871.

BORDEAUX

- I. Arrivée a Bordeaux.
- II. Discours sur la guerre.
- III. Discours et Déclaration sur les démissionnaires alsaciens.
- IV. La question de Paris.
- V. La démission.
- VI. Mort et obsèques de Charles Hugo.

BRUXELLES

- I. _Un cri_.
- II. _Pas de représailles_.
- III. _Les deux trophées_.
- IV. A MM. Meurice et Vacquerie.
- V. L'incident belge.--L'arrestation.--L'attaque nocturne.--L'expulsion.
- VI. Vianden.
- VII. Election du 2 juillet 1881.

CONCLUSION

DEUXIEME PARTIE

DE L'EXPULSION DE BELGIQUE A L'ENTREE AU SENAT

PARIS

- I. Aux redacteurs du _Rappel_.
- II. A M. Leon Bigot, avocat de Maroteau.
- III. A M. Robert Hyenne.
- IV. Le mandat contractuel.
- V. Election du 7 janvier.--Lettre au Peuple de Paris.
- VI. Funerailles d'Alexandre Dumas.
- VII. Aux redacteurs de la _Renaissance_.
- VIII. Aux redacteurs du _Peuple souverain_.
- IX. Reponse aux romains.
- X. Questions sociales:--l'Enfant, la Femme.
- XI. Anniversaire de la Republique.
- XII. L'avenir de l'Europe.
- XIII. Offres de rentrer a l'Assemblee.
- XIV. Henri Rochefort.
- XV. La ville de Trieste et Victor Hugo.
- XVI. _La Liberation du territoire_.
- XVII. Mort de Francois-Victor Hugo.
- XVIII. Le Centenaire de Petrarque.
- XIX. La question de la paix remplacee par la question de la guerre.
- XX. Obseques de Madame Paul Meurice.
- XXI. Aux Democratres italiens.
- XXII. Pour un soldat.
- XXIII. Obseques d'Edgar Quinet.
- XXIV. Au Congres de la paix.
- XXV. Le Delege de Paris aux Delegates des communes de France.

XXVI. Obseques de Frederick-Lemaitre.

XXVII. Election des senateurs de la Seine.

XXVIII. Le condamne Simbozel.

XXIX. L'Exposition de Philadelphie.

XXX. Obseques de Madame Louis Blanc.

XXXI. Obseques de George Sand.

XXXII. L'amnistie au senat.

NOTES.

Note 1. Elections du 8 fevrier 1871.

Note 2. Victor Hugo a Bordeaux.

Note 3. Demission de Victor Hugo.

Note 4. A la deputation des citoyens de Bordeaux.

Note 5. Fin de l'incident belge.

Note 6. Lettre La Cecilia.

Note 7. Le deporté Jules Renard.

Note 8. Vente du poeme _la Liberation du territoire_.

Note 9. Proces-verbal de l'election du Delege aux elections senatoriales.

Note 10. Elections senatoriales de la Seine.

Note 11. Les francs-macons de Toulouse.

End of the Project Gutenberg EBook of Actes et Paroles, vol. 3, by Victor Hugo

*** END OF THE PROJECT GUTENBERG EBOOK ACTES ET PAROLES, VOL. 3 ***

This file should be named 7act310.txt or 7act310.zip

Corrected EDITIONS of our eBooks get a new NUMBER, 7act311.txt
VERSIONS based on separate sources get new LETTER, 7act310a.txt

Produced by Carlo Traverso, Marc D'Hooghe
and the Online Distributed Proofreaders

Project Gutenberg eBooks are often created from several printed editions, all of which are confirmed as Public Domain in the US unless a copyright notice is included. Thus, we usually do not keep eBooks in compliance with any particular paper edition.

We are now trying to release all our eBooks one year in advance of the official release dates, leaving time for better editing. Please be encouraged to tell us about any error or corrections, even years after the official publication date.

Please note neither this listing nor its contents are final til midnight of the last day of the month of any such announcement. The official release date of all Project Gutenberg eBooks is at Midnight, Central Time, of the last day of the stated month. A preliminary version may often be posted for suggestion, comment and editing by those who wish to do so.

Most people start at our Web sites at:
<http://gutenberg.net> or
<http://promo.net/pg>

These Web sites include award-winning information about Project Gutenberg, including how to donate, how to help produce our new eBooks, and how to subscribe to our email newsletter (free!).

Those of you who want to download any eBook before announcement can get to them as follows, and just download by date. This is also a good way to get them instantly upon announcement, as the indexes our cataloguers produce obviously take a while after an announcement goes out in the Project Gutenberg Newsletter.

<http://www.ibiblio.org/gutenberg/etext03> or
<ftp://ftp.ibiblio.org/pub/docs/books/gutenberg/etext03>

Or /etext02, 01, 00, 99, 98, 97, 96, 95, 94, 93, 92, 92, 91 or 90

Just search by the first five letters of the filename you want, as it appears in our Newsletters.

Information about Project Gutenberg (one page)

We produce about two million dollars for each hour we work. The time it takes us, a rather conservative estimate, is fifty hours to get any eBook selected, entered, proofread, edited, copyright searched and analyzed, the copyright letters written, etc. Our

projected audience is one hundred million readers. If the value per text is nominally estimated at one dollar then we produce \$2 million dollars per hour in 2002 as we release over 100 new text files per month: 1240 more eBooks in 2001 for a total of 4000+ We are already on our way to trying for 2000 more eBooks in 2002 If they reach just 1-2% of the world's population then the total will reach over half a trillion eBooks given away by year's end.

The Goal of Project Gutenberg is to Give Away 1 Trillion eBooks!
This is ten thousand titles each to one hundred million readers,
which is only about 4% of the present number of computer users.

Here is the briefest record of our progress (* means estimated):

eBooks Year Month

1	1971	July
10	1991	January
100	1994	January
1000	1997	August
1500	1998	October
2000	1999	December
2500	2000	December
3000	2001	November
4000	2001	October/November
6000	2002	December*
9000	2003	November*
10000	2004	January*

The Project Gutenberg Literary Archive Foundation has been created to secure a future for Project Gutenberg into the next millennium.

We need your donations more than ever!

As of February, 2002, contributions are being solicited from people and organizations in: Alabama, Alaska, Arkansas, Connecticut, Delaware, District of Columbia, Florida, Georgia, Hawaii, Illinois, Indiana, Iowa, Kansas, Kentucky, Louisiana, Maine, Massachusetts, Michigan, Mississippi, Missouri, Montana, Nebraska, Nevada, New Hampshire, New Jersey, New Mexico, New York, North Carolina, Ohio, Oklahoma, Oregon, Pennsylvania, Rhode Island, South Carolina, South Dakota, Tennessee, Texas, Utah, Vermont, Virginia, Washington, West Virginia, Wisconsin, and Wyoming.

We have filed in all 50 states now, but these are the only ones that have responded.

As the requirements for other states are met, additions to this list will be made and fund raising will begin in the additional states. Please feel free to ask to check the status of your state.

In answer to various questions we have received on this:

We are constantly working on finishing the paperwork to legally request donations in all 50 states. If your state is not listed and you would like to know if we have added it since the list you have, just ask.

While we cannot solicit donations from people in states where we are not yet registered, we know of no prohibition against accepting donations from donors in these states who approach us with an offer to donate.

International donations are accepted, but we don't know ANYTHING about how to make them tax-deductible, or even if they CAN be made deductible, and don't have the staff to handle it even if there are ways.

Donations by check or money order may be sent to:

Project Gutenberg Literary Archive Foundation
PMB 113
1739 University Ave.
Oxford, MS 38655-4109

Contact us if you want to arrange for a wire transfer or payment method other than by check or money order.

The Project Gutenberg Literary Archive Foundation has been approved by the US Internal Revenue Service as a 501(c)(3) organization with EIN [Employee Identification Number] 64-622154. Donations are tax-deductible to the maximum extent permitted by law. As fund-raising requirements for other states are met, additions to this list will be made and fund-raising will begin in the additional states.

We need your donations more than ever!

You can get up to date donation information online at:

<http://www.gutenberg.net/donation.html>

If you can't reach Project Gutenberg,
you can always email directly to:

Michael S. Hart <hart@pobox.com>

Prof. Hart will answer or forward your message.

We would prefer to send you information by email.

The Legal Small Print

(Three Pages)

START**THE SMALL PRINT!**FOR PUBLIC DOMAIN EBOOKS**START

Why is this "Small Print!" statement here? You know: lawyers. They tell us you might sue us if there is something wrong with your copy of this eBook, even if you got it for free from someone other than us, and even if what's wrong is not our fault. So, among other things, this "Small Print!" statement disclaims most of our liability to you. It also tells you how you may distribute copies of this eBook if you want to.

***BEFORE!* YOU USE OR READ THIS EBOOK**

By using or reading any part of this PROJECT GUTENBERG-tm eBook, you indicate that you understand, agree to and accept this "Small Print!" statement. If you do not, you can receive a refund of the money (if any) you paid for this eBook by sending a request within 30 days of receiving it to the person you got it from. If you received this eBook on a physical medium (such as a disk), you must return it with your request.

ABOUT PROJECT GUTENBERG-TM EBOOKS

This PROJECT GUTENBERG-tm eBook, like most PROJECT GUTENBERG-tm eBooks, is a "public domain" work distributed by Professor Michael S. Hart through the Project Gutenberg Association (the "Project"). Among other things, this means that no one owns a United States copyright on or for this work, so the Project (and you!) can copy and distribute it in the United States without permission and without paying copyright royalties. Special rules, set forth below, apply if you wish to copy and distribute this eBook under the "PROJECT GUTENBERG" trademark.

Please do not use the "PROJECT GUTENBERG" trademark to market any commercial products without permission.

To create these eBooks, the Project expends considerable efforts to identify, transcribe and proofread public domain works. Despite these efforts, the Project's eBooks and any medium they may be on may contain "Defects". Among other things, Defects may take the form of incomplete, inaccurate or corrupt data, transcription errors, a copyright or other intellectual property infringement, a defective or damaged disk or other eBook medium, a computer virus, or computer codes that damage or cannot be read by your equipment.

LIMITED WARRANTY; DISCLAIMER OF DAMAGES

But for the "Right of Replacement or Refund" described below, [1] Michael Hart and the Foundation (and any other party you may receive this eBook from as a PROJECT GUTENBERG-tm eBook) disclaims all liability to you for damages, costs and expenses, including legal fees, and [2] YOU HAVE NO REMEDIES FOR NEGLIGENCE OR UNDER STRICT LIABILITY, OR FOR BREACH OF WARRANTY OR CONTRACT,

INCLUDING BUT NOT LIMITED TO INDIRECT, CONSEQUENTIAL, PUNITIVE OR INCIDENTAL DAMAGES, EVEN IF YOU GIVE NOTICE OF THE POSSIBILITY OF SUCH DAMAGES.

If you discover a Defect in this eBook within 90 days of receiving it, you can receive a refund of the money (if any) you paid for it by sending an explanatory note within that time to the person you received it from. If you received it on a physical medium, you must return it with your note, and such person may choose to alternatively give you a replacement copy. If you received it electronically, such person may choose to alternatively give you a second opportunity to receive it electronically.

THIS EBOOK IS OTHERWISE PROVIDED TO YOU "AS-IS". NO OTHER WARRANTIES OF ANY KIND, EXPRESS OR IMPLIED, ARE MADE TO YOU AS TO THE EBOOK OR ANY MEDIUM IT MAY BE ON, INCLUDING BUT NOT LIMITED TO WARRANTIES OF MERCHANTABILITY OR FITNESS FOR A PARTICULAR PURPOSE.

Some states do not allow disclaimers of implied warranties or the exclusion or limitation of consequential damages, so the above disclaimers and exclusions may not apply to you, and you may have other legal rights.

INDEMNITY

You will indemnify and hold Michael Hart, the Foundation, and its trustees and agents, and any volunteers associated with the production and distribution of Project Gutenberg-tm texts harmless, from all liability, cost and expense, including legal fees, that arise directly or indirectly from any of the following that you do or cause: [1] distribution of this eBook, [2] alteration, modification, or addition to the eBook, or [3] any Defect.

DISTRIBUTION UNDER "PROJECT GUTENBERG-tm"

You may distribute copies of this eBook electronically, or by disk, book or any other medium if you either delete this "Small Print!" and all other references to Project Gutenberg, or:

[1] Only give exact copies of it. Among other things, this requires that you do not remove, alter or modify the eBook or this "small print!" statement. You may however, if you wish, distribute this eBook in machine readable binary, compressed, mark-up, or proprietary form, including any form resulting from conversion by word processing or hypertext software, but only so long as *EITHER*:

[*] The eBook, when displayed, is clearly readable, and does *not* contain characters other than those intended by the author of the work, although tilde

(~), asterisk (*) and underline () characters may be used to convey punctuation intended by the author, and additional characters may be used to indicate hypertext links; OR

[*] The eBook may be readily converted by the reader at no expense into plain ASCII, EBCDIC or equivalent form by the program that displays the eBook (as is the case, for instance, with most word processors); OR

[*] You provide, or agree to also provide on request at no additional cost, fee or expense, a copy of the eBook in its original plain ASCII form (or in EBCDIC or other equivalent proprietary form).

[2] Honor the eBook refund and replacement provisions of this "Small Print!" statement.

[3] Pay a trademark license fee to the Foundation of 20% of the gross profits you derive calculated using the method you already use to calculate your applicable taxes. If you don't derive profits, no royalty is due. Royalties are payable to "Project Gutenberg Literary Archive Foundation" the 60 days following each date you prepare (or were legally required to prepare) your annual (or equivalent periodic) tax return. Please contact us beforehand to let us know your plans and to work out the details.

WHAT IF YOU *WANT* TO SEND MONEY EVEN IF YOU DON'T HAVE TO?

Project Gutenberg is dedicated to increasing the number of public domain and licensed works that can be freely distributed in machine readable form.

The Project gratefully accepts contributions of money, time, public domain materials, or royalty free copyright licenses.

Money should be paid to the:

"Project Gutenberg Literary Archive Foundation."

If you are interested in contributing scanning equipment or software or other items, please contact Michael Hart at: hart@pobox.com

[Portions of this eBook's header and trailer may be reprinted only when distributed free of all fees. Copyright (C) 2001, 2002 by Michael S. Hart. Project Gutenberg is a TradeMark and may not be used in any sales of Project Gutenberg eBooks or other materials be they hardware or software or any other related product without express permission.]

*END THE SMALL PRINT! FOR PUBLIC DOMAIN EBOOKS*Ver.02/11/02*END*

PRINT! FOR PUBLIC DOMAIN EBOOKS*Ver.02/11/02*END*

the last day of the month of any such announcement.

The official release date of all Project Gutenberg eBooks is at Midnight, Central Time, of the last day of the stated month. A preliminary version may often be posted for suggestion, comment and editing by those who wish to do so.

Most people start at our Web sites at:

<http://gutenberg.net> or

<http://promo.net/pg>

These Web sites include award-winning information about Project Gutenberg, including how to donate, how to help produce our new eBooks, and how to subscribe to our email newsletter (free!).

Those of you who want to download any eBook before announcement can get to them as follows, and just download by date. This is also a good way to get them instantly upon announcement, as the indexes our cataloguers produce obviously take a while after an announcement goes out in the Project Gutenberg Newsletter.

<http://www.ibiblio.org/gutenberg/etext03> or

<ftp://ftp.ibiblio.org/pub/docs/books/gutenberg/etext03>

Or /etext02, 01, 00, 99, 98, 97, 96, 95, 94, 93, 92, 91 or 90

Just search by the first five letters of the filename you want,
as it appears in our Newsletters.

Information about Project Gutenberg (one page)

We produce about two million dollars for each hour we work. The time it takes us, a rather conservative estimate, is fifty hours to get any eBook selected, entered, proofread, edited, copyright searched and analyzed, the copyright letters written, etc. Our projected audience is one hundred million readers. If the value per text is nominally estimated at one dollar then we produce \$2 million dollars per hour in 2002 as we release over 100 new text files per month: 1240 more eBooks in 2001 for a total of 4000+
We are already on our way to trying for 2000 more eBooks in 2002
If they reach just 1-2% of the world's population then the total will reach over half a trillion eBooks given away by year's end.

The Goal of Project Gutenberg is to Give Away 1 Trillion eBooks!

This is ten thousand titles each to one hundred million readers,
which is only about 4% of the present number of computer users.

Here is the briefest record of our progress (* means estimated):

eBooks Year Month

1 1971 July
10 1991 January
100 1994 January
1000 1997 August
1500 1998 October
2000 1999 December
2500 2000 December
3000 2001 November
4000 2001 October/November
6000 2002 December*
9000 2003 November*
10000 2004 January*

The Project Gutenberg Literary Archive Foundation has been created
to secure a future for Project Gutenberg into the next millennium.

We need your donations more than ever!

As of February, 2002, contributions are being solicited from people
and organizations in: Alabama, Alaska, Arkansas, Connecticut,
Delaware, District of Columbia, Florida, Georgia, Hawaii, Illinois,
Indiana, Iowa, Kansas, Kentucky, Louisiana, Maine, Massachusetts,
Michigan, Mississippi, Missouri, Montana, Nebraska, Nevada, New
Hampshire, New Jersey, New Mexico, New York, North Carolina, Ohio,
Oklahoma, Oregon, Pennsylvania, Rhode Island, South Carolina, South

Dakota, Tennessee, Texas, Utah, Vermont, Virginia, Washington, West Virginia, Wisconsin, and Wyoming.

We have filed in all 50 states now, but these are the only ones that have responded.

As the requirements for other states are met, additions to this list will be made and fund raising will begin in the additional states.

Please feel free to ask to check the status of your state.

In answer to various questions we have received on this:

We are constantly working on finishing the paperwork to legally request donations in all 50 states. If your state is not listed and you would like to know if we have added it since the list you have, just ask.

While we cannot solicit donations from people in states where we are not yet registered, we know of no prohibition against accepting donations from donors in these states who approach us with an offer to donate.

International donations are accepted, but we don't know ANYTHING about how to make them tax-deductible, or even if they CAN be made deductible, and don't have the staff to handle it even if there are ways.

Donations by check or money order may be sent to:

Project Gutenberg Literary Archive Foundation

PMB 113

1739 University Ave.

Oxford, MS 38655-4109

Contact us if you want to arrange for a wire transfer or payment
method other than by check or money order.

The Project Gutenberg Literary Archive Foundation has been approved by
the US Internal Revenue Service as a 501(c)(3) organization with EIN
[Employee Identification Number] 64-622154. Donations are
tax-deductible to the maximum extent permitted by law. As fund-raising
requirements for other states are met, additions to this list will be
made and fund-raising will begin in the additional states.

We need your donations more than ever!

You can get up to date donation information online at:

<http://www.gutenberg.net/donation.html>

If you can't reach Project Gutenberg,

you can always email directly to:

Michael S. Hart <hart@pobox.com>

Prof. Hart will answer or forward your message.

We would prefer to send you information by email.

****The Legal Small Print****

(Three Pages)

*****START**THE SMALL PRINT!**FOR PUBLIC DOMAIN EBOOKS**START*****

Why is this "Small Print!" statement here? You know: lawyers.

They tell us you might sue us if there is something wrong with

your copy of this eBook, even if you got it for free from

someone other than us, and even if what's wrong is not our

fault. So, among other things, this "Small Print!" statement

disclaims most of our liability to you. It also tells you how

you may distribute copies of this eBook if you want to.

***BEFORE!* YOU USE OR READ THIS EBOOK**

By using or reading any part of this PROJECT GUTENBERG-tm

eBook, you indicate that you understand, agree to and accept

this "Small Print!" statement. If you do not, you can receive a refund of the money (if any) you paid for this eBook by sending a request within 30 days of receiving it to the person you got it from. If you received this eBook on a physical medium (such as a disk), you must return it with your request.

ABOUT PROJECT GUTENBERG-TM EBOOKS

This PROJECT GUTENBERG-tm eBook, like most PROJECT GUTENBERG-tm eBooks, is a "public domain" work distributed by Professor Michael S. Hart through the Project Gutenberg Association (the "Project").

Among other things, this means that no one owns a United States copyright on or for this work, so the Project (and you!) can copy and distribute it in the United States without permission and without paying copyright royalties. Special rules, set forth below, apply if you wish to copy and distribute this eBook under the "PROJECT GUTENBERG" trademark.

Please do not use the "PROJECT GUTENBERG" trademark to market any commercial products without permission.

To create these eBooks, the Project expends considerable efforts to identify, transcribe and proofread public domain works. Despite these efforts, the Project's eBooks and any medium they may be on may contain "Defects". Among other things, Defects may take the form of incomplete, inaccurate or corrupt data, transcription errors, a copyright or other

intellectual property infringement, a defective or damaged disk or other eBook medium, a computer virus, or computer codes that damage or cannot be read by your equipment.

LIMITED WARRANTY; DISCLAIMER OF DAMAGES

But for the "Right of Replacement or Refund" described below,

[1] Michael Hart and the Foundation (and any other party you may receive this eBook from as a PROJECT GUTENBERG-tm eBook) disclaims all liability to you for damages, costs and expenses, including legal fees, and [2] YOU HAVE NO REMEDIES FOR NEGLIGENCE OR UNDER STRICT LIABILITY, OR FOR BREACH OF WARRANTY OR CONTRACT, INCLUDING BUT NOT LIMITED TO INDIRECT, CONSEQUENTIAL, PUNITIVE OR INCIDENTAL DAMAGES, EVEN IF YOU GIVE NOTICE OF THE POSSIBILITY OF SUCH DAMAGES.

If you discover a Defect in this eBook within 90 days of receiving it, you can receive a refund of the money (if any) you paid for it by sending an explanatory note within that time to the person you received it from. If you received it on a physical medium, you must return it with your note, and such person may choose to alternatively give you a replacement copy. If you received it electronically, such person may choose to alternatively give you a second opportunity to receive it electronically.

THIS EBOOK IS OTHERWISE PROVIDED TO YOU "AS-IS". NO OTHER WARRANTIES OF ANY KIND, EXPRESS OR IMPLIED, ARE MADE TO YOU AS

TO THE EBOOK OR ANY MEDIUM IT MAY BE ON, INCLUDING BUT NOT LIMITED TO WARRANTIES OF MERCHANTABILITY OR FITNESS FOR A PARTICULAR PURPOSE.

Some states do not allow disclaimers of implied warranties or the exclusion or limitation of consequential damages, so the above disclaimers and exclusions may not apply to you, and you may have other legal rights.

INDEMNITY

You will indemnify and hold Michael Hart, the Foundation, and its trustees and agents, and any volunteers associated with the production and distribution of Project Gutenberg-tm texts harmless, from all liability, cost and expense, including legal fees, that arise directly or indirectly from any of the following that you do or cause: [1] distribution of this eBook, [2] alteration, modification, or addition to the eBook, or [3] any Defect.

DISTRIBUTION UNDER "PROJECT GUTENBERG-tm"

You may distribute copies of this eBook electronically, or by disk, book or any other medium if you either delete this "Small Print!" and all other references to Project Gutenberg, or:

[1] Only give exact copies of it. Among other things, this

requires that you do not remove, alter or modify the eBook or this "small print!" statement. You may however, if you wish, distribute this eBook in machine readable binary, compressed, mark-up, or proprietary form, including any form resulting from conversion by word processing or hypertext software, but only so long as

***EITHER*:**

[*] The eBook, when displayed, is clearly readable, and does ***not*** contain characters other than those intended by the autho